HISTOIRE

DE LA

LITHUANIE ET DE LA RUTHÉNIE

JUSQU'A

LEUR UNION DÉFINITIVE AVEC LA POLOGNE

CONCLUE A LUBLIN EN 1569

PAR

JOACHIM LELEWEL

TRADUIT PAR

E. RYKACZEWSKI

Avec les notes du traducteur



PARIS ET LEIPZIG

LIBRAIRIE A. FRANCK

1861

HISTOIRE

DE LA

LITHUANIE ET DE LA RUTHÉNIE

INTRODUCTION

1. — Allocutions de l'empereur Alexandre II.

Dans le cours des années 1858, 1859 et 1860, il a plu à l'empereur de Russie Alexandre II, d'adresser aux Polonais des allocutions politiques et historiques dans le but de les éclairer, de les convaincre qu'ils n'ont jamais été Polonais, ou qu'ils ont cessé de l'être, et qu'actuellement ils sont Russes, ou plutôt Moscovites. En repoussant cette prétention contraire aux données les plus élémentaires de la science historique, nous essayerons de prouver que ce qu'on nomme la Russie n'est qu'une fiction, un non-sens, une nouvelle dénomination démentie par l'histoire. La Russie d'aujourd'hui, abstraction faite de provinces envahies en 1772, 1793 et 1795, ainsi que de celles usurpées au xviie siècle, appartenant toutes à la nationalité polonaise, n'est que la Moscovie, pays non slave, de nationalité asiatique et barbare, déclaré au xviiie siècle État européen, et nationalité slave, par un oukase, œuvre de la volonté absolue d'une tzarine. La Russie porte un nom qui ne lui appartient pas ; elle est slave au même titre que l'est l'Autriche. La Moscovie fondée au xiie siècle,

en opposition, en haine de l'esprit slave ou plutôt polonais, s'est élevée par le démembrement des pays slaves, par l'anéantissement de leur nationalité. La Russie actuelle est ce qu'il y a de plus antipathique aux idées slaves, mais principalement aux idées, aux croyances polonaises. Ce que la Pologne affirme, la Russie le nie. Cette dénomination « la Russie » ne dit rien, ne signifie rien. C'est une expression purement diplomatique, car il n'existe pas d'histoire russe, mais uniquement une histoire moscovite. La nationalité russe n'est pas plus réelle. Il existe une nationalité moscovite, slave, si on le veut absolument, mais très faible, qui n'a rien de sérieux, mais seulement extérieure, seulement apparente. Quant à l'âme, à l'idée slave elle-même, elle n'est pas encore née. Suffit-il de s'exprimer en langue française pour être de nationalité française? Les Russes se servent de la langue slave qu'ils se sont assimilée au XIIe siècle en la corrompant. Mais quelles sont les idées, les croyances qui leur sont communes avec les Slaves et surtout avec les Polonais? Ils n'en ont aucune.

Est-ce donc l'empereur Alexandre II qui nous enseignera, à nous, Polonais, ce que nous sommes, lui qui par ses origines n'est pas un Slave, pas même un Moscovite? Le prince Dolgorouki dit formellement (ce que du reste on savait déjà) qu'Alexandre II est Allemand, explication la plus rationnelle de cette haine passionnée avec laquelle les empereurs russes ou moscovites oppriment le pays sur lequel ils règnent, et s'efforcent d'exterminer la nationalité polonaise. Ils ne sont pas chez eux. Rien ne les attache aux Moscovites, ni aux Polonais. Il n'y a rien de commun entre leur esprit et celui de ces deux peuples.

Quel est donc l'esprit qui dirige, qui anime les empereurs moscovites? C'est l'esprit normand, l'esprit moscovite, l'esprit tatar et depuis Pierre Ier, l'esprit germanique.

L'empereur Alexandre II, à qui, dans les premiers moments de son avénement, on aimait à supposer des idées de réparation et de justice pour la Pologne, l'empereur Alexandre à sa première entrevue avec les Polonais, à Varsovie, et après avoir reçu d'eux un accueil bienveillant, généreux, et qu'il n'avait pas encore mérité, leur adressa cependant, et nous regrettons de le dire, ces paroles haineuses et atroces : « Tout ce que mon père a fait, il » l'a bien fait. — Ne rêvez pas, car je saurai sévir. » En d'autres termes : « Mon père s'est donné la mission d'ex» terminer la nationalité polonaise et la religion catholique » romaine; mais je continuerai cette œuvre pieuse d'ex» termination. Cessez de rêver une Pologne, soyez Mos» covites, sinon je sévirai. » Quel commencement de règne!

Si la Pologne n'est qu'un rêve, qu'une belle illusion, nous le demandons, contre qui donc ces menaces d'extermination et de sévices? Contre des rêves, contre ce qui n'a rien de réel et de vital; contre ce qui est mort historiquement et nationalement! Mais si la Pologne n'est pas un rêve, ces menaces d'extermination et des sévices se briseront contre ce qu'il y a de plus noble et de plus saint dans la nature humaine, contre ces croyances profondes, indéracinables qui d'un côté enfantent les martyrs et de l'autre les bourreaux, les Tibère, ou, en prenant l'exemple dans l'histoire moscovite, les Ivans les Terribles, exterminateurs sans conscience et sans Dieu.

Vient-on proclamer que la Pologne n'est qu'un rêve, et

cela à Varsovie même, dans la capitale de cette Pologne, créée en 1815, par le consentement et la volonté de toutes les puissances européennes, confiée trop généreusement ou trop légèrement à la souveraineté *limitée* des empereurs russes? C'est donc un défi jeté orgueilleusement à l'Europe; c'est la violation ou l'abrogation arbitraire des traités; c'est encore le parjure, car les empereurs Alexandre Ier et Nicolas Ier ont juré « qu'il y a une Pologne, qu'il existe » une nationalité polonaise. »

Au congrès réuni à Paris en 1856, les puissances, inspirées par le gouvernement français, ont voulu, ainsi qu'elles en avaient le droit et le devoir, connaître ce qui se passait en Pologne, comment on y gouvernait, faire cesser les persécutions infligées à la nationalité polonaise; enfin, imposer à la Russie le respect dû aux traités, aux propres engagements pris librement par elle. M. le comte Orlow, ambassadeur moscovite, se leva et fit la promesse solennelle que son auguste maître, de son propre mouvement, accorderait aux Polonais plus qu'ils n'oseraient eux-mêmes demander ou espérer. L'allocution de l'empereur Alexandre II est l'accomplissement des promesses magnifiques faites en son nom. Aussi lord Lyndhurst a-t-il eu raison d'affirmer au Parlement britannique que les traités et les promesses faits par la Russie ne valent pas même le papier sur lequel on les consigne.

En l'année 1859, l'empereur Alexandre II est venu à Kamiénietz-Podolski, capitale de l'une des plus anciennes provinces polonaises, possédée de temps immémorial par des habitants issus de la Pologne, appartenant par conséquent à la nationalité polonaise, et où, antérieurement à 1793 il n'y avait jamais eu de Russes, ni de Moscovites.

L'allocution de Varsovie n'avait ni convaincu, ni effrayé la noblesse de cette province. Elle demanda respectueusement à l'empereur qu'on restituât à elle et aux habitants tous de nationalité polonaise, l'usage de leur langue dans les écoles, dans l'administration et qu'on daignât au moins tolérer la religion catholique romaine. L'empereur Alexandre II opposa à ces demandes justes et légales un refus absolu et hautain, consigné dans une autre allocution diplomatique et historique, ainsi conçue : « Je suis un » empereur russe (lisez moscovite) et je suis sur le sol » russe, vous tous vous n'êtes que des Russes : je ne veux » rien avoir de commun avec la Pologne, ni avec des » Polonais. »

Quant à ce dernier vœu, les Polonais sont heureux de pouvoir l'approuver complétement et en souhaitent ardemment la réalisation. L'empereur Alexandre II n'a qu'à s'éloigner, faire retirer l'armée moscovite de cette province polonaise, personne ne le retiendra, personne ne le priera d'y rester, car il la gouverne en opposition avec les traités, en violant les serments prêtés par son oncle et par son père.

L'empereur Alexandre II semble oublier que les puissances européennes réunies au congrès de Vienne, en 1815, n'ont octroyé aux souverains moscovites la possession des provinces polonaises qu'à la condition formelle de gouverner les Polonais comme Polonais, de leur accorder une représentation et des institutions nationales. Les puissances européennes ont alors décidé, et le gouvernement moscovite s'est soumis à cette décision, que dans les provinces polonaises il n'y aura qu'un souverain moscovite et que tout y restera polonais sans aucune admis-

sion des éléments russes ou moscovites. C'est le droit public européen. La Podolie, en vertu de ce droit, en vertu de son passé, est un sol polonais, sa nationalité est polonaise et jamais elle ne saurait être moscovite par le sol non plus que par la nationalité. Donc, nous sommes forcés de le déclarer, l'assertion par laquelle l'empereur Alexandre II veut persuader que la Podolie est un sol russe, que ses habitants ne sont que des Moscovites, est fausse de droit et fausse historiquement; car dans cette province polonaise il y a eu de temps immémorial des Polonais, une nationalité polonaise et cela bien avant l'établissement de l'empire russe au XVIIIe siècle, avant même la fondation du duché de Moscou, pays non slave, origine véritable et historique de la Russie actuelle. Comment donc la Moscovie créée au XIIe siècle en dehors du pays slave et polonais, au cœur des nationalités asiatiques, et la Russie créée au XVIIIe siècle et qui n'est que la continuation de cette Moscovie non slave et asiatique, comment donc peuvent-elles oser prétendre à la possession de la Podolie, province polonaise, dont l'existence est antérieure à la fondation du duché de Moscou? Affirmer ainsi que le fait le chef du gouvernement russe, que la Podolie, essentiellement polonaise, appartient à la nationalité moscovite ou russe, nier son origine, c'est tout simplement une erreur, un faux historique. Ce faux historique est avoué par les savants russes eux-mêmes.

Mais telle est l'histoire que l'on fabrique et falsifie à Saint-Pétersbourg pour l'enseignement et l'édification « des Russes de naissance, confessant les principes russes », ainsi que le dit avec orgueil le prince Troubetzkoï, auteur d'une publication « *la Russie Rouge* », qui n'est qu'un

tissu d'absurdités monstrueuses, d'assertions folles, extravagantes et vraiment baroques. Cependant, de sa nature, le mensonge est si impuissant, si fragile, et la vérité si éclatante et si inattaquable, que le prince Troubetzkoï détruit lui-même ce qu'il affirme et reconnaît assez clairement l'existence et la vérité de ce qu'il se proposait de renverser.

Nous sommes convaincus que le prince Troubetzkoï est un Russe (lisez, un Moscovite) de naissance et de principes, car il invoque pieusement Notre-Seigneur lui-même pour que la sainte Russie conserve les provinces polonaises qu'elle a acquises au XVIIIe siècle par la trahison, la violence et le meurtre. Quoi encore? Il admire, il aime la Pologne, il l'invite à une sainte et fraternelle union avec la Russie, à la condition que la Pologne abdique, se renie elle-même, se suicide politiquement et nationalement. Il y a quelques années, les *Débats* ont dit ces paroles aussi belles que vraies, qu'on a eu tort d'oublier si légèrement: « Tout est probable de la part de la Russie. » Nous ne changeons rien au sens de cette pensée en croyant que tout est probable « d'un Russe de naissance et de principes. » Il vous volera, il vous assassinera par amour pour vous, avec componction, avec onction, en se signant, en adorant Notre-Seigneur.

Et ce principe russe ou moscovite, quel est-il? Le prince Troubetzkoï l'a ainsi défini en tête de sa publication *la Russie Rouge :* « la force, » principe fondamental et générateur de l'empire moscovite, du gouvernement, de l'idée, enfin de tout ce qui est moscovite. En effet, la force et le mensonge, les artifices les plus pervers, comme l'avoue assez généreusement Karamzin, savant moscovite,

se reproduisent invariablement, fatalement, continuellement dans toute l'histoire moscovite. La force et le mensonge, ces deux éléments du satanisme politique et spirituel, portés à leur plus haute puissance, on les rencontre où l'on ne voudrait, où l'on n'espérerait pas les rencontrer. Le prince Dolgorouki s'est exilé lui-même de son pays. Il fournit sur sa malheureuse patrie les données les plus épouvantables, les plus honteuses, mais les plus vraies. Il demande noblement et courageusement une grande réforme, ou sinon il annonce une catastrophe dynastique, si commune aujourd'hui qu'elle cesse d'étonner et d'effrayer. Il aime la Pologne, il a pour elle une compassion sincère et paternelle, mais tout cela à la condition expresse que la Russie retiendra les provinces qu'elle a arrachées à la Pologne. Quant à la politique à suivre vis-à-vis de la Pologne, il s'associe pleinement à cet égard aux empereurs Nicolas Ier et Alexandre II, au gouvernement moscovite qu'il accable cependant de toute sa colère et de tout son mépris. Voyez donc un Russe libéral proclamant son amour pour la Pologne et son horreur du gouvernement moscovite, le vol à la main ! Songez à la corruption titanique, infinie, qui ronge, empoisonne et égare toute âme moscovite, même celles qui, par un élan sublime, croyaient être des âmes d'élite.

Pendant la guerre d'indépendance de la Pologne, en 1831, un Berg, général moscovite, mais Allemand ou Juif de naissance, disait à François Morawski, général polonais, fabuliste et poëte éminent : « Mais pourquoi ces » défiances ? Nous vous attendons à bras ouverts. » « Oui, » répondit le général polonais, « mais c'est pour nous » étouffer. » C'est la fraternité, c'est l'union des Moscovi-

tes; ils trompent, ils assassinent lâchement et perfidement ceux qu'ils prétendent protéger et aimer. Quand un Moscovite jure, ayez l'assurance qu'il fait un mensonge. Ils pratiquent avec un art infini, avec une adresse merveilleuse cette doctrine de Lysandre, qu'on amuse les enfants avec des osselets et les hommes avec des serments.

Jugez Karamzin. Historiographe de l'empire, enrichi par la munificence impériale, couvert de toutes les décorations moscovites, âme moscovite par excellence, Russe de naissance et de principes, qu'était-il au fond? Il était révolutionnaire au point d'admirer Robespierre, il déplorait amèrement sa chute, ce qui ne l'empêchait nullement d'enseigner que l'absolutisme est nécessaire au salut et à la grandeur de la Russie. Il blâmait chaleureusement l'annexion de la Finlande, et affirmait fanatiquement l'inviolabilité, la sainteté du démembrement de la Pologne, tout en protestant qu'il aimait la Pologne avec la seule restriction qu'elle se laissât égorger. Il annonçait hautement et clairement l'assassinat, au moyen d'une écharpe, d'Alexandre Ier, qui montrait des velléités de justice pour la Pologne, mais de la justice à la manière moscovite. Il versait des larmes d'attendrissement en apprenant l'assassinat de Paul Ier, meurtre consenti par son fils. C'était la plus sublime mesure du salut public. L'esclavage le plus abject, l'insolence la plus satanique, des perfidies qu'on voudrait croire impossibles, les mensonges les plus raffinés, les régicides si communs dans l'histoire moscovite, vous les trouverez simultanément dans l'âme de tout Moscovite. Ce sont les seuls principes russes annoncés au monde par un prince russe.

L'empereur Alexandre Ier déclarait : « A moins que je

» ne meure, je rétablirai la Pologne. C'est pour moi un » devoir moral. Je jure, par le signe de notre salut, que » je ne retiendrai pas une seule parcelle du sol polonais. » Et quelques années plus tard, il proposait au ministère polonais la dissolution du royaume de Pologne, créé par le consentement unanime des puissances européennes, et non, comme il aimait à le glorifier, par sa magnanimité moscovite.

A Moscou la sainte, à Saint-Pétersbourg, ce faubourg allemand, construit sur le sol finnois, vous verrez chaque jour et à chaque moment un marchand russe tromper le plus effrontément l'acheteur, le fasciner par les serments les plus fervents, et la fraude commise, se signer, se prosterner pieusement devant l'image de saint Nicolas pour l'adorer et le remercier de l'avoir secouru dans l'accomplissement de cette opération heureuse.

Le prince Troubetzkoï proclame l'avénement d'une ère nouvelle, la fraternité des peuples, le principe des nationalités, l'affranchissement des Slaves opprimés par le régime inique de l'Autriche et des Ottomans. Et la conclusion?

La conclusion est que l'orthodoxe Russie retiendra ce qu'elle a volé à la Pologne. Quelque chose que vous dise un Moscovite ne le croyez pas; cherchez bien et vous trouverez que la fin de sa phrase, son dernier mot est invariablement un vol ou un mensonge. Les Russes de naissance et de principes le savent parfaitement. Ils ne s'en scandalisent nullement. C'est une doctrine convenue, commune à tout et pratiquée par tous. Sous le règne de Nicolas Ier, la censure impériale n'a-t-elle pas autorisé l'impression de ces paroles si fameuses et si vraies : « Dans

» la langue moscovite, il existe deux verbes auxiliaires : *voler* et *mentir?*

Parmi ses souverains, la Russie compte, au XVIe siècle, Ivan le Terrible, et au commencement du XVIIIe siècle, Pierre Ier, surnommé bien faussement le Grand, et qui mérite parfaitement aussi que la postérité lui donne le surnom de Terrible. Entre ces deux monstres qui représentent fidèlement l'esprit moscovite dans toute sa puissance, dans toute sa laideur spirituelle, il n'existe aucune différence. Despotisme le plus effréné, cruautés les plus ingénieuses, massacres en masse, meurtres commis de leurs propres mains, assassins, l'un et l'autre, de leurs fils, lubricité la plus éhontée. Chez Pierre Ier, l'ivrognerie la plus déréglée. Tout est commun à ces deux souverains moscovites. Le prince Troubetzkoï, « Russe de naissance » et de principes, » désapprouve assez faiblement Ivan le Terrible et adore Pierre Ier qui n'a fait cependant que reproduire, en les agrandissant, tous les crimes politiques et personnels qui souillent le nom d'Ivan le Terrible. Karamzin lui-même, Russe de naissance et de principes, ne sait pas ce qui doit le plus étonner de ces exécutions épouvantables auxquelles Ivan le Terrible aimait à présider, ou de la lâcheté des Moscovites qui ont supporté jusqu'à la mort de ce Satan sa tyrannie sanglante et inassouvie. Lâcheté seulement? Non. Il y a eu chez les Moscovites, au XVIe siècle, quelque chose de plus infâme et de plus effrayant, je dirais volontiers d'incompréhensible. Non-seulement ils ont supporté les fureurs, les exterminations d'Ivan le Terrible, mais encore processionnellement, ayant à leur tête le clergé portant les images de l'Église moscovite orthodoxe, ils priaient à

genoux Ivan le Terrible de faire d'eux tout ce qui lui plairait.

Or, le tzar Nicolas Ier déclara qu'on avait tort de juger si sévèrement Ivan le Terrible et Pierre Ier. Ils ont été *incompris*, disait-il. Lui, le tzar Nicolas Ier les comprenait, les approuvait, expliquait leur politique, leur caractère spirituel. Il a voulu pour ces deux manifestations complètes du génie moscovite, une justification savante et officielle. Il confia cette mission à un Russe de naissance et de principes, à un Pouschkine, poëte moscovite et révolutionnaire.

Quelle idée donc, quel sentiment ont opéré ce rapprochement, cette réconciliation entre un tyran et un révolutionnaire? Mais c'est l'insurrection, c'est le meurtre de la Pologne. Les Moscovites de naissance et de principes ont leurs querelles intérieures. Dans un moment, c'est un Ivan le Terrible qui extermine ses sujets fidèles, si fidèles même qu'ils le supplient à genoux de les massacrer. Dans un autre moment, ce sont ces fidèles sujets qui assassinent un tzar pour se soumettre à un autre et l'adorer. Mais s'il est question de tuer un peuple, une Pologne, s'il s'agit de boire le sang d'une victime, oh! alors, dans cette fête nationale et essentiellement moscovite, tous les Moscovites se réunissent; il y a réconciliation générale. C'est le jubilé, c'est la communion, c'est la sanctification universelle. Tous s'embrassent pieusement : le tyran, le révolutionnaire et les popes.

Il n'était donné qu'au tzar Nicolas Ier de comprendre Ivan IV le Terrible et Pierre Ier également le Terrible, et de vouloir les justifier, les canoniser peut-être par l'Eglise orthodoxe moscovite. Il a pu commander la justification

de ces monstruosités morales et politiques, car il les a dépassées. Il a inventé un crime inconnu jusqu'alors dans l'histoire moscovite qui en compte tant ! « Je suis pré-» destiné pour exterminer la Pologne et le catholicisme, » disait-il en 1835 à un général polonais prisonnier. C'était son dogme personnel qu'il a voulu réaliser à tout prix. Ivan IV le Terrible et Pierre I[er] ne détruisaient que les corps, massacraient des centaines, des milliers de Moscovites ; mais le tzar Nicolas I[er] a employé toute l'énergie de son esprit pour amener la destruction spirituelle de tout un peuple. Évidemment, les œuvres sanglantes et sataniques d'Ivan IV et de Pierre I[er], comparées à cette œuvre immense de destruction, n'ont été qu'un jeu d'enfant. Et cependant il y a des gens qui glorifient ce tzar, qui l'approuvent, qui aiment sa politique de destruction. Qui pourra pénétrer les mystères effrayants qui s'accomplissent dans l'intelligence et dans la conscience d'un Moscovite pur sang, ou si cela vous plaît mieux, d'un Russe de naissance ?

Il y a des Russes qui se sont épris d'amour pour la religion catholique romaine. Ils y retournent bravant généreusement les persécutions du gouvernement moscovite. Ils s'exilent eux-mêmes, car le gouvernement moscovite, libéral, progressif, qui commence une ère nouvelle d'émancipation, comme on le croit assez follement en Europe, fait entrer par force dans l'Église moscovite et punit sévèrement ceux qui abandonnent cette Église, la sainte, la seule véritable, et qui donne le salut. Nous croyons sincères ces conversions moscovites, entre autres celle de M. Gagarin, qui est entré dans la Compagnie de Jésus. Un Russe s'est fait jésuite ! Or, qu'avons-nous vu,

nous, Polonais? Le révérend Père Gagarin, le jésuite, interpelé par l'abbé Kozmian, Polonais, amicalement disposé pour la Compagnie de Jésus, sur ce qu'il pense de la Pologne, de son démembrement au profit à peu près exclusif de la Russie, le Père Gagarin a fait publiquement, naïvement, cette confession étonnante, que, sans vouloir le blesser, nous qualifierons de scandaleuse : « Que quant » à la Pologne, il ne saurait rien dire, qu'il ne lui est pas » permis d'appuyer l'affranchissement de la Pologne, qu'il » blesserait l'orgueil de sa patrie, qu'en épousant la cause » polonaise il mettrait un obstacle insurmontable à la con- » version de la Russie. » Le Père Gagarin n'oublia pas de renouveler contre la Pologne des calomnies inventées, propagées par la perversité et la haine moscovite. Ainsi un Russe se fera libéral, démocrate, révolutionnaire, jésuite enfin, mais si vous touchez à la Pologne, si vous osez lui demander son affranchissement, il redevient tout de suite le Moscovite le plus fanatique, le plus furieux et il avoue franchement que le vol des provinces polonaises, que le meurtre de la Pologne, l'extermination de sa nationalité, sont des actes légitimes, méritoires et sanctifiants. L'empereur Alexandre II, le prince Dolgorouki, Golowine et le jésuite Gagarin, profondément séparés sur d'autres questions, s'unissent et se réconcilient cordialement pour continuer l'extermination de la Pologne. Ce fait ne dit-il pas bien clairement ce qu'il y a dans la conscience, dans l'intelligence d'un Moscovite ?

En étudiant dans le recueillement ces modèles vivants saisis « sur les Russes de naissance et de principes », on comprendra par quelles déductions propres à l'intelligence russe, l'engagement d'honneur pris en 1856, au

Congrès de Paris, d'accorder aux Polonais plus qu'ils n'oseraient espérer eux-mêmes, a été interprété en ce sens, que cet engagement n'était autre que celui de sévir, d'exterminer la nationalité polonaise. On comprendra également cette contradiction apparente, mais qui, au fond, n'en est pas une pour une intelligence moscovite ou russe. En 1815, un souverain russe reconnaît solennellement, en présence de Dieu, au nom de la sainte Trinité, une et indivisible « que la Pologne existe, qu'il y a une » nationalité polonaise. » Il signe de son nom cet engagement, ce serment fait à la face de l'Europe. Et plus tard, on entend un autre souverain russe affirmer avec toute la confiance et tout le courage d'une conscience pure : « La » Pologne? Je ne la connais pas. »

Aussi, ce que nous demandons pour la Russie, à la miséricorde divine, par nos prières les plus ardentes, c'est une réforme, une seule réforme, la première et sans laquelle les autres ne produiront que des déceptions amères, des fruits pourris. C'est que la Russie veuille enfin reconnaître pour son intelligence une loi, pour sa conscience une règle. Nous implorons pour elle une renaissance dans l'esprit et dans la conscience, car, jusqu'à ce moment, l'esprit russe est dans le chaos et la conscience russe dans les ténèbres. Ce sera alors seulement que la lumière divine éclairera la Russie. Ce sera alors qu'elle connaîtra cette Pologne qu'elle crucifie par un aveuglement impie.

Les allocutions diplomatiques et historiques, prononcées à Varsovie et à Kamienietz-Podolski, n'ont pas produit l'effet qu'on désirait obtenir. Les Polonais gardent avec encore plus de persévérance peut-être la conviction que

les provinces polonaises envahies par la Russie qui a pris un masque de protection et d'amitié, appartiennent à la nationalité polonaise; que dans ces provinces, les Moscovites ou les Russes sont des étrangers nouvellement venus, des ennemis et des exterminateurs. Les événements qu'ils voient, la manière dont finissent les souverains qui dénationalisent les peuples, ne sont pas faits pour ébranler leur foi politique, pour leur faire abandonner leurs espérances. Leur attente ne sera pas longue, ils verront la ruine et le châtiment de ces dominations établies par la trahison, le vol et le sang.

L'Europe, cet Occident qu'on méprise tant, a été surprise, indignée peut-être en apprenant quelle interprétation on a donnée aux assurances pompeuses du prince Orlow, nom si illustre dans les annales moscovites, en recevant l'annonce qu'on continuera l'extermination et les sévices contre cette Pologne, à laquelle, au nom d'un souverain russe, on a promis plus qu'elle n'oserait espérer elle-même. On s'est aperçu que le gouvernement moscovite ne s'est recueilli que pour nier dans le sens le plus absolu ce qu'il avait juré de respecter. Faudra-t-il encore d'autres leçons pour convaincre l'Europe, comment la Russie accomplit les engagements qu'elle prend en présence de Dieu, elle, la sainte, l'orthodoxe, qui se donne la mission de représenter et d'affranchir les Slaves? Et ces Slaves ne voient-ils pas ce que la Russie a fait avec la Pologne?

L'accueil fait par les Polonais à l'empereur Alexandre II, lors de son dernier voyage de Varsovie, où il allait recevoir l'expression du repentir de l'Autriche et les hommages de la Prusse, la constitutionnelle, l'a éclairé, paraît-il, sur le sentiment qui anime toute la Pologne à son égard.

Ses allocutions menaçantes ont porté des fruits tout autres qu'il espérait. Les spoliateurs de la Pologne réunis à Varsovie pour ourdir des complots contre elle et contre la France, la sainte France, ont vu que la Pologne ne les craint nullement. Tous les Polonais sont unanimes dans leur aversion insurmontable contre l'oppression étrangère, moscovite et germanique.

Aussi l'empereur Alexandre II, fortifié par la soumission de l'Autriche et de la Prusse, a-t-il décidé qu'il peut lancer orgueilleusement et impunément contre l'Europe et contre la Pologne, une allocution et des menaces nouvelles. Il fit venir M. Domeyko, maréchal de la noblesse polonaise du gouvernement de Wilna, pour lui dire ces paroles : « Je suis mécontent de l'accueil qu'on m'a fait, je veux » qu'on sache parmi vous et en Europe, qu'ici il n'y a » pas de Pologne. J'avais de bonnes intentions pour ce » pays et j'en ai donné des preuves, mais maintenant ce » sera à vous de vous efforcer de nouveau de mériter » mes faveurs. »

C'est donc un défi jeté à la Pologne et à l'Europe, c'est une scission complète, c'est une guerre. C'est donc cette ère nouvelle de progrès, d'émancipation que les Moscovites ont annoncée si pompeusement et si sincèrement. Il y a quatre ans, les circonstances ont été difficiles, dangereuses. Il y a eu un soulèvement des paysans dans les provinces polonaises. L'empereur des Français proposa le rétablissement de la Pologne. On aurait pu facilement rejeter les Moscovites au delà du Dniéper. Mais l'Angleterre s'opposa au rétablissement de la Pologne et sauva l'empire moscovite. Aujourd'hui la Russie pense que les dangers qui l'ont menacée en 1856, se sont dissipés.

Elle déchire le masque qu'elle a été obligée de porter pendant quelque temps et se montre ce qu'elle n'a cessé d'être, c'est-à-dire, menteuse, perfide, insolente. On revient hardiment, mais sincèrement aux doctrines de l'empereur Nicolas Ier : « L'Occident s'en va, j'anéantirai » la Pologne et le catholicisme. » Le fils glorifie son père et recommence l'œuvre de haine et d'extermination. « Tout ce que mon père a fait, il l'a bien fait. »

Lors de son premier voyage dans les provinces polonaises, l'empereur Alexandre II a été reçu par les Polonais, si généreusement, si cordialement, qu'il en a été vivement ému. Il a daigné les remercier. Les Polonais eux-mêmes, eux, les victimes, les martyrs, opprimés et torturés par une tyrannie implacable et odieuse, offraient l'oubli, la réconciliation. Et comment l'empereur Alexandre II a-t-il répondu à ces procédés magnanimes? « Ne rêvez pas, je sévirai,— vous n'êtes que des Russes. » Est-ce qu'il y a une Pologne? Je ne la connais pas. » Il y aurait donc eu de la folie, de la lâcheté, si les Polonais, après ces déclarations sincères, mais épouvantables, avaient accueilli l'empereur comme ils l'avaient fait la première fois. L'accueil fait à Wilna et à Varsovie en 1860, a été tel que l'empereur Alexandre II l'a mérité. C'est un avertissement sévère, mais encore bienveillant. Dieu veuille qu'il ait pu le comprendre, qu'il se soit arrêté pendant qu'il en est encore temps.

Nous prions S. M. l'empereur de Russie de lire et de méditer ces paroles élevées : « Sans doute, et très heu- » reusement, il n'est pas de nos jours impossible à la » royauté d'attirer le respect ; mais c'est à la condition de » beaucoup de vertu, de simplicité, de sévérité de goût,

» et d'un respect pour les hommes égal à celui qu'elle » exige pour elle-même (1). »

Nous prions encore S. M. l'empereur Alexandre II de bien vouloir lire cette narration intéressante empruntée M. Thiers, qui certes est l'un des ennemis les plus constants de la Pologne, car il cherche toutes les occasions pour enseigner ce dogme moral et politique, surtout pour un Français « que la Pologne est morte à jamais. » L'empereur Alexandre Ier disait en 1814, au congrès de Vienne, à lord Castlereagh, « qu'il était engagé quant à la Saxe, » envers son ami le roi de Prusse, quant à la Pologne » *envers les Polonais eux-mêmes.* » A ses yeux, le partage de la Pologne avait été un *attentat* dont les conséquences *morales* n'avaient pas encore cessé de peser sur l'Europe, et qu'il *était honnête et politique de réparer.* Cette réparation, la Russie seule en avait les moyens, car elle possédait la plus grande partie des provinces *polonaises*, ce qui n'était le cas, ni de la France, qui avait essayé en vain de reconstituer la Pologne, ni de la Prusse, ni de l'Autriche qui n'y avaient jamais songé. La Russie, en se dépouillant des provinces polonaises qui étaient dans ses mains, pouvait avec un très léger sacrifice de la part de la Prusse, sacrifice dont la compensation était déjà convenue : la Saxe, la Russie pouvait rétablir la Pologne, la rétablir en un *royaume séparé*, la doter d'institutions libres, la modérer dans l'usage qu'elle en ferait, opérer en un mot, une œuvre qui eût été la gloire de l'Europe et du congrès de Vienne. Il s'était proposé ce *noble* but, il était à la veille de l'atteindre et n'entendait pas y renon-

(1) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. VIII, p. 220.

cer. Au surplus, en entrant en Pologne, *il avait fait des promesses aux Polonais* pour les détacher de Napoléon, *et il avait la résolution de les tenir*. Il n'était pas de ces souverains qui, prompts à donner leur parole étant dans le *besoin*, la retiraient avec la même facilité lorsque le besoin était passé. *Il avait promis*, *il tiendrait* et croyait avoir rendu d'assez grands services à l'Europe pour qu'elle eût à son tour quelque condescendance envers lui (tome XVIII, p. 489-490).

Il est du plus haut intérêt de comparer deux dates : 1814 et 1860, les confessions de deux souverains russes : Alexandre Ier et Alexandre II. Le premier affirme que le démembrement a été un attentat dont les conséquences morales ont été désastreuses pour l'Europe. Le second affirme que c'est un attentat de rêver le rétablissement de la Pologne, qu'il sévira contre cet attentat, qu'il l'exterminera. Le premier avoue que c'est honnête et politique de rétablir la Pologne ; l'autre enseigne, et il revient trois fois à cet enseignement inqualifiable, que vouloir le rétablissement de la Pologne est un acte criminel et le plus impolitique. Le premier déclare qu'il a promis aux Polonais le rétablissement de leur pays, qu'il s'est engagé envers les Polonais, qu'il tiendra sa parole. Le second dit, surpris et étonné : « La Pologne? Mais je ne la connais pas ; les Polonais, où sont-ils? Je ne vois que des Moscovites. » Le premier reconnaît officiellement qu'à Varsovie, à Wilna, en Podolie, la Pologne existe, qu'il y a des Polonais. L'autre dit hautement à l'Europe : « Mais non, là, » c'est la Russie, ce sont des Russes. » Le premier avoue que le rétablissement de la Pologne est un noble but. L'autre proclame que c'est le but le plus criminel. Ces

promesses, ces engagements d'Alexandre Ier, ont-ils été par hasard, l'effet de sa bonté, de sa magnanimité? Mais non! Alexandre Ier reconnaît qu'il n'a pris ces engagements que parce qu'il avait besoin des Polonais, que c'est seulement en prenant l'engagement de rétablir leur patrie qu'il les a détachés de l'empereur Napoléon Ier. C'était donc un traité, une alliance pour les services immenses dont la Russie ne pouvait se passer. Alors Alexandre Ier a promis le rétablissement de la Pologne.

L'empereur Alexandre Ier avait un besoin impérieux de s'attacher les Polonais pour imposer à l'Europe, pour désarmer ses craintes. Il promettait tout alors, et aujourd'hui on signifie orgueilleusement à la Pologne et à l'Europe, que la Pologne n'est qu'un rêve criminel, qu'elle n'existe nulle part.

Il existe encore d'autres rapprochements plus étonnants et plus instructifs entre ces deux dates et ces deux souverains. Ces rapprochements revêtent la pensée fondamentale qui anime tout tzar moscovite, à laquelle il obéit aveuglément. Quand, en 1814, le prince Metternich refusait hardiment de livrer la Pologne à Alexandre Ier, ce prince doux, séduisant et libéral, dit cependant ces paroles : « qu'il était en Autriche, lui, le seul prince Metternich, » le seul, qui osât prendre avec la Russie un pareil *ton de* » *révolte*. » Ainsi, toute opposition faite aux demandes moscovites par une puissance indépendante est une révolte, une rébellion. En 1860, l'Europe n'est pas disposée, il paraît, à se soumettre aux doctrines moscovites sur la Pologne, et Alexandre II annonce qu'il saura apprendre à l'Europe qu'il n'y a pas de Pologne. Moins l'expression

c'est la même pensée. C'est un crime que de ne pas obéir aux déclarations impériales.

Mais le traité de Vienne, en 1815, ce droit public européen assure qu'il y a une Pologne, que les tzars moscovites sont obligés de respecter la Pologne, sa nationalité, ses institutions historiques et nationales. Le droit public européen ! Qu'est donc ce droit mis en comparaison avec les volontés d'un tzar moscovite ? Voici les belles, les saintes doctrines exposées par Alexandre Ier au prince Talleyrand : « Le droit, les traités, étaient de *vains mots* » dont chacun se servait suivant ses *convenances*, qu'il » n'était question là, ni de principes, ni de droits, mais » d'*intérêts* que chaque puissance entendait à sa manière. » Les traités ne sont que des *mensonges*. » Ces doctrines, les tzars les exposent avec une franchise épouvantable, les pratiquent avec une logique inexorable. Il n'y a pas d'autre droit que la volonté d'un tzar ; et, tout ce qui s'y oppose est une révolte, une rébellion, un crime. Ainsi, en 1814, Alexandre Ier jure qu'il y a une Pologne, mais il le jure par « convenance, par intérêt et par besoin. » Il signe un traité solennel, mais il est bien entendu que ce traité n'est qu'un *mensonge*. En 1860, Alexandre II, également par intérêt, par convenance, déclare officiellement qu'il n'y a pas de Pologne. Mais les traités ? Les traités ne sont que des mensonges. Nous devons à M. Thiers la révélation de ces doctrines effrayantes professées par le tzar Alexandre Ier, qui cependant, d'après le jugement de M. Thiers lui-même, a été un des plus nobles caractères des temps modernes.

M. Thiers, en déclarant formellement, et à plusieurs reprises, que la Pologne est morte, qu'on ne connaît pas

l'art de ressusciter les morts, qu'un État détruit ne se relève jamais, donne évidemment tort à Alexandre Ier, donne raison à Alexandre II, professe des doctrines que ne désavouerait pas le Moscovite le plus fanatique et le plus stupide, car enfin, il y a aujourd'hui des Moscovites qui reconnaissent qu'il y a une Pologne et qui consentent à son rétablissement. Il est pénible de voir un talent brillant, immense, mais faussement et pernicieusement inspiré, se faire apologiste des attentats politiques, glorifier l'assassinat d'un peuple qui, seul en Europe, aima, et aime encore la France, qui seul ne la trahit jamais. Mais peut-être est-ce aux yeux de M. Thiers son crime inexpiable. M. Thiers dit, il est vrai, qu'Alexandre Ier était un fin Asiatique. Mais il se trompe dans ce sens que tout souverain moscovite, quelles que soient ses dispositions ou ses vertus pernicieuses, est fatalement un fin Asiatique, ou comme le croyait l'empereur Napoléon Ier, un Grec du Bas-Empire. C'est une qualité attachée aux fonctions impériales. M. Thiers est-il mieux inspiré pour son pays? Il est permis d'en douter. Il comprend merveilleusement que le traité du 30 mai 1814 a été une chaîne attachée au cou de la France, que ce traité « a tenu pendant quarante ans la politique française sous le joug d'une coalition permanente » (t. XVIII, p. 435). Homme d'État, ministre, et ministre influent, dirigeant, qu'a fait M. Thiers pour briser cette chaîne et ce joug? Rien? Mais, non! il a conseillé à son pays de se résigner à la gloire de première puissance de second ordre. Aujourd'hui que fait-il? Il boude contre celui qui a brisé cette chaîne et ce joug infâme, qui donne la vie aux peuples, qui a fait de la France la première puissance du monde, ce qu'elle doit

être pour son propre bonheur et pour le salut de l'humanité. M. Thiers semble regretter le joug qu'il a porté lui-même.

Si donc l'empereur de Russie veut qu'on le respecte, qu'il respecte lui-même la Pologne. S'il souffre de l'accueil calme, réservé et sévère qu'on lui a fait dernièrement, qu'il n'en accuse que lui-même. Qu'il n'espère pas obtenir de la Pologne ce qu'il lui refuse à elle-même : le respect, la justice, à cette Pologne, à laquelle il aurait dû demander généreusement l'oubli et le pardon. Comment ne pas ressentir de la tristesse et une commisération infinie en voyant un souverain russe, méconnaître aussi étrangement sa position vis-à-vis de la Pologne et de l'Europe, s'engager passionnément dans cette politique d'extermination créée par son père infortuné et maudit, et contre laquelle proteste la conscience européenne ? Sommes-nous sévères et injustes en affirmant que la lumière divine n'est pas encore descendue dans la conscience et l'intelligence moscovite ? Dans l'intelligence d'un Moscovite et surtout d'un Moscovite appartenant à la classe faussement éclairée, il n'y a rien d'européen, rien d'humain. Et l'on parle encore en Europe des réformes qui s'accomplissent en Russie. Quelle ignorance ! Quelle folie !

L'empereur Alexandre II assure qu'il a eu pour la Pologne de bonnes intentions et qu'il en a donné des preuves. Quant à ces bonnes intentions, nous nous permettons de rappeler ce proverbe : « L'enfer est pavé de » bonnes intentions. » L'empereur Alexandre II a donné les preuves de ses bonnes intentions ! Ces preuves, où sont-elles ? La Pologne ne les connaît pas, l'Europe non

plus. La menace de continuer le règne d'un tyran si odieux qu'il a fatigué les Moscovites eux-mêmes, la glorification de l'exterminateur de la Pologne; ces paroles : » Je sévirai, je ne connais pas la Pologne » ; l'oubli ou le mépris des engagements pris par le gouvernement moscovite en 1815 et 1856 ; la perfidie inouïe de l'ambassadeur Orlow, récompensée par le titre de prince, tout cela doit être accepté comme autant de preuves des bonnes intentions que l'empereur Alexandre a eues pour la Pologne! Il y a-t-il quelque changement, ou tout au moins quelque adoucissement aux oukases par lesquels l'empereur Nicolas Ier a voulu amener l'anéantissement de la langue et de l'esprit polonais? Non, on conserve, on exécute sévèrement, fanatiquement les oukases d'extermination. Comment les abolir, les adoucir quand on dit orgueilleusement : « Tout ce que mon père a fait, il l'a bien fait » ; quand on annonce publiquement, à la face du monde, qu'on sévira contre la nationalité polonaise, qu'on ne connaît pas la Pologne, que dans l'empire moscovite les Polonais n'existent pas, bien que Son Altesse le prince Orlow, ait déclaré que l'empereur, son auguste maître, de son propre mouvement, par magnanimité, accorderait à la Pologne, au delà de ses espérances. En 1856, au Congrès de Paris, il existe une Pologne. On l'aime, on la connaît; on promet de la combler de bienfaits inattendus par elle. Mais à Varsovie, à Wilna, on la renie, ce n'est qu'un rêve. M. Nazimow, gouverneur de la Lithuanie, avec cette aménité, cette urbanité, cette politesse exquise qui caractérisent les hauts dignitaires moscovites, a dit à la députation polonaise : « Stupides, que vous êtes, » comment, vous osez demander que l'empereur change

» pendant que le cadavre de son père n'est pas encore » refroidi? » Voyez cette ingénieuse interprétation moscovite. Si l'empereur Alexandre II annonce des sévices contre la Pologne, s'il viole les promesses faites en son nom, c'est uniquement parce qu'il a des sentiments de piété filiale. Il continuera l'extermination de la Pologne pour ne pas attrister les mânes adorés et sacrés de son père. On sévit, en effet, on extermine, on prétend ne pas connaître la Pologne; mais c'est par les motifs les plus puissants, les plus respectables, les plus saints, c'est par l'amour du fils pour son père.

Les sévices, les exterminations continuent sous le règne d'Alexandre II, qui, lui-même, de sa propre main, prescrit l'exécution la plus rigoureuse des ordonnances rendues par un tyran. Nous en citerons seulement quelques exemples. L'empereur Alexandre II, à son premier voyage à Wilna, a promis que sous son règne on n'enlèvera plus aux catholiques romains leurs églises, qu'il n'y aura plus de persécutions religieuses. Cependant on enlève à Wilna même les églises aux catholiques et on les change pieusement en églises moscovites; c'est une confiscation, un vol.

On a lu en Europe le récit des persécutions atroces, sanglantes, infligées à Dzierzanowicé, aux paysans polonais qui ont voulu revenir à l'Église romaine. On a lu les allocutions impies d'un sénateur moscovite. Un prêtre catholique a béni un mariage mixte. C'est un vieillard octogénaire. On le déporte en Sibérie. Un Polonais qui a servi dans l'armée moscovite prie Alexandre II de daigner lui permettre d'élever au moins un de ses enfants, un fils, dans la religion de ses pères. Défense et menace des châ-

timents les plus sévères. Le gouvernement moscovite fait enlever à une mère polonaise son enfant pour le baptiser selon le rit moscovite, et lorsqu'on le lui rend, cette mère infortunée, dans un accès de douleur et de désespoir, perce son enfant d'un coup de couteau. Voilà comment on aime en Pologne les Moscovites et leur rit. Sur qui retombe l'odieux de cet épouvantable assassinat, de ce crime commis par une mère égarée? C'est sur celui qui, ayant fait la promesse de ne pas souffrir les persécutions religieuses, les ordonne cependant lui-même! Et cependant, en présence de ces faits atroces, un journal aussi éminent comme l'est l'*Opinion nationale* s'oublia le plus étrangement, en affirmant que le gouvernement d'Alexandre II, c'est un gouvernement réparateur qui détruit ce qu'il n'était pas permis de détruire à un tyran implacable, Nicolas Ier.

On publie à Paris un journal qui, par un dévouement désintéressé, défend les intérêts moscovites, glorifie la Russie. Quelles déclamations généreuses à l'occasion d'un Mortara! Quel zèle, quel amour pour l'indépendance de l'Italie; mais si on lui montre ce qui se passe en Pologne, ce journal libéral, voire révolutionnaire, nie les faits avec un aplomb plus merveilleux, plus courageux que n'est celui d'un Moscovite de naissance et de principes.

Ces trois allocutions de l'empereur Alexandre II et surtout la dernière à Wilna, la plus énergique de toutes, se résument dans cette affirmation : qu'il est permis au souverain russe de ne connaître ni la Pologne, ni les Polonais. Devant cette affirmation la Pologne et l'Europe n'ont qu'à s'incliner respectueusement, se taire et se soumettre.

Sinon, S. M. l'empereur de Russie « juste et pieux », selon une inscription gravée sur un monument élevé en 1860, à la mémoire de ses chasses, « accablera de sa colère et » de ses vengeances la Pologne et l'Europe également » rebelles à ce dictateur impérial. »

L'histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie, par Joachim Lelewel, grand par ses connaissances historiques et par son caractère, démontre que cette affirmation est tout simplement un faux historique, un de ces mensonges officiels, comme le prouve le prince Dolgorouki, Moscovite généreux, mensonges inhérents à l'esprit moscovite. Cette esquisse historique établit que les Moscovites ne sont, dans toutes les provinces qui, en 1772, composaient le royaume de Pologne, que des étrangers, des spoliateurs et des exterminateurs; que les habitants de ces provinces, nobles, bourgeois et paysans, n'ont rien de commun avec ces envahisseurs barbares, Slaves, à l'extérieur seulement, mais par l'esprit, Finnois, Ouraliens, Tatars, peuples essentiellement asiatiques.

Les Moscovites, fondés en État, au XIIe siècle, par leurs ducs qui n'étaient point Slaves, sont une race, une nationalité absolument opposée à la race et à la nationalité polonaise. Tout y diffère radicalement par ses origines primitives et indestructibles. Entre l'esprit polonais, la plus belle et la plus puissante efflorescence de l'esprit slave, et l'esprit moscovite, asiatique dans ses racines et nullement européen, il existe un abîme peut-être infranchissable.

Cette affirmation que dans les provinces arrachées à la Pologne par la violence et par la perfidie moscovite, il n'existe pas de Polonais, constitue encore un faux diplo-

matique. C'est une abrogation des traités au nom desquels l'empereur russe exerce par délégation la souveraineté sur les provinces polonaises.

Dans un écrit que nous allons prochainement publier, nous prouverons que les souverains moscovites ne gouvernent les provinces polonaises que par l'autorisation des puissances européennes réunies en 1815, au congrès de Vienne. Leur souveraineté n'est qu'une délégation. On leur a confié un peu légèrement ces provinces, à la condition formelle et absolue, de gouverner les Polonais comme Polonais, de leur laisser leurs institutions nationales et qu'ils auront une représentation nationale. Les souverains moscovites ayant violé leurs engagements acceptés librement par eux, leur domination n'est plus qu'un fait dépourvu de toute sanction légale, une usurpation, une rébellion contre le droit public européen. Il n'est permis à aucun souverain russe d'affirmer qu'à Varsovie, à Kamienietz-Podolski et à Wilna, il n'y a pas de Polonais, mais seulement des Moscovites. C'est vraiment rêver que de dire hautement qu'on ne connaît pas une Pologne, tandis que les souverains moscovites ont reçu des mains du congrès de Vienne une Pologne et non une Russie, ou Moscovie, avec défense d'introduire dans cette Pologne les éléments moscovites. Aussi, quand un souverain moscovite se trouve à Varsovie, à Wilna, à Kamienietz-Podolski, qu'il sache bien, ainsi que les traités le lui prescrivent, qu'il se trouve sur le sol polonais et au milieu de Polonais, et qu'il est de son devoir de les respecter. Il n'y a là rien de russe ou moscovite. Ainsi le veulent l'histoire et le droit public. Les souverains russes réussiront-ils à détruire le droit historique et le droit

diplomatique qui protégent la nationalité et, en quelque manière, l'indépendance de la Pologne? L'Europe se soumettra-t-elle à ces impérieuses volontés moscovites?

Mais cette Europe à laquelle Alexandre II notifie, en la menaçant, la non-existence de la Pologne, où est-elle? Est-elle à Vienne ou à Berlin? Non, car l'Autriche et la Prusse, complices dans le meurtre du peuple polonais se sont, à Varsovie, soumises à la suprématie moscovite. Est-elle en Angleterre? On aimerait à le croire et cependant les faits ne le permettent pas. Lord John Russell a pu déclarer, et nous l'en félicitons, que le démembrement de la Pologne est un acte « infâme », mais les auteurs de cet acte infâme ont été constamment les alliés de l'Angleterre contre les libertés des peuples. L'Angleterre s'est moralement associée aux meurtriers de la Pologne et a soldé, en quelque manière, les coalitions contre la France, en offrant aux Moscovites et aux Allemands les provinces polonaises, en leur permettant d'en rester maîtres. Toujours l'Angleterre s'est opposée énergiquement au rétablissement de la Pologne. Elle a laissé à la Russie la liberté de fouler aux pieds les engagements qui garantissaient l'existence de la Pologne. Ses paroles sont généreuses et séduisantes, mais restent stériles. Qu'a fait l'Angleterre pour cette Italie qu'elle a livrée elle-même à l'Autriche et aux petits despotes? Rien. L'empereur Napoléon III a prodigué généreusement le sang de son peuple, tandis que l'Angleterre n'a eu pour l'Italie que les fleurs décevantes de sa rhétorique politique. Déclamations magnifiques, actions nulles, et au fond abandon des peuples, oubli inqualifiable de ses engagements et de son honneur; appui indirect, mais ingénieux et efficace, donné aux monarchies spoliatrices.

En 1855, l'Angleterre, par le refus de sa coopération au rétablissement de la Pologne, a sauvé la Russie. La Pologne ne l'oubliera jamais.

Aussi, dans ce moment, l'Europe, c'est l'empereur Napoléon III, seul et magnanime arbitre de la société européenne. Il a donné l'indépendance et la grandeur à l'Italie, il a promis son puissant appui à toutes les causes justes et civilisatrices, l'affranchissement aux nationalités. Les Slaves odieusement opprimés par la Moscovie, l'Autriche, la Prusse et les Ottomans, n'espèrent qu'en lui. Il n'a pas oublié la Pologne en 1856; il relèvera la Pologne historique, seule alliée fidèle de la France, la seule qui n'ait pas abandonné, ni trahi l'empereur Napoléon Ier.

La Pologne sans s'impatienter, sans désespérer, sans devancer le moment, attend l'appel de son libérateur. Les signes les plus éclatants prouvent que la Pologne est unanime dans sa haine contre ses dominateurs iniques et odieux, dans son dévouement et son amour pour l'empereur des Français.

Alexandre II a pu commencer une ère nouvelle pour la Moscovie et pour la Pologne, se réconcilier avec elle, se l'attacher. Il a préféré reprendre l'œuvre satanique de son père et il annonce orgueilleusement à cette Europe, qui, en 1815, a constitué la Pologne, qui a reconnu la nationalité polonaise, que lui ne les connaît pas, ou bien que si elles existent, il les exterminera. Nous déplorons cette politique la plus injurieuse et la plus désastreuse pour la Russie elle-même. On dédaigne la justice, les signes non équivoques du moment, les avertissements que la Providence dans sa miséricorde donne à ceux qui oppriment,

de même qu'à ceux qui souffrent et attendent leur délivrance.

II. — La Russie Rouge

PAR LE PRINCE ALEXANDRE TROUBETZKOY.

Paris, 1860.

Quelle est l'origine de cette publication intéressante que nous recommandons nous-même aux sérieuses méditations de ceux surtout qui se sont laissé séduire par les déclamations libérales des Moscovites ? Le prince Troubetzkoy s'est-il arrêté aux bords enchanteurs du lac Côme, à Blerio, pour se recueillir aussi et produire la justification historique des allocutions de son empereur ?

Il y a quelque temps, *le Nord*, journal dévoué à la défense des principes moscovites, indigné de cette affirmation du *Constitutionnel*, parfaitement vraie au point de vue du droit public européen et historique, qu'à Varsovie, à Kamienietz Podolski et à Wilna, il n'y a que des Polonais, qu'il n'y existe et n'y a jamais existé aucune autre nationalité que celle polonaise; *le Nord*, disons-nous, a promis de présenter des données historiques, afin d'anéantir l'affirmation du *Constitutionnel*, élevée généreusement contre les prétentions moscovites. Le prince Troubetzkoy remplit-il l'engagement pris par *le Nord* et, appuyé sur l'histoire, vient-il démontrer que, dans les provinces enlevées traîtreusement à la Pologne, il n'y a jamais eu que des Moscovites; que la Russie, mais la Russie nouvelle, n'a fait que reprendre ce qui lui appartenait autrefois ?

Quoi qu'il en soit, nous allons juger et renverser cette démonstration historique, qui n'a pu être inspirée que par l'ignorance la plus complète de l'histoire polonaise et moscovite, et par cet esprit de mensonge inhérent, à ce qu'il paraît, à la pensée de tout Moscovite. Pour détruire cette composition, nous n'ajouterons que peu de nous-même. En réfutant le prince Troubetzkoy, nous prendrons et discuterons les preuves qu'il allègue lui-même, les aveux étonnants qu'il fait. Est-il homme d'honneur et de conscience, comme nous aimerions à le croire? En proclamant ses assertions inouïes et ses doctrines scandaleuses, n'a-t-il pas été aveuglé par la passion, par son orgueil moscovite, par ce qu'il nomme si étrangement *les principes russes?* S'il en est ainsi, nous conservons l'espérance qu'il abandonnera ses erreurs et ses illusions qui, nous le disons par un sentiment de sincère compassion, sont les plus injurieuses, les plus funestes à sa patrie moscovite. Il pense qu'une ère nouvelle commence pour la Russie. Nous le souhaitons également. Mais cette ère nouvelle ne commencera jamais, ou elle ne sera qu'un mensonge de plus dans l'histoire moscovite, si on persiste à légitimer le vol des provinces fait à la Pologne, si on confesse en face du monde des doctrines qui sont la négation absolue de tout droit, si on essaye de falsifier l'histoire elle-même et d'y voir ce qui jamais n'y a existé. Est-ce qu'on réhabilite la Russie, est-ce qu'on l'aime, est-ce qu'on demande sincèrement sa transformation, en cherchant une justification impossible de son usurpation sanglante et la plus inique, condamnée par la conscience européenne? Commencer une ère nouvelle pour la Russie, c'est renier son passé le plus épouvantable, d'après le prince Troubetzkoy

lui-même, qui cependant le glorifie; c'est renoncer au mal dans lequel elle persévère; c'est demander à la Pologne l'oubli et le pardon qu'elle offre elle-même, à la condition qu'on sera juste pour elle. Mais, non! le prince Troubetzkoy veut que la Pologne donne son consentement à la spoliation accomplie par la Moscovie, ou, si cela lui plaît, par la Russie nouvelle. Triste inconséquence! Obstacle invincible mis par les Moscovites eux-mêmes à leur affranchissement.

Le prince Troubetzkoy dit qu'il y a des principes russes; il les admire, il les accepte pour lui-même, et certainement dirigé par ces principes russes ou moscovites, il a créé sa composition historique contre la Pologne, qu'il prétend cependant respecter et aimer. Nous expliquerons de suite son respect et son amour, mais respect et amour moscovites. Nous avons supposé qu'annoncer l'entrée de la Russie dans une ère nouvelle, c'est reconnaître qu'on cherchera noblement et sérieusement un principe nouveau qui ne serait pas celui auquel la Russie a jusqu'à ce moment obéi fatalement pour elle-même, en s'attirant la réprobation ou la malédiction des autres. Nous serions-nous trompé, car il existe des principes russes inviolables auxquels la Russie ne renonce pas, auxquels le prince Troubetzkoy donne son assentiment passionné et absolu?

Où sont-ils ces principes russes? Si nous consultons les Russes eux-mêmes, nous trouverons plutôt la négation d'un principe russe qui n'existe pas encore, ou qui, s'il existe, est un principe qui nie et renverse tout droit. M. le prince Dolgorouki donne cette définition que la Russie n'est qu'un mensonge officiel. Herzen, une belle intelligence, un caractère élevé et le seul parmi les Russes qui

ne refuse pas la justice à la Pologne, affirme que la Russie actuelle est le néant, un Etat où sont absents tout principe et toute vérité. Il y a tout à détruire et tout à créer. Il nie donc l'existence dans la Russie de principes à glorifier, à aimer et conserver. Nous croyons qu'il a raison.

La *Revue de Posen* attribue à M. Herzen les paroles qui, si elles étaient vraies, nous attristeraient profondément : « que la nationalité russe s'étend partout où l'on parle la langue russe, où il existe le culte moscovite. » Il partagerait donc l'opinion de l'empereur Alexandre II que, dans la Podolie et dans la Lithuanie, il n'y a pas de Polonais. Lui et le prince Troubetzkoy seraient d'accord. Il y a, dans l'assertion de M. Herzen, une confusion déplorable, un oubli qui nous étonne justement.

Depuis quand le rite moscovite existe-t-il dans la Volhynie et dans la Podolie ? Depuis 1793, année dans laquelle Catherine II l'y a introduit après le second partage de la Pologne, à la suite des persécutions les plus sanglantes, elle qui a juré de respecter le rite uni et le rite romain. Qui a introduit le culte moscovite dans la Lithuanie ? C'est Nicolas Ier, le tyran, qui l'a imposé par la terreur et la corruption en 1839. M. Herzen flétrit justement et Catherine II et Nicolas Ier, et il semble approuver leur œuvre diabolique « le crucifiement de la Pologne », comme il l'appelle lui-même.

Quant à la langue russe, la confusion est plus etonnante encore. Il y a une langue moscovite et une langue ruthène ou russienne. Cette dernière diffère essentiellement, radicalement de la première, surnommée ridiculement et faussement langue russe. La langue ruthène ou russienne a été primitivement ancienne langue polo-

naise; aujourd'hui c'est un dialecte ou patois polonais que tous les Polonais comprennent parfaitement, tandis qu'ils ne comprennent pas, sans l'étudier, la langue moscovite qu'on parle dans la Moscovie et à Pétersbourg. Les paysans de la Volhynie, de la Podolie, de l'Ukraine, des environs de Polotzk et de Vitebsk, ne comprennent ni les soldats, ni les employés moscovites qui leur expliquent à coup de bâton ce qu'ils veulent leur dire. La langue moscovite contient, il est vrai, des mots slaves, introduits par les colonies transportées, au XIIe siècle, des bords du Dniéper sur ceux de la Klazma, mais ces mots slaves sont affreusement corrompus et défigurés, comme dit le savant Szafarik. Karamzin et les philologues moscovites rapportent une foule de mots tirés de la langue des Mordviens, des Mouromiens, des Tchoudes, des Ougres, des Finnois, des Tatars et d'autres peuples asiatiques; et c'est par ce mélange que la langue moscovite a perdu sa pureté et est devenue incompréhensible à tous les Slaves.

Si vous voulez donc fixer les limites de la nationalité russe, ne confondez pas la langue ruthène avec la langue moscovite, qui n'ont rien de commun entre elles; ne vous réglez pas non plus sur le culte moscovite, qui ne s'est étendu vers l'ouest sur le sol polonais que par suite des violences et des persécutions dont devrait rougir tout gouvernement qui a quelque sentiment d'humanité.

Nous avons pour M. Herzen, sans le connaître personnellement, une estime sincère. Il proclame la justice pour la Pologne; il veut la transformation de la Russie. Il y a du beau et du vrai dans son intelligence. Aussi nous le prions de vouloir bien nous dire clairement quelle frontière il reconnait à la Pologne.

M. Ivan Golovin n'est nullement disposé à avouer qu'il y a en Russie un principe quelconque, ou si un principe existe, c'est celui du mal. Le principe russe est celui avoué par Alexandre Ier, qui a nié le droit public en érigeant en principe la convenance, l'intérêt, le besoin du moment. Le principe russe est-il contenu dans cette loi fondamentale de l'empire moscovite : « L'empereur » régnant, comme autocrate, sans entraves, a le pouvoir » pour tout acte contraire à sa volonté, de déposséder le » désobéissant des droits définis par les lois, et de se » conduire envers lui comme envers un homme cri- » minel contre l'autorité du monarque ? » D'un côté, pouvoir illimité, et de l'autre, obéissance sans limites, ou, en termes vrais, l'esclavage le plus abject. Est-ce donc le principe russe glorifié par le prince Troubetzkoy ? Nous croyons que c'est une des plus déplorables illusions de croire que dans l'empire actuel il existe un principe qu'on pourrait glorifier sans insulter à la raison humaine.

Ces principes proclamés par les Moscovites eux-mêmes, sont-ils ceux du prince Troubetzkoy ? Adopte-t-il pour lui ce dogme éminemment russe inscrit dans la loi fondamentale moscovite que le tzar peut faire et défaire tout à sa volonté et à chaque moment ? Que dans la Russie qu'il admire tant, il n'y a pas de droit autre que celui de l'empereur ? A-t-il d'autres principes à lui ? Le prince Troubetzkoy, et qu'il veuille bien croire qu'il n'existe en nous nulle intention de le blesser, le prince Troubetzkoy ressemble parfaitement à ce commerçant moscovite qui prie pieusement un saint quelconque de son pays de daigner l'aider à tromper et qui, lorsqu'il a trompé en prononçant les serments les plus solennels, se prosterne devant son

saint et le remercie avec ferveur. Ou, en montant au plus haut degré de l'échelle sociale, le prince Troubetzkoy ne fait que reproduire le tzar Alexandre Ier, qui, ayant déclaré qu'il avait pris envers les Polonais l'engagement de rétablir la Pologne, que c'était pour lui un devoir moral, confesse sincèrement qu'il a fait les serments selon la convenance, selon l'intérêt du moment, et ajoute qu'un traité n'est qu'un mensonge. Les invocations les plus nobles, les plus saintes ne manquent jamais à un Moscovite. Mais on se sert de ces invocations pour justifier les actes les plus criminels, pour accomplir les projets les plus sinistres. Et après on en rit, on se signe dévotement.

Écoutez les déclarations du prince Troubetzkoy, elles sont séduisantes; on les respecte, on les aime. Ce sont des principes admirables, les aspirations les plus élevées. « Aussi, voyons-nous, dit-il, les peuples ramenés vers une » organisation naturelle, chercher à se constituer d'après » leur nationalité, leur histoire et leurs besoins. Cet élan » devient le mobile de la politique des puissances euro- » péennes. Ce mouvement porte l'Europe vers un nouvel » ordre de choses. » Il n'y a qu'une puissance qui s'oppose nécessairement au développement, à l'affranchissement des nationalités, à l'établissement de ce nouvel ordre de choses. « C'est l'Autriche. » Quel but se propose d'atteindre le prince Troubetzkoy, en publiant ses considérations sur la Russie Rouge possédée en ce moment par l'Autriche, et autrefois de temps immémorial par la Pologne? Le plus généreux.

« Entre les Slaves toute inimitié doit cesser. La Pologne, pour ne pas tomber sous le joug des races germa-

niques (1), doit s'unir franchement à la Russie, sa seule alliée naturelle. Toutes les deux doivent se donner fraternellement la main et la tendre aux autres peuples slaves qui gémissent sous le régime inique de l'Autriche et des Ottomans.

» L'ère nouvelle, inaugurée par le règne actuel, ère de justice et d'espoir pour les deux nations, doit pour toujours mettre fin à des luttes fratricides. Le souverain, également juste pour tous ses sujets, cherche à amener la fraternité réelle entre les deux nations polonaise et moscovite. Qu'elles oublient les luttes récentes, qu'elles se souviennent que c'est dans l'unité qu'elles doivent chercher leur force. La sainte loi du Sauveur ordonne l'union. » Le désir

(1) Mais qui a mis la Pologne sous le joug des races germaniques? Qui a formé une ligue infâme avec les Allemands pour déchirer la Pologne? C'est la Russie elle-même. Comment le prince Troubetzkoy ose-t-il reprocher à l'Autriche et aux Ottomans, leurs gouvernements iniques, en présence des actes du gouvernement moscovite, accomplis au commencement de l'ère nouvelle inaugurée par le tzar actuel? Si l'Autriche a tout fait pour détruire la nationalité polonaise, la Russie a-t-elle fait moins? Si le gouvernement autrichien a organisé et récompensé le massacre des nobles polonais, à Tarnow en 1846, le gouvernement moscovite n'a-t-il pas ordonné d'égorger, en 1769, les nobles polonais à Human? Ces égorgements des plus sataniques n'ont-ils pas été inspirés par les popes moscovites, agissant par l'ordre de Catherine II, la Sémiramis du Nord, meurtrière de son mari, Messaline la plus éhontée. A Tarnow, on massacra une centaine de nobles; mais à Human, en 1769 et en 1770, on extermina au moins 50,000 nobles polonais. Véritable exécution impériale moscovite. Je m'abstiens de condamner le gouvernement ottoman, le seul qui autrefois ait eu pour la Pologne de nobles sentiments, la connaissance des périls qui menaçaient l'Europe. Il a fait une guerre glorieuse, quoique désastreuse, pour sauver la Pologne contre laquelle se sont liguées les puissances qui se disaient chrétiennes. Nous réprouvons sévèrement les massacres à Djeddah et en Syrie. Mais a-t-on vu le gouvernement ottoman prendre les mesures les plus énergiques, les plus inexorables pour

ardent et sincère du prince Troubetzkoy est de voir la Russie et la Pologne oublier franchement leurs anciens sujets de querelles et unir leurs intérêts dans un avenir commun sous le sceptre d'un souverain qui inaugure une ère nouvelle pour les peuples slaves, qui proclame l'émancipation des serfs. La grande pensée de la fraternité des peuples se réalise. La vieille société européenne tend à se constituer sur de nouvelles bases. La Russie voit renaître une ère nationale. Que la Russie fasse oublier à la Pologne le souvenir de leurs anciennes fautes et qu'elle trouve une sœur dans cette nation de même origine qu'elle. Les Moscovites et les Polonais de même origine ! Où le prince Troubetzkoy a-t-il trouvé cette fable-là ?

Tout cela est admirable. Mais quelle est la conclusion

exterminer la religion, la langue, les institutions, la nationalité des Slaves, des Grecs, des Roumains, ses sujets ? Toutes ces mesures, le gouvernement moscovite les a prises et l'empereur Alexandre II lui-même en ordonne l'exécution la plus sévère. Un jour ce sera un titre d'estime et de reconnaissance pour le gouvernement ottoman d'avoir respecté et conservé ce que détruit avec fureur le gouvernement moscovite, chrétien, mais chrétien comme on l'est dans la Russie orthodoxe. Sous le gouvernement ottoman, il y a eu et il y a encore des abus épouvantables. Mais a-t-on vu ce gouvernement former le projet d'exterminer tout un peuple innocent, de tuer son âme, son passé et son avenir? Allez, messieurs les Moscovites, au moment où vous proclamez une ère nouvelle, la fraternité des peuples, vos sympathies les plus perfides pour la Pologne, vous êtes plus barbares que ne le sont les Ottomans. Quand les puissances occidentales ont demandé aux Ottomans justice pour les chrétiens, le sultan a-t-il dit comme l'empereur Alexandre II à la Pologne : Moi, empereur des Ottomans, je ne connais ni Serbes, ni Roumains, ni Chrétiens, ce sont des Ottomans, des Musulmans ? Tout parallèle établi entre le gouvernement ottoman et le gouvernement moscovite, ce dernier est le plus coupable. Et cependant il a la hardiesse de se poser comme protecteur des chrétiens, en Orient, qui, il est vrai, le renient, le repoussent, abhorrent son amitié liberticide. — *Timeo Danaos.*

de cette profession de foi si magnifique et si précise? Comment le prince Troubetzkoy comprend-il et applique-t-il l'union, la fraternité, la loi sainte du Sauveur? Quel amour et quelle justice offre-t-il à cette sœur, la Pologne? Quelle est cette ère nouvelle inaugurée par l'empereur Alexandre, ère de justice? La conclusion de cette profession de foi, de ces principes, est que la Russie conservera toutes les provinces enlevées à la Pologne; conservera tout ce qu'elle a volé à sa sœur la Pologne; que celle-ci restera à jamais sous le sceptre bienfaisant d'Alexandre II, également juste pour ses sujets polonais et moscovites. Et, comme nous l'avons exposé, cette justice consiste à donner tout à l'un et à prendre tout à l'autre, à déclarer très hautement que la Pologne n'existe point et qu'on saura exterminer complétement les rêves de nationalité polonaise. Ah! vous daignez accepter la Pologne comme une sœur, vous lui offrez l'oubli des fautes communes, des anciennes querelles; vous lui recommandez l'union, une action commune, la fraternité; vous faites pieusement appel à la loi sainte du Sauveur. Mais tout cela à la condition, que vous exprimez le plus clairement, que cette sœur renonce à être libre, qu'elle se laisse dépouiller par la Russie, qu'elle lui abandonne ses provinces historiques que la Russie n'a jamais possédées, provinces peuplées par des hommes issus de la nationalité polonaise, et où la Russie nouvelle, la Moscovie, n'est venue qu'au XVIIIe siècle.

Un mot : en passant la Vistule, le Niémen, le Dniéper, le serment perd sa signification européenne. Adopté par la langue, transformé par l'intelligence moscovite, il a un sens tout autre. Le serment, en Europe, signifie dans la Moscovie,

au-delà du Dniéper, le parjure, la trahison, le mensonge. Selon l'interprétation officielle donnée par le tzar Alexandre Ier lui-même, union veut dire dissolution, anéantissement. Le prince Troubetzkoy présente, à cet égard, un exemple frappant. En parlant des provinces polonaises connues sous le nom de Petite-Russie, qui n'ont jamais appartenu à la nouvelle monarchie moscovite, fondée au commencement du XIIe siècle, il prétend que « Chmielniçki réunit à la monarchie du tzar Alexis Mi- » chaëlowitch sa patrie, qu'il avait libérée du joug odieux » des Polonais », et notons que le prince Troubetzkoy saisit joyeusement toute occasion pour flétrir la Pologne qu'il aime par les calomnies les plus atroces, les plus fausses, et les plus mensongères. Le prince Troubetzkoy nous dira-t-il ce qu'est aujourd'hui la patrie de Chmielniçki? Elle a cessé d'exister extérieurement, politiquement. La Moscovie l'a étouffée dans ses embrassements fraternels. Comment Chmielniçki a-t-il pu réunir les provinces polonaises à la monarchie moscovite? Ces provinces ont existé bien avant la création de la monarchie moscovite. Quand le prince Troubetzkoy dit que ç'a été une réunion, qu'il nous pardonne, mais il fait sciemment un mensonge, car il est impossible qu'il ne sache pas que Chmielniçki accepta seulement le protectorat du tzar Alexis. Il existait un traité formel conclu à Péréaslaw, entre Chmielniçki et le tzar Alexis. Ce traité assurait à la patrie de Chmielniçki son indépendance intérieure la plus absolue, et, à certains égards, son indépendance extérieure. Il y avait la plus complète séparation entre les Moscovites et les Russiens, ou les Ruthéniens qui ne sont nullement les Russes d'aujourd'hui, et pour lesquels le nom de Russe ou de Mosco-

vite est la plus sanglante injure. Nous demandons au prince Troubetzkoy ce que sont devenus la patrie de Chmielnicki, son indépendance, ses droits, ses libertés, ce traité de protectorat et d'alliance juré à Péréaslaw? Tout cela a été détruit par la Russie, cette meurtrière des nationalités, de la liberté des Slaves. Le prince Troubetzkoy affirme, sans se troubler, que ce retour de la Petite-Russie a été un acte national. On revient d'où on est sorti. Or, il n'y a eu rien de commun entre la Moscovie et le peuple russien ou ruthénien. Tout était différent et même opposé entre eux, surtout les origines. Acte national? Le prince Troubetzkoy le dit-il pour rire? Se pourrait-il qu'il ignore si étrangement les premières données de l'histoire de ce pays? La nationalité des Russiens, des Ruthéniens est slave, et la nationalité de la Moscovie, surnommée au XVIII[e] siècle la Russie, ne l'est pas. C'est une nationalité asiatique, finnoise, et, quant à l'esprit, c'est la négation la plus complète de la nationalité des Slaves. Acte national, retour national! Pourquoi donc, jusqu'à ce moment, l'habitant de la Petite-Russie, le Russien, le Ruthénien, Slave, Polonais, par ses origines et par son esprit, méprise-t-il et déteste-t-il jusqu'à la mort le Russe, le Moscovite, et ne le reconnaît pas pour son frère? Quand donc un Russe de naissance et de principes affirme que la Russie fait l'union, comprenez bien qu'elle opère la dissolution, l'anéantissement, qu'elle donne la mort comme elle a frappé de mort le peuple de la Petite-Russie auquel elle avait juré protection et fraternité. C'est la méthode invariable de la Russie de tuer ceux qu'elle protége et qu'elle aime, de révoquer les serments qu'elle fait solennellement. Toute l'histoire moscovite n'est qu'un enchaînement d'assassinats, de parjures,

de mensonges, et les preuves nombreuses on les trouve dans la narration même du prince Troubetzkoy. Nous acceptons son témoignage. Quelle a été la destinée de cette alliance monstrueuse entre la Moscovie despotique, non slave et la Ruthénie, au-delà du Dniéper, pays slave, polonais, passionnément attaché aux idées démocratiques? C'est le prince Troubetzkoy lui-même qui l'expliquera. « A » cause des allures *orientales* et des principes *arbitraires* » de la *nouvelle* monarchie russe, cette union ne répondit » pas aux besoins de la Petite-Russie, *habituée à la* » *liberté* dont elle avait joui pendant son existence *natio-* » *nale.* » Ainsi, ce joug odieux des Polonais, comme ose le dire le prince Troubetzkoy, a permis aux Ruthéniens, aux Russiens de s'habituer à la liberté, d'être libres, de jouir de leur existence nationale! La Pologne a respecté généreusement la liberté et l'existence nationale de la Ruthénie. Où sont aujourd'hui la liberté et l'existence des Ruthéniens qui, mécontents justement ou non, je ne le discute pas dans ce moment, ont invoqué la protection de la Moscovie, cette puissance, l'ennemie la plus acharnée des Slaves? Les persécutions et le martyre des Ruthéniens ont précédé de plusieurs années le démembrement et l'asservissement de la Pologne. Pierre Ier, surnommé le Grand, par l'adulation la plus immorale, noya dans des flots de sang la liberté, l'existence nationale des Ruthéniens. La bataille funeste de Pultawa, en 1709, a été le tombeau de la libre Ruthénie. Mais pour le prince Troubetzkoy, cette bataille consolida l'union, lisez la mort de la Ruthénie. Et Pierre Ier, ce tyran sanguinaire, ce bourreau des Ruthéniens libres, c'était Pierre le Grand, le glorieux.

Mais la Ruthénie est morte, comme est morte la Pologne. L'une et l'autre gardent leurs souvenirs immortels, la foi et la certitude de leur délivrance commune. L'une et l'autre ont reconnu qu'elles doivent renouveler leur union antique, nationale, libre et glorieuse, et qu'elles n'ont qu'un seul ennemi, la Moscovie, le tzarisme moscovite qui n'embrasse l'une et l'autre que pour les tuer. Voilà ce que nous enseigne l'histoire, et cependant devant cette histoire le prince Troubetzkoy a la hardiesse d'affirmer qu'il n'y a que le seul gouvernement autrichien qui soit contraire aux nationalités. L'Autriche commence à recevoir le châtiment qu'elle n'a que trop mérité pour sa participation à l'assassinat de la Pologne. Elle a une excuse, elle s'est crue puissance germanique. Mais la Russie qui perfidement, il est vrai, se présente comme amie des Slaves, qu'a-t-elle donc fait avec la nationalité des Ruthéniens et des Polonais ?

Voilà comment le prince Troubetzkoy entend réaliser la « grande pensée de la fraternité des peuples ». Voilà comment il aime la Pologne et quelles sont « les bases nouvelles » sur lesquelles il constitue la société européenne. Vous offrez à la Pologne la fraternité. Oui, mais c'est celle de Caïn pour Abel. Vous constituez l'Europe sur des bases nouvelles, mais à la condition que la Russie engloutira la Pologne et tous les Slaves. C'est ainsi qu'une intelligence éminemment moscovite explique une ère nouvelle inaugurée pour la Russie, l'organisation naturelle des peuples et le nouvel ordre de choses que l'Europe va créer.

Dans ce nouvel ordre de choses, dans cette ère nouvelle il y aura une monarchie slave dominée par la Russie,

une puissance de plus de 100,000,000 d'hommes, une monarchie universelle. Mais la loi sainte du Sauveur n'enseigne-t-elle pas l'union ? Tous les Slaves ne sont-ils pas frères et la Russie n'a-t-elle pas le devoir le plus moral d'affranchir les Slaves qui gémissent sous « les régimes iniques » de l'Autriche et des Ottomans ? Vous redoutez l'esclavage de l'Europe, la prépondérance démesurée, la domination de la Russie ? Craintes puériles ! L'empereur a-t-il inauguré pour rien une ère nouvelle ? Cette ère n'est-elle pas celle de la fraternité des peuples ? Le souverain actuel de la Russie n'est-il pas également juste pour tous ses sujets? Qu'on y pense sérieusement. Le prince Troubetzkoy ne rêve pas. Il exprime sincèrement la pensée moscovite la plus intime, la plus passionnée : dominer le monde pour le gouverner, comme la Russie gouverne la Pologne en l'exterminant. Le tzar Nicolas Ier représentant le plus fidèle, l'expression la plus énergique de cette pensée moscovite, a dit : « L'Occident s'en va, c'est la Russie qui le remplacera. » Aussi le prince Troubetzkoy abhorre-t-il tout ce qui est Occident, reproche-t-il amèrement à la Pologne de s'être dénationalisée, d'avoir rejeté la nationalité slave en s'appropriant les idées occidentales. Il n'y a que la Russie seule qui a conservé « son type slave », et on verra de suite que la Russie actuelle, en séparant d'elle les provinces enlevées à la Pologne, provinces peuplées, dès la plus haute antiquité, par des hommes issus de la Pologne proprement dite, est une nationalité non slave, opposition absolue, négation complète de l'esprit slave, de l'esprit polonais.

Pendant la guerre d'indépendance, en 1831, nos bataillons en marchant au combat vous présentaient des

drapeaux sur lesquels nous avons inscrit ces mots : *Pour notre liberté et la vôtre;* mais vous, vous avez rejeté notre appel fraternel. Dans la même année, nous avons honoré par une cérémonie funèbre la mémoire des martyrs qui avaient péri sur le gibet dressé par le tzar Nicolas ; mais vous, vous avez tourné en ridicule notre respect pour ces martyrs de votre liberté. Et maintenant vous nous invitez à faire cause commune avec vous pour le prétendu affranchissement des peuples slaves du joug des Allemands et des Ottomans. Déception, tout cela ; car votre vraie pensée est de fonder une puissance monstrueuse, qui amènerait fatalement la destruction de la liberté et de la civilisation. Nous, à notre tour, nous rejetons votre appel liberticide.

Il y a quelque temps on a entendu un membre de la Chambre des communes d'Angleterre s'écrier généreusement dans une séance du parlement britannique, et en cela nous l'admirons : « Nos paroles sont angéliques, mais « nos actions sont sataniques. » Ces paroles s'appliquent merveilleusement aux Moscovites, à leur esprit, avec cette différence que les Anglais ont le courage d'avouer ce qu'ils sont réellement eux-mêmes. Ce courage et cette connaissance de soi-même manquent encore aux Moscovites. Ils sont pieux quand ils méditent la fraude et la perfidie. Ils se revêtent très habilement des formes humanitaires pour justifier ou pour accomplir les attentats contre l'humanité. Quels cris d'indignation ont été poussés par le *Nord*, ce journal cité avec plaisir par les journaux français, à l'occasion de l'enlèvement de Mortara ! Mais quand le gouvernement moscovite a fait enlever par milliers les enfants polonais et catholiques, quand ces enlèvements

continuent en ce moment même, le *Nord*, ce noble journal qui aime à proclamer une ère nouvelle pour la Russie, n'en dit un seul mot et le prince de Troubletzkoy aussi (1).

Mais nous apercevons l'indignation du prince Troubetzkoy, et comme nous voulons témoigner à ce prince moscovite notre estime et notre bienveillance, nous dirons que nous croyons son indignation sincère. Bien qu'il nous soit permis d'en douter, nous admettons volontiers qu'il n'est qu'égaré par ses passions nationales, par son orgueil moscovite, qu'il n'a pas encore commencé une étude sérieuse de l'histoire de son propre pays; qu'enfin son intelligence ne s'est pas encore ouverte à la connaissance de la Pologne ni de l'Europe; qu'il repousse l'une et l'autre comme un obstacle au développement du génie moscovite, car il croit bien faussement que la Moscovie seule a conservé le « type slave pur », oubliant bien étrangement que c'est seulement depuis l'avènement d'Alexandre II qu'une ère nouvelle, une ère nationale, a commencé pour la Russie; c'est-à-dire que jusqu'à ce moment la Russie a été dirigée, gouvernée et corrompue par un esprit qui n'était ni slave, ni polonais, ni européen, mais

(1) Le prince Troubetzkoy dit : « Une différence de rite n'est rien. » Il entend le rite latin, et le rite moscovite ne l'est que de forme, tandis que les grands principes et la croyance restent les mêmes. Phrases belles et généreuses ! Mais qu'en a fait et qu'en fait chaque jour le gouvernement moscovite? Il persécute et il extermine la religion romaine, qui dans sa pensée, ne diffère du rite moscovite que par la forme et il force par la terreur 4,000,000 de catholiques à entrer dans la communion moscovite. Quel mal y a-t-il? La croyance, les grands principes ne sont-ils pas identiques dans ces deux rites? Il établit l'union religieuse. La sainte loi du Sauveur ne prescrit-elle pas l'union ? Ainsi, les Moscovites invoquent la loi du Seigneur, pour tuer le Seigneur et violenter les consciences.

tout simplement barbare, asiatique, moscovite et germanique. Nous prendrons les preuves victorieuses de cette vérité historique dans la narration même du prince Troubetzkoy.

Mais, dira le prince, on me calomnie, on méconnaît malicieusement mes intentions généreuses. Est-ce que je n'aime pas la Pologne? Est-ce que je lui refuse la justice? Est-ce que je n'offre pas à cette sœur de la Russie, à cette Pologne chevaleresque une main fraternelle, l'oubli d'un passé regrettable? Est-ce que je n'invite pas la Pologne à s'unir noblement avec la Russie à marcher ensemble à l'affranchissement des Slaves courbés sous le régime inique des Allemands et des Ottomans? Paroles toujours textuelles du prince Troubetzkoy.

C'est bien. Le prince Troubetzkoy le dit. Nous admirons sa sainte colère contre le régime inique des Ottomans et des Allemands imposé aux Slaves et aux Polonais sans pouvoir comprendre par quels nobles motifs il ne dit pas un seul mot du régime incomparablement plus inique imposé par la Russie à la Pologne, sa sœur, cette nation chevaleresque.

Nous abandonnons pour un moment cet oubli inexplicable, ou plutôt chez un Moscovite, pieusement perfide et nous demandons comment ce prince explique, justifie le démembrement, cet assassinat infâme de la Pologne qu'il aime tant et si sincèrement. Nous présentons cette explication qu'on peut lire au chapitre II de sa publication : *La Russie Rouge.* Rien de plus curieux, rien n'expliquerait plus parfaitement comment un Russe de naissance et de principes comprend l'amour, la justice et le droit historique ou divin. Il le confesse naïvement sans avoir le pressenti-

ment qu'il dresse contre la Russie une des plus terribles accusations. Il n'a aucune connaissance de l'immoralité effrayante attachée à tout ce qui vient de la Russie et encore de cette Russie qui se recueille, qui entre dans une ère nouvelle. Ce qu'il y a de plus effrayant dans l'esprit moscovite, c'est qu'il n'a encore aucune connaissance du mal qui est son élément constitutif. La conscience publique est encore à créer. Et l'on parle d'une ère nouvelle qui commence dans la Russie !

On ne comprend pas, raisonne très sérieusement M. le prince Troubetzkoy, les plaintes soulevées par le démembrement de la Pologne. C'était un acte naturel et parfaitement légitime. La Russie, la Prusse et l'Autriche n'ont accompli que ce qu'ont fait d'autres puissances avant elle. La Pologne a enlevé par la violence à la Russie ses plus belles provinces, et la Russie plus forte au XVIIIe siècle, n'a fait que reprendre par la violence ses antiques possessions. Ces accusations haineuses qu'on lance contre la Russie ne sont que « des figures de rhétorique ». Puis la Pologne a été condamnée à périr. Ce n'était qu'une gentilhommerie factieuse (1). Elle devait « finir par le manque de

(1) Le prince Troubetzkoy n'a dit quelque bien de la Pologne que pour se donner la liberté de la calomnier, de la faire mépriser par les autres. C'est là l'estime, c'est là l'amour moscovite. Ainsi, la noblesse polonaise n'était qu'une gentilhommerie factieuse. Seule, elle jouissait des droits et de la liberté. Cela, d'abord, est inexact. L'auteur trahit son ignorance absolue de la législation et de la constitution polonaise. Qui a inscrit en tête de nos lois cette maxime fondamentale de toute bonne législation criminelle? *Neminem captivabimus nisi jure victum.* C'est la noblesse polonaise. Qui a proclamé la liberté des cultes, garanti la paix entre les dissidents, en permettant à chacun de croire en matière de religion comme il l'entendait, et qui a obligé le premier des rois électifs de la Pologne qui avait trempé dans les massacres de la

force vitale ». Elle contenait dans son organisation intérieure le germe de sa destruction. Les puissances alliées ont mis fin à un État qui n'était plus gouvernable et qui devenait un danger réel pour les voisins. En un mot

Saint-Barthélemy, à souscrire à cette garantie? C'est la noblesse polonaise. Qui a obtenu l'édit de pacification pour les Huguenots de France? Ce sont les ambassadeurs polonais qui étaient venus à Paris pour offrir la couronne à Henri de Valois. Et vous osez appeler « gentilhommerie factieuse » cette noblesse qui la première a fondé en Europe la liberté civile et religieuse, et cela longtemps avant que la France et l'Angleterre les aient consacrées dans leurs institutions! Que vous l'ayez dit par ignorance ou par admiration pour vos principes russes, d'après lesquels un de vos tzars massacrait par passe-temps des milliers de vos compatriotes, aux acclamations enthousiastes de ses fidèles sujets, et d'après lesquels le tzar actuel pourrait légalement en faire autant, s'il lui venait le caprice d'imiter son prédécesseur, peu importe, grossière ignorance ou folle admiration, vous êtes également à plaindre. Je vous rappelle au respect de la noblesse polonaise. Convient-il à un prince moscovite d'adresser ces reproches à la noblesse polonaise? Qu'est-ce que la Russie, même en ce moment, sous ce gouvernement réparateur, comme l'assure l'*Opinion nationale*? C'est un pays à esclaves. Légalement il n'y existe pas un seul homme libre ayant quelque droit inviolable. Tous y sont serfs et esclaves, sans excepter le prince Troubetzkoy lui-même. Il n'est libre que par le bon plaisir de son tzar. Prince, il porte cependant à son insu la chaîne d'esclave. Nous avons cité une loi de l'empire moscovite, en vertu de laquelle le tzar peut reprendre, anéantir les droits qu'il a pu accorder à quelqu'un. Mais les droits révocables à la volonté de celui qui les donne ne sont plus des droits. Ce sont des faveurs. Le tzar Paul I[er] a exprimé énergiquement cette loi fondamentale moscovite par ces paroles : « Il n'y a dans mon empire de grands que ceux auxquels je » parle et pendant que je parle. » L'ancienne noblesse polonaise était une véritable noblesse, tandis qu'en Russie, ceux qu'on nomme des nobles ne sont que des esclaves décorés des titres de prince, de comte et la poitrine couverte de crachats. Le prince Troubetzkoy, qui reproche à l'ancienne noblesse l'oppression des paysans, que fait-il, que peut-il faire légalement avec ses serfs? Il a le droit de les vendre au marché comme un vil bétail. Après l'avènement d'Alexandre II, après la promulgation du fameux oukase d'émancipation des paysans

l'envahissement des provinces prétendues polonaises par la Russie n'était, de sa part, que de justes représailles. Elle a repris ce qu'on lui avait pris autrefois. C'était simplement une revendication, une restitution. La Russie n'a fait à la Pologne que ce que la Pologne lui a fait à elle-même. La Pologne n'a aucun droit de se plaindre. Il serait donc criminel à la Russie de reprendre ce qui lui appartenait autrefois? Enfin, la Russie s'opposait noblement au

moscovites, il y a eu des ventes publiques d'esclaves moscovites. En 1846, le gouvernement autrichien organisa le massacre des nobles polonais. Le prince Troubetzkoy explique et absout ces massacres des nobles polonais, imbus « de ferments révolutionnaires. » Celui qui aime son pays, qui cherche à rendre à sa patrie l'indépendance que lui ont ravie traîtreusement des *souverains-brigands*, comme les nomme lord Brougham, est un révolutionnaire, et si on le massacre, tant mieux. Le prince Troubetzkoy ne blâme nullement cet acte, qui dans son jugement est un acte de justice, de conservation et de saine politique. Il n'est pas permis au prince Troubetzkoy de blâmer ce crime, sachant bien lui-même que la tzarine Catherine II, d'odieuse mémoire, cette femme qui livra son corps aux assassins de son mari, a fait massacrer 50,000 nobles polonais imbus aussi de ferments révolutionnaires. Le prince Troubetzkoy sait qu'en 1829, les Polonais ont formé une conjuration dont le but était de chasser les Moscovites de leur pays. C'est du sein de cette conjuration patriotique, qu'est sortie la guerre d'indépendance de 1831. Le prince Troubetzkoy nous assure qu'on avait eu l'idée de tuer le tzar moscovite. Quelle horreur! Le prince Troubetzkoy s'élève généreusement contre cette idée du meurtre d'un tyran et d'un usurpateur. Mais quand il parle de l'assassinat de la Pologne, du meurtre de tout un peuple, lui, le vertueux prince, trouve cet acte parfaitement légitime et juste. Tuer un peuple, cela se fait, ce n'est rien. Tuer un tyran, c'est un crime. Le prince Troubetzkoy justifie également le massacre des nobles polonais par la Russie et par l'Autriche. C'était une exécution salutaire. Cependant le prince avoue que ces projets sinistres « n'eurent pas d'exécution et que la chevaleresque nation polonaise n'eut pas heureusement de régicide à déplorer dans son histoire. » On avait l'idée de tuer le tzar Nicolas Ier, mais on y renonça. Et le prince Troubetzkoy en félicite la chevaleresque Pologne. C'était une idée vague, jetée en avant sans dessein prémé-

démembrement de la Pologne. C'est le roi de Prusse qui lui arracha son consentement, qui n'a fait au reste qu'exercer de justes représailles. La Prusse aussi a repris ses antiques possessions. Dans les actes de la Russie et de la Prusse, la justice n'a rien à voir. S'il y a quelqu'un de coupable, c'est seulement l'Autriche. Quant à la Russie et à la Prusse, tout dans le partage de la Pologne a été de leur part juste, légitime et inévitable.

dité, et qui n'a pas même été discutée sérieusement dans la réunion des patriotes qui ont préparé l'insurrection du 29 novembre 1830. Mais la Russie, ce n'est donc pas un pays de régicides? Non, peut-être. Combien y a-t-il dans l'histoire moscovite de meurtres de ducs, de tzars? Il y aurait vraiment horreur et dégoût à les dénombrer. Il y en a tant! Au XVIIIe siècle seul, Pierre III, assassiné par les amants de sa femme, Paul Ier, assassiné par les hauts dignitaires de son empire, par ces ministres et ces généraux, auxquels son fils Alexandre conserva leurs fonctions, confia les grands commandements, les premières ambassades! Quel pays! chevaleresque peut-être? Esclaves les plus abjects et régicides les plus fanatiques. Dans le jour, on étrangle cruellement Pierre III, et la nuit, on couche avec la femme de celui qu'on a assassiné. Parce que Pierre III ne mourait pas assez vite, on lui introduisit un fer rouge dans les entrailles. Importation anglaise. La fureur d'extermination domine les Moscovites. Quand ils ne peuvent plus s'égorger eux-mêmes, ils font la paix chez eux, se réconcilient dans le but d'exterminer les autres. Quand la Russie se recueille, croyez-le bien, qu'elle ne se recueille que pour distiller un venin plus subtil et plus mortel. — Le prince Troubetzkoy se retire sur les bords du lac Como. Enveloppé de l'atmosphère douce et enivrante des citronniers et des orangers, il se recueille aussi, lui, un Russe de principes, pour prouver qu'il était permis aux trois souverains catholique, schismatique et protestant ou athée de former un complot infâme, expression de lord John Russell, et de tuer un peuple, que c'était une mesure très salutaire de faire massacrer en masse les nobles polonais, représentants du principe de la propriété, de l'intelligence et des traditions du pays en soulevant les paysans, qui sont sans propriété, sans intelligence et sans traditions. Ceux qu'on surnomme vulgairement les révolutionnaires, comparés au prince Troubetzkoy, « Russe de naissance, » ne sont que des imbéciles.

Nous ferions injure à ceux qui nous feront l'honneur de nous lire si nous voulions réfuter ces raisonnements qui n'ont pu naître que d'une intelligence russe ou moscovite. Nous signalons seulement au prince Troubetzkoy ses inconséquences.

Si la Pologne n'était qu'une gentilhommerie facticuse, si c'était un État ingouvernable destiné à périr, et en même temps si dangereux que ses bons et nobles voisins, dans l'unique but de la protéger, ont été forcés de la tuer par une mesure de salut public; si cette Pologne chevaleresque n'était qu'un pays d'anarchie, un foyer infâme de ferments révolutionnaires qu'il était inévitable d'éteindre dans le sang des Polonais, nous demandons au prince Troubetzkoy ce que signifient ces appels fraternels à la Pologne? Pourquoi faire revivre une puissance aussi immorale et aussi monstrueuse? Comment l'anarchique et révolutionnaire Pologne s'unira-t-elle à la Russie la sainte, pays d'ordre, de conservation, de la plus haute moralité politique, pour accomplir en commun la mission d'affranchissement des Slaves? Et de quelle Pologne parle le prince Troubetzkoy? Dans quelles limites l'enferme-t-il? Toutes les provinces que la Russie occupe actuellement, elle n'a fait que les reprendre. Elle n'a exercé que des représailles. Dans ces provinces, il n'y a rien de polonais, tout y est moscovite. La Russie Rouge, c'était une des plus antiques possessions du commencement de la monarchie moscovite, du commencement du monde peut-être. Pourquoi non! La Prusse aussi n'a fait qu'exercer des représailles, une juste vengeance. Elle aussi, elle a repris ce qui lui appartenait autrefois. Le prince Troubetzkoy redemande à l'Autriche la partie orientale de la Gal-

licie, sa fameuse Russie Rouge, comme la possession la plus antique de la Moscovie. Que laisse-t-il donc à la Pologne, à sa sœur, qu'il aime tant? Dans sa publication, il garde, à ce sujet, un silence prudent et bienveillant. S'il dépouille si complétement la Pologne, c'est par amour de la justice, pour faire respecter et restaurer le droit historique de la Russie, pour lui rendre ce qui lui appartient par des liens de nationalité, de la religion et de la langue. C'est comme il dit : La Russie, en volant à la Pologne ses plus belles, ses plus populeuses provinces, n'a accompli qu'une action innocente, légitime, autorisée par le droit des gens, action toute sainte. Et encore! la Russie, bien qu'ayant des droits indubitables pour revendiquer ses antiques possessions, la Russie s'opposa longtemps au démembrement de la Pologne. C'était sa sœur, une nation chevaleresque, une nation d'origine slave. La Russie, en accédant au partage, a fait violence à sa conscience, à sa modération. Ce fut le roi de Prusse qui força la main à la Russie.

Vous le voyez, il n'y a rien de plus magnanime que la narration du prince Troubetzkoy. Tout y est vrai. Ce n'est pas Catherine II, la Sémiramis, la philosophe, la républicaine dans son âme, comme elle l'assurait, qui a dit au prince Henri, pudiquement en baissant les yeux : « Il semble que dans la Pologne on n'a qu'à se baisser pour ramasser quelque chose, tout le blâme je le prends sur moi. » Ce n'est pas elle qui annonça avec un rire satanique à ses esclaves le massacre de Praga, l'égorgement de vingt-cinq mille innocents, hommes, femmes et enfants !

Ainsi, l'usurpation des provinces polonaises, connues sous le nom de Russie Rouge n'était, de la part des Mos-

covites, qu'une revendication, une restitution. Ils ont repris ce qui leur appartenait. Acte légitime et saint. « La Pologne tint sous sa domination les plus belles provinces de la Russie, affirme le prince Troubetzkoy. Cinq siècles d'union intime de la Russie Rouge avec la mère-patrie, l'identité de leur histoire, la même nationalité, la même langue et le même culte, la Russie Rouge doit revenir à la mère-patrie, elle est russe d'origine, de croyance et de nationalité. » Aussi, le prince Troubetzkoy exhorte solennellement et patriotiquement l'empereur Alexandre II à ne pas oublier qu'une partie de la Russie Rouge, arrachée à la mère-patrie commune, n'est pas encore revenue à son lien national (1).

(1) Les provinces polonaises de la Russie Rouge composent en ce moment les parties orientales de la Volhynie, possédée actuellement par les Moscovites, et la partie méridionale de la Gallicie, possédée par l'Autriche. Le prince Troubetzkoy s'indigne de ce que cette partie appartenant à l'Autriche, a été arrachée à son lien national. Mais qui donc livra cette province à l'Autriche, qui la plaça sous le joug germanique? Mais c'est la Russie elle-même, c'est Catherine II. A cette occasion, nous sommes heureux de pouvoir citer, contre le prince Troubetzkoy, les belles et généreuses paroles d'un autre Russe, de Herzen : « Lorsque Salomon ordonna de partager l'enfant, le cœur » maternel se manifesta. Et comment se manifesta le cœur de la mère » Catherine, lorsqu'elle écartela avec ses complices allemands la » Pologne? Où le cœur du père Nicolas se manifesta-t-il lorsqu'il jeta » en guise de pour-boire à l'Autriche, pour la besogne des massacres » de 1846, une des plus vieilles capitales de la Pologne, Cracovie, la » Pologne, crucifiée par la Russie, tourmentée jour et nuit? Qu'a fait » pour la Pologne Alexandre II? Il convenait bien au fils de couvrir la » funeste mémoire de son père, d'implorer pour lui le pardon et l'ou- » bli par la douceur et les concessions : le décorum l'exigeait. » (Londres, 20 octobre 1860.) Herzen dit : « Avec ses complices allemands. » Mais Catherine II était une Allemande de naissance et Alexandre II l'est également. Dans la famille qui règne actuellement en Russie, il n'y a pas une seule goutte de sang slave.

Mais ces invocations à la langue, au culte, à la nationalité, à l'union intime, au retour à la mère-patrie, invocations imposantes et généreuses, ne sont que des fictions, des faux historiques, des mensonges inouïs, et ce qui est vraiment inconcevable, le prince Troubetzkoy lui-même, si seulement il veut relire ce qu'il fait imprimer, si seulement il a l'intelligence de ce qu'il écrit, le prince Troubetzkoy le reconnaîtrait aussi facilement que nous ou peut-être plus difficilement, car ce qui constitue la nature de l'esprit moscovite, c'est qu'il ment sans en avoir la connaissance, il ment contre l'évidence qu'il affirme lui-même. Ce cas existe avec M. le prince Troubetzkoy.

A quelle époque la Pologne a-t-elle arraché la Russie Rouge à la mère-patrie moscovite? Le prince Troubetzkoy nous répond que c'est en l'année 1340. « Depuis cette époque, dit-il, l'histoire de la Russie méridionale n'est plus celle du peuple resté russe. La Russie méridionale disparaissait de l'histoire russe pour se confondre avec celle de la Lithuanie et de la Pologne, au moment où la Russie du nord, — la Moscovie, faussement nommée la Russie, — *commence à se constituer dans un avenir nouveau* (1). »

La Russie Rouge ainsi réunie à la Pologne, d'où elle est sortie primitivement et à laquelle elle n'a jamais cessé d'appartenir, revenue à sa mère-patrie, au lien national, à la nationalité polonaise, resta polonaise jusqu'en 1772 et 1795, c'est-à-dire pendant quatre cent cinquante-cinq ans; c'est donc après une possession de quatre cent cinquante-

(1) Les Lithuaniens enlèvent la province de Kiiow, en 1319 et en 1321, non aux Russes, mais à la Pologne. Ils l'affranchissent de l'esclavage imposé par les Mongols.

cinq années, possession nationale, reconnue mille fois par les Moscovites, que le prince Troubetzkoy réclame cette province polonaise qui n'a jamais appartenu à la Russie, à titre de revendication et de restitution. En admettant que ce qu'affirme si faussement le prince Troubetzkoy soit vrai, nous demanderons ce qui arriverait en Europe si chaque puissance voulait reprendre l'état de ses frontières, telles qu'elles étaient il y a quatre cent cinquante-cinq ans. Mais, pour un Russe, rien de plus facile, de plus légitime et de plus saint. A qui les Polonais, en 1340, ont-ils pris, arraché la Russie Rouge? Est-ce à cet empire moscovite, surnommé au XVIIIe siècle seulement la Russie? Non, car le prince Troubetzkoy nous enseigne que la Russie Rouge « devint la proie de la Pologne » au moment où la Moscovie, d'où est sortie la Russie actuelle, la Russie de Moscou et de Saint-Pétersbourg, commençait à se constituer dans un avenir nouveau. C'était la formation d'une puissance toute nouvelle. Le prince Troubetzkoy, sciemment ou parce qu'il ne comprend pas, avance une énorme fausseté, car la Moscovie, la Russie de nos jours a été constituée pour un avenir nouveau et par des éléments nouveaux, au XIIe siècle, dans un pays non slave et au milieu de peuples qui n'étaient nullement slaves. Il n'existait aucun lien national entre cette Moscovie et les provinces de la Russie Rouge, aucune communauté politique, intellectuelle ou religieuse. C'était, comme l'avoue le prince Troubetzkoy lui-même, un État tout nouveau, et c'est encore lui-même qui nous expliquera sincèrement quelle était la nature de cet État nouveau de la Moscovie, État le plus hideux et le plus monstrueux dans le sens politique et moral.

Au XIIIe et au XIVe siècle, la Moscovie, la Kiiovie et la Russie Rouge ont succombé sous la conquête des Mongols. Ces pays n'étaient ni libres, ni indépendants. Les ducs de Moscou ont été les esclaves les plus soumis et les plus lâches des Mongols. Esclaves eux-mêmes, ne s'appartenant pas à eux-mêmes, comment les successeurs de ces ducs esclaves, souverains d'un État tout nouveau, non slave, peuvent-ils réclamer la Russie Rouge comme leur antique propriété, exercer une revendication, redemander ce qui ne leur a jamais appartenu? S'il existait un souverain pour la Kiiovie et la Russie Rouge au XIIIe et même au XIVe siècle, c'était le khan des Mongols. En effet, il y exerçait sa suzeraineté assez douce. Il faisait lever le tribut, exigeait une armée auxiliaire en laissant au peuple de ce pays l'indépendance intérieure la plus complète. Ainsi, la Pologne en 1340, et la Lithuanie en 1321, affranchissaient la Kiiovie et la Russie Rouge, brisaient le joug mongol, rendaient au peuple de ce pays la liberté et l'indépendance qu'ils ont perdues sous la domination des ducs russes non slaves, d'origine scandinave ou germanique.

La Pologne, en réunissant la Russie Rouge, en reprenant sa province la plus antique, renversait une double domination, également odieuse aux Slaves, des ducs germaniques et des Mongols. Elle offrait le plus grand, le plus noble bienfait, égal à celui que l'empereur Napoléon III accorde aujourd'hui à l'Italie. Mais, si c'est un Russe de principes, de naissance, qui vous explique l'histoire de ces peuples, il vous dira que la Russie Rouge est devenue la proie de la Pologne, que les Polonais ont imposé à cette province un joug odieux. La Pologne renverse

la domination mongole, restitue la liberté aux peuples de même nationalité, et le prince Troubetzkoy s'écrie douloureusement : « Joug odieux. » Il sait cependant très bien ce qu'il dit. Sa haine contre la Pologne est plus passionnée et plus profonde que contre les Mongols. L'esclavage sous les Mongols lui semble assez doux et honorable. Est-ce qu'il n'admire pas un prince russe, d'origine germanique, qui s'est livré aux Mongols, s'est fait leur esclave plutôt que de subir l'affranchissement, la liberté et l'indépendance donnés à ses frères par la Pologne ? Mais ce que néglige d'avouer le prince Troubetzkoy, c'est que ce duc, le duc d'Ostrog, reconnut son erreur, se réconcilia avec la Pologne. Ses descendants ont défendu héroïquement la Pologne contre la Moscovie, qu'ils méprisaient justement. En Pologne, ils étaient libres, citoyens d'un État libre, civilisé, européen, tandis que dans la Moscovie ils étaient esclaves d'un prince moscovite, esclave lui-même des Mongols, habitants d'un pays non slave, barbare, asiatique, séparé complétement de l'Europe.

La Russie Rouge, l'antique province polonaise, qui existait bien avant la fondation de l'État moscovite n'a jamais pu appartenir à la Moscovie devenue, au XVIII[e] siècle, la Russie. Procède-t-on de ceux qui sont nés après nous ? Il n'existe donc aucun lien national entre la Russie Rouge qui est la Pologne, elle-même pays slave, libre, fidèle aux idées, aux institutions slaves, et la Moscovie, pays non slave, asiatique et établi sur les principes les plus opposés aux idées, aux institutions slaves et particulièrement aux institutions polonaises, les seules qui représentent fidèlement l'esprit des Slaves, tandis que la

Moscovie, ducs et peuples, ont toujours été dominés, enchaînés par l'esprit germanique, finnois ou mongol. La Moscovie, c'est la négation absolue de la Pologne, des Slaves, de l'Europe. Est-ce donc cette Moscovie, la barbare, la non slave, la non européenne, qui serait pour la Russie Rouge une mère-patrie et d'une origine commune avec la Pologne? La Moscovie ne s'est introduite perfidement au milieu des Slaves que pour les voler, les massacrer et les asservir.

Le prince Troubetzkoy prétend qu'il y a eu cinq siècles d'union entre la Russie Rouge et la mère-patrie. Nous avons démontré, en prenant les preuves chez le prince Troubetzkoy lui-même, que la Moscovie, État nouveau, constitué avec des éléments qui n'étaient pas slaves, ne saurait être pour la Russie Rouge la mère-patrie. C'est un faux historique. L'illustre auteur n'a qu'à consulter d'autres Russes, savants véritables, Pogodin, Solowiciow, et ils lui apprendront ce que nous affirmons, qu'il n'existe aucune communauté entre la Moscovie et la Russie Rouge, aucun lien national surtout. Chose étonnante, le prince Troubetzkoy le pense également, car il a inventé une autre fiction, un autre faux historique, un mensonge inqualifiable, en soutenant qu'il y avait une ancienne, une primitive Russie qui précéda la Russie nouvelle, la Moscovie, mais qui, après une existence de cinq siècles, est disparue complétement, et tombée dans une dissolution absolue. C'est donc avec ce premier, cet ancien empire russe, que la Russie Rouge entretenait une union intime pendant cinq siècles (860-1340). Mais cette assertion est fausse. Ce premier empire russe unitaire n'a jamais existé.

Nous expliquerons de suite ce qu'a été ce qu'on a surnommé plus tard le premier empire, l'ancienne monarchie russe. En admettant cependant que ce premier empire russe ait existé, il a péri complétement bien avant le XIVe siècle. Il n'existait plus au commencement du XIIe siècle. Le prince Troubetzkoy pense que c'est l'invasion mongole qui l'a détruit en 1224 et 1239. Il se trompe, ou il a le désir de tromper les autres. Les causes qui ont amené la dissolution de ce prétendu empire étaient bien différentes, et nous les indiquerons.

La Russie Rouge n'a jamais été partie intégrante ou même fédérative de cet empire russe imaginaire. Qui avance ce fait? Le prince Troubetzkoy. Il expose qu'en l'an 1085, Rurik, Wolodar, Wassilko, princes russes, d'origine germanique, après une guerre acharnée, ont arraché la Russie Rouge au joug des Polonais et fondèrent une principauté indépendante. Il y a du vrai et du faux dans cette version. Mais, d'après le prince Troubetzkoy lui-même, la Russie Rouge était en l'an 1085 une possession polonaise. Les princes russes, non slaves, d'origine scandinave, ont affranchi cette province, comme le dit faussement le prince Troubetzkoy, et selon l'histoire, ils l'ont asservie, l'ont arrachée à la Pologne et ont fondé « une principauté indépendante » qui, en 1340, est devenue la proie de la Pologne. Si les princes russes ont arraché la Russie Rouge à la Pologne, en 1085, et ont fondé une principauté indépendante, évidemment la Pologne n'a fait que reprendre, en 1340, sa possession nationale, après l'extinction de la race de ces domina-

teurs, de ces tyrans étrangers, et encore quels tyrans hideux, véritables démons à face humaine! Si, toujours d'après l'aveu du prince Troubetzkoy, la Russie Rouge, arrachée à la Pologne en 1085, est devenue une province indépendante, elle n'a donc jamais appartenu ni à l'ancienne Russie, ni à la Moscovie, la nouvelle Russie. C'était un pays indépendant. Que signifient donc ces invocations, en apparence, si belles et si saintes, cette revendication, cette restitution, ce retour à la mère-patrie, au lien national? Ce sont des figures de rhétorique employées pour couvrir le vol fait à la Pologne.

Nestor, historien polonais, ruthène, jamais russe, accepté cependant par les savants moscovites comme autorité, dit qu'en l'année 981, Wladimir, prince russe, scandinave, normand, a fait la conquête de la Russie Rouge, pays léchite, polonais. C'est donc Wladimir qui arracha à la Pologne cette province. Boleslav le Grand, roi de Pologne, l'a reconquise, l'a reprise en 1018, en l'affranchissant du joug étranger, à la domination odieuse des princes russes et l'a réunie à la Pologne. Ainsi, la Russie Rouge, pays polonais de temps immémorial, Pologne elle-même, n'est restée que trente-sept ans sous la domination des princes russes, c'est-à-dire de 981 à 1018. De 1018 à 1085, elle est redevenue polonaise pour retomber à cette dernière époque sous le joug des princes russes, qui en firent, ce que prétend le prince Troubetzkoy, une province indépendante. Ainsi, la Russie Rouge polonaise, avant 981, subjuguée pendant trente-sept ans, de nouveau polonaise, de 1018 à 1085, n'a jamais appartenu à l'ancienne Russie, ni à la Moscovie;

car, ainsi que l'affirme lui-même le prince Troubetzkoy, de 1085 à 1340, elle a été province indépendante, pays indépendant. Si la Pologne en a fait, en 1340, la conquête ou la réunion, elle a conquis ou réuni un pays indépendant, ne relevant que de lui-même, bien que, ce pays étant polonais avant 981, puis de 1018 à 1085, elle eût le droit de reprendre ce qu'on lui avait enlevé, ce que lui avaient pris les princes russes, ennemis, exterminateurs de la nationalité slave. C'était, dans le vrai sens, une revendication, une restitution, le retour à la mère-patrie et au lien national, expressions parfaitement vraies, si on les rapporte à la Pologne, mais absolument fausses, si on les applique à ce premier empire russe ou à la Moscovie, cette Russie nouvelle. L'histoire les contredit, ne les connaît pas. La réunion de la Russie Rouge à la Pologne, accomplie définitivement en 1340, a été nationale, politique et la plus généreuse, en ce sens qu'elle affranchissait une des plus antiques provinces polonaises du joug des Mongols et des fureurs des ducs russes, non slaves, oppresseurs et exterminateurs des Slaves.

La Ruthénie Rouge était-elle une principauté indépendante de 1085 à 1340, comme le prétend le prince Troubetzkoy détruisant lui-même son hypothèse par laquelle il veut établir que c'était l'une des plus anciennes provinces moscovites asservie par la Pologne? La Pologne n'était-elle pas souveraine de la Russie Rouge de 1085 à 1340? Les ducs russes, envahisseurs, étrangers, n'étaient-il pas des vassaux les plus soumis de la Pologne, quand ils lui demandaient un bienfait, et des rebelles, des tyrans san-

guinaires quand ils l'avaient obtenu? Peut-on admettre que la Pologne ait renoncé au pays exclusivement polonais, uni complétement à la nationalité polonaise de temps immémorial? qu'elle ait abandonné légèrement et criminellement ses enfants aux envahisseurs, aux ennemis des Slaves? Car, encore une fois, ces princes n'étaient pas Slaves. Devenus Slaves extérieurement, ils ont conservé l'esprit de leur nationalité scandinave.

C'est pendant le règne de Wladislav Ier, troublé par des commotions intérieures, que les princes normands on envahi la Russie Rouge. Son fils, l'héroïque Boleslav III, a soutenu trois guerres pour rétablir la souveraineté polonaise non-seulement dans la Russie Rouge, mais encore dans le duché de Kiiovie, pays également polonais dès la plus haute antiquité, subjugué par les ducs scandinaves, mais affranchi, réuni à la Pologne par Boleslav Ier le Grand, en 1018, et par Boleslav II le Magnanime en 1078. En effet, Yaropelk, duc de Kiiovie en 1134, reconnut la souveraineté de la Pologne. Il s'avoua humblement son vassal, son esclave même.

Le partage de la Pologne entre les fils de Boleslav III, et par conséquent l'affaiblissement de l'unité et de la force nationale, ont permis aux princes russes de rejeter, pour quelque temps, la souveraineté polonaise. Mais Casimir le Juste (1122-1194) et Leszek le Blanc (1194-1227) rétablirent cette souveraineté en incorporant quelques provinces de la Russie Rouge à la Pologne, et en laissant les autres aux princes russes toujours empressés à jurer fidélité et toujours disposés à rompre leurs engagements.

Ainsi, Nicolas, palatin de Cracovie, ayant comprimé la révolte en 1188, donna la principauté de Halitch à Wladimir, qui pour lui-même et pour ses successeurs jura obéissance à la Pologne (*subjectio et obedientia*). Il était sujet de la Pologne. Plus tard, on modifia ces conditions dans ce sens, qu'après sa mort, le duché de Halitch devait revenir à la Pologne pour y être réincorporé à jamais. En 1193, dans un traité, la Hongrie, qui voulut également s'approprier ces provinces, reconnut que la Russie Rouge (*regiones Ruthenorum*) n'appartient qu'à la Pologne seule. Dans ces temps, on ignorait absolument l'existence d'un empire russe inventé par l'orgueil et la perfidie moscovite, mais qui, l'histoire l'atteste, n'a jamais existé.

Après la mort de Wladimir, en 1195, les habitants du duché de Halitch, ont réclamé eux-mêmes la réunion définitive de leur pays à la Pologne. Tourmentés par la domination odieuse et sanglante des ducs normands, ils ont exprimé le plus vif désir d'être citoyens libres d'un État civilisé; de retourner à leur véritable mère-patrie, n'ayant aucune idée qu'il y eût pour eux une autre patrie que la Pologne, une autre nationalité que la nationalité polonaise. Leszek le Blanc négligea d'accueillir ces vœux légitimes, ces demandes ardentes. Roman, duc de Wladimir en Wolhynie, par des assurances qui paraissaient sincères, obtint le gouvernement du duché de Halitch. Il promit tout : fidélité, obéissance. Il reconnut qu'il ne tenait ce duché que de la magnanimité de la Pologne sa vie durant, « *precario, non in proprietatem, sed in procuratorium et temporaneum regimen.* » On eut donc la sagesse de lui

refuser le gouvernement héréditaire. C'est avec douleur et désespoir que les Polonais de la Ruthénie Rouge se soumirent à Roman en pressentant bien que c'était un tyran des plus sanguinaires, en annonçant à Leszek le Blanc qu'il ne recueillerait que l'ingratitude et la trahison. En effet, Roman ayant exterminé ou comprimé par les exécutions les plus terribles, ceux qui avaient demandé la réunion à la Pologne, alluma la guerre en se vantant qu'il allait détruire la Pologne et le catholicisme. Le 19 juin 1205, il fut tué à la bataille de Zawichost. Leszek le Blanc rétablit de nouveau la souveraineté polonaise et accorda sa protection imprudente, mais généreuse, au fils de celui qui l'avait trahi.

Daniel imita l'ingratitude de son père. Toute la magnanimité des Polonais ne put affaiblir la haine, comprimer les trahisons de ce duc normand qui n'était Slave qu'extérieurement. Désirant fonder un État indépendant et anéantir la souveraineté polonaise, il parvint à tromper la bonne foi d'Opizo, légat apostolique. Il jura obéissance au pape et se fit catholique à la condition qu'Opizo le couronnerait roi de Ruthénie. Opizo, par un abus de pouvoir et sans y être autorisé, couronna Daniel à Drohiczyn en 1246, mais les évêques polonais protestèrent contre cet acte illégal, attentatoire aux droits de la Pologne, seule souveraine des pays ruthènes. Cette protestation produisit son effet. Craignant l'opposition plus sérieuse du gouvernement polonais, Daniel abandonna le titre de roi de Halitch. Il revint au culte schismatique aussi légèrement qu'il avait embrassé le rit romain. Le pape, probablement éclairé par la Pologne sur les droits qu'elle avait à la

possession de la Ruthénie, laissa tomber la royauté de Daniel.

Boleslav, duc de Mazovie, de la famille des Piast, fils de Marie fille de Léon, hérita du duché de Halitch. Il régna de 1321 à 1340 et mourut empoisonné, victime des haines religieuses. Casimir le Grand saisit cette occasion pour réunir la Ruthénie Rouge à la Pologne. Il dédommagea les ducs de Mazovie pour les droits qu'ils pouvaient avoir sur la Ruthénie Rouge. Il entra dans le pays où il ne rencontra qu'une légère résistance, car l'immense majorité réclama vivement la réunion à la Pologne. Le prince Troubetzkoy lui-même le reconnaît. Les Ruthènes s'unirent librement aux Polonais leurs frères, en renouant à jamais le lien national qu'ont voulu briser les Normands, les usurpateurs.

C'est ainsi que la Ruthénie Rouge, par le libre consentement de ses habitants, gouvernés par les ducs normands vassaux de la Pologne de 1085 à 1340, fut réunie définitivement à la Pologne. Elle le demanda elle-même. Ce retour à la mère-patrie, à la nationalité commune était pour cette province un véritable affranchissement, une rénovation bienfaisante. La Pologne l'affranchissait de la domination des ducs normands qui la troublaient continuellement par leurs fureurs.

La Pologne l'affranchissait également du joug des Mongols. La réunion définitive de la Ruthénie Rouge à la Pologne en 1340 avait encore une autre signification élevée. La Ruthénie Rouge rentrait dans la communion intellectuelle, politique et religieuse, non-seulement de la Pologne, mais de l'Europe, pour s'assimiler toute la

grandeur, pour recevoir tous les bienfaits de la civilisation européenne. Le mongolisme et le moscovitisme qui n'est qu'une modification du principe mongol, hostile à la Pologne et à l'Europe, ont été rejetés au delà du Dniéper.

La vérité historique sur la Ruthénie Rouge est donc celle-ci :

Avant 981, année de l'invasion normande, le pays désigné sous ce nom est un pays léchite, polonais, la Pologne elle-même, ses institutions, son esprit, sa nationalité. Toute la Slavie à l'occident et à l'orient du Dniéper jusqu'aux limites des peuples ouraliens, véritable mère-patrie des Moscovites, surnommés Russes, au XVIII[e] siècle, la Slavie de Kiiow, de Smolensk, de Witepsk, de Nowogrod la Grande, n'est que l'épanouissement de la Pologne. Dans cette Slavie primitive, antéhistorique, avant Rurik, on retrouve la Pologne, sa langue, son esprit et ses institutions. Slavie libre, commerçante, agricole, riche, belle, appâts bien puissants pour les brigands qui s'échappaient de la Scandinavie pour ravir et s'approprier les richesses qu'ils n'ont pas su créer eux-mêmes.

De 981 ou 985 à 1018, la Ruthénie Rouge, ce pays essentiellement polonais, tombe sous la domination des ducs normands. Boleslav I[er] le Grand brise cette domination. Il donne l'affranchissement, non-seulement aux peuples de la Ruthénie Rouge, mais à ceux de la Slavie polonaise du Dniéper. Il y établit la souveraineté polonaise. Boleslav II le Magnanime règne à Kiiow. Les ducs normands ne gouvernent la province qu'en son nom, ils ne

sont que ses vassaux et ils jurent fidélité à la Pologne. Le prince Troubetzkoy dit que de 1085 à 1340, la Ruthénie Rouge était une principauté indépendante. Nous avons démontré la fausseté de cette assertion. La Pologne y exerça sa souveraineté sans aucune interruption, sauf quelques moments de rébellion plus ou moins heureuse. De 1085 à 1340, deux fois en 1195 et en 1340, les peuples de ce pays, librement, passionnément, demandent la réunion à la Pologne. La Pologne l'accueille généreusement, les réunit définitivement en renversant la domination des ducs normands et le joug des Mongols. C'était une réunion dans le sens le plus noble et le plus bienfaisant, une annexion légitime, consentie librement. C'était un affranchissement, c'était l'admission d'un peuple frère à la communion polonaise et en même temps à la communion européenne. La Pologne accorda encore à ses propres frères un autre bienfait plus grand peut-être. De 1340 à 1793 elle les protégea contre l'invasion des Moscovites qu'on nomme aujourd'hui les Russes, ennemis les plus acharnés de la nationalité polonaise. La Pologne au XVIIIe siècle aurait résisté facilement et victorieusement aux Moscovites seuls. Elle n'a succombé que par la trahison de la Prusse et de l'Autriche, par la lâcheté plus criminelle peut-être d'autres puissances européennes et avant tout par la complicité la plus criminelle de l'Angleterre, invariablement favorable aux oppresseurs de la Pologne, et invariablement opposée à ceux qui ont voulu prévenir son démembrement ou l'affranchir, à la France, à Louis XV, à Napoléon Ier et à Napoléon III.

En un mot, de 981 à 1340, les Russes (lisez les Nor-

mands) règnent dans la Ruthénie Rouge, trente-sept ans seulement; et de 1340 à 1793, pas une seule minute. Mais en 1860, un prince moscovite enseigne gravement que la Moscovie n'a fait que reprendre à la Pologne son antique province, que la Russie n'a fait que revendiquer son droit fondé sur la possession de trente-sept ans, de 981 à 1793, c'est-à-dire pendant une période de 812 années, sans compter qu'avant 981, la Ruthénie Rouge c'est la Pologne. Cette longue souveraineté exercée par la Pologne, la communauté d'origine, de langage, de nationalité des peuples de la Pologne et de la Ruthénie Rouge, leur union intime, leur fraternité historique, n'ont aucune valeur. Trente-sept ans d'une possession violente suffisent pour que la Russie d'aujourd'hui exerce pieusement son droit de revendication. Et nous prions de ne pas oublier que la Russie actuelle, la Moscovie historique, est un État non slave, fondé en 1147, et que, entre la Ruthénie Rouge, la Pologne et la Moscovie, il n'a jamais existé aucun lien politique ou national. Il y a une différence, une opposition absolue entre le principe qui a constitué, qui a créé la nationalité des peuples de la Pologne et de la Ruthénie Rouge, et le principe qui a constitué, qui a créé la Moscovie, surnommée la Russie (1).

(1) L'auteur de la publication : *La Pologne et son droit*, se trompe étrangement en disant que les Russes, les Moscovites, ne sont que des Slaves mongolisés. C'est le contraire qui est vrai. Les Moscovites, surnommés les Russes, sont des Mongols, des Tatars, des Finnois, des Ouraliens, légèrement slavianisés. Ils n'ont de slave que ce qui est extérieur, la parole, ou plutôt, le son de la parole, et non la parole elle-même, la pensée qui a créé la parole. Des années longues et longues s'écouleront avant que les Moscovites, les Russes, deviennent

Qui donc l'affirme? Mais c'est le prince Troubetzkoy lui-même.

Nous prions le prince Troubetzkoy d'étudier plus sérieusement ces deux événements mémorables de 1195 et de 1340, et nous espérons qu'il comprendra enfin que tout ce qu'il expose sur sa Russie Rouge n'a aucun fondement dans l'histoire, combien ses idées sur le droit et la revendication outragent la conscience humaine. S'il était vrai que pour les Ruthènes de la Ruthénie Rouge, la Moscovie était une mère-patrie à laquelle ils devaient retourner, que la nationalité, la langue, le culte des Ruthènes et des Moscovites aujourd'hui Russes, étaient identiques en 1195 et en 1340, comment le prince Troubetzkoy expliquerait-il que ces Ruthènes, aux deux époques, en 1195 et 1340, ont imploré leur union avec les Polonais, qu'ils se sont donnés librement à la Pologne comme des frères à leurs frères? Comment la Moscovie, fondée au XIIe siècle, pourrait-elle être une mère-patrie pour la Ruthénie Rouge qui prend naissance dans l'histoire au IXe siècle, comme pays polonais, uni complétement à la nationalité polonaise? La Ruthénie Rouge, par son indi-

Slaves dans leur esprit. Sous ce rapport, leur transformation est à peine commencée. Nous doutons qu'il existe un seul Moscovite transformé complétement en Slave dans sa belle et spirituelle signification. Ceux mêmes que nous respectons, que nous désirerions aimer, ne peuvent s'affranchir de la corruption moscovite. Cette remarque ne s'applique nullement aux peuples de Kiiow, de Smolensk, de Nowogrod la Grande, d'origine polonaise, et qui ont vécu plus ou moins longtemps dans la communion de la Pologne, qui se sont nourris de la parole polonaise. Leur régénération est des plus faciles, et la Pologne l'accomplira.

vidualité historique, est essentiellement polonaise, c'est la Pologne elle-même. Envahie par les ducs Varègues scandinaves, en 1085, elle n'a jamais rompu le lien national et fraternel qui l'unissait à la Pologne. Comment un homme, un écrivain, qui doit quelque respect à ceux auxquels il a l'honneur de parler, se résigne-t-il à leur débiter sérieusement ces absurdités, ces mensonges inouïs !

Est-ce que les Ruthènes de 1195 ont oublié cette date épouvantable du 8 mars 1169, où, par l'ordre de George Longue-Main et George Bogolubski (cher à Dieu), Kiiow, cité opulente, capitale des Slaves-Polonais, succomba pour ne jamais se relever? Le prince Troubetzkoy raconte lui-même le sac terrible de cette noble ville. Le pillage dura trois jours, on dévasta et profana les églises, on massacra les hommes, les femmes et les enfants. « La « grandeur de Kiiow a été finie pour toujours, » s'écrie-t-il douloureusement. Voilà comment la Moscovie, née à peine, cette fausse mère, aima les Polono-Slaves de Kiiow en 1169. Aima-t-elle autrement la Pologne au XVIIIe siècle, et n'est-ce pas encore ainsi qu'elle l'aime en ce moment! Les Ruthènes de 1195 n'ont-ils pas vu quelques années plus tard, le 1er janvier 1204, Rurik, duc normand, prendre d'assaut Kiiow et la livrer au pillage des Polowtzi, ses alliés païens et barbares? « La » malheureuse ville, qui commençait à peine à se relever » de ses ruines, fut de nouveau complétement dévastée et » brûlée. Rien ne fut épargné, et ce qui survécut aux mas- » sacres fut emmené en esclavage dans les steppes. » Ce sont les propres expressions du prince Troubetzkoy, qui

dit gravement : « Kiiow, c'est notre ancienne capitale. » Ah ! vous, Moscovites, Russes d'aujourd'hui, vous l'avez saccagée, brûlée, massacrée et livrée aux païens !

Repoussés par la Pologne, vous êtes revenus également perfides et cruels, comme en 1169 et 1204, pour asservir Kiiow, envahir plus tard la Pologne, qui seule, pendant des siècles, représenta et protégea l'indépendance, la nationalité, la liberté des Slaves, de ses frères Ruthènes.

Les Ruthènes (1) de 1340, ces véritables Polonais, devaient-ils s'adresser à la Moscovie, slavisée légèrement, égarée par le schisme, séparée complétement de la communion polonaise et européenne, esclave des Mongols, gouvernée par des princes plus infâmes les uns que les autres, par un clergé apostat qui adorait les Mongols et enseignait l'esclavage? Le prince Troubetzkoy affirme que

(1) Cette dénomination elle-même, la Ruthénie Rouge, n'est pas plus historique que ne l'est également le nom de Russie donné à la Moscovie. Au moment où le pays nommé plus tard Ruthénie Rouge apparaît dans l'histoire, c'est le pays rouge, les cités rouges léchites, associations politiques, républiques rouges. Au XVIII[e] siècle, on donna à la Moscovie le nom de Russie et aux Moscovites celui de Russes (en polonais Rossia, Rossianie). Mais le pays ruthène, en polonais et selon l'histoire, est Rus et les Ruthènes, Russini. L'œil seul, sans en demander l'explication à l'esprit, voit clairement que Rossia, Rossianie et Rus, Russini, représentent des idées complétement différentes. Il est ridicule d'appliquer le nom de Russie et de Russes à la Moscovie et aux pays ruthènes du XIV[e] siècle. Cependant le prince Troubetzkoy le fait comme l'a fait la Moscovie au XVII[e] et au XVIII[e]. C'est un masque que les Moscovites ont pris perfidement pour se présenter chez les Ruthènes et chez les Polonais comme des frères, mais avec le projet de les tromper, de les dépouiller, et, si cela se pouvait, de les exterminer. Rien de plus funeste et de plus mortel que les serments, les assurances fraternelles d'un Russe de principes.

le peuple ruthène de la Ruthénie Rouge « garde fidèlement la foi de ses pères. » Mais de quels pères parle-t-il? Quelle foi entend-il? Les Ruthènes de la Ruthénie Rouge, comme de toutes les provinces enlevées à la Pologne, ont été catholiques, apostoliques et romains, professant deux rites : uni et latin. Ils l'étaient du commencement de l'introduction du christianisme au xe siècle jusqu'en 1793, dans le pays occupé par les Moscovites, et ils le sont jusqu'à ce moment dans le pays possédé par l'Autriche. Ils gardent donc et ils gardent fidèlement la foi de leurs pères. La terreur exercée par les Moscovites, par Catherine II, par Nicolas Ier et par Alexandre II, leur imposèrent le rite schismatique moscovite, mais, dans leur âme, ils restent et resteront catholiques, apostoliques et romains, selon le rite latin ou le rite uni. L'enquête officielle de 1859, dirigée par les Moscovites eux-mêmes, a constaté que l'œuvre diabolique accomplie par Siemaszko le renégat (1), et par cet empereur moscovite qui a bien fait tout

(1) Nous employons ces dénominations apostat, renégat, sans esprit de haine ou de mépris. D'abord, ce sont les noms propres pour désigner ceux qui abandonnent la foi de leurs pères, et puis, nous avons pour nous l'autorité devant laquelle s'inclinera le prince Troubetzkoy lui-même : celle de l'empereur Alexandre II.

Alexandre II, étant alors héritier présomptif du trône, visita à Wilna une dame qui avait passé au culte schismatique pour obtenir l'avancement de son mari. Cette dame, du balcon de sa maison, indiquant les édifices, dit au grand-duc : « Monseigneur, voilà l'ancienne église » des jésuites, consacrée à présent à notre culte véritable, et tout près » voici le palais de notre saint père l'archevêque Siemaszko. » L'héritier présomptif, indigné, répondit : « Moi, je ne connais qu'un renégat. » Lors de son couronnement, Alexandre II conservait encore ce noble sentiment. Siemaszko, troisième dans la hiérarchie mosco-

ce qu'il a fait, n'a produit aucun effet. Le peuple ruthène de la Russie Rouge et de la Lithuanie garde la foi de ses pères, affronte le martyre, comme l'ont fait les paysans du gouvernement de Witepsk. S'il y a des Slaves, Slaves faux qui ont renié la foi qu'ils ont reçue de leurs pères, ce sont seulement les Moscovites, peuple de renégats, d'apostats, meurtriers politiquement et religieusement. Issus de Nowogrod la Grande, de Smolensk, de la Ruthénie Rouge, de la nationalité polonaise, les Mosco-

vito, avait à remplir quelques cérémonies, parler à l'empereur, toucher à sa personne. Quelles que fussent les prières qu'on lui adressât, Alexandre II défendit qu'un homme qu'il croyait dans sa conscience un renégat, un infâme, lui parlât, touchât de sa main sa personne. Mais c'est vraiment admirable! Cela prouve que dans l'âme d'Alexandre il y a eu des mouvements sublimes, de saintes colères, des dispositions heureuses pour régénérer la Moscovie de Moscou et de Saint-Pétersbourg, pour réconcilier la Pologne et commencer une ère nouvelle. Il a eu ces convictions et il ne les a plus. Ce souverain, auquel on avait appris la langue polonaise, qu'on avait présenté aux Polonais comme le futur roi de Pologne, dit aujourd'hui : « Moi, je ne connais pas la Pologne. » Ce souverain, qui nomma Siemaszko un renégat, qui se refusa à ce qu'un homme aussi infâme touchât sa personne, aujourd'hui, et nous le disons avec une tristesse infinie, ordonne ou approuve lui-même de sa propre main les persécutions, les exécutions sanglantes pour maintenir l'œuvre de 1839, opérée avec l'assistance d'un renégat, d'un infâme qu'il avait méprisé et qu'il méprise probablement encore, au moins dans sa conscience d'homme. Puisse, pendant qu'il en est temps encore, sa conscience d'homme, la seule véritable, vaincre la fausse et dangereuse conscience du souverain! Nous le désirons bien vivement, mais nous ne l'espérons plus. Le jour viendra où il regrettera amèrement d'avoir repoussé si rudement la bienveillance et le pardon que lui offrait la Pologne, d'avoir préféré les inspirations funestes à l'empire qu'il gouverne et peut-être à lui-même. Les Moscovites ne dissimulent pas les sentiments et les projets sinistres qu'ils entretiennent à son égard.

vites les ont reniés. Ils les exterminent. Ils ont dévasté à jamais Kiiow, capitale des Polono-Slaves, leur capitale politique et religieuse, catholique, apostolique et romaine, professant le rite slave. Les Moscovites ont fondé, développé la séparation, l'opposition religieuse à la Pologne et à l'Europe. Ils sont schismatiques. Peuple qui, infidèle à son origine nationale et religieuse, est revenu corrompu par des éléments nouveaux pour assassiner sa mère-patrie.

Aussi les Ruthènes de 1195 et 1340, ne voyant dans les Moscovites que l'apostasie nationale et religieuse, que les exterminateurs de leur foi et de leur nationalité, destructeurs furieux de leur cité sainte, Kiiow, sont-ils revenus librement à la Pologne, à leur lien national, à leur mère-patrie. Ils se sont adressés à leurs frères et ils ont été reçus en frères.

Le prince Troubetzkoy expose qu'il y a eu un premier empire russe fondé par Rurik en 862, et un second empire russe, la Moscovie, établi au XIIe siècle. Mais tout ce qu'il dit de ce premier empire russe est inexact ou faux, et tout ce qu'il relate sur le second empire russe, la Moscovie, est vrai, sauf qu'il n'était pas slave, et par conséquent qu'il ne pouvait pas être mère-patrie pour les Slaves, issus de la nationalité polonaise, qui, dès les temps antéhistoriques, se sont fixés à Kiiow, à Smolensk, à Nowogrod la Grande.

Quel était ce premier empire russe ? Quelle était sa nationalité ? Selon le prince Troubetzkoy, c'était un empire tantôt unitaire, tantôt fédératif. Mais Karamzin, historiographe de l'empire moscovite, affirme qu'il n'y avait aucun

lien entre les différentes provinces indépendantes les unes des autres, et qui, au fond, n'étaient que les anciennes républiques slaves, léchites et polonaises. Karamzin enseigne encore, d'accord avec l'histoire, qu'au XII[e] siècle tous les pays composant ce qu'on nomme ridiculement aujourd'hui la Russie méridionale se détachèrent de ce prétendu empire russe pour s'unir à la Pologne en s'assimilant la civilisation européenne.

Quelle était la nationalité de ce prétendu empire russe qui n'existe que dans l'imagination des Moscovites d'aujourd'hui? Exclusivement slave ou rigoureusement parlant polonaise. Szaffarzik dans son admirable composition : « Antiquités slaves » a prouvé, que les Slaves de Kiiow, de Smolensk, de Nowogrod, tirent leur origine de la nationalité polonaise, des Polonais, des Léchites établis sur la Wistule, sur la Warta, dans les pays connus plus tard sous les noms de Grande et de Petite Pologne. Les savants moscovites ne contestent pas cette vérité historique. Nestor, annaliste ruthène, polonais, moine de Kiiow, qui a vécu dans les premières années du XII[e] siècle (1116), atteste clairement que le pays de Kiiow c'est la Pologne, qu'il porte le nom de Pologne. Édrisi, géographe du XII[e] siècle (1154), désigne tout le pays qui s'étendait de Cracovie à la mer Noire sous la dénomination de Pologne. Nestor, ni Édrisi ne connaissent pas plus la Russie que l'empire russe tels que nous les présente le prince Troubetzkoy.

Mais les Russes? Les Russes, ainsi que l'avoue le prince Troubetzkoy lui-même, n'étaient qu'une caste guerrière venue de la Scandinavie, les Normands si connus en

Occident par leurs brigandages et leurs fureurs. Les Russes guerriers, conquérants, brigands, sont venus dans cette Slavie polonaise en 862, s'imposant comme alliés, comme dominateurs, comme gouvernants acceptés librement, promettant de respecter la loi du pays. Les savants moscovites désignent cette période sous le nom de l'époque normande. Selon l'admission générale, il y a eu tout au plus 200,000 guerriers de cette caste dominatrice qui peu à peu ont disparu dans l'immense nationalité slavo-polonaise. Ils ont pris les noms slaves sans changer leur esprit scandinave. Le prince Troubetzkoy raconte assez fidèlement ce qu'ont été ces Normands légèrement slavisés, cruels, sanguinaires, perfides, sans conscience et sans Dieu, assassins les uns des autres, oppresseurs des Slaves, ennemis les plus acharnés des institutions slavo-polonaises, comme le sont aujourd'hui les Moscovites, héritiers de leur esprit et de leurs principes politiques. De 862, date funeste aux Slaves jusqu'au commencement du XIIe siècle, c'était le temps de l'envahissement ou au moins de la compression violente des Polono-Slaves par les Normands.

Quelle a été la cause qui a amené la destruction de ces dominateurs scandinaves et l'affranchissement des Slaves et des Polonais, non-seulement de la Ruthénie Rouge, mais encore de Kiiow et de Nowogrod la Grande? Le prince Troubetzkoy assure que c'est l'invasion des Mongols. Assertion fausse, démentie par l'histoire. La bataille de la Kalka, livrée le 16 juin 1224, écrasa les Slaves de la Kiiowie sans amener encore leur asservissement. Les Mongols laissèrent libres ceux qu'ils avaient vaincus.

C'est seulement après la bataille de la Site (3 mars 1238), perdue par les Moscovites que commencèrent la domination des Mongols et l'esclavage des Moscovites, Ouraliens, Mongols eux-mêmes, légèrement modifiés par la nationalité slave et la religion chrétienne catholique, apostolique et romaine selon le rite slave, car le schisme ne se développa que plus tard.

Or, avant les années 1224 et 1238, les Slaves eux-mêmes ont détruit la domination normande, étrangère à leur esprit. A la fin du XII[e] siècle, la Slavie polonaise a reconquis sa liberté. Vers le nord, Nowogrod la Grande fonda une république indépendante, riche, puissante et glorieuse, souveraine d'elle-même et qui jamais n'a reconnu la domination mongole. Vers le midi, à Kiiow, dans la Ruthénie Rouge, pays essentiellement polonais, la Pologne, par son intervention libératrice en 1018, 1078 et 1195, détruisait successivement la domination des princes normands, réunissait les peuples issus d'elle qui ne s'en étaient jamais séparés, et parvenait au XIV[e] siècle à rétablir l'unité politique et la liberté des Polono-Slaves, comme elles avaient existé avant l'invasion des Normands en 862. La Pologne a brisé deux jougs sous lesquels ont été courbés ces peuples frères : celui des Normands et celui des Mongols. Elle a rejeté les Moscovites vers le nord et les Mongols vers les steppes sibériennes et asiatiques. Au delà du Dniéper commençait un autre monde, barbare, asiatique, non polonais, non slave, non européen, composé d'éléments hostiles aux Slaves, à la Pologne et à l'Europe.

Quels ont été les éléments constitutifs de cette Moscovie,

fondée au XII[e] siècle, en dehors du sol polono-slave, en opposition aux institutions libres des Slaves et des Polonais? Si nous les expliquions nous-mêmes, on pourrait croire que nous calomnions, que l'amour de notre patrie nous aveugle. Nous invoquons donc l'autorité, les confessions auxquelles le prince Troubetzkoy n'osera pas s'opposer, car c'est lui-même que nous citerons. Nous transcrivons ses propres paroles : « La nationalité russe se porta » dans les forêts du Nord, où elle se retrempa dans la création » d'*une unité nouvelle.* » C'était donc un État nouveau, sans aucun lien naturel ni spirituel avec la nationalité slavo-polonaise, avec les peuples slaves affranchis par la Pologne. « Cette Russie nouvelle n'était plus l'ancienne Russie » slave; malgré elle, elle avait subi l'action de la domina» tion tatare et son organisation même plus forte, plus com» pacte se rapprochait davantage des habitudes et des » mœurs asiatiques. » Ainsi, cette création d'une Russie nouvelle, c'était une création de l'esprit asiatique. Quel était le gouvernement de cette Moscovie, de cette Russie nouvelle? « L'oppression, les ténèbres et la tyrannie asia» tique pendant des siècles. »

« L'influence du clergé qui, protégé par les Tatars, » est devenu malheureusement leur *auxiliaire* pendant » cette triste époque, ne sut prêcher à sa patrie opprimée » que la soumission à *un pouvoir établi par la violence* (1), » oubliant complétement l'indépendance et le patriotisme.

(1) Le clergé moscovite d'aujourd'hui prêche-t-il autre chose aux Moscovites? Esclave lui-même d'un pouvoir établi par la violence, il enseigne aux autres l'esclavage.

» Subissant l'influence de leurs oppresseurs, les Russes » perdirent les *vertus* généreuses de leurs ancêtres. Ils » se trouvèrent *assimilés* à ces barbares que leurs chefs » conduisaient comme des troupeaux (1). Ils perdirent » *tout sentiment de noblesse*. Devenant ainsi *tatare* elle- » même, *sans caractère* et sans vigueur, notre mal- » heureuse patrie a subi la tyrannie de Groznoï (Ivan le » Terrible), ce lâche Néron n'ayant de virilité que pour la » destruction (2). »

« Sombre époque, où la Russie *complétement dénationa-* » *lisée*, allait *s'endormant de plus en plus dans une léthargie* » *asiatique*, dont elle fut réveillée par le génie de Pierre » le Grand (3). »

(1) Ivan le Terrible et Pierre Ier le Terrible ne traitaient-ils pas les Moscovites comme un vil troupeau ? Le tzar Nicolas Ier les gouvernait-il autrement ?

(2) Et les lâches Moscovites n'ayant de virilité que pour accepter, pour implorer même la destruction exécutée en grand par ce lâche Néron.

(3) Pour le prince Troubetzkoy, ce Pierre Ier dont nous avons esquissé le portrait est un génie ! Comment Pierre Ier a-t-il réveillé la Moscovie ? En poussant son pouvoir absolu aux dernières limites. Quel moyen a t-il employé pour secouer cette léthargie asiatique ? Il a imposé à la Moscovie l'esprit germanique. Il l'a dénationalisée plus complétement encore. Le prince Troubetzkoy l'avoue lui-même, et cette germanisation de la Moscovie est pour lui « une grande réforme », et l'agent de cette nouvelle dénationalisation « un génie ». Quelle pitié !

En déplorant l'état d'avilissement dans lequel la Moscovie était plongée depuis l'invasion des Mongols jusqu'au règne de Pierre Ier, c'est-à-dire pendant une période de cinq cents ans, le prince Troubetzkoy s'écrie douloureusement : « Ses armées se virent battues con-

Cette peinture est fidèle. Ainsi, que sont les Moscovites ? Les Mongols déguisés en Slaves, campés à Kiiow, à Wilna, à Varsovie, grâce à la complicité, à la trahison des Allemands et à l'anarchie de l'Occident au XVIIIe siècle, mais surtout grâce à l'Angleterre pour laquelle les barbares, les Mongols étaient les alliés naturels contre la France, contre l'indépendance des peuples.

Le prince Troubetzkoy engage les Polonais de la Ruthénie, de Krakovie, de Wilna, de Varsovie et de Posen, à s'unir à cette Moscovie complétement dénationalisée, assimilée aux Tatars, tatare elle-même, lâche, sans aucun sentiment de noblesse ; à cette Moscovie qui, réveillée par les réformes sanglantes de Pierre Ier, a été forcée de subir la domination de l'esprit germanique, à cette Moscovie dans laquelle le peu des idées, des sentiments slaves et polonais qui lui a été communiqué par les antiques colo-

» tinuellement par celles de ses voisins, et de honte en honte, elles » arrivèrent enfin aux défaites inqualifiables que leur fit subir le héros » Sobieski. » Nous prions le prince de vouloir bien nous dire dans une autre édition de son étonnante production dans quel document ou ouvrage il a trouvé ces défaites vraiment *inqualifiables* que le héros Sobieski fit subir aux armées moscovites. Jusqu'à ce qu'il se donne la peine de nous éclairer sur ce point, nous croirons que les victoires qu'il attribue gratuitement au héros polonais et dont il n'a nullement besoin, n'existent que dans l'imagination du prince Troubetzkoy à côté de la nationalité moscovite de la Ruthénie, du lien national entre elle et la Moscovie, de son retour à la mère-patrie, et de tant d'autres inventions et découvertes curieuses dont il a enrichi la science historique. Le roi Jean a battu plusieurs fois les Tatars. Le prince Troubetzkoy les aurait-il pris pour les Moscovites, en se rappelant les liens du sang qui unissent les deux nations ?

nies léchites et polonaises s'est effacé complétement. Il n'en reste pas le plus faible vestige. Vous, Moscovites, vous parlez la langue slave affreusement corrompue, mais quant à l'esprit, vous êtes encore peuple ouralien, finnois, mongol. Quelle est la plus haute, la plus claire, mais la plus effrayante formule de votre histoire? C'est celle donnée généreusement par M. Kakereff, Russe de naissance, « dix siècles d'anarchie et d'esclavage. »

Pendant que la Moscovie complétement dénationalisée, dénuée de caractère et de sentiments nobles, mongolisée et puis germanisée, soumise docilement à la tyrannie la plus sanguinaire, perdait jusqu'au dernier vestige des idées slaves qu'elle avait emportées de la Slavie polonaise avant le XIIe siècle; quel était l'état politique de la Ruthénie, de cette Slavie polonaise? Elle était redevenue libre, elle avait reconquis son indépendance, la plus complète jouissance de sa nationalité. Elle s'était réunie à la Pologne, d'où elle était sortie et à laquelle elle n'avait jamais cessé d'appartenir de fait par les sentiments et par l'esprit. La Pologne, par ses victoires libératrices, lui avait rendu la pleine conscience de sa nationalité. Elle était redevenue catholique, apostolique et romaine selon le rite uni. Elle était redevenue absolument polonaise comme elle était avant l'invasion des Varègues et avant la formation, dans la Moscovie, du rite schismatique. Dans la Moscovie, tout était oriental, mongol, séparé. Dans la Slavie polonaise, dans la Ruthénie, tout était noble, véritablement slave et en même temps européen. Là, le despotisme le plus affreux. Ici, la liberté, la nationalité, la civilisation, l'épa-

nouissement magnifique de l'esprit slave, représenté par la société polonaise.

Est-ce seulement notre croyance à nous? Nous l'avons dit, la puissance de la vérité est si invincible, que l'erreur elle-même, bien qu'involontairement, la proclame hautement.

Aussi, le prince Troubetzkoy dit-il : « Au moment même où la Russie du nord, la Moscovie, se constituait en monarchie absolue et prenait des *allures orientales*, en Gallicie, en Wolhynie (lisez Ruthénie, Slavie polonaise), l'ancienne organisation sociale, — léchite, polonaise, — existait *dans toute sa plénitude* et le pouvoir souverain y était tempéré par un conseil de woiéwodes et de boyards.» Le souverain ne pouvait rien décider sans le consentement de ce conseil. Gouvernement représentatif, libre et limité dont l'initiative historique et première appartient à la Pologne, à cette gentilhommerie polonaise, comme le dit follement le prince Troubetzkoy, descendant des esclaves moscovites, et encore, légalement, esclave lui-même.

Le prince Troubetzkoy invite les Ruthènes à revenir à leur mère-patrie dans laquelle il n'existe plus un seul sentiment slave; ce peuple, ruthène par son nom, mais par son âme, par son origine et par son histoire, polonais, exclusivement polonais, déteste la domination moscovite. En 1855, il se leva à gauche et à droite du Dniéper, massacra les fonctionnaires, les soldats et les popes moscovites en exprimant la volonté de renouveler avec ses frères polonais leur union antique, nationale et glorieuse

pour les uns et pour les autres. Le 29 novembre 1860, Polonais et Ruthènes, à Léopol, ont célébré ensemble le trentième anniversaire de l'insurrection polonaise qui a précédé la guerre d'affranchissement et d'indépendance. Et, au moment où nous publions cet écrit, à Vienne, les députés polonais et ruthènes, en présence de l'Europe qui les regarde dans le recueillement et avec joie, à Vienne, l'ingrate, sauvée autrefois par leurs pères immortels, ont déclaré solennellement qu'ils entendaient persévérer dans leur union antique, libre et nationale. Unanimes, fiers, glorifiés par les persécutions et le martyre, ils proclament solennellement que la Pologne existe. Est-ce un signe de retour à la Moscovie, la perfide, mongole, germanique et despotique, qui ne se dit slave que pour asservir, pour tuer les Slaves et avant tout la Pologne, quoi qu'on en dise, seule représentatrice du principe slave ?

Le prince Troubetzkoy recommande aux Ruthènes son culte moscovite, schismatique, son alliance religieuse ; mais les Ruthènes dans la Pologne autrichienne professent le culte de leurs pères introduit au xe siècle à Kiiow, rite slave, mais dogmes apostoliques, catholiques et romains, reniés par les Moscovites. Nous avons cité cette infortunée mère polonaise qui aima mieux tuer son enfant, que de l'élever dans le culte moscovite. Le peuple bulgare revient librement à la foi de ses pères, proclame sa réunion à l'Église romaine. Est-ce encore un signe qu'il y a dans la Ruthénie polonaise et chez les peuples slaves de la Turquie, quelques dispositions pour accepter la protection politique et l'union religieuse des Moscovites ?

Partout on a horreur de votre amitié, qui n'apporte que la mort à ceux auxquels vous l'offrez si sincèrement, si pieusement, au nom de Notre-Seigneur.

KAMIÉNIETZ-PODOLSKI,

29 novembre 1860, trentième anniversaire de l'insurrection nationale en Pologne et dans la Ruthénie polonaise.

Par un Polonais natif de la Podolie, et présent à l'allocution de S. M. l'empereur de Russie (1).

(1) Ce Polonais ne dit pas son nom, car, malgré le droit historique qui le proclame Polonais, malgré le traité de Vienne qui le reconnaît Polonais, malgré les déclarations de l'empereur de Russie « qu'il porte les Polonais dans son cœur »; enfin, malgré cette « ère nouvelle de justice et d'espoir » qu'on inaugure dans la Russie, ce Polonais, pour cette seule affirmation qu'il est Polonais, serait transporté sans jugement en Sibérie. Il ne doute nullement de la loyauté personnelle de S. M. l'empereur de Russie. Cependant il préfère garder l'anonyme. C'est l'unique moyen pour lui de préserver sa vie ou sa liberté

HISTOIRE

DE LA

LITHUANIE ET DE LA RUTHÉNIE

RÉCITS FABULEUX.

1. — Origine des Lithuaniens, tirée des divers peuples de l'antiquité. — Colonie romaine.

Je ne mets certainement pas au nombre des fables que les Lithuaniens sont les descendants des Hérules. Les historiens auront à éclaircir ce point, et certes ils trouveront aujourd'hui plus d'attraits à appuyer cette hypothèse sur le mot lithuanien *girulis*, qui veut dire *forêt*, qu'à suivre les différentes migrations des Hérules et à étudier les oraisons dominicales, récemment publiées, de ceux d'entre eux qui se sont établis dans le Mecklembourg.

Je trouve moins fondée l'opinion de ceux qui, par un rapprochement bizarre, voudraient donner les Massagètes et les Alains pour aïeux aux Samogitiens et aux Lithuaniens. Je ne parle pas des autres qui prétendent établir une communauté d'origine entre les Gètes, les Sarmates, les Gélons, les Yazigues, les Pélasges et la race lettone. Ce sont là des recherches qui aboutiront peut-être à quelque découverte importante.

Je ne m'arrêterai que sur une fable fort répandue, quoique avec de nombreuses variantes : je veux parler de l'établissement d'une colonie romaine ou latine sur les bords de la Baltique, qui aurait été le berceau des Lettons. De même que les Romains brûlaient le corps des morts, adoraient Esculape avec

son serpent, avaient des bosquets sacrés, un feu qui ne devait jamais s'éteindre et dont la garde était confiée aux vestales et reconnaissaient pour leur dieu Jupiter Tonnant ; de même les Lithuaniens brûlaient les corps des morts, ne laissaient jamais s'éteindre dans leurs bosquets le feu sacré, qui dans quelques endroits était entretenu par des prêtresses dites veidelotes, et adoraient les serpents et le dieu Perkoune. On a découvert, en outre, dans la langue lithuanienne, plusieurs mots dont le son rappelle celui des mots latins. On a même prétendu retrouver dans le nom de Lithuanie celui d'Italie, comme qui dirait l'*Italia*. Il est fait mention, dans je ne sais plus quelle chronique latine du moyen âge, d'une tourmente que les Romains auraient essuyée dans la mer du Nord ; c'est sans doute ce qui aura fait croire à l'existence d'une colonie romaine dans ces parages, d'autant plus que, d'après une tradition locale, des étrangers y seraient arrivés des pays situés au delà des mers. Quelqu'un aura lu cette légende et se sera mis à en tirer des conclusions, développées bientôt par d'autres écrivains : ainsi Michel le Lithuanien appuie ses déductions de l'autorité de l'historien romain Florus.

Les armes de la Lithuanie sont un cavalier armé semblable à un centaure, et des colonnes ; celles de la Samogitie sont un ours. On fit donc arriver Publius Libo ou Palémon, et Prosper Césarinus, tous deux portant des colonnes en leurs armes ; Julien Dorsprungus (en allemand, *Thiersprung*, ou saut d'animal), qui a pour armes un centaure, moitié homme et moitié cheval, ainsi que Ursin, aux armes d'ours, et quelques autres. C'étaient des fugitifs de Rome, ou des exilés dans l'île déserte Giaros, et le premier château fort qu'ils auraient bâti après leur arrivée en Samogitie est encore debout, et se nomme Ploteié. L'événement en lui-même n'était donc pas douteux ; mais on éprouva un certain embarras à lui assigner une date. C'étaient peut-être des partisans distingués de Sylla fuyant devant la faction de Marius, peut-être ceux de Pompée se retirant devant César, d'autres peut-être échappés à la cruauté de Néron ou à la destruction d'Attila, fléau de Dieu. Enfin il parut plus raisonnable

de supposer que cela se passa à l'occasion de l'invasion des Hongrois en 924, du temps de Bérenger, roi d'Italie. Je laisse au bon sens du lecteur le soin d'apprécier la valeur de ces armes, des noms romains et allemands des nouveaux venus, et je passe à une autre espèce de conte, qui n'a rien de commun avec les traditions étrangères.

2. — Weïdewut, Bruten.

Le conte dont nous allons parler est plus joli et plus national, quoiqu'il soit entremêlé aussi de quelques additions étrangères.

Les deux frères Weïdewut et Bruten, étant arrivés dans le pays des Oulmi-Guères ou Prussiens, trouvèrent ceux-ci dans un état fort misérable, et tellement opprimés par les Mazoviens, qu'ils étaient obligés de leur livrer, en guise de tribut, leurs propres enfants. Weïdewut leur enseigna les premiers éléments de la vie sociale, et, après avoir commencé à les gouverner, finit par vouloir les délivrer du joug sous lequel ils gémissaient. Quoique vaincu par Andislav ou Anton, chef mazovien, il conclut cependant un accord par lequel les Mazoviens consentirent, en signe d'amitié, à prendre pour femmes des filles prussiennes, et même à rendre aux Prussiens les captifs faits à la guerre. Ces captifs, ayant appris la manière mazovienne de faire la guerre, l'enseignèrent à leurs compatriotes, de sorte que quarante ans plus tard, en 586, les Mazoviens furent à leur tour battus, et leur chef Andislav succomba. La guerre fut suivie d'un accommodement et de nouvelles alliances matrimoniales, et le fils d'Andislav adora les idoles prussiennes.

Pendant ce temps, Bruten enseignait la religion, ordonnait les prêtres, réglait le culte des dieux à Romnova, et lui-même, en sa qualité de souverain pontife, s'entretenait avec eux. Weïdewut comptait déjà cent seize ans lorsqu'il partagea le pays entre ses douze fils : Saïmo, Nadro, Sudo, Szlavo, Natango, Barto, Galindo, Warmo, Hogo, Pomezo, Chelmno, et Litvo l'aîné, qui donnèrent leurs noms à douze provinces et peuples

de la Prusse. Enfin les deux frères Weïdewut et Bruten, après avoir régné pendant cent ans, dirent adieu à leur peuple, montèrent sur un bûcher allumé, s'embrassèrent, et allèrent rejoindre leurs dieux. Après leur mort, les Prussiens, ne pouvant s'accorder sur le choix d'un souverain, n'en voulurent plus du tout, et retournèrent à leur ancien régime communal. Ils choisirent seulement un souverain pontife, ce qui occasionna une dispute entre Litvo et Nadro. Les partisans du premier attaquèrent Nadro avec une telle violence, qu'en fuyant il se noya dans une rivière. Litvo, exilé pour cela, se retira à l'est, et donna origine à la nation lithuanienne. Selon d'autres, il était le plus jeune, et Saïmo l'aîné des douze frères; ce dernier aurait donné origine à un des principaux peuples prussiens, nommé les Sembons; mais la Samogitie le réclama pour son fondateur, car elle avait aussi besoin de quelqu'un qui lui donnât son nom. Il y a des écrivains qui ne voient dans Bruten ou Pruten que Prus ou Prusias, qui, disent-ils, était arrivé de la Bithynie, province de l'Asie Mineure, car c'est là que régnaient les Prusias, et l'un d'eux avait envoyé par terre Divonès en Prusse, pour prendre des informations sur ce pays. Ce Pruten doit donc avoir régné le premier; mais dégoûté de régner sur un peuple sauvage, il se contenta de lui donner son nom, et remit en 373 les rênes de l'État à son frère Weïdewut, qui gouverna comme un autre Numa, et eut douze fils comme Jacob, dont le plus jeune, Litvo, fut renié par ses frères, comme Joseph.

3. — Maisons de Palémon et de Dorsprung.

Stryikovski et Koïalovicz, qui écrivaient, le premier en polonais, l'autre en latin, ont raconté une foule d'aventures sur les descendants de Palémon et de Dorsprung, qui, portant sur leur écusson des colonnes et un centaure, en firent les armes de la Lithuanie, sur laquelle ils ont régné. Ils font encore mention d'autres héros qui avaient également des armoiries, et qui vécurent avant Ringold, c'est-à-dire l'an 1235. Tous ces preux chevaliers faisaient, sans exception, la guerre aux Ruthènes et

aux Tatares, et subjuguaient les pays russiens. Ces écrivains se trouvèrent, sans s'en apercevoir, engagés dans les difficultés inextricables que les généalogies même de Rotundus Milesius ne peuvent servir à débrouiller; car plusieurs générations passent chez eux si rapidement, qu'il faudrait supposer que tous ces princes se mariaient dans l'enfance, et qu'à cet âge ils avaient des enfants; en outre, leur narration ne s'accorde pas plus avec le récit des chroniqueurs ruthènes et ceux des chroniqueurs des autres nations qu'avec les événements parfaitement connus.

Les Tatares n'avaient fait que paraître en Europe à cette époque. Quant aux armoiries, comment ces héros pouvaient-ils les avoir, puisque c'est une vérité incontestable que les seigneurs lithuaniens prirent pour la première fois les armes de la noblesse polonaise dans l'assemblée de Horodlo, en 1413, et que par conséquent ils ne les avaient pas connues avant cette époque. Ce sont donc des faits imaginés à la ressemblance des événements postérieurs qui se sont réellement passés. Ainsi, comme du temps de Mendog, qui régnait à Novogrodek, les fils de Montivil, ses neveux, ont conquis Polotsk, de même ces écrivains font marcher les fils de Mingaïlo à la conquête de la même ville, et la font gouverner par Ginvil, comme elle l'était par Totvil, un des fils de Montivil. Skirmund est le conquérant des mêmes pays que, plus tard, Gédimin a conquis. Lubart, fils de Skirmund, possède Tchernigov et Starodoub, de la même manière que Lubart, fils de Gédimin, les a possédés encore du temps de Vitold. Il n'est pas moins étonnant de voir Uténès, Kukovoït, Svintoroh, donner leurs noms, le premier à la ville d'Uciana, les deux autres à des bois dans les environs de Meiszagola et de Vilno, où l'on brûlait les corps des morts; de les voir porter des noms de pays qui figurent souvent dans les fables comme noms d'hommes. A toutes ces fictions ont certainement donné lieu des événements véritables, consignés dans les chroniques ruthènes, mais qui ont été tellement défigurés par la faute des copistes ou des lecteurs, tellement confondus par des anachronismes, par le rapprochement des faits et des personnes, qu'il est impossible d'en démêler la vérité. Si l'illustre Tite

Live répète plusieurs fois, dans son histoire romaine, les mêmes événements avec des noms différents et à différentes époques, qu'y a-t-il d'étonnant que les chroniqueurs ruthènes n'aient pu éviter la même confusion, et que Stryikovski, avec d'autres, se soit égaré sur leurs traces? Il était très facile de tomber dans de pareilles erreurs, vu qu'il n'y avait pas de règle certaine pour la supputation des années, et qu'un chef lithuanien, portant ordinairement plusieurs noms, pouvait être pris pour autant de personnages différents. Depuis l'introduction du christianisme, les noms de baptême que les chefs prirent semblables à leurs noms païens, qu'ils ont gardés, vinrent augmenter la confusion. Ainsi, Dovmund, Yavnuta, Totvil, Sigizd, Mingaïlo, se firent appeler dans le baptême Timothée, Ivan, Théophile, Sigismond, Michel. Il y en eut peut-être parmi eux qui n'ont pas reçu le baptême, mais que le chroniqueur a gratifiés d'un nom chrétien. Il y en eut qui furent baptisés par les Grecs et les Latins, comme Vitold, appelé Alexandre par les premiers, et Conrad par les seconds; d'autres enfin qui eurent plusieurs noms donnés par l'Église grecque, qui se prête facilement à administrer plusieurs fois le sacrement de baptême à la même personne.

4. — Deux histoires au sujet de Dovmund, des assassinats et des moines.

La même confusion se fait remarquer dans l'histoire de Lithuanie, chez les écrivains qui racontent les événements qui se sont passés depuis la mort de Mendog jusqu'à Viténès. Deux aventures amoureuses, deux Dovmund qui en sont le sujet, deux moines, fils des grands-ducs, qui se présentent comme les vengeurs de la mort de leurs pères, montrent clairement que les mêmes événements ont fourni la matière de deux histoires différentes. Dans l'une d'elles, Mendog enlève la femme de Dovmund, sœur de sa première épouse ; dans l'autre, Dovmund enlève celle de Narimund. Dans l'une, quatre fidèles satellites de Mendog tuent son assassin Troïnat, et vont se réfugier chez le moine Volstinik qui avait provoqué cette vengeance ;

dans l'autre, six hommes envoyés par Dovmund massacrent Troïden. Dans l'une, le moine Volstinik cherche à se venger sur l'assassin Troïnat; dans l'autre, le moine Lavr cherche à venger la mort de Troïden massacré. Les deux histoires se terminent par l'élection d'un grand-duc, et l'on voit un moine élevé au trône de Lithuanie. Mais dans l'un de ces récits, le moine Volstinik accepte la couronne que lui apporte une ambassade solennelle, fait de grandes prouesses à la guerre, lorsqu'enfin il est assassiné par la trahison d'un duc ruthène, nommé Lev; dans l'autre, le moine Lavr, élu grand-duc, ne veut en aucune manière accepter la couronne, et finit sa vie pieuse dans un monastère. Or, le moine Volstinik, autrement dit Vassilko, Lavr, autrement appelé Rimund, qui sort du couvent pour y rentrer de nouveau, porte différents noms, soit qu'il ait été baptisé plusieurs fois, soit qu'il les ait pris à sa rentrée au couvent, soit encore qu'il les ait reçus des chroniqueurs. Les mêmes chroniqueurs disent que l'assassin avait un fils, nommé Peluza; mais comme ils ont fait deux histoires sur un même sujet, et que chez les uns l'assassin est Dovmund, chez les autres Troïnat, on ne sait plus de qui Peluza était fils. Si ces deux récits se rapportent réellement à des acteurs et à des événements différents, il serait encore plus difficile de les placer dans le court espace de temps qui sépare Mendog et Vitènès que dans les années qui précèdent le premier. Il faudrait supposer de nouveau que les hommes se mariaient alors dès la plus tendre enfance. Quoi qu'on ait dit de la succession des grands-ducs, de l'écu de Lithuanie portant un cavalier armé et connu déjà à cette époque, de Ringold qui aurait pris le titre de grand-duc, il est certain que l'histoire contemporaine n'en sait rien, qu'elle fait seulement mention de plusieurs personnages existant simultanément et jouant le rôle de chefs de la nation. Il faut donc convenir qu'on a introduit une grande confusion dans l'histoire de Lithuanie, en voulant arranger les séries de ses grands-ducs. On les a fait remonter dans la suite jusqu'au temps de Noé, ou peu s'en faut, travail qui n'est pas venu à la pensée de Stryikovski, et auquel personne, ayant un

peu de bon sens, n'attache la moindre importance. Ce sont des contes qu'on trouve, si je ne me trompe, dans les tables généalogiques de Jablonovski, et qui sont semblables à ceux que Diamentovski et d'autres, sous les noms supposés de Prokosz, de Nekors Varmisius, ont inventés pour servir d'introduction à l'histoire de Pologne.

5. — Expédition d'Olgerd contre Moscou.

Le récit de l'expédition d'Olgerd contre Moscou est on ne peut plus amusant. Dimitr ou Démétrius Semeczka avait si bien battu, en 1332, les Tatares commandés par le khan Mamaï, qu'une étendue de treize lieues du pays se trouva jonchée des cadavres ennemis. Enflé d'orgueil par cette victoire, il envoie des ambassadeurs à Olgerd, qui séjournait alors à Vitepsk, pour lui annoncer que s'il ne lui livre pas sur-le-champ toute la Ruthénie et toute la Lithuanie, il le verra l'année suivante soumettre lui-même ces pays, et arriver à Pâques à Vilno pour dévaster et brûler cette capitale.

Olgerd paraît écouter ces menaces avec calme, retient les envoyés et les traite avec de grands honneurs. En attendant, il s'entend avec Kieistut, fait prendre les armes avec une promptitude extraordinaire aux Lithuaniens, aux Samogitiens, aux Prussiens, et les concentre vers la mi-carême dans les environs de Vitepsk. Il réunit en même temps quelques milliers d'hommes armés de haches, et leur fait tailler dans les forêts un chemin en ligne droite jusqu'à Moscou. Deux mille cavaliers protégent les pionniers contre toute attaque. Par ce chemin il arrive sans bruit à Mozaïsk, en conduisant les envoyés dans des voitures fermées, de manière que ceux-ci ne voyaient et ne savaient rien de ce qui se passait. Ce n'est qu'à Mozaïsk qu'il les laissa partir, après leur avoir mis dans les mains un flambeau allumé, avec lequel il leur recommanda de se hâter d'arriver auprès de leur duc, et de lui dire qu'avant que ce flambeau s'éteigne, Olgerd lui-même sera à Moscou, et qu'il brisera sa lance contre les murs du Kremlin, pour montrer qu'un vrai guerrier n'est

pas celui à qui il faut des années pour préparer une expédition, mais bien celui qui sait profiter d'un moment favorable pour faire la guerre. Quoiqu'il y eût encore dix-huit lieues du camp à Moscou, Olgerd s'en approcha avec une si grande vitesse, que quelques heures après l'arrivée des envoyés, il rangea ses troupes sur la montagne Poklonna. C'était justement la nuit du samedi saint au dimanche de Pâques. Le kniaz se prosternait dans une église devant les images des saints, en attendant l'heure de la résurrection, lorsque les envoyés, consternés, vinrent lui annoncer où en étaient les choses. Loin d'admettre que leur récit pût être exact, il continua à faire ses prosternations, lorsque les pleurs, les cris de détresse qui retentissent dans la ville, et bientôt la crainte d'un assaut immédiat, l'arrachent à ses dévotions; mais lui-même et ses boyards se trouvent tellement déconcertés, qu'ils ne trouvent rien de mieux à faire que de s'humilier et demander la paix. Olgerd en dicta les conditions en peu de mots : il entrera dans la ville en ami pour rompre la lance, avancera les limites de la Lithuanie jusqu'à Mozaïsk et la rivière Ougra ; les frais de la guerre lui seront payés et l'amitié mutuelle garantie. Démétrius les accepta et jura avec le métropolitain et les boyards de les observer. Olgerd fit donc son entrée dans la capitale de la Moscovie avec un petit nombre des siens, rompit sa lance contre les murs du Kremlin, et, en s'approchant du kniaz : « Tu vois, Démétrius, dit-il, qui de nous deux se lève de meilleure heure pour le combat, » et lui présenta l'œuf de Pâques en signe d'un accord fraternel. Olgerd était alors chrétien, car il avait été baptisé en épousant Julienne, princesse de Twer. Sans m'arrêter sur la vraisemblance des faits ci-dessus mentionnés, je rappellerai seulement qu'en 1332 c'était Jean Kalita qui régnait en Moscovie, et Gédimin en Lithuanie. Démétrius du Don avait commencé son règne en 1354, il défit Mamaï en 1380, Olgerd mourut en 1377, et dans son expédition trois fois renouvelée en 1368, 1370, 1372, il se contenta d'investir les murs de Moscou sans y être jamais entré.

6. — Généalogies.

Dans ce que nous avons dit des Palémonides et des Dorsprungides, on peut encore remarquer ceci, c'est qu'on a cherché à faire remonter à une haute antiquité l'origine de plusieurs maisons illustres de Lithuanie, en leur donnant pour ancêtres des chefs distingués, des personnages dont on fit des princes régnants et auxquels on les rattacha par une filiation généalogique. Le désir d'illustrer des familles par une auréole d'antiquité est aussi ancien que la noblesse elle-même. On a inventé une singulière généalogie de celle de Radziwill et d'Oscik, en les faisant descendre en ligne directe de Lizdeïko, krivé-kriveito, ou archiprêtre lithuanien, bien que, d'après une opinion assez généralement adoptée, le célibat ait été observé par les krives ou prêtres lettons, tout comme par les membres du clergé latin. Sans se soucier beaucoup de l'antiquité de la famille de Gédimin, on s'occupait plus de ses descendants; cependant il ne manqua pas de faiseurs de généalogies, qui en dressèrent une pour lui, peu connue autrefois, mais dont il est déjà fait mention, en 1488, dans une dédicace adressée aux Jagellonides. A une époque, y est-il dit, qu'un peuple anthropophage infestait et exterminait les Lithuaniens, il s'éleva un héros nommé Gellon, qui, en détruisant les anthropophages, devint le sauveur de son peuple. Ses descendants ayant péri dans des combats réitérés contre les Suédois, un seul d'entre eux, appelé Imin, qui leur avait survécu, fut emmené en bas âge chez les Drégovitches, et séjourna à Igumen. Son petit-fils, Glapimin, retourna en Lithuanie, et eut un fils, Sutink, père de Dormunimund et grand-père du célèbre Lutavor, qui rebâtit Eiragole et y résida avec son fils Viténès jusqu'à ce que, la famille de Mendog venant presque à s'éteindre, les grands élevèrent Viténès à la dignité de grand-duc. Gédimin lui succéda, et ses nombreux descendants devinrent une source de généalogies controuvées. En effet, la maison de Gédimin s'était considérablement multipliée avant qu'elle commençât à s'éteindre dans quelques-unes de ses branches ou à se réduire à un petit nombre de personnes.

La race de Rurik s'était encore beaucoup plus multipliée, et cela bien longtemps auparavant. Et si la moitié des fils de Gédimin et de Rurik ne fussent morts avant de parvenir à l'âge de la puberté, comme cela arrive ordinairement, ces familles auraient pris une telle extension, que ceux qui veulent se faire passer pour leurs descendants auraient réellement le droit de se regarder comme tels. En admettant cette multiplication imaginaire, on pourrait les en croire, pourvu qu'ils eussent en leur faveur quelques preuves ou même des semblants de preuves. Mais comme la plupart des prétendus descendants de Gédimin et de Rurik n'ont rien à produire à l'appui de leur ridicule prétention au titre de prince, si ce n'est des suppositions insoutenables ou des inventions arbitraires et artificielles qui sont leurs seules et principales preuves, ces prétentions les exposent quelquefois à de justes reproches, dont ils ont peine à se défendre, n'ayant aucun document historique, aucun acte authentique derrière lequel ils pussent s'abriter. On en eut un exemple frappant dans les contestations qui s'étaient élevées au sein de la famille de Koribut Woroniecki, et qui eurent dans leur temps quelque retentissement, à cause du procès que ceux de cette famille, qui avaient été omis dans l'armorial de Niesiecki et qui avaient les preuves évidentes de leur descendance, avaient intenté aux autres compris dans le même armorial, mais auxquels ils reprochaient devant les tribunaux de n'être que des imposteurs qui avaient usurpé des titres, grâce à des intrigues des Radziwill. On disait aussi dans un temps, à qui voulait l'entendre, que les Sapiéha descendaient d'une honnête famille tatare dont ils avaient conservé le nom. Peu contents de la noblesse et de la puissance de leur famille, connue de tout le monde, ils cherchèrent tant qu'ils trouvèrent un de leurs ancêtres dans la personne d'un certain Sunigaïlo, fils de Punigaïlo, qu'on dit être fils de Narimund Basile Gédiminovitch, qui, en se mettant au service des Novogrodiens, s'était en quelque sorte expatrié. C'est là une de ces généalogies qui ne peuvent être prouvées par aucun document historique. Mais voici une autre difficulté. L'historien Dlugosz, venant à nommer ses contem-

porains le kniaz Ivan qui avait assassiné, en 1440, Sigismond, grand-duc de Lithuanie, et le kniaz Michel qui avait noyé en 1463, dans le Bog, près de Bratslav, les Polonais marchant au secours de Caffa, assiégée par les Turcs, s'obstine à faire de ces princes, qui étaient de la famille des Czartoryski, des Ruthènes de naissance et de religion. Koïalovicz, de son côté, postérieur de deux cents ans à Dlugosz, dit qu'ils étaient les fils de Lubart Gédiminovitch; et Niesiecki, qui écrivait cent ans après Koïalovicz, les proclame petits-fils de Korigiello Olgerdovitch, par conséquent arrière-petits-fils de Gédimin : il s'en faut donc de deux générations mâles qu'il soit d'accord avec Koïalovicz. Qui faut-il croire? Mais ce n'est pas seulement la nombreuse postérité des fils de Rurik et de Gédimin, qui a fourni de riches matériaux aux faiseurs de généalogies; celle de Svintoroh, de Weidvut et de Prus, êtres tout à fait imaginaires, ou tout au plus héraldiques, et n'étant bons qu'à amuser la curiosité des gens oisifs, leur en apporta aussi sa part.

7. — Recherches sur l'origine de la Ruthénie. — Moscou ; ses armes.

Je n'en finirais jamais avec les légendes qu'on rencontre dans les annales ruthènes, si je voulais recueillir tous les contes absurdes qui forment ce chaos dans lequel est plongée l'histoire des descendants de Rurik. Je me bornerai à rapporter celles qui ont embelli, comme cela arrive souvent, l'histoire primitive du peuple ruthène, ou qui en ont faussé le vrai caractère. Ainsi, parce que Mithridate et d'autres rois ont fait la guerre aux Roxolans, on en a conclu que ces Roxolans n'étaient autres que les Ruthènes ou Russiens. Mais Rus, frère puîné de Lech et de Czech, qui veut absolument donner son nom aux Russiens, loin de consentir aux conséquences de cette induction, oppose son *veto* de gentilhomme à toutes les recherches de l'érudition. Lui et ses frères, que l'on voit, dans des chroniques latines et ruthènes, réclamer le droit de donner leurs noms à des peuples, protestent contre ces élucubrations des historiens. Radime et son frère Viatko, après avoir bâti les

villes de Radimno et de Viatka, donnèrent leurs noms aux Radimitches et aux Viatitches; Doulèbe donna le sien aux Doulèbes; Kii bâtit une ville qu'il appela de son nom Kiiov; les chroniqueurs ne disent pas si ses frères Schtechek et Choriw en construisirent aussi. Mais lorsque de pieux investigateurs se mirent à chercher dans l'Écriture sainte l'origine des nations, ils y trouvèrent Mosécha ou pays de Moscovie, d'où l'on faisait venir, du temps des prophètes, les plus beaux esclaves sur les marchés de Tyr et des autres villes de la Phénicie. Or, c'est un fait contraire à toute vérité que ce pays ait pu être la Moscovie, car Moscou ne s'éleva que beaucoup plus tard. Cependant ceux qui veulent absolument reculer l'époque de sa fondation affirment que le grand-duc Oleg bâtit en 822 cette ville sur les bords de la Moscova, et qu'il l'appela d'abord Smorodina. En admettant même qu'elle portât ce nom, il n'en est pas moins vrai que ce fut Georges Dolgorouki (Longuemain) qui le premier fonda Moscou en 1147, en mémoire d'un nommé Koutchko, qu'il y fit noyer dans la rivière, et il arriva que plus tard (en 1174) son fils Bogolubski fut tué par les fils de Koutchko. De cette manière commencèrent les complots tramés en secret contre la vie des successeurs de Dolgorouki et de Bogolubski, et qui se prolongèrent jusqu'à nos jours. Quant à Oleg, quoiqu'il n'ajoutât aucune foi aux présages, il n'en gardait pas moins son cheval favori loin de lui, parce qu'une devineresse lui avait prédit qu'il serait cause de sa mort. Seulement Oleg fit faire un tableau où on le voyait monté sur ce cheval, et le suspendit au-dessus de la porte de son château. Ce fut donc ce tableau représentant un cavalier qui servit de modèle aux premières armes de ce pays. Au bout de quelque temps le cheval creva et fut dévoré par les corbeaux. Après différentes victoires, Oleg eut envie de voir ses os pour se moquer du présage, et en les regardant il lança une malédiction à l'adresse de la devineresse : « Puisses-tu, dit-il, crever bientôt comme ce cheval. » Et il poussa les os du pied. Alors une vipère s'élança du crâne, lui fit une blessure dont il mourut, et il ne resta rien de cette aventure que les armes de l'empire.

8. — Gostomysle. — Vadime.

Les premiers temps de l'histoire ruthène sont assez connus; ils remontent uniformément aux Novogrodiens et à Rurik. Mais les chroniqueurs postérieurs les ont interprétés à leur manière et les ont embellis de jolis contes et de fictions ingénieuses, qu'il ne sera pas hors de propos de rapporter ici, parce qu'on y voit aisément l'intention qui avait présidé à cette falsification. Après différentes calamités, Novogrod se trouvait dans un état prospère sous le gouvernement du possadnik (burgrave ou chef de la ville) Gostomysle, qui cependant ne pouvait repousser autrement les invasions des Varègues qu'en consentant à leur payer un tribut. Comme les Novogrodiens s'en plaignaient, Gostomysle leur conseilla d'inviter chez eux les Varègues auxquels ils payaient le tribut, et de se soumettre à eux. Les Novogrodiens suivirent ce bon conseil, car ils étaient dégoûtés de la liberté; ils invitèrent Rurik, chef des Varègues et descendant d'Auguste. Rurik, digne descendant des empereurs romains, commença donc à gouverner à la grande satisfaction du peuple. Mais il y avait à Novogrod un certain Vadime, boute-feu républicain, qui rêvait encore la liberté de la patrie et gênait le pouvoir monarchique de Rurik. Vadime ourdit un complot contre la vie du monarque; mais ce complot ayant été découvert, il fut livré par l'implacable Rurik aux mains du bourreau, en compagnie des autres conjurés, ce qui occasionna une grande joie parmi le peuple, satisfait de voir la monarchie sauvée. Les plus anciens chroniqueurs ruthènes ont enregistré que les Novogrodiens avaient pris les Varègues à leur service en leur confiant un certain pouvoir, et que Rurik en ayant abusé, ils se soulevèrent et furent réprimés par les Varègues. Ce sont ces événements que les chroniqueurs postérieurs ont pris à tâche de transformer en un amour excessif des Novogrodiens pour la monarchie, et, à cet effet, ils ont imaginé un Gostomysle qui en suggéra la première idée, et un Vadime qui s'y opposa. Ils le firent, soit qu'en lisant l'histoire du Bas-Empire,

et en considérant le pouvoir croissant des tzars établis sur les bords de la Klazma et de la Moscova, ils eussent réellement pensé qu'un peuple ne peut être constitué et gouverné que par un monarque, soit qu'ils voulussent flatter par là l'autorité des tzars et complaire à leurs désirs. Voilà comment on a écrit toute l'histoire de la Ruthénie! En 970, cent ans après Gostomysle, continuent les mêmes historiographes de la cour, les Novogrodiens, n'ayant pas de gouverneur imposé par le tzar, envoyèrent des ambassadeurs au grand-duc Sviatoslaw, petit-fils de Rurik, pour déclarer de nouveau qu'ils étaient extrêmement dégoûtés de la liberté, et le prier de vouloir bien leur donner un kniaz pour maître; mais le grand-duc et ses fils les renvoyèrent sans leur rien accorder, comme indignes de leur faveur. Dans cette situation déplorable, Dobrinia, homme de bon conseil, les fit rentrer en grâce auprès du grand-duc Sviatoslaw, auquel il conseilla de donner aux Novogrodiens Vladimir, son fils illégitime, né de Malouchka, cameriste de la mère du grand-duc, et qui, pour le dire en passant, était une esclave. Sviatoslaw suivit avec grand plaisir ce conseil, car il donnait aux Novogrodiens un prince de vile extraction, et ce prince n'était autre que Vladimir le Grand, dont nous parlerons plus bas.

9. — Olga.

Le jeune kniaz Igor, en passant par une rivière, s'éprit d'une belle passion pour la jeune Olga, fille d'un pêcheur, et lui déclara son amour. Olga repoussa les importunités du prince, et menaça de se noyer, s'il voulait la déshonorer. (Vanda de Pologne se noya en effet pour éviter de donner sa main à Ritiger). Igor, vaincu par la vertu d'Olga, consentit à l'épouser. Devenue grande-duchesse, Olga prit, après la mort de son mari, la tutelle de son fils, encore mineur. Bien qu'Igor eût perdu la vie dans une guerre perfidement faite aux Drevliens, Olga résolut de venger sa mort. Les ambassadeurs de ce peuple étaient venus à Kiiov pour lui annoncer que les Drevliens

avaient à la vérité tué Igor, parce qu'il leur faisait la guerre à la manière des loups, mais qu'ils espéraient que la grande-duchesse voudrait bien ne pas s'en souvenir, et même épouser leur kniaz Mall pour consolider la paix. En signe de réconciliation, Olga les invite à se rendre dans une habitation des grands-ducs, située au dehors de la ville, pour s'y entretenir avec eux. Par son ordre, les Kiioviens se présentent devant les ambassadeurs, leur déclarent qu'ils sont à leur service, les transportent dans des paniers hors de la ville, et là, arrivés à une fosse préparée d'avance, ils les y précipitent et les ensevelissent tout vivants. Dans le même moment Olga fait dire aux Drevliens que les Kiioviens ne veulent pas la laisser partir tant que des ambassadeurs plus distingués ne lui seront pas envoyés. Ceux-ci étant venus conformément à sa demande, Olga leur propose d'aller prendre d'abord un bain russe; les ambassadeurs y ayant consenti, elle fait mettre le feu à l'étuve et les brûle vifs, en envoyant derechef dire aux Drevliens qu'avant d'épouser le kniaz Mall, la bienséance lui commande de faire un repas de mort sur le tombeau de son mari, et elle leur demande de préparer de l'hydromel. Enfin elle arrive en personne, répand beaucoup de larmes, fait boire aux Drevliens leur propre hydromel, et lorsqu'ils se sont bien enivrés, elle ordonne qu'on fasse main basse sur eux, et l'on en massacre 5 000. Après cet exploit elle mit le siége devant leur ville Korosthène, sur l'Usza, qui, ne pouvant plus se défendre, fut réduite à implorer sa grâce. Elle répondit aux suppliants qu'en signe de soumission elle ne demandait aux habitants que trois moineaux et trois pigeons par chaque maison. Les Drevliens remplirent sur-le-champ sa volonté, en célébrant par des cris de joie une si grande bonté; mais cette joie se changea bientôt en désespoir. Olga fit attacher aux pigeons et aux moineaux des morceaux d'amadou allumé; ces oiseaux, revenus à leurs nids, mirent le feu à la ville de Korosthène.

Les Drevliens échappés aux flammes tombèrent sous les glaives des Kiioviens et furent massacrés. On fit peu de prisonniers; ceux qui eurent la vie sauve, et ils étaient en petit

nombre, se reconnurent tributaires de Kiiov et de Vischogrod.

Cette belle duchesse, parvenue à l'âge de soixante et dix ans, avait encore conservé tous ses charmes, au point qu'elle subjugua le cœur de l'empereur Constantin Porphyrogénète, qui voulut l'épouser. De retour de Constantinople, elle fonda un grand nombre d'églises.

10. — Vladimir le Grand et Vladimir Monomaque.

Le petit-fils d'Olga, né, comme nous l'avons dit, de sa caméristе Malouchka, après avoir longtemps adoré les idoles, auxquels il immolait des bœufs, des chèvres et parfois des victimes humaines, prises soit parmi ses nouveaux sujets, soit parmi ses fidèles Varègues, fut le premier qui reçut le baptême; et ce qui plus est, il convertit au christianisme toute la Ruthénie.

Aussi a-t-on raconté une foule d'anecdotes sur les ambassades que Vladimir aurait envoyées dans différents pays pour prendre des informations et se former une idée sur la valeur des diverses religions; et, ce qu'il y a de plus amusant, c'est de voir parmi des faits qui peuvent être vrais, figurer l'histoire d'un médecin polonais, Smer, qui lui transmettait sur l'objet de cette mission les meilleurs rapports, imprimés en langue bulgare, ruthène et polonaise. A l'occasion de sa conversion, le grand-duc aurait publié en 988 une ordonnance en faveur du clergé, par laquelle il établit la dîme et organisa la juridiction ecclésiastique, en autorisant, par suite, les prêtres à noyer et à brûler les fidèles, à leur couper le nez, les oreilles, les bras et les jambes. Nous en parlerons plus au long dans l'histoire authentique, car c'est en vertu de cette fiction que le clergé ruthène entra dans la jouissance du droit que cette ordonnance controuvée lui aurait octroyée. Le mensonge entraîne souvent de si grandes conséquences! On attribue à Vladimir beaucoup d'autres actions qui, quoiqu'elles aient été calculées dans le but de lui concilier l'amour de ses sujets, n'en étaient pas moins dictées par son esprit artificieux et dissimulé; néanmoins elles ne l'empêchèrent pas d'être compté au nombre des saints. De

2



son temps aussi eut lieu un duel très curieux. Il ne manquait certainement pas en Slavonie, dans les temps anciens, de combats singuliers, semblables à ceux des héros troyens ou scandinaves, toutefois le récit de quelques-uns de ces combats n'est qu'une ridicule invention.

Les Petchenègues, bien qu'ils n'eussent dans leurs incursions sur les terres ruthènes d'autre objet en vue que le pillage, résolurent, dit-on, du temps de Vladimir le Grand, en 993, d'éviter l'effusion du sang et de terminer leurs querelles avec les Ruthéniens par un combat singulier.

Ils chargèrent de ce soin un de leurs compagnons qui était d'une taille gigantesque; car ils savaient que le kniaz n'aurait pas un pareil colosse à leur opposer. A ce même moment un tanneur amenait au kniaz son fils mineur, Ivan Vsesmovitch, jeune homme d'une force inouïe, qui, aux yeux mêmes du kniaz, arrêta d'une main un bœuf effarouché, en pleine carrière, et lui arracha de l'autre un aussi gros morceau de chair qu'il en put saisir. Le même Ivan terrassa et tua avec la plus grande facilité le Petchenègue qui s'était moqué de lui, et remporta ainsi une victoire plus brillante encore que celle de David sur Goliath. Les chroniqueurs trouvèrent ce duel tellement à leur goût, qu'ils firent combattre en champ clos un plus grand personnage qu'Ivan, c'est-à-dire le grand-duc Vladimir Monomaque lui même, qui de même que son aïeul Vladimir le Grand, avait cherché à gagner l'affection du peuple et à fixer la monarchie dans sa maison. Se trouvant un jour sous les murs de Caffa en Tauride, possédée par les Génois, il fut provoqué par un Italien à un combat singulier, et après l'avoir accepté, il désarçonna son adversaire et lui arracha le casque de la tête, et c'est en mémoire d'un fait d'armes si honorable qu'il fut appelé Monomaque. Les chroniqueurs polonais qui répétèrent ce conte n'avaient pas fait attention que les Génois ne possédaient pas encore Caffa à cette époque, et qu'ils ne la conquirent que beaucoup plus tard. Les chroniqueurs ruthènes se plaisent à décrire un fait encore plus éclatant de la vie de Monomaque, mais qui n'est pas plus authentique, c'est-

à-dire son couronnement. Alexis Comnène, disent-ils, entendant parler beaucoup de la gloire de Vladimir Monomaque, lui envoya en présent la couronne impériale et les autres insignes qui avaient autrefois appartenu à l'empereur grec Constantin Monomaque, grand-père de Vladimir par sa fille. Aussi le clergé de la Grèce ne manqua pas de se présenter au rendez-vous de Kiiov, entre autres le patriarche d'Éphèse avec beaucoup d'évêques, qui oignirent et couronnèrent Vladimir empereur.

Alexis Comnène lui écrivait des lettres et ne manquait jamais de l'honorer du titre d'empereur. Ivan le Cruel et Pierre le Grand n'auraient fait que reprendre et renouveler cet ancien titre.

11. — Pierre Dunin, comte de Skrzinna.

Les chroniqueurs polonais, qui racontent tant de choses extraordinaires de Pierre Dunin, c'est-à-dire d'un Danois arrivé du Danemark, et des expéditions navales de Boleslav Bouche de travers contre les Danois, n'ont pas manqué de faire aussi de la Ruthénie le théâtre des aventures de Pierre. Le Danois Pierre Vlostovitch, après avoir trahi sa patrie, vint avec ses trésors se dévouer au service de la Pologne, où il acquit d'immenses richesses et devint comte de Skrzinna et de Xionz. Il se rendit en 1134 à la cour du grand-duc Yaropelk II, et comme il avait trahi le Danemark, il feignit de vouloir trahir la Pologne, gagna la confiance du grand-duc, et se fit initier à tous ses secrets. Fidèle confident, il entraîne le grand-duc dans une partie de chasse, loin de ses courtisans, l'enlève et l'emmène des environs de Kiiov au delà de la Vistule, dans un de ses châteaux. Yaropelk se racheta ; mais, supposant que c'était Boleslav Bouche de travers qui lui avait fait jouer ce mauvais tour, et voulant user de représailles, s'entendit avec le Hongrois Boris, non moins actif et entreprenant que Pierre, et le plaça auprès de Boleslav, qui le prit en amitié et le nomma staroste de Vislitza. Le Hongrois, ayant d'énormes trésors confiés

à sa garde, livra le fort avec la ville à Yaropelk, qui s'empara de tous ces trésors et massacra la garnison et les habitants. Mais comme il aimait la trahison et abhorrait les traîtres, pour récompenser Boris de ce service, il lui fit couper la langue, crever les yeux, et le fit châtrer par-dessus le marché. Non content de cela, et voulant absolument s'emparer de Boleslav lui-même, Yaropelk prépara un nouveau stratagème. Yaroslav, fils naturel de Monomaque, et par conséquent frère de Yaropelk, chassé de Halitch, s'était réfugié en Pologne. A l'instigation de Yaropelk, les Halitchiens et les Hongrois établis dans les environs de cette ville demandèrent à Boleslav de venir en personne à leur secours et de leur ramener Yaroslav. Les Polonais s'approchèrent en triomphe de la ville ouverte. Les Halitchiens et les Hongrois en sortirent en foule pour les entourer et leur manifester leur sincère amitié. Pendant ce temps, Yaropelk, qui était là tout près avec son armée cachée dans une embuscade, enveloppa les Polonais d'un autre côté, de manière que Boleslav, serré de près, n'eut d'autre parti à prendre que de se frayer le passage les armes à la main. Il eut de la peine à se faire jour à travers cette masse compacte, à cause de la fuite du voïvode Vszebor, auquel il envoya ensuite une quenouille, un fuseau et une peau de lièvre, emblèmes de sa lâcheté; et pour en perpétuer le souvenir, il donna au castellan de Cracovie la préséance dans le sénat sur le voïvode ; aussi Vszebor, ne pouvant survivre à la honte et au désespoir, se pendit à un clocher. Ce fut le premier échec que Boleslav Bouche de travers essuya après quarante victoires remportées sur différents ennemis. Mais Pierre de Skrzinna n'eut pas un meilleur sort que Boris le Hongrois. Il devint le favori du prince Vladislav, fils de Boleslav. Un jour, égarés à la chasse, ils se reposaient tranquillement, lorsque Vladislav, en veine de bons mots, dit au comte Pierre que la comtesse, sa femme, couchait plus commodément dans son lit avec l'abbé de Skrzinna que lui par terre; à quoi le comte repartit que la princesse Agnès n'était pas plus mal accommodée avec le soldat Dobiesz. Cette plaisanterie, parvenue à la connaissance de la princesse, qui était Allemande, coûta au comte

la langue et les yeux. Il recouvra la vue et la parole par miracle, car le ciel eut pitié du fondateur de beaucoup d'églises et de couvents. Sans entrer dans l'explication de tant de contes merveilleux, il me suffit de faire remarquer que les chroniques ruthènes ne disent pas un mot de ces événements si flatteurs pour la Ruthénie (1); que dans ces temps il n'y avait pas de titres de comte, et que le voïvode de Cracovie eut constamment, jusqu'à 1250, la préséance sur le castellan.

Boleslav Bouche de travers, en poussant ses conquêtes au delà de l'Oder et jusqu'à l'île Rughen, a vu sans doute la mer sur laquelle naviguaient les Danois, mais il n'eut pas de rapports suivis avec eux. Et en effet, on n'a pas, jusqu'à présent, découvert en Pologne de monnaies danoises de son temps, tandis qu'on découvre des monnaies qui datent de cent ans plus haut, et qui ont été apportées par les Danois voyageant en Pologne pour leurs affaires de commerce, sous le règne de Boleslav le Grand.

La critique historique, en réduisant ces contes à leur juste valeur, a transporté cette embuscade et cette défaite de Halitch à Spiz et en Hongrie, et a substitué au grand-duc Yaropelk II, Volodar, duc de Halitch, séparant ainsi en quelque sorte le faux du vrai. Est-elle parvenue à démêler la vérité dans ce long tissu de mensonges? l'a-t-elle fait ressortir d'une manière convenable? Il ne rentre pas dans mon but d'examiner cela ici; je n'avais l'intention, cette fois, que de répéter des fables.

12. — La Ruthénie n'est pas la Russie. — Les kniaz russiens ne sont pas les empereurs de Russie.

Enfin, parmi les fables et les erreurs capitales dont fourmille l'histoire de la Ruthénie, il faut compter celles qui consistent

(1) Le continuateur de Nestor rapporte seulement le fait de l'enlèvement non pas de Yaropelk, mais de Volodar, duc de Pérémisle. « Dans la même année (1122), dit-il, les Leckes (les Polonais) firent prisonnier Volodar, frère de Vassilko. » Son récit est confirmé par Kadlubek, chroniqueur polonais du XIIIe siècle.

à la regarder comme l'histoire de la Moscovie ou Russie, avec ses tzars ou empereurs. La Moscovie, avec sa capitale Moscou, est une colonie ruthène; elle est la fille dégénérée de la Ruthénie, qu'elle ne cesse de frapper de sa main matricide. Fondée sur l'autocratie, l'absolutisme et la tyrannie, elle veut tuer les libertés ruthènes et celles de tous les peuples slaves. Après s'être isolée par sa position, par sa langue, par son esprit et par ses institutions, elle ne rêve que des conquêtes. Les historiens de l'empire d'Autriche parlent des archiducs, des margraves, mais ils ne prétendent pas comprendre dans leurs ouvrages l'histoire de l'empire d'Allemagne, qui en diffère complétement; pas plus que les historiens de l'Allemagne ne comprennent dans les leurs ni l'histoire de la Hollande, ni celle de la Suisse, depuis que ces pays se sont détachés de l'Empire. Les habitants de ces pays, en formant des États séparés, n'ont cependant pas levé un bras fratricide contre les Allemands, leurs voisins, comme l'a fait la Moscovie, qui, après avoir établi un nouvel État tout à fait séparé de la Ruthénie, ne cesse de l'étouffer dans ses étreintes. La faute de ne pas distinguer la Moscovie de l'antique Ruthénie, que les historiens commettaient ordinairement, en entraîna une autre qui altéra tout à fait l'histoire primitive de ce dernier pays. Après s'être imaginé que la Ruthénie de Rurik et de Monomaque était la Russie, qu'elle formait un empire constitué comme celui de Pierre le Grand et de Catherine II, que par conséquent les kniaz Rurik, Olga, Monomaque et tous les autres, étaient des autocrates comme Ivan le Cruel, Pierre le Grand ou n'importe quelle impératrice, il leur sembla que, lorsque les descendants de Rurik s'entre-tuaient quelquefois, et qu'ils tramaient des complots les uns contre les autres, il leur sembla que c'était tout comme les complots de palais formés par des aristocrates et des favoris, et comme les meurtres des empereurs. Ainsi une erreur en entraîna à sa suite une autre non moins monstrueuse, qui défigura les caractères particuliers de l'histoire de la Ruthénie, et qui, à force d'être répétée, fit croire qu'il n'y avait pas un seul Ruthène qui vécût et pensât autrement que les esclaves

courbés sous le knout des tzars de la Moscovie. J'ai cru devoir m'y arrêter, ainsi que sur les autres fables dont l'histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie est surchargée, pour montrer qu'en général les unes ont été inventées par la vanité des nobles, les autres par la vile adulation du despotisme.

LES LETTONS.

13. — Les Tchoudes et les Hérules.

Trois races différentes de langues, de mœurs et de caractère, les Lettons, les Tchoudes et les Lapons, s'étaient répandues à l'est de la Vistule, et vers le nord le long de la mer Baltique. Il y avait quelque ressemblance entre les deux dernières, ce qui n'empêcha pas les inimitiés et les attaques mutuelles qui finirent par déplacer leurs limites. La race des Lapons fut refoulée jusqu'à l'extrémité septentrionale de l'Europe, et les Tchoudes vinrent occuper les terres qu'elle avait abandonnées dans la Finlande. La race des Tchoudes, plus nombreuse que les deux autres, qui demeuraient dans son voisinage sur la Baltique, s'étendit jusqu'à la Dzvina. Elle comptait dans son sein les Caréliens, les Finnois, les Scritofinnois, les Vesses, les Yamiens, les Ingriens, les Vironiens, les Estoniens, les Livoniens et quelques peuplades plus petites, comme les Angers et les Vinèdes, qui habitaient entre la Dzvina et le Niémen. Les établissements d'ordre inférieur ou districts, formés par ces peuples, et qui dans leur langue s'appelaient kihlagundes ou kiligundes, donnèrent leurs noms à plusieurs villes : Hirrin (Revel), Venden (Kiesia), Turku ou Turkulanie (Abo). Cette race s'étendait plus avant dans les terres du côté de l'Orient jus-

qu'aux lieux où s'élevait la célèbre et riche Biarmie (Perm), où les nombreuses peuplades des Ougres occupaient de vastes espaces en Asie, jusqu'à la pointe septentrionale de la mer Caspienne, où les Baszkirs continuèrent à demeurer, et d'où partirent plus tard les Bulgares et les Hongrois ou Magiars, pour pénétrer en Europe. Ce peuple, qui à l'ouest portait le nom de Tchoudes, et d'Ougres à l'est, était un peu connu des Romains, lorsque ces derniers commencèrent à visiter plus souvent la mer Noire et la Baltique. Les Vénèdes, les Hirres, les Scirres ou Skirres, les Enningues ou Finnois étaient connus des géographes romains du temps des premiers empereurs. Lors de la migration générale des peuples du nord de l'Europe et de l'Asie, lors de l'agression et de l'invasion des frontières si étendues de l'empire romain, plus d'une fois les Skirres, les Hérules et les Angi-Skirres sortirent du pays des Thuidos (Tchoudes) et des Vesses. Avant d'arriver au terme de leur long voyage, plusieurs se séparèrent sans doute de leurs compagnons et se dispersèrent dans différents endroits; mais les Turcilingues, les Skirres et les Hérules, aidés de quelques autres, furent les premiers qui, sous la conduite d'Odoacre, originaire de Rughen, mirent fin à l'empire d'Occident en Italie (475-489), et y établirent leur royaume. Délogés par les Goths, les Hérules et les Skirres, après quelques détours en Germanie, retournèrent dans leur patrie, c'est-à-dire en Harrie, en Turkulanie et en Carélie, pays situés sur le golfe de Finlande. C'était vers l'an 500 de l'ère chrétienne, et bientôt après, en 555, le nom des groupes épars des Hérules cessa de figurer dans les ébranlements de l'empire romain (1).

(1) Procope (*De bello gothico*) et Jornandès (*De rebus gothicis*), écrivains du VIe siècle, attestent que les Skirres et les Hérules avaient suivi le roi Odoacre dans son expédition en Italie, et que, chassés par les Goths, ils rebroussèrent chemin, et que les uns retournèrent dans leur patrie, tandis que les autres s'arrêtèrent entre l'Oder et l'Elbe, sur les bords de la Baltique. On ne sait combien de temps ils sont restés en Italie; mais comme le royaume éphémère d'Odoacre a duré quatorze ans, ils ont pu avoir assez de temps pour apprendre le latin. Si l'on suppose, ce qui n'est pas impossible, qu'un certain nombre de familles romaines les a accompagnés de gré ou de

On parla plus longtemps de ceux qui s'étaient établis entre le bas Elbe et la Baltique, dans le voisinage de l'île de Rughen. Je rappelle ces événements parce qu'ils ont contribué à réduire à des limites plus étroites les vastes possessions des Tchoudes et des Ougres, qui touchaient par une longue ligne à celles des Slaves. De nombreuses émigrations, les envahissements des voisins qui étaient venus peu à peu se mêler aux anciens habitants, déplacèrent dans beaucoup d'endroits les nationalités et les limites, comme nous aurons quelquefois l'occasion de le voir plus bas.

14. — La race lettone se confond avec d'autres races qui lui sont étrangères, et subit leur influence.

Il est hors de doute que la race lettone se trouvait resserrée dans d'étroites limites. L'histoire ne nous a pas laissé de données assez sûres pour qu'on puisse dire avec quelque certitude que les Lettons ont aussi pris part à la grande migration des peuples du Nord. Quoiqu'ils n'aient pas quitté en masse leurs demeures, cependant il est difficile de supposer qu'ils soient restés au fond de leurs bois, complétement indifférents à ce qui se passait autour d'eux, et qu'ils n'aient été entraînés par la force des événements dans le mouvement général ; on ne peut manquer de saisir la trace de quelques éléments étrangers qui ont changé l'état et la position de cette race isolée. Pendant plusieurs siècles (80-1100) le pays prussien s'appela Estie, et ses habitants portèrent les noms d'Estiens, d'Aistiens ou Haïstiens, bien que les premiers géographes romains les aient nommés Galindes, Sudaves et Borusques. Les traditions locales parlent

force dans leur pays, on s'explique aisément la présence d'une foule de mots latins dans la langue lithuanienne, ainsi que l'arrivée de Palémon, de Publius Libo, de Prosper Césarinus, ou quels que soient du reste les noms qu'aient portés ces Romains dont les chroniqueurs lithuaniens parlent avec tant de complaisance. Seulement il faudrait rapprocher de quelques centaines d'années l'époque de leur arrivée en Lithuanie.

de l'arrivée et de l'établissement de peuples étrangers, et par conséquent de leur mélange avec la race lettone. Les historiens du VIe siècle savaient que vers l'embouchure de la Vistule existaient plusieurs peuplades confondues en un seul peuple, qu'ils appellent Vidivariens. Les Samogitiens répétaient que des étrangers d'outre-mer étaient arrivés chez eux, et qu'ils s'étaient établis dans les environs de Ploteléé.

Quand Charlemagne eut subjugué les Saxons, une partie de ce peuple, fuyant la domination du conquérant, arriva vers 777 sur les rivages de l'Estie, où, après s'être établie, elle forma la nation prussienne, ou du moins eut quelque part à sa formation. Il se peut bien que les restes des Hérules, qui s'étaient arrêtés sur le bas Elbe, où ils avaient, dit-on, conservé leur langue lettone, se soient transportés alors des environs de Verlé sur les bords du Pregel, du Niémen et de la Dzvina. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y avait des rapports entre les Lutiques-Véletèbes, demeurant autour de Pena et de Rughen, et la race lettone; car les prêtres lithuaniens, prussiens et luticiens s'appellent également krives, et sur les petites idoles des divinités luticiennes sont inscrits les noms de celles des Lithuaniens et des Samogitiens avec de courtes prières dans la langue de ces derniers. Quand Ansgary répandait, en 850, la doctrine chrétienne dans la Scandinavie, les rivages des Kurons furent plusieurs fois attaqués par les Scandinaves, qui se plaisaient à se fixer dans les pays d'outre-mer. Conduits par Égil et son fils Thorolf, ils infestaient les mers. Les Kurons, de leur côté, remplirent aussi ces parages du bruit de leurs entreprises. Olaf, chef suédois, fit la conquête des villes des Kurons en 854. Les Danois, sous la conduite de Hakoin, s'établirent dans la Sembie en 940, en prenant le nom de Vitingues; dans le Danemark on les appelait Askomans ou émigrés. Enfin, la connaissance plus approfondie des dialectes lettons a montré que, quoique la langue lettone soit primitive, elle est cependant tellement remplie de mots allemands, slaves et tchoudes, qu'elle semble un mélange de ces langues; mais les mots allemands prédominent dans le dialecte prussien, tandis que les mots tchoudes

l'emportent dans celui des pays plus rapprochés de la Lithuanie. Peu à peu les peuples de la race lettone adoptèrent pour leurs dialectes différentes écritures étrangères, de sorte qu'on peut voir sur leurs drapeaux, sur leurs ornements et sur leurs divers monuments, des caractères tantôt runiques, tantôt ruthènes, tantôt gothiques, ou des lettres latines contournées. Il est donc évident que si les peuples lettons ont réussi à faire adopter leur nationalité aux nouveaux venus de races différentes qui s'étaient fixés au milieu d'eux, ils ont aussi subi une forte influence de leurs voisins plus rapprochés.

18. — Trois peuples de la race lettone resserrés entre les Slaves et les Allemands.

Les peuples lettons, dont le pays touchait au nord à celui des Tchoudes, et particulièrement à celui des Vendes, des Livoniens et des Estoniens, se trouvèrent en outre entre les races allemande et slave, séparés de l'une par la mer Baltique, de l'autre par des limites mal marquées sur la terre ferme; toutes deux infiniment supérieures aux Lettons par leur population et par l'étendue de leurs territoires; toutes deux divisées depuis des siècles par des haines nationales. La prépondérance des Slaves ou des Allemands, suivant les époques, devait donc agir nécessairement sur les peuples lettons et exercer sur eux une certaine influence. Ces deux peuples avaient reçu la foi chrétienne bien longtemps avant les Lettons ; ils avaient formé des corps politiques beaucoup plus considérables, et par conséquent ils exerçaient une pression de plus en plus forte sur la race lettonne. Les Normands ou les Varègues de la Scandinavie venaient quelquefois par mer infester le pays des Lettons et y faire du butin, quoiqu'ils pussent recueillir dans d'autres endroits un plus riche fruit de leurs brigandages. Plus fréquemment les Polonais visitaient par terre les Prussiens ou les Sembiens, et se faisaient payer tribut; plus fréquemment aussi les kniaz ruthènes renouvelaient leurs incursions sur les possessions des Lithua-

niens et des Lettons, et, en levant des tributs, croyaient dominer sur ces peuples libres. Plus tard la propagande allemande du christianisme vint par terre et par mer s'attaquer aux forces vitales de cette nation. Ces attaques, renouvelées avec une violence croissante, firent connaître les possessions et la puissance des peuples lettons, et, en anéantissant l'existence de quelques-uns d'entre eux, donnèrent une énergie peu commune aux autres : ce qui eut une influence considérable sur le sort des autres pays. Les peuples lettons les plus considérables formaient alors trois groupes distingués par leurs dialectes. Les Chors ou Kors, communément dits Kurons, habitaient le long de la mer sur les deux bords de la rivière Vinède, environ de l'embouchure du Niémen à celle de la Dzvina. Les Vendes de la race tchoude leur avaient cédé la place, et s'étaient transportés au delà de la Dzvina chez les Livoniens, où ils construisirent la ville de Kiesié ou Venden. Les Angers restèrent dans leur kiligunde ou district parmi les Kurons. A côté de ces derniers et en remontant la Dzvina, les Sémigaliens avaient leurs demeures sur le bord gauche de cette rivière ; et de l'autre côté les Letgaliens, autrement dits Lettes, étaient établis autour de la rivière Leba, entre les Livoniens et les Polotaniens. Ces trois peuples aux dialectes différents composent la race lettone. Les Sembiens ou les Prussiens des environs du Pregel, qui avaient leurs colonies dans la Mazovie, formaient plusieurs peuples dont le plus considérable, qui s'étendait jusqu'au Niémen, était appelé Sudaves au nord, Yadzvingues au midi, où il touchait au Bug, pénétrait même au delà de cette rivière sur le sol polonais, et était connu sous le nom de Podlassiens ou habitants des bords des bois. Les historiens de l'époque nomment ces peuples Gètes ou Gers ; leur dialecte prussien était très différent des autres. Enfin, la troisième division centrale était composée des Samogitiens, placés entre les Sudaves et les Kurons, et des Lithuaniens qui étaient assis sur la Vilia, et qui séparaient les Yadzvingues du nord des Letgaliens. Le dialecte de ces deux derniers peuples est lithuanien ou samogitien.

16. — Idolâtrie des Lettons.

Les peuples que les chrétiens appelaient idolâtres, ayant été quelquefois amenés par la persuasion, mais le plus souvent contraints par la force à recevoir le baptême, il ne tarda pas à se manifester dans tout le Nord une réaction parmi ces peuples qui les porta à développer la doctrine de leurs pères, à la transformer ou à en créer une nouvelle. Quelque chose de semblable eut peut-être lieu chez les Lettons; ce qui est certain, c'est que l'histoire n'a point enregistré leur croyance primitive. Il n'est pas moins difficile de dire si elle avait sa source dans une doctrine apportée de la Grèce ou de l'Italie, si elle avait des rapports avec celle de l'Inde dont on a découvert des traces chez quelques Slaves, ou si enfin elle n'était autre que celle qui était professée par les Tchoudes, les Slaves et les Scandinaves. Il se peut bien que les Prussiens aient appelé Romnova (Roma nova), ou la nouvelle Rome, le lieu principal de leur culte, où résidait le krive kriveito ou le prêtre des prêtres, afin d'établir chez eux quelque chose d'équivalent à ce que les chrétiens leur racontaient du pape et de Rome. Ils avaient même à Romnova, auprès d'un chêne aux trois branches, une espèce de trinité, dans laquelle toutefois on ne saurait reconnaître une imitation fidèle de celle des chrétiens. On pourrait plutôt y entrevoir la trinité indienne dont l'existence paraît plus évidente dans le culte du krive qui séjournait à Retra, chez les Lutiques, au delà de l'Oder. Chez les Prussiens, Perkoune ou le dieu du tonnerre était la première personne de cette trinité, et l'on entretenait en son honneur un feu perpétuel sur l'autel. La seconde personne était Patrimpo, qui avait pour emblème les serpents qu'on nourrissait dans toutes les maisons, et dont l'élément était l'eau. La troisième personne était Poklus ou Pragartis, c'est-à-dire le dieu terrible de l'enfer, qui avait pour ornement une tête de mort, et pour habitation (pragoras) l'enfer. Ce dernier mot de la doctrine semble avoir été emprunté aux Slaves, qui l'auraient reçu des chrétiens. On sait que le serpent et l'eau sont

les emblèmes de Visznou, seconde personne de la trinité indienne, et la tête de mort est l'ornement de Sziven, troisième personne. Il y a dans les langues lettones, comme dans d'autres, des mots tirés du sanscrit : *nara*, eau, *ogni*, feu, mots sacrés qui correspondent aussi à Visznou et à Sziven. Les Prussiens trouvaient aussi dans la doctrine chrétienne le serpent maudit dont la tête fut écrasée par la Vierge, mère de la seconde personne de la Trinité. Les Lithuaniens, après avoir organisé leur État, élevèrent un autel à Vilno au krive-kriveito; ils gardaient dans leurs maisons des serpents, pour lesquels ils avaient une grande vénération, et entretenaient un feu perpétuel en l'honneur de Perkoune ; mais on ne voit pas chez eux de trinité. Cependant les Lithuaniens et les Samogitiens connaissaient et adoraient un dieu, Devé, Devaïté, qu'ils nommaient aussi *Auksztenis wis zinos*, le plus haut et qui sait tout ; dans ses mains est placé le destin, et il porte aussi le nom de *Pramzimas*, c'est-à-dire qui a connaissance du sort ou du hasard. Les noms de dignités, chez les Lettons, étaient tous tirés des langues étrangères. Le titre de *rikis*, que les Prussiens donnaient à leurs chefs, et celui de *kunigas* que les Samogitiens et les Lettons donnaient aux leurs, étaient empruntés aux Scandinaves. Un bâton recourbé en forme de crosse était un signe de la dignité des prêtres ; il était simple chez les vaïdelotes, double chez le krive, triple chez le krive-kriveito. Semblable à la crosse d'évêque et comme emprunté aux chrétiens, il avait un nom tiré du scandinave : *buthas* chez les vaïdelotes, *buthstas* chez le krive, *buthstunkys* chez les krives-kriveito, mots qui correspondent aux *bud*, *bud-stab*, *bud-stikke*. Quoiqu'il n'y ait presque pas de noms scandinaves dans leurs légendes religieuses, cependant elles roulent toutes sur des sujets tirés de cette source, comme celle du soleil, de la déesse de la liberté, et les Prussiens eux-mêmes ne niaient pas qu'ils eussent puisé dans les doctrines scandinaves. Les fêtes religieuses qui avaient quelque rapport avec l'agriculture ou avec la vie de famille leur appartenaient exclusivement. Leur pensée, qui divinisait tout ou spiritualisait en personnifiant, adorait un esprit tutélaire de

tous les êtres de la création, système au développement duquel peuvent avoir contribué d'abord les légendes des Scandinaves, et ensuite celles des chrétiens latins. Les premiers leur avaient communiqué la croyance aux nains souterrains et à d'autres êtres semblables; les autres celle qui supposait que des divinités ou des esprits tutélaires étaient préposés à la garde des croix élevées dans les cimetières sur les tombeaux. Cette multitude d'esprits, dont le monde se trouvait rempli, était déjà un article de foi pour le peuple dans les temps qui précédèrent l'introduction du christianisme, car un de ces barbares à qui on enseignait la doctrine du Dieu des chrétiens, s'écria: « Pourquoi nous parler d'un seul Dieu, comme s'il pouvait être plus puissant que tous les nôtres; n'est-il pas évident que plusieurs peuvent plus qu'un seul, qu'un plus grand nombre vaut mieux qu'un plus petit? »

17. — Organisation communale des Lettons détruite par des moines armés.

L'idée démocratique avait été l'élément des peuples lettons. Pauvres, ils vivaient tranquillement dans leurs *nomes* ou cabanes au fond de leurs bois, et ne semblaient connaître ni maîtres, ni différence de conditions. La liberté et l'égalité continuaient à se maintenir au milieu d'eux, sans qu'ils eussent besoin de créer des mots pour désigner des titres et des dignités, et l'histoire ne nous fournit pas, avant le XIII[e] siècle, un nom de monarque qui eût régné sur eux. L'organisation communale, dans laquelle plusieurs peuvent plus qu'un seul, se manifestait même dans leurs guerres. Les Lettons, les Lithuaniens, les Yadzvingues, les Prussiens, savaient combattre vaillamment, mais l'ennemi ne connaissait pas leurs chefs; et lorsqu'il apprit qu'ils en avaient, il était étonné d'en rencontrer, non pas un seul, mais plusieurs dans chaque combat. Cette liberté se maintint dans sa rude simplicité jusqu'à l'époque où l'esprit des croisades commença à armer toute l'Europe contre les Lettons. C'est alors que la civilisation, en leur apportant les richesses et

des idées étrangères, jeta des semences de discorde parmi eux; alors aussi se fit sentir le besoin d'avoir des chefs permanents, d'instituer des magistratures, enfin de former un État. Ce changement s'opéra moins rapidement chez les Prussiens, les Lettons, les Sudaves et les Samogitiens, qui se bornaient à défendre leur indépendance, que chez les Lithuaniens qui avaient été provoqués à faire des conquêtes. Ceux-là étaient forcés de défendre leur indépendance attaquée par des colonies ayant à leur tête des évêques et des moines armés; ceux-ci étaient entraînés à des conquêtes par l'état dans lequel se trouvait alors la Ruthénie. Quelques marchands de Brême avaient découvert par hasard les côtes de la Livonie en 1158. Pour faire le commerce et pour propager la religion chrétienne, des Allemands s'établirent à l'embouchure de la Dzvina, où ils bâtirent Riga, et le pape, Alexandre III, nomma (1170) Meinhard premier apôtre de la Livonie, évêque de cette ville. Albert, son successeur, fonda en 1201 l'ordre des chevaliers porte-glaive, et leur fit présent des terres des païens livoniens et estoniens. D'un autre côté, les Prussiens ayant fatigué les Mazoviens par des incursions continuelles, Conrad, duc de Mazovie, voyant ce qui se passait à l'embouchure de la Dzvina, voulut contenir par les mêmes moyens ses redoutables voisins, et, à cet effet, il fonda sur les confins de la Prusse, non loin de la Vistule, l'évêché de Culm et l'ordre des frères de Dobrzyn. Lorsque ceux-ci furent massacrés par les Prussiens en 1225, Conrad établit leurs débris en 1239 dans les environs de Drohitchine, où quelque temps après (1248) ils finirent par s'éteindre. Cette institution n'ayant pas produit les effets qu'il en attendait, il fit venir de l'Allemagne l'ordre des chevaliers teutoniques qu'il plaça (1225-1228) dans le pays de Culm. Ils s'étaient engagés à faire la guerre aux païens prussiens, promettant qu'après la soumission de ces derniers, ils rendraient les terres qui leur avaient été concédées et partageraient les conquêtes par moitié avec les ducs de Mazovie, et au cas où ils n'auraient pas rempli ces conditions, ils se déclaraient d'avance déchus de tous leurs droits. Il arriva bientôt beaucoup d'Allemands qui, aidés dans plusieurs occa-

sions par les Polonais, firent de rapides progrès en Prusse, et commencèrent à former un État de l'ordre Teutonique. Les chevaliers porte-glaive, bien qu'ils eussent réussi à établir leur domination sur les possessions des Tchoudes et des Lettons, voyant les progrès plus rapides des chevaliers teutoniques, s'unirent avec eux en 1234, et les deux ordres entrèrent sous le commandement d'un seul grand maître. Ainsi la race allemande, ne se bornant plus à des descentes par mer, s'établit fortement sur terre dans les pays des Lettons, prête à dévorer, dans son insatiable avidité, ces peuples inoffensifs dans leurs paisibles retraites.

PREMIÈRE PÉRIODE

860 — 1054.

RUTHÉNIE CONQUÉRANTE.

Son agrandissement, son unité et son indépendance sous la direction des Varègues.

---

18. — Organisation communale prédominante chez les Slaves de l'est et du nord.

Dans le voisinage des Lettons, la race slave s'était constituée en deux corps politiques très différents, quant à leur composition; les progrès de la vie sociale et l'influence étrangère développèrent encore les points de dissemblance. La Pologne avait conservé depuis des siècles son organisation communale dans les communes rurales. Cette organisation, quoique changée pour quelque temps en régime dynastique, sous l'influence du christianisme du rit latin et des idées étrangères, quoique concentrée dans les classes supérieures de la société, ne se perdit pas tout à fait, et reparut avec plus d'éclat dans la démocratie nobiliaire. Pendant que cet élément, slave par excellence, préparait les matériaux pour la république de Pologne, et que l'esprit communal des campagnes, libre encore de la tutelle des Piast, était dans toute sa force sur les bords de la Vistule et de la Varta, le progrès de l'humanité, difficile peut-être à comprendre, changea la face des choses sur les bords du Dniéper. Dans ces vastes contrées, dans cet immense continent, presque inaccessible jusqu'alors au monde civilisé, d'où étaient sortis tant d'essaims de peuples sauvages, et par où avaient passé du centre de l'Asie ces barbares innombrables qui inondèrent l'Europe, dans ces contrées où les communications ne se faisaient

qu'au moyen de caravanes, on vit s'élever d'une manière inattendue, et parvenir à un état florissant, des villes considérables, Kiiov et Smolensk sur le Dniéper, Polotsk sur la Dzvina. En étendant leurs possessions, les Slaves s'avancèrent sur le territoire des Tchoudes vers le lac Ladoga, et fondèrent Novogrod sur le Volkov. Quoique ce ne fût pas à l'agriculture, mais au commerce, à l'industrie et aux arts que s'adonnassent les habitants de ces villes, cependant les populations des campagnes n'étaient pas éloignées de reconnaître celles-ci pour leurs capitales et de se contenter d'une position subalterne, toutes disposées à leur céder le pas dans la conduite des affaires publiques. Les démêlés des villes avec les communes rurales étaient rares, et ceux des villes entre elles plus rares encore. Elles n'avaient à redouter que l'agression des étrangers, des Khozares au midi, des Tchoudes et des brigands scandinaves, connus sous le nom de Varègues, au nord. Ces républiques les repoussaient, chacune par ses propres forces, car outre la fraternité et la concorde fraternelle qui régnaient entre elles, il n'y avait aucun lien politique qui les unît constamment.

Lorsque cette partie de la Slavonie se fut transformée en Ruthénie, ce qui entraîna un changement total dans ses rapports sociaux et l'impliqua dans des disputes dynastiques, elle ne cessa de subir des changements : les uns furent produits par les entreprises des Scandinaves, les autres par l'influence de Constantinople, plus tard par l'union d'une partie de ce pays avec la Pologne, ainsi que par la domination des Tatares, jusqu'au jour où ces peuples, après avoir vu mourir toutes leurs libertés, plièrent sous le joug du despotisme.

19. — L'invasion des Varègues transforme la Slavonie en Ruthénie.

Les Scandinaves, connus dans l'Occident sous le nom de Normands, dans l'Orient sous celui de Varègues (1), étaient

(1) Ce nom est un sobriquet peu honorable d'un peuple scandinave habitant le district de Rosslagen, près d'Upsal, d'où lui vint son vrai nom de Ross ou

animés d'un esprit aventurier. Ils parcouraient les mers et de vastes contrées, dans le but de découvrir et de piller quelques pays lointains, où quelques-uns d'entre eux restaient quelquefois et établissaient leur domination. Ils venaient visiter les pays slaves, d'autant plus souvent, qu'ils y trouvaient des richesses; arrivés en guenilles, ils pouvaient s'y habiller et s'y enrichir. Leurs bandes armées tombaient sur des villes paisibles et les forçaient à reconnaître leur autorité. Rogvold conquit Polotsk; Sinéous, Trouvor et Rurik se mirent à leur aise à Novogrod, et, à leur exemple, Oskold et Dir, ayant pénétré avec leurs compagnons d'aventure au fond du pays, ils s'emparèrent de la riche et puissante Kiiov. Ces Varègues appartenaient à différentes tribus, souvent ennemies les unes des autres. Rurik et ses frères étaient de celle des Ross ou Russiens. Quand un peuple ne sachant se gouverner appelle des étrangers pour leur demander aide et protection ou pour leur confier le soin de ses affaires, il ne peut en résulter rien de bon pour lui-même. Les Novogrodiens, connaissant la valeur des Russiens, les invitèrent à venir chez eux, puis, par une convention conclue avec eux, ils leur confièrent le soin de les défendre au moyen de leurs troupes, et le pouvoir de rendre les arrêts selon la loi. Les Russiens, une fois admis à l'administration des affaires publiques à Novogrod, firent bientôt sentir que le pouvoir qu'ils exerçaient, loin de servir les intérêts de la nation qui le leur avait délégué, ne tendait qu'à l'opprimer, et, après avoir affermi par la force ce qui leur avait été d'abord accordé de bon gré, ils commencèrent à étendre leur domination sur toute la Slavonie. Les successeurs de Rurik, en s'avançant vers le midi avec le courant du Dniéper, firent la guerre, non-seulement aux Slaves, mais aux autres Varègues établis parmi eux; ils occupèrent Smolensk, Kiiov, imposèrent

de Russ, qu'il donna aux peuples slaves qu'il avait conquis aux IXe et Xe siècles. Quant au nom *Varègue*, quelques-uns le font dériver de l'ancien suédois, où il signifie un *loup* ou un *pirate;* selon d'autres, ce sont les Slaves qui les appelèrent ainsi, en empruntant à leurs voisins, les Finnois, le nom *varas* qui, dans leur langue, signifie un *voleur*.

des tributs aux peuples voisins et détruisirent les Khozares en 964. S'étant rapprochés de l'empire grec, ils ne cessèrent de piller ses provinces, et plus d'une fois ils s'avancèrent par mer jusque sous les murs de la capitale, où, en cherchant à prendre pied sur le Danube, ils allèrent jusqu'à la menacer par terre (911, 945, 968). Les kniaz russiens, descendants et successeurs de Rurik, n'avaient pas de résidence fixe. Ils l'avaient d'abord transportée de Novogrod à Kiiov, ensuite de Kiiov à Péréiaslavietz, au delà du Danube, vers les montagnes Hémus, afin de se rapprocher des contrées plus riches; car leur occupation principale consistait à faire du butin et à amasser des trésors. Tel était le but que se proposait Sviatoslav, le plus brave et le plus entreprenant des kniaz russiens, lorsqu'il s'établit dans cette ville. Il intervenait dans les démêlés des Grecs avec les Bulgares, s'alliait aux premiers pour subjuguer les seconds, soumettait les Bulgares pour piller les Grecs, et méditait même de s'emparer de Constantinople et de conquérir l'empire grec. Mais ces grands projets s'évanouirent tout à coup dans les environs de Dorostol sur le Danube, où, en retournant d'une expédition, il périt misérablement en 972, dans une rencontre avec une horde de Petchenègues (1). Kiiov, quoique exposée aux attaques de ces derniers, continua d'être la capitale de ce nouvel État. Vladimir le Grand, kniaz russien, ajouta encore d'autres conquêtes à celles de ses prédécesseurs. D'un côté, il

(1) Nestor dit que Sviatoslav conclut un traité de paix, dont il rapporte les articles, à Dorostol (l'ancienne Dristra, aujourd'hui Silistrie), avec les empereurs Basile et Constantin, qui se trouvaient alors dans cette ville; et qu'au commencement du printemps suivant, remontant le Dniéper avec sa troupe pour retourner à Kiiov, il fut assailli par les Petchenègues qui firent un grand carnage des siens et le tuèrent lui-même. Les Petchenègues lui coupèrent la tête, et de son crâne firent une coupe, dont leur prince, Kour, se servait dans ses festins. Stryikovski ajoute que Kour fit enchâsser cette coupe dans de l'or, et graver autour l'inscription suivante : *Celui qui convoite le bien d'autrui perd souvent le sien.*

Nestor n'a pas consulté sur ce point les historiens byzantins, qui disent que c'est avec Jean Zimiscès que Sviatoslav conclut ce traité, après avoir été battu deux fois par lui sous les murs de Dorostol. Basile et Constantin n'ont régné que du temps de son fils Vladimir.

s'empara de Polotsk en 976; d'un autre côté, il poussa jusqu'au Bug et jusqu'au San dans la Khrobatie, où, en cherchant à fixer les limites de sa domination, il rencontra les frontières de la Hongrie, de la Pologne et de la Bohême. Il pénétra aussi dans la Chersonèse taurique qu'il voulut arracher aux Grecs, et, ne pouvant y parvenir, il s'empara de Tmoutarakan, au pied du Caucase (1), toujours dans l'intention d'étendre les limites de son État naissant. Pour l'aider à accomplir ces conquêtes, de nouveaux renforts de Varègues ne cessaient d'arriver et de s'enrôler au service des Russiens, qui donnèrent leur nom à tous les pays qu'ils avaient soumis. Les Varègues eux-mêmes et ceux qui venaient se joindre à eux adoptèrent la langue slave, et se transformèrent en Slaves, tout en changeant une grande partie de la Slavonie en Ruthénie, et en faisant de ses habitants des Russiens ou Ruthènes (2).

(1) C'est la capitale de l'ancien royaume du Bosphore, connue dans l'histoire du Bas-Empire sous le nom de Tamatarcha (Constant. Porphyr., *De administratione imperii*, 42), et chez Édrisi, géographe arabe du XIIe siècle, sous celui de Matracha ou Matrika (VI, 5, p. 395; 6, p. 400). Mstislav, fils de Vladimir, eut le premier cette ville pour son apanage; elle passa ensuite à ses autres descendants jusqu'à Roman Izaslavitch, arrière-petit-fils de Vladimir, après lequel on n'entend plus parler de cette ville dans l'histoire de la Ruthénie.

(2) Tous les peuples slavo-polonais habitant les vastes contrées entre le Dniéper, le Bug et le Dniester, que les Varègues-Ross avaient conquises, conservaient encore leurs noms nationaux au moment où écrivait l'annaliste Nestor, c'est-à-dire à la fin du XIe siècle et au commencement du XIIe, comme on peut le voir dans sa chronique, où il les appelle par leurs noms.

« En l'année 6489 (981 de notre ère), Vladimir marcha contre les Leckes (les Polonais), et leur prit Pérémisle, Tcherven et plusieurs autres villes qui, de nos jours encore, font partie de la Ruthénie.

» En l'année 6492 (984), Vladimir marcha contre les Radimitches... , qui tiraient leur origine des Leckes : ils habitaient les bords de la Pitchana et payaient tribut aux Ruthènes.

» Parmi les Leckes se trouvaient deux frères, l'un Radime, et l'autre Viatko. Le premier peupla les environs de la Soja, dont les habitants furent appelés Radimitches. Viatko, avec sa tribu, s'empara des campagnes de l'Oka, dont les habitants prirent le nom de Viatitches. »

On voit, par ces paroles de Nestor, que les villes de Pérémisle, de Tcherven et plusieurs autres, situées dans le pays appelé duché de Halitch, appartenaient

20. — Changement des rapports sociaux ; la loi varègue remplace la loi slave.

L'esprit scandinave des Varègues avait donc embrassé toute la Slavonie ruthène, et il arriva par là que beaucoup de choses dans sa vie sociale et politique se trouvèrent en contradiction, et que beaucoup d'autres furent complétement chan-

aux Leckes, c'est-à-dire aux Polonais ; que Vladimir les a conquises, et que la race polonaise s'étendait au delà du Dniéper jusqu'aux bords de l'Oka ; car les Radimitches et les Viatitches étaient des colonies conduites dans ce pays par les frères Radime et Viatko, par suite sans doute d'une lutte qui s'était élevée sur les bords de la Vistule entre les leckites (nobles) et les kmétons (paysans).

Édrisi, géographe arabe, contemporain de Nestor, met au nombre des villes de la Pologne Sermeli (Pérémisle), Galisia (Halitch), et dit qu'il avait appris par les relations des voyageurs et des marchands italiens que le nom de Pologne s'étendait depuis Krakal (Cracovie) jusqu'à la mer Noire (VI, 3, p. 375, 381).

Dans d'autres endroits de sa chronique, Nestor nomme les Polaniens, les Polotaniens, les Krivitches, les Drevliens, les Drégovitches, les Doulèbes, tous peuples slavo-polonais, plus ou moins considérables, dispersés dans l'espace que nous venons d'indiquer. Il ajoute enfin : « On sait que la langue ruthène et la langue slavonne ne sont qu'une même langue, que ce nom de Ruthènes nous a été donné par les Varègues, et qu'auparavant nous n'étions connus que sous le nom de Slaves : les Polaniens, qui se trouvaient parmi les Slaves, n'avaient pas non plus d'autre langue. Le nom de Polaniens, qu'on leur donnait, venait des champs qu'ils cultivaient, et parce qu'ils habitaient la plaine; mais ils étaient d'origine slave et n'avaient d'autre langue que le slavon. »

Ce n'est que plus tard que ces peuples prirent ou furent forcés de prendre le nom de leurs conquérants, qui les appelèrent Russiens ou Ruthènes, et leur pays Ruthénie, tout comme leurs compatriotes, les Normands, imposèrent le leur à une partie de la France conquise par eux à la même époque.

Ils conquirent aussi et colonisèrent le pays des Tchoudes ou Finnois, des Vesses, des Mouromiens, des Tchérémisses et autres peuples de la race de l'Oural, qui composent aujourd'hui la Moscovie ; mais ce pays continua pendant longtemps à passer sous le nom de ses principales villes, telles que Souzdal, Rostov, Vladimir sur la Klazma, et c'est sous ce nom que, jusqu'à la translation de la résidence des grands-ducs de cette dernière ville à Moscou, il est connu dans les anciennes chroniques, tandis que le nom de Ruthénie ne désignait que les premières conquêtes des Varègues-Ross, c'est-à-dire les pays situés entre le Dniéper et le Dniester. Aussi le continuateur de Nestor, qui s'occupe plus particulièrement des affaires de Souzdal, de Rostov, de

gées. On y vit le pouvoir dynastique s'élever au milieu des libertés municipales, à côté de la démocratie surgir les prétentions et les usurpations des dynastes dont la volonté prédominait dans les comices.

Outre la caisse communale des villes, se forma (pour nous servir des expressions varègues) la *skotnitza* du kniaz, c'est-à-dire le fisc du prince régnant, provenant des *skotes* ou impôts

Vladimir sur la Klazma, a-t-il soin d'ajouter *en Ruthénie* toutes les fois qu'il parle de ce qui se passait sur les bords de ces deux rivières. Après avoir dit que Rurik de Kiiov et Roman de Halitch, qui avaient fait, en 1205, une expédition contre les Polovtzi, ne pouvant tomber d'accord sur le partage du pays conquis, se brouillèrent et qu'ils allaient en venir aux mains, il ajoute : « Roman alors s'assura de la personne de Rurik, l'envoya à Kiiov, le fit raser et l'obligea à prendre les habits de moine ; il répudia également sa fille, qu'il avait épousée, et se sépara d'elle. Mais quand le grand prince Vsévolod (il régnait alors à Souzdal et à Vladimir sur la Klazma) apprit ce qui s'était passé *en Ruthénie*, il plaignit le sort de son beau-frère Rurik, etc. »

Cette dénomination, cependant, ne comprenait d'abord que les environs de Kiiov, principal établissement des Varègues-Ross. La province de Halitch, de même que celle de Novogrod la Grande, ne prit le nom de Ruthénie (Roussia) que beaucoup plus tard. (Voy. A. Feodotov, dans le journal *Ruskii istoritcheski sobornik*, Moskva, 1838, t. I. — J. Lelewel, *Polska wiekow srednich* ou *Pologne du moyen âge*, t. II, p. 369.)

Le pays entre le Dniéper et le Volga et au delà continua donc à être connu de toute l'Europe sous le nom de Moscovie. Il est vrai que les descendants de Rurik y ont régné aussi bien qu'en Ruthénie, et c'est le seul lien qui ait uni ces deux pays, différents d'ailleurs d'origine, de mœurs, de langue, et professant d'autres principes de gouvernement. Lorsque cette maison vint à s'éteindre à Halitch et à Kiiov, en 1340, les Ruthènes profitèrent de cette occasion pour se réunir à la Pologne, et cette réunion fut accomplie, comme on le verra plus loin, sans aucune contrainte de la part des Polonais, qui leur conservèrent même jusqu'à leur nom, tout étranger qu'il fût, sans songer que les tzars de Moscovie s'aviseraient un jour de se porter héritiers des descendants de Rurik de Kiiov et de Halitch, et de réclamer leur succession au moyen d'un titre usurpé. Cette dénomination qui, dès le commencement, ne pouvait désigner que 200 000 Varègues tout au plus, qui, à différentes époques, étaient arrivés de la Suède avec leurs chefs, leurs femmes et leurs enfants, se conserva donc jusqu'à nos jours. Mais il ne faut pas oublier que la Ruthénie (Rus) ne veut dire autre chose que la Pologne de l'est et du midi, et que les Ruthènes ou Russiens (Rusini) ne sont que les Polonais qui, sous les noms anciens de Polaniens, de Drevliens, de Doulèbes, etc., habitaient depuis des siècles ce pays et l'habitent aujourd'hui.

perçus en son nom. A côté des voïvodes slaves, des possadnik, des possesseurs de maisons et de terres, parurent les kniaz varègues avec tout leur cortége de hauts dignitaires, de *gridni* ou gardes du corps, de compagnons du kniaz et de ses valets. Le possadnik ou maire prit le titre scandinave de *tignar*, c'est-à-dire de magistrat supérieur. Le nombre des classes augmenta dans les villes et dans tous les pays ruthènes, et les nouveaux rapports qui eurent lieu entre elles changèrent ceux qui, depuis des siècles, avaient formé la base de la société slave. Les bourgeois, de même que beaucoup de boyards ou possesseurs de terres, étaient les *ogniszczani*, c'est-à-dire des habitants ayant leurs propres feux ou maisons dans les villes. Le commerce, qui était l'occupation des villes, y consolidait la propriété exclusive et héréditaire; mais, au dehors, dans les campagnes, la communauté primitive dans la culture des terres et la coupe des bois était encore dans toute sa force. Les terres abandonnées après la mort d'un cultivateur retournaient à la commune, qui les faisait cultiver par un autre usufruitier, et le peuple agricole, divisé en familles ou tribus, choisissait des chefs de villages parmi les anciens. Les compagnons de Rurik ou *gridni* avaient apporté avec eux les idées d'héritage et d'intérêts de familles. Les kniaz, pour se procurer des partisans de leur autorité et de leurs usurpations, délivrèrent les terres possédées par les boyards à titre d'usufruit, du droit d'héritage exercé par les communes, leur assurèrent l'hérédité exclusive de ces domaines dans leurs familles, et les placèrent sur un pied d'égalité, avec leurs propres compagnons, qu'ils eurent soin de combler de richesses et de toute sorte de distinctions. Les cultivateurs moins aisés restèrent sous l'ancienne loi d'héritage par les communes, et ils furent pour cela appelés *smerdes*, mais cette loi ne regardait que leurs biens meubles, ainsi que ceux des autres classes d'hommes. Quant aux terres cultivées par ces derniers, elles passaient après leur mort, non plus aux communes rurales, mais aux kniaz, qui s'en emparaient et en disposaient à leur volonté. La nouvelle législation se montra pleine d'égards envers les Varègues étrangers et éleva à leur rang quelques-uns des in-

digènes. En prescrivant des peines pécuniaires pour le meurtre des hommes de différentes classes, elle évalue au même taux ou *vira* (wehr-geld) la tête d'un *mouz* ou boyard du premier rang, d'un *ogniszczanin* indigène que celle d'un *civun* ou haut dignitaire du kniaz; et comme la tête des *gridni* y est estimée à la moitié de ce prix, il en est de même pour les boyards d'un rang inférieur, les smerdes et les autres habitants tous Slaves ruthènes. La tête de l'homme non libre est comprise aussi dans la loi et évaluée par elle, quoique à très peu de chose, et le nombre des hommes non libres augmente, car les guerres amènent des captifs, dont le sort cependant n'est pas si dur que celui des esclaves achetés.

21. — La justice varègue remplace la justice slave.

Les Slaves ruthènes n'ont jamais permis à la loi étrangère de prendre racine à côté de leur loi nationale; mais comme ils accordaient une protection particulière aux étrangers établis ou voyageant dans leur pays pour des affaires du commerce, de même ils faisaient jouir les Varègues de priviléges plus considérables que ceux qui étaient conférés aux indigènes; enfin ils ne cherchaient pas à empêcher l'influence étrangère de pénétrer dans leurs coutumes et dans leurs rapports sociaux. Cela se fit sentir plus tôt dans les campagnes que dans les villes, qui conservèrent avec plus de soin leurs institutions communales, leurs délibérations, leurs magistrats, leurs lois concernant les conventions mutuelles et l'administration de la justice. Mais dans les bourgs et dans les campagnes les changements s'accomplirent avec plus de rapidité; la communauté des biens et le régime communal y firent place à la succession héréditaire exclusive et à l'administration grand-ducale. Le pouvoir des anciens ou chefs de famille plia devant celui des fonctionnaires du gouvernement : le voïvode fit place au civun du kniaz, dont les *virniks* ou juges prononçaient dans toutes les affaires, conformément aux changements qui s'étaient déjà introduits aussi bien dans les lois pénales que dans la procédure civile et cri-

minelle. La justice slave s'administrait par arbitres qui écoutaient les débats contradictoires des parties devant l'image du dieu Provė et rendaient le jugement en son nom. Les Varègues aimèrent mieux adorer le dieu terrible Perkoune (tonnerre) qui était le même que leur Thor. C'est devant lui qu'ils portaient leurs sanglants démêlés, qui souvent ne pouvaient être aplanis que par l'application du droit du talion; ils appelaient sa colère contre les coupables, interrogeaient sa volonté par les épreuves du sabre ou du bâton, de l'eau bouillante ou du fer rougi au feu: c'était devant lui qu'ils prononçaient les décisions relatives au *vira* ou amende pour le meurtre, aux dommages et intérêts pour les blessures, et aux autres compensations qu'ils adjugeaient à la partie lésée. De cette manière la justice slave fut altérée dans ses principes et placée sur une autre base, pendant que la vengeance particulière, immolant de nombreuses victimes parmi les descendants de Rurik, inondait de torrents de sang toute la Ruthénie.

22. — Premiers combats et massacres dynastiques provoqués par la vengeance.

Rurik avait partagé avec ses frères le pouvoir sur les peuples qui les avaient appelés ou qu'ils avaient conquis. Oleg, son successeur, le transmit sans partage à Igor, fils de Rurik. L'unité de ce vaste empire et les principes de l'hérédité dynastique commençaient à se consolider dans la personne de Sviatoslav, petit-fils de ce dernier. Mais à côté de ces principes subsistait aussi le droit en vertu duquel les frères du prince régnant prétendaient régner après sa mort conjointement avec ses fils. Sviatoslav avait donné à gouverner à son fils, Oleg, les terres des Drevliens, et placé Vladimir, né d'une concubine, à Novogrod, tandis que Yaropelk héritait du grand-duché avec Kiiov sa capitale. Oleg avait tué le fils de Sventeld, voïvode d'un grand mérite, qui excita le grand-duc à venger sa mort. Les deux frères prirent les armes et se livrèrent un combat, en 977, dans lequel Oleg succomba. A la nouvelle de cet événement, Vladimir s'enfuit de Novogrod,

au delà de la mer, car il existait déjà un ancien sujet d'inimitié entre lui et Yaropelk. Ils avaient voulu tous deux épouser Rognéda, fille du kniaz de Polotsk. Celle-ci avait donné la préférence à Yaropelk, en disant qu'elle ne s'abaisserait jamais à déchausser le fils d'une esclave (1). Vladimir, piqué jusqu'au vif par ces paroles offensantes, avait surpris Polotsk, et ayant mis à mort le père, prit sa fille pour femme. Il pouvait bien calmer la colère de Rognéda, mais n'espérant point apaiser celle de son frère, il s'était enfui, comme nous venons de le dire, au delà de la mer, où, ayant réuni des bandes de Varègues, il retourna en se donnant pour vengeur de la mort de son frère Oleg. Un traître, le voïvode Blud, lui livra Yaropelk, que ses satellites varègues massacrèrent à ses pieds (980). Vladimir, resté seul, épousa la veuve de Yaropelk; celle-ci mit bientôt au monde un fils, nommé Sviatopelk, qu'il adopta, dans l'espoir qu'en devenant le père du vengeur, il calmerait la vengeance. A la vérité, il sut éviter le bras de la justice; mais, à peine eut-il fermé les yeux en 1015, que Sviatopelk, vengeur de la mort de son père, jura la destruction des fils du meurtrier. Des assassins, envoyés de tous côtés, mirent à mort Boris, Gleb, Sviatoslav, que les avertissements et les soins infatigables de leur sœur, Predslava, ne purent sauver. Yaroslav, leur frère, arrêta ces assassinats, et, s'étant armé à Novogrod, il chassa Sviatopelk de Kiiov et de la Ruthénie. Celui-ci se réfugia chez Boleslav le Grand, roi de Pologne, dont il avait épousé la fille. Boleslav, après avoir défait les Ruthènes dans une grande bataille, entra à Kiiov avec Sviatopelk, en 1018. Yaroslav, épouvanté, prit la fuite et ne s'arrêta qu'à Novogrod. Fier de sa conquête, Boleslav envoya des ambassadeurs à Constantinople pour annoncer aux Grecs qu'il était devenu leur voisin. Mais, irrité des meurtres répétés que les Ruthènes commettaient traîtreusement sur les Polonais, il livra la capitale au pillage, déshonora le lit de Predslava, et, ne pensant guère à poursuivre

(1) C'était la coutume, dans ce temps-là, que les femmes déchaussassent leurs maris, pour marquer leur soumission et leur obéissance.

ses conquêtes, il laissa son gendre Sviatopelk à Kiiov et retourna en Pologne. Yaroslav, croyant que le vainqueur le poursuivrait jusque dans sa retraite, se disposait déjà à partir au delà de la mer, lorsque les Novogrodiens, se rappelant qu'ils avaient jadis invité ses aïeux à venir chez eux, le détournèrent de son projet, s'imposèrent volontairement pour remplir le trésor du kniaz, et prirent même les armes pour soutenir sa cause. Des bandes de Varègues d'outre-mer vinrent pour la dernière fois grossir ses rangs, et, fort de ce double concours, Yaroslav se mit en marche pour couper le chemin à Boleslav au moment où il allait rentrer en Pologne. Battu complétement pour la seconde fois, il ne put mettre obstacle à la retraite du vainqueur, mais il chassa de nouveau Sviatopelk, qui mourut bientôt (1019) sans enfants. Boleslav ne crut pas devoir renouveler son expédition (1). La vengeance s'étant éteinte avec la mort de Sviatopelk, et les querelles domestiques ayant été apaisées dans la Ruthénie, Yaroslav continua son règne glorieux.

(1) Après avoir perdu la bataille dont il est parlé plus haut, Yaroslav, ne pouvant se maintenir dans un pays où le pouvoir des Varègues n'était pas encore assez bien établi, s'enfuit à Novogrod, accompagné seulement de quatre hommes. Nous lisons, au contraire, dans les annales de Ditmar, évêque de Mersebourg et écrivain contemporain, que Boleslav a été reçu à bras ouverts par les habitants : « *ab incolis omnibus suscipitur, multisque muneribus honoratur* » ; et qu'après avoir pris Kiiov, où il se trouvait comme au milieu des siens, il eut une telle confiance dans les bonnes dispositions des habitants de cette ville, qu'il licencia une grande partie de son armée : « *Domum remittebat, cum indigenas adventare fideles, ac sibi apparere senior præfatus lætabatur.* » (Ditmar, VIII, 16.) C'est alors que le perfide Sviatopelk, qui craignait que l'espèce de tutelle que son beau-père avait le droit d'exercer sur lui ne se prolongeât, profitant de la diminution des forces du roi, donna des ordres pour faire mourir secrètement tous les Polonais, qui, pensant vivre avec des amis, ne prenaient aucune précaution. En retournant de Kiiov, et après avoir battu une seconde fois Yaroslav sur les bords de la rivière Bug, Boleslav reprit les villes de la Ruthénie rouge (Nestor, sub anno 6526 ou 1018 de notre ère) que Vladimir le Grand avait enlevées à la Pologne (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. II, chap. 1), et se contenta d'un tribut que Yaroslav consentit à lui payer : « *Ex quo tempore Russia Poloniæ vectigalis diu fuit.* » (Gallus, I, 7, p. 51.)

23. — Code des lois ruthènes. — Unité de l'empire à Kiiov. — Conseil des boyards.

Pour se montrer reconnaissant envers les Novogrodiens de l'attachement dont ils lui avaient donné des preuves, ou plutôt dans la crainte de le perdre en cas d'une nouvelle attaque des Polonais, Yaroslav rédigea, en 1020, le célèbre code de lois connu sous le nom de *Ruska prawda*, ou Vérités ruthènes. Ce n'était pas une charte de priviléges, car le kniaz n'octroyait rien aux citoyens, n'ayant rien à leur octroyer; seulement il recueillit, avec le conseil des boyards et des notables, des lois et des coutumes pour leur commodité. Ces lois n'étaient pas un recueil de lois municipales, car en Ruthénie il n'y avait point de différence entre les lois des villes et celles des campagnes. Les villes et les villages, tout en présentant quelques divergences dans leur organisation, étaient régis par les mêmes lois; et c'est pourquoi les Vérités ruthènes, recueillies par Yaroslav et par les Novogrodiens, pour l'usage seulement de ces derniers, devinrent un code de lois pour toute la Ruthénie, et les lois faites plus tard par les kniaz dans différents endroits, à Kiiov ou ailleurs, ne furent qu'un complément des Vérités ruthènes. Il y avait dans toute la Ruthénie beaucoup de libertés particulières, propres à chaque ville, à chaque village, mais il n'y avait pas au-dessus d'elles de liberté générale, comme il y avait un seul chef, dans la personne du kniaz, supérieur à tous les autres kniaz et dignitaires qui présidaient aux libertés locales. Ce chef supérieur, nommé quelquefois tzar, à l'exemple des empereurs de Constantinople, appelé plus d'une fois roi par les étrangers, prenait le titre de grand kniaz ou de grand-duc, pour se distinguer des autres princes de la même famille. Lui et sa capitale Kiiov représentent l'unité et l'intégrité de l'État; sous sa direction viennent se réunir toutes les libertés locales et toutes les lois : c'est pourquoi ce que le kniaz avait décidé dans son conseil des boyards et des anciens, les comices et les anciens de chaque localité ne manquaient jamais de l'approuver. Le grand kniaz donnait quelquefois des repas au peuple,

distribuait des aumônes aux pauvres, conférait aux notables des honneurs et des dignités. Il faisait des cadeaux de pelisses précieuses, élevait les citoyens à la dignité de boyard, et choisissait parmi les boyards les membres de son conseil. La législation devenue le partage des classes élevées, l'aristocratie se plaça à la tête de l'État, se fortifia dans les campagnes, agit concurremment avec le peuple dans les villes; le peuple s'inclina devant la raison des puissants, et se laissa conduire par eux en répétant : « Si ce n'était pas bien, le kniaz et les boyards ne l'auraient pas fait. »

24. — Commerce, impôts.

Le commerce de la Ruthénie suivait les grandes routes qui traversaient le pays du midi au nord, de l'est à l'ouest. On tirait de la Grèce de l'or, de riches soieries, différents fruits et du vin; de la Hongrie, de la Bohême, de l'Allemagne, des chevaux et de l'argent monnayé; en échange de ces produits, la Ruthénie leur fournissait de la cire, du miel et des esclaves. Le prix d'une esclave était plus haut que celui d'un esclave. Pour le rachat d'un prisonnier de guerre on demandait un *zolotnik* ou une pièce d'or de Byzance. L'argent étranger affluait dans la Ruthénie et facilitait le commerce; cependant on payait beaucoup d'impôts en nature et en fourrures. Une certaine quantité de fourrures, appelée *grivna*, se divisait, d'après la plus ou moins grande valeur de ces fourrures, en martres, écureuils et *rézans*, petites pièces coupées. Outre le pondage ou les droits levés sur les marchandises, les marchands ne payaient pas beaucoup pour leur séjour dans le pays. Les *ogniszczani* étaient taxés dans les villes, et le peuple des campagnes, occupé de la culture des terres, payait les impôts répartis sur les charrues. L'*obrok* était une contribution en nature, en blé ou autres produits, pour la défense du pays. L'*urok* provenait en grande partie des droits perçus dans les cours de justice. Il y avait aussi dans tout le pays des servitudes qui consistaient à fournir un certain nombre de voitures pour le service public, ainsi que des hommes

pour la garde des châteaux et pour la chasse. Dans des cas extraordinaires on exigeait le payement du *skot* ou du tribut varègue, pour renforcer la *skotnitza* ou trésor ducal. A mesure que l'empire ruthène parvenait à une meilleure organisation, les kniaz avaient moins besoin de parcourir eux-mêmes le pays ou d'envoyer des hommes armés pour percevoir les impôts; on les payait de bon gré, ou du moins sans résistance. Il y avait cependant à ce sujet bien des incertitudes et des tiraillements; car les bandes varègues chargées de faire rentrer les impôts étaient l'objet de la haine du peuple. Vladimir, tout en faisant appel à leur assistance, s'en débarrassa avec autant de ruse que de perfidie. Le peuple s'étant soulevé contre les Varègues à Kiiov, à Novogrod, et les ayant égorgés, Yaroslav châtia le peuple en 1016 avec non moins d'effusion de sang. Les intrigues des boyards troublaient aussi l'union fraternelle des kniaz avec le peuple. L'agression des Polonais mit pour quelque temps un terme à cette désunion. Yaroslav se rapprocha du peuple, ne rechercha plus le secours des Varègues, qui, depuis cette époque, cessèrent d'arriver. Resté seul de tous ses frères, qui étaient morts ou avaient péri dans leur jeune âge, il prit en main les rênes de l'État, et gouverna de manière à mériter le nom de Grand.

25. — Introduction du christianisme dans la Ruthénie.

Les descendants de Rurik étaient très connus dans ces siècles, aussi bien par le commerce des pays dont ils s'étaient assuré la possession par leurs conquêtes et leurs entreprises audacieuses, que parce qu'ils étaient de la race des Varègues ou Normands, et qu'ils avaient reçu le baptême. Les Varègues, en leur qualité de citoyens du monde et de brigands, n'avaient de répugnance pour aucune religion; la liberté et la douceur du caractère des Slaves les rendaient indulgents pour la propagation de toutes les doctrines. Il y avait parmi eux des prédicateurs de la loi de Moïse, des chrétiens du rit grec et latin, même des mahométans. Les plus zélés prédicateurs étaient les chré-

tiens, et ils trouvaient quelquefois des hommes qui se laissaient baptiser; mais pendant plus d'un siècle ils ne firent pas beaucoup de prosélytes. Quoique les apôtres arrivés (955-959) de la Grèce et de l'Allemagne fussent tournés en ridicule, et que la propagation du christianisme marchât lentement, cependant la religion chrétienne ne cessait de faire des progrès, nonobstant l'opposition du peuple, des commerçants et des guerriers, parmi lesquels le culte national, réveillé par ces tentatives de conversion, trouva des partisans très zélés. Vladimir le Grand lui-même érigea à Novogrod une nouvelle statue de Perkoune ou Péroune, devant laquelle brûlait continuellement le feu sacré nommé *znitch;* il continua à faire de petites idoles qu'on fixait au bout de longues perches devant les maisons, les tentes, sur le champ de bataille, sur les marchés et dans les champs, comme protection des travaux agricoles. Cependant on parlait beaucoup de la possibilité, de la nécessité d'un changement de religion, et Vladimir délibérait là-dessus avec les boyards. La doctrine de Moïse et celle de Mahomet avaient peu d'attraits pour les esprits amateurs de nouveauté; et quoique les statues des églises latines eussent quelque ressemblance avec celles des adorateurs de Péroune, cependant les Ruthènes trouvèrent plus à leur goût les églises de Byzance, pleines de peintures et de faste dans les cérémonies, et la liturgie (1), qui, ayant été traduite dans leur langue nationale, leur parut plus intelligible que le latin, qui n'avait jamais pu se naturaliser chez eux. Vla-

(1) Voici en quels termes les ambassadeurs que Vladimir avait envoyés chez différents peuples pour examiner leur religion lui rendirent compte de leur mission : « Nous visitâmes en premier lieu les Bolgares, et vîmes comme ils font dans leurs temples le service de Dieu, la tête couverte et sans ceintures; puis, après des révérences, ils s'asseyent, regardent de côté et d'autre comme des insensés. Il n'y a aucun plaisir à les voir; il règne autour d'eux une insupportable puanteur, et tout y cause de l'ennui; en un mot, leur religion n'est pas belle. Nous allâmes de là chez les Allemands : nous vîmes leurs églises et leur manière de prier; mais il n'y a là non plus ni ornements ni beauté. Enfin nous arrivâmes chez les Grecs : on nous conduisit dans les lieux où se célèbre le service divin. Nous ne savons pas trop si nous n'étions pas dans le ciel; car, en vérité, sur la terre il est impossible de trouver tant de richesse et de magnificence. » (*Chronique de Nestor.*)

dimir en délibéra avec les boyards, et, après avoir adopté le rit grec, il fit baptiser les Ruthènes morts et vivants, renversa les idoles slaves et suspendit à leur place des images grecques, institua des métropolitains, des archiprêtres, des archimandrites (986-989); et comme il avait lui-même présidé auparavant au culte de Péroune, il commença alors à présider à celui du Christ. Le peuple, aspergé de l'eau de la régénération, écoutait les chants à la louange de Dieu, mais il continuait à prier en secret dans les bois, sur les bords des rivières, autour du feu, à adresser des soupirs au dieu Provė, qui avait veillé pendant tant de siècles sur la justice de ses aïeux. Quoi qu'il en soit, il s'accomplit une grande transformation sociale et politique dans la Ruthénie, ce qui augmenta encore la renommée des descendants de Rurik.

26. — Gloire de Yaroslav le Grand.

Yaroslav le Grand avait hérité d'un empire qui était déjà chrétien. Il n'avait pas cessé de communiquer avec les Varègues et d'entretenir le souvenir de sa descendance de la race normande, qui régnait en Norvége, en Suède, dans le Danemark, en Angleterre, en Irlande et dans d'autres îles de la mer du Nord, qui était déjà solidement établie en France et qui commençait alors à prendre pied non loin de Rome. Yaroslav était allié à tous ces Normands par les liens du sang. Il y avait, il est vrai, entre l'Église grecque et l'Église latine des mésintelligences et des répugnances croissantes, qui se faisaient sentir dans la Ruthénie, d'autant plus péniblement, que Boleslav le Grand, roi de Pologne, intriguait, au moyen des apôtres latins, en faveur de son gendre Sviatopelk, haï par les Kiioviens. Cependant la rupture entre les deux Églises n'était pas encore si ouverte, pour que les personnes appartenant à l'une ou à l'autre eussent de la répugnance à s'allier par les liens du mariage. ussi les quatre filles de Yaroslav se sont-elles mariées en Pologne, en France, en Norvége, en Hongrie; sa petite-fille en Allemagne; ses fils ont épousé des princesses grecques et alle-

mandes (1). Il n'y avait dans ce siècle aucun prince en Europe qui eût une aussi nombreuse parenté, ce qui continua à donner à lui et à la Ruthénie un grand éclat. Du reste, moins heureux sur le champ de bataille, il n'en conserva pas moins toutes les conquêtes de ses ancêtres, et recouvra la Khrobatie Rouge que Boleslav le Grand avait réunie à ses États (1018-1035). Venu après le règne de Vladimir, marqué au coin de la duplicité, et après celui de Sviatopelk, rempli de meurtres, il sembla avoir relevé la vertu dans la famille de Rurik; car il ne s'était pas souillé du sang de ses frères, il s'était contenté de retenir Swiatoslav, l'un d'eux, pendant vingt-quatre ans en prison. Exprimant, en présence du peuple, son repentir des premières fautes qu'il avait commises à Novogrod, il se fit une loi de satisfaire à ses vœux et à ses besoins, et laissa une grande réputation après sa mort, qui, arrivée en 1054, vint clore une période d'unité à laquelle la Ruthénie, morcelée depuis par des partages continuels, ne devait plus revenir.

(1) Yaroslav le Grand avait quatre filles : Marie Dobrogniéva, Anne, Élisabeth et Anastasie. La première fut mariée à Casimir Ier, roi de Pologne; la seconde épousa Henri Ier, roi de France; la troisième donna la main à Harold, roi de Norvége; la quatrième, que le chroniqueur hongrois Praï appelle Agmounda, devint l'épouse d'André Ier, roi de Hongrie. Son fils, Vsévolod, épousa Irène, fille de Constantin Monomaque, empereur de Constantinople, et leur fille, Praxède, fut mariée à Henri IV, empereur d'Allemagne.

SECONDE PÉRIODE.

1054 — 1224.

LA RUTHÉNIE EN PARTAGES.

Influence de Byzance, activité nationale affaiblie par des éléments discordants.

---

27. — Mélange des éléments byzantins avec les éléments slaves.

Après l'introduction de la religion chrétienne, de grands changements opérés par les rapports avec l'empire grec et son Église eurent lieu dans la Ruthénie. Sur le modèle de l'église de Sainte-Sophie, à Byzance, on bâtissait des églises de Sainte-Sophie dans les villes principales; sur le modèle des palais de Byzance on construisait des palais et des portes d'or. L'esprit tzarien s'était emparé des kniaz. Ils avaient chassé leurs compagnons varègues et s'entouraient de courtisans et de valets de cour. Les grands kniaz aspiraient à la dignité tzarienne; mais leur pouvoir s'étant affaibli, il était difficile de le rendre arbitraire et illimité, en s'appuyant seulement sur les doctrines du basilicon ou de l'ancienne loi; mais les interprètes de la parole de Dieu et des Vérités ruthènes, trouvèrent le moyen de le relever, en rendant aux kniaz les honneurs qui leur étaient rendus par le peuple. Les vladiques ou évêques prirent place aux comices avec le possadnik et les anciens, ils s'assirent avec les boyards dans le conseil du kniaz. C'était sous leur garde que les Vérités ruthènes étaient déposées dans les églises, c'étaient eux qui les ouvraient et les interprétaient, comme les lévites dans l'ancienne loi. Les basiliques ou lois des empereurs grecs, les canons de l'Église, et surtout le nomacanon, leur fournirent

de nouvelles lumières. Les kniaz eux-mêmes se soumirent à la nouvelle loi : ils ne vivaient plus dans la polygamie, procédaient plus rarement aux secondes noces, n'épousaient pas de parentes. Les jugements de Dieu cédèrent devant les lumières de la législation romaine, la loi du talion fut écartée, et, comme la morale religieuse se révoltait contre la peine de mort, elle disparut des sentences des tribunaux ; mais, à l'exemple des empereurs de Byzance, les kniaz ruthènes faisaient mourir des hommes sans jugement, leur crevaient les yeux et leur infligeaient des peines corporelles. Le serment, devenu général, augmenta le nombre des parjures. Le peuple, autrefois bruyant dans les comices, se tut et se laissa diriger par les idées du vieil Orient ; la simplicité slave, altérée par la violence varègue, se trouva mêlée à la haute civilisation et à la dépravation décrépite des Grecs. Des éléments disparates, se trouvant d'une manière étrange réunis sur le même sol, se combattaient souvent ; aussi la Ruthénie présentait-elle alors un singulier spectacle de division et d'anarchie. Comme l'influence grecque venait du midi, l'élément slave succomba plus facilement dans la partie méridionale, à Kiiov et dans les pays d'alentour ; il se maintint plus longtemps et se manifesta dans la suite plus énergiquement dans le nord, à Novogrod et dans les villes voisines.

28. — Aventures d'Izaslav.

Yaroslav le Grand, en suivant l'exemple de ses prédécesseurs, distribua encore de son vivant des villes et des provinces à ses fils, de sorte qu'à sa mort la Ruthénie se trouva divisée en plus de duchés qu'elle ne l'avait été au commencement de son règne ; car, hormis Polotsk, il n'y eut aucun autre duché qui n'eût reconnu son autorité. Quoiqu'il n'y eût qu'un seul grand kniaz à Kiiov, plusieurs prétendaient régner aussi, et leur administration était loin de satisfaire toujours aux besoins du peuple. Vseslav, duc de Polotsk, troubla le premier la tranquillité publique, mais il fut soumis par le grand kniaz Izaslav et ses frères.

Quoique ce dernier eût juré sur une croix qu'il ne lui serait fait aucun mal, cependant, lorsque Vseslav arriva chez lui à Kiiov, il le fit saisir et jeter en prison (1067). Dans le même moment les Polovtzi surprennent la capitale; le grand kniaz prend la fuite. Le peuple court aux armes pour repousser l'ennemi; le voïvode essaye de le retenir, le peuple se soulève, le tue, fait sortir Vseslav de sa prison, le place sur le trône et chasse les Polovtzi. Izaslav, privé tout à coup de la couronne, reparaît, quelques mois après, sous les murs de Kiiov, conduit par Boleslav le Hardi, roi de Pologne (1069). Les Kiioviens, voyant que Vseslav ne songeait nullement à faire cause commune avec eux, cherchent à se réconcilier avec Izaslav, qui promet de leur pardonner. Lorsqu'on lui ouvrit les portes, il envoya en avant son fils Mstislav qui, n'étant lié par aucune promesse, assouvit sa vengeance sur soixante et dix Kiioviens : quelques-uns eurent la tête coupée, on creva les yeux aux autres. C'est ainsi qu'Izaslav rentra dans sa capitale ; mais bientôt son frère, Sviatoslav, kniaz de Tchernigov, s'étant déclaré contre lui, Izaslav, ne pouvant se fier aux Kiioviens, s'enfuit de nouveau en 1073, et alla mener une vie errante dans les pays étrangers. Ce fut en vain qu'il répandit en Pologne, en Allemagne, à Rome, les trésors qu'il avait emportés, ce fut en vain qu'il implora les secours du roi Boleslav, de l'empereur Henri IV, du pape Grégoire VII. Enfin, Boleslav, ayant appris la mort de Sviatoslav, le reconduisit à Kiiov en 1077, où bientôt après Izaslav mourut (1078) avant que son protecteur fût forcé de descendre du trône. Boleslav le Hardi lui donnait son appui, parce qu'il espérait assurer par là à la Pologne la possession de la Khrobatie Rouge. Yaroslav le Grand, après l'avoir reprise, l'avait donnée avec sa ville principale, Pérémisle, à son petit-fils Rostislav. Après la mort de ce dernier, en 1065, Boleslav le Hardi occupa de nouveau ce pays, recouvra Pérémisle et beaucoup d'autres villes, et cette expédition, pendant laquelle il retint près de lui, plusieurs années durant, les guerriers polonais, contribua à sa chute. Après qu'il fut forcé de quitter la Pologne, les fils de Rostislav, Volodar de Pérémisle, et Vassilko

de Trembovla, qui s'étaient distingués dans les guerres avec les Polonais, rentrèrent dans la possession de leurs apanages.

29. — Sviatopelk ou Stopelk. — Assemblée générale des États.

Ces premiers ébranlements furent les signes précurseurs de troubles plus grands encore. Depuis la mort de Yaroslav le Grand, en 1054, la Ruthénie était entrée dans la période des partages. C'était un pays très vaste, ayant cent cinquante lieues de longueur et autant de largeur, et présentant une unité politique, en ce sens qu'il y avait là une seule nation slavo-ruthène, ne parlant que le ruthène, mais composée de peuples nombreux habitant un grand nombre de villes, professant tous la même religion, celle du rit grec, n'ayant qu'une seule hiérarchie, une seule famille régnante, celle de Rurik, et un seul grand kniaz dans la capitale de Kiiov; malheureusement, cette famille, s'étant fort étendue, produisit un trop grand nombre de kniaz. Entre les villes et les campagnes régnait une union fraternelle, pendant que la discorde divisait les kniaz issus de la même famille. Du temps de Sviatopelk ou Stopelk, il se manifesta une tendance à former une union plus intime entre les différentes parties de l'empire au moyen des comices ou assemblées générales. Oleg, fils de Sviatoslav, duc de Tchernigov, fomentait des troubles, exerçait des brigandages, et trouvant appui et protection chez quelques-uns des princes, envahissait les apanages des autres. Pour remédier à ces désordres, ainsi que pour étouffer les étincelles de guerre civile qui couvaient sous la cendre, le grand kniaz Stopelk convoqua, en 1096, à Kiiov, une assemblée générale des États, composés des kniaz, des vladiks ou évêques, des abbés, des boyards, et soumit toutes ces questions si graves à leur délibération et à leur décision. Appelé par cette assemblée à venir rendre compte de sa conduite, Oleg n'obéit point à la sommation, et se contenta de dire qu'il était au-dessous de sa dignité d'être jugé par des moines et une vile populace. Poursuivi et serré de près, il comparut devant une autre assemblée générale, tenue à Lubetch, en 1097,

et là les ducs, ayant réglé leurs différends, jurèrent sur un crucifix de maintenir la paix et de s'opposer à tout ce qui pourrait la troubler. Mais à peine se furent-ils séparés, qu'une violente dispute s'éleva entre Vassilko, duc de Trembovla, et David Igorevitch, de Volhynie, qui, non content de jeter sur son adversaire les plus affreux soupçons et les plus noires calomnies, persuada au grand kniaz Stopelk, son cousin germain, de l'attirer à Kiiov. Stopelk l'y attira en effet, et, sourd aux représentations du clergé et des boyards, il le livra entre les mains de David. La nuit suivante, les bourreaux des deux associés en scélératesse transportèrent le brave et infortuné Vassilko hors de la ville, dans une maison déserte, où ils lui crevèrent les yeux, et le conduisirent à Vladimir en Volhynie. Mais comme il était d'une force prodigieuse, cette horrible opération ne fut accomplie que lorsqu'après l'avoir renversé par terre, on eut mis une planche sur sa poitrine et que quatre hommes se furent assis dessus. Les différents ducs prirent les armes pour venger cette cruauté. Stopelk, épouvanté, essaya de se justifier, en alléguant qu'il avait été entraîné malgré lui, demanda pardon, et s'unit à eux pour punir le crime dont, disait-il, David seul était coupable. Quoique ce dernier se fût humilié et eût mis en liberté Vassilko privé de la vue, la guerre n'en continua pas moins, et les deux frères, Volodar et Vassilko, firent bientôt cause commune avec David, contre le grand kniaz Stopelk. Dans le courant de cette guerre, les parties belligérantes se réunirent en assemblée générale sous une tente dressée au milieu d'un champ, et, comme David ne répondait rien aux reproches qu'on lui adressait, les ducs montèrent à cheval et délibérèrent avec les boyards sur son sort. David, dépouillé de la Volhynie par leur sentence, fut relégué à Dorogobuge, au delà de Smolensk, et là il obtint une petite principauté. On délibéra ensuite sur les affaires des autres ducs, et on les arrangea. Cela se passait en 1100, dans la dernière assemblée générale de la Ruthénie. Depuis cette époque il n'y eut plus de lien politique qui réunît les parties disloquées de ce pays. Dès lors il fut plus facile d'exciter les ducs à se faire la guerre, que de maintenir la paix entre eux

et d'arranger les affaires de l'État au moyen d'une délibération prise en commun.

30. — Droits des kniaz ou ducs.

Au milieu de tant d'éléments contraires, la succession des ducs devint incertaine et ne reposa sur aucune base uniforme. Les grands-ducs auraient dû être héréditaires, comme ils l'avaient été dès le commencement, tandis que c'était de par la volonté de ces derniers, plutôt que par droit d'hérédité que les autres princes possédaient leurs principautés. Cependant le duché de Polotsk, apanage des princes issus d'Izaslav, frère d'Yaroslav, était déjà devenu héréditaire, et bientôt après ceux de Tchernigov et de Halitch, ensuite ceux de Smolensk et de Souzdal, avec beaucoup d'autres, le devinrent aussi. Quelquefois les droits du peuple, quelquefois ceux du grand-duc, qui prétendait nommer les ducs, venaient interrompre l'ordre de la succession héréditaire ; d'un autre côté, le mineur ne pouvant gouverner, le frère succédait au frère, de sorte qu'à mesure que les familles ducales se multipliaient, il était de plus en plus incertain si c'était le fils, le frère ou le plus ancien de la famille qui devait succéder au duc décédé, ce qui occasionna partout une grande confusion. Il y avait cependant quelques principes d'après lesquels se réglait la succession. Et d'abord, pour le trône du grand-duc, c'était le droit héréditaire qui se transmettait de père en fils dans une même famille; quant aux autres duchés, c'était le grand-duc qui nommait selon son bon plaisir, ou qui confirmait celui que la famille régnante avait choisi, sans aucun égard à la proximité du sang ; dans quelques villes, enfin, le peuple décidait par l'élection la question de succession qui, dans quelques autres, était tranchée par les armes. Ceux qui cherchaient à s'emparer du pouvoir par la force demandaient des secours aux voisins, ce qui amena l'intervention étrangère dans les affaires de la Ruthénie. Les ducs russiens mariaient leurs filles aux ducs de Pologne, de Hongrie, épousaient eux-mêmes les filles des Polonais, des Hongrois, des

Polovtzi, qui avaient pris la place des Petchenègues, et s'adressaient à eux, en cas de besoin, pour parvenir au trône ou pour y remonter, quand ils en étaient chassés; ils s'adressaient même aux Bérendéens, peuple habitant dans les steppes. Quelquefois les ducs de Pologne demandaient des secours aux ducs ruthènes et les faisaient intervenir dans leurs querelles domestiques, comme il arriva en 1145 et 1196 (1); plus souvent ils se mêlaient eux-mêmes de leurs affaires, ce qui amena, avec le temps, une transformation complète de la Ruthénie. Les contestations entre les descendants de Rurik et les troubles de la Ruthénie, qui, pour la plupart, n'avaient d'autres causes que celles indiquées plus haut, brisaient partout l'ordre de succession héréditaire, jusqu'à ce qu'un nouveau mode vînt le remplacer. La succession héréditaire des ducs de Polotsk, deux fois interrompue (1069-1073, et 1129-1131), fit enfin place, en 1223, à la souveraineté du peuple. Dans le grand-duché de Kiiov, trois frères, fils d'Yaroslav le Grand, avaient succédé l'un à l'autre d'après le droit d'aînesse. Peu après, à la mort de Stopelk, en 1113, la branche aînée d'Yaroslav le Grand, issue d'Izaslav Ier, ayant négligé ses droits au trône, la seconde branche, qui possédait Tchernigov et descendait de Sviatoslav, réclama les siens; mais comme elle n'occupa pas tout de suite Kiiov, elle

(1) La première intervention des Ruthènes dans les querelles domestiques des descendants de Piast eut lieu sous le règne de Vladislav II, qui, né d'une princesse ruthène et poussé par sa femme Agnès, nièce de l'empereur Conrad II, dans le but de rétablir l'unité de la monarchie polonaise, partagée en 1139 par son père, Boleslav Bouche de travers, appela les Ruthènes contre ses frères. Vsévolod II, grand-duc de Kiiov, donna l'ordre à son fils Sviatoslav, à son neveu Izaslav Davidovitch, à Vladimir de Halitch, de marcher à son secours. Renforcé par les troupes qu'on lui avait amenées, Vladislav assiégea ses frères dans Poznan; mais, battu par eux, il fut chassé de la Pologne, et les Ruthènes s'en retournèrent dans leur pays.

La seconde querelle dynastique entre Leszek le Blanc, fils mineur de Casimir le Juste, et son oncle Mieczyslav le Vieux, fut décidée en 1196, dans une grande bataille sur les bords de la Mozgava, à sept lieues de Cracovie, avec l'intervention de Roman, duc de Vladimir en Volhynie, qui, en combattant à la tête des Ruthènes pour la cause de Leszek, fut blessé et perdit une grande partie de son armée.

ne régna que par intervalles, et tour à tour avec la troisième branche, issue de Vsévolod. Cette dernière devint légitime; car les Kiioviens, un grand nombre de villes et la plupart des descendants de Rurik, lui reconnurent le droit a la couronne. Mais dans cette troisième branche, de graves discordes s'élevèrent aussi parmi les descendants de Vladimir Monomaque.

31. — Le droit de succession reconnu à la branche cadette.

Il déplaisait aux Slaves d'avoir un mineur à la tête du gouvernement; aussi voit-on qu'en Pologne, après la mort de Boleslav Bouche de travers, en Ruthénie, après celle d'Yaroslav le Grand, des frères cadets succédèrent à leurs aînés. Dans les successions ordinaires, le frère le plus jeune avait, chez eux, le droit de choisir la meilleure part de l'héritage paternel. En Pologne, de même que dans la Ruthénie, la branche cadette obtint, par une coïncidence remarquable, la préférence dans la succession au trône, et, comme dans ces révolutions importantes les deux nations témoignaient pour elle une grande prédilection, on peut penser que les égards particuliers qu'on avait pour les plus jeunes dans les transactions du droit commun, avaient disposé les Polonais et les Ruthènes à changer l'ordre établi partout ailleurs. Casimir, au moment de la mort de son père, étant en bas âge, ne pouvait pas régner, et cependant la nation savait d'avance qu'un jour il parviendrait au trône. Le peuple ruthène destinait aussi, par ses vœux, à Vladimir Monomaque, le plus jeune fils de Vsévolod, la meilleure part de l'héritage de son père. Il y avait, il est vrai, dans les deux pays, des circonstances qui favorisaient ces changements. L'esprit byzantin s'était répandu dans toute la Ruthénie : le fils d'Irène, petit-fils de Constantin Monomaque, empereur de Byzance, avait plus d'importance dans l'opinion des vladiks, des popes, des boyards et du peuple que tout autre kniaz né d'une femme ordinaire, voire même d'une princesse. A l'époque de la mort de Stopelk, il y eut quelques troubles à Kiiov, occasionnés par les usures exorbitantes que les juifs, arrivés en grand nombre de

l'Occident, se faisaient payer; ce qui exaspéra tellement le peuple, qu'il se porta à des voies de fait contre eux et en massacra quelques-uns. Le carnage se renouvela avec d'autant plus d'acharnement, que l'incertitude sur la succession au trône vint augmenter l'agitation des esprits. Dans des circonstances si difficiles, aucun des kniaz n'osa mettre en avant ses prétentions à la couronne. Les boyards en délibérèrent et l'offrirent à Vladimir Monomaque, qui hésita et refusa. Le peuple, animé en même temps contre les juifs et les partisans des branches aînées, manifestait par des signes non équivoques son attachement pour Monomaque. Il accepta enfin, en 1114, le pouvoir suprême, et se concilia d'autant plus l'affection du peuple, que, dès le commencement de son règne, il expulsa les juifs de toute la Ruthénie, et mit quelque frein à l'avidité insatiable des usuriers en fixant le taux légal de l'intérêt à 50 pour 100. Il marcha sur les traces de son grand-père, Yaroslav le Grand, devint comme lui législateur, et, en respectant, en confirmant les droits et les libertés des villes, il se fit comme lui chérir du peuple, sur la force et la volonté duquel son pouvoir était fondé. Son règne, devenu un modèle pour les successeurs de la troisième branche, assura pour quelque temps le repos et la prospérité de la Ruthénie.

32. — Population, colonies.

Si la prospérité d'un peuple se mesure à l'accroissement de sa population, certes la Ruthénie pouvait être comptée alors au nombre des pays les plus heureux. Sa population se multiplia presque dans la même proportion que la famille des descendants de Rurik. Du temps des fils de Monomaque, on a vu se réunir jusqu'à soixante et dix kniaz, arrière-petit-fils d'Yaroslav le Grand. Le nombre de villes et de villages s'accrut dans toute la Ruthénie; il y en eut beaucoup que les ducs bâtirent, et qu'ils partagèrent ensuite entre eux ou se les arrachèrent les uns aux autres. Les anciennes villes devaient être très peuplées, puisque l'épidémie qui a sévi à Smolensk en 1130 et

en 1138 y enleva chaque fois 40 000 habitants, et quoique ceux qui avaient survécu à ce fléau se fussent dispersés, cependant cette ville compta bientôt parmi les cités les plus populeuses. Les steppes du midi, infestées par les incursions des Polovtzi, n'attiraient pas, malgré le climat plus doux et le sol plus fertile, tant de monde que les contrées du nord. De vastes pays, situés vers le haut Volga, ayant été conquis sur les Tchoukhonces, les Ougres, et plus tard sur les Bulgares, étendirent les limites de la Ruthénie, et reçurent des populations russiennes, qui vinrent augmenter celles que les conquérants avaient soumises à leur domination. Les environs de Rostov, de Mourom, séparés de la Ruthénie du Dniéper par des forêts, virent s'élever, au nord de l'Oka et sur les deux rives du Volga, des villes slaves appelées colonies russiennes au delà des bois, et portant des noms connus dans d'autres parties de la Slavonie. Ces colonies étaient Souzdal, Yuriev-des-Champs, Péréiaslav-Zaleski sur le lac Klechtchine, Vladimir sur la Klazma, Yaroslav-Zaleski, Galitch du nord ; Kostroma, qui retint son nom ougrien ; Moscou, fondée en 1147 et appelée du nom de la rivière sur laquelle elle fut bâtie (1). De la même manière, les Slaves ruthènes, en s'avançant encore plus au nord, pénétrèrent et s'établirent parmi la race tchoukhonne. Yuriev de la Livonie (Dorpat) et Tête-d'Ours (Odempé) les rapprochèrent de la mer Baltique; d'autres forts et d'autres entrepôts de commerce leur ouvrirent la route vers la mer Blanche et la mer Glaciale, dans le voisinage des Lapons et des Samoyèdes (2). Comme il ne manquait pas de bois dans tous ces pays, il n'était

(1) M. Duchinski, dans son ouvrage : *Zasady Dziejów Polski i Moskwy*, dans lequel il se livre à de profondes recherches sur l'histoire primitive de la Pologne et de la Moscovie, fait dériver le nom Moscou du mot *maski*, *moski*, qui, dans la langue des peuples de la race ouralienne, veut dire *campement d'une horde*. La rivière sur laquelle cette capitale est bâtie s'appelait d'abord Smorodinia, et l'on changea ensuite son nom, qui veut dire *rivière puante*, en celui de la capitale.

(2) Quel était ce pays au delà des bois, où Georges Dolgorouki conduisit des colons slaves? Par quels peuples était-il habité? quelle langue ces peuples

pas difficile de construire des villes et des villages. On se servait de troncs d'arbres grossièrement taillés pour bâtir des maisons qu'on couvrait de chaume ou de bardeaux. C'est ainsi qu'étaient

parlaient-ils? Écoutons ce que répond à ces questions Nestor, annaliste ruthène du XIIe siècle.

« Vers le lac Blanc (Biélo-Ozéro) se trouvaient les Vesses, et proche la mer de Rostov, les Méraniens. Les Mériens occupaient les bords du lac Klechtchine. Les Mouromiens, qui avaient leur langue particulière, restaient près du fleuve Oka, à l'endroit où il se jette dans le Volga. Les Tchérémisses avaient aussi leur langue comme aussi les Mordviens; quant à la nôtre, elle était seulement en usage en Ruthénie, chez les Polaniens, les Drevliens, les Novogrodiens, les Polotaniens, les Drégovitches et les Sévériens, qui se tenaient à l'angle du fleuve Dniéper, derrière les Volhyniens. »

Karamsin, historiographe russe, confirme ce témoignage du moine de Kiiov, et dit que « ces peuples se changèrent en Slaves, en adoptant leur langue et leurs usages. » (*Histoire de Russie*, à la fin du quatrième chapitre, édition de 1818.)

Les habitants de ce pays, auxquels il faut ajouter les Tchoudes et les Finnois de l'Est, les Ougres et les Bulgares, tous de la race de l'Oural, étaient à cette époque pour la plupart païens. Il y en avait aussi qui professaient la religion de Mahomet, d'autres celle de Moïse, restes des dix tribus d'Israël que Salmanassar, roi d'Assyrie, avait dispersées dans l'Asie centrale au VIIIe siècle avant la naissance de Jésus-Christ. Il n'y avait parmi eux que très peu de chrétiens au XIIIe siècle, puisque dans toute cette vaste contrée il n'existait qu'un seul évêché à Rostov, tandis que dans la Ruthénie il y en avait treize à la même époque. D'où provient une si grande différence sous le rapport de la religion entre les peuples gouvernés par les princes de la même dynastie? C'est M. Soloviev, professeur d'histoire à l'université de Moscou, qui se charge de répondre à cette question. Après avoir établi que les Slaves habitaient à Novogrod, entre le Dniéper et le Dniester, les Tchoudes et les Finnois à Souzdal, sous le gouvernement des princes de la maison de Rurik, il ajoute : « C'est parce que l'élément finnois opposait une plus forte et plus longue résistance à l'introduction du christianisme que l'élément slave. » (*Cours d'histoire et d'antiquités russes*, 1846-1847.)

Un autre savant russe se demande à quelle époque les bords du Volga et de l'Oka furent peuplés de colonies slaves, et répond que c'est du temps de Georges Dolgorouki et de son fils André Bogolubski. « L'activité du prince Georges Dolgorouki, dit ce savant, russifia le vaste pays finnois ou tchoude depuis les bords de l'Oka et du Volga, et au delà de ces fleuves, jusqu'à la mer Blanche. » Plus loin, le même auteur dit, que depuis cette époque, ce pays devint néo-slave, et il appelle André Bogolubski de Souzdal le second transformateur des Finnois en Slaves. (*Journal des institutions militaires*, 1847.)

M. Schnitzler, membre de l'Académie de Pétersbourg, prouve d'une ma-

construites dans les villages les églises et les maisons des seigneurs ; mais dans les villes elles étaient de brique, ainsi que les habitations des ducs, des évêques, les édifices publics, les

nière évidente dans son ouvrage : *La Russie, la Pologne et la Finlande* (Paris, 1835), que les habitants de la partie septentrionale du gouvernement actuel de Novogrod, ainsi que ceux du gouvernement de Moscou et de Vladimir, les Vesses et les Mériens, ne parlaient pas encore slave au commencement du XIIe siècle. Dans son autre ouvrage : *Histoire de Russie* (Paris, 1855(, il ajoute que du temps d'André Bogolubski, les habitants de Moscou étaient des Finnois, et que les Mongols ne trouvèrent à Souzdal, au XIIIe siècle, la langue slave en usage que parmi les princes russiens et leurs compagnons. A cette époque, les habitants de Permie, non-seulement ne parlaient pas slave, mais étaient encore païens, selon le témoignage de Torfœus, cité par Karamsin : « Les Mongols, dit-il, en traversant la Bulgarie d'Orient, arrivèrent jusqu'à la Permie, dont une partie des habitants, poussés par la terreur, se réfugièrent en Norvége ; le roi Hacon les convertit au christianisme, etc. » (*Histoire de Russie*, t. IV, chap. II.)

C'est au milieu de ces peuples que Georges Dolgorouki fonda, en 1147, la ville de Moscou ; et nous croyons faire plaisir au lecteur en rappelant les circonstances qui accompagnèrent la fondation de cette capitale. Ce prince, allant voir son fils André, qui régnait à Souzdal et à Vladimir sur la Klazma, s'arrêta dans un village sur les bords de la Moscova, et, charmé de la beauté du site, il voulut y établir sa demeure. Le seigneur de ces terres, Koutchko de Souzdal, ayant manifesté peu d'empressement à céder sa propriété au noble voyageur, celui-ci le fit saisir et noyer dans un étang. Il fit ensuite entourer de palissades un monticule sur lequel fut bâti depuis le Kremlin, et jeta les fondements d'une ville qu'il appela Moscou, dans laquelle Ivan Ier Kalita établit définitivement, en 1328, la capitale de l'empire. (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. II, chap. XII.) Telle est l'origine de cette capitale, tel est le point de départ de l'empire moscovite et de son histoire. Cette histoire ne commence point à Kiiov, que le fils du fondateur de Moscou, André Bogolubski, livra au pillage et ruina en 1169, ni à Novogrod, qui, selon le témoignage de Karamsin (*Histoire de Russie*, t. III, chap. I), institua une fête observée dans toute la Ruthénie, le 27 novembre, en mémoire du jour où cette ville fut délivrée, en 1170, du sort qui avait frappé la malheureuse capitale de la Ruthénie, sort qui ne fut qu'ajourné ; car ce qu'André n'a pu faire en 1170, Ivan III Vassilévitch le fit en 1471, comme on le verra plus loin. La véritable époque de la fondation de l'empire moscovite ne peut donc être que l'année 1147, dans laquelle sa capitale, Moscou, fut fondée par Georges Dolgorouki sur le corps de l'infortuné Koutchko. De cette époque date en effet l'origine de cette Moscovie étrangère aux Slaves, et par conséquent à l'Europe.

Les Moscovites eux-mêmes regardent avec raison cette ville comme le berceau de leur empire, et cette époque comme le commencement de son his-

monastères et les remparts dont on commença à entourer les villes. Les architectes, venus pour la plupart de la Grèce, bâtissaient dans le style byzantin.

33. — Les Ruthènes commencent à écrire. — Leurs ouvrages entachés de supercherie.

Dès les premiers pas que firent les Ruthènes dans la civilisation, des idées étrangères commencèrent, par des voies différentes, à pénétrer dans leur pays ; et comme il arrive ordi-

toire. Le savant professeur, M. Pogodin, offrit au grand-duc Alexandre, empereur actuel, lors de sa première visite à Moscou, un ouvrage historique où il démontre, sans laisser aucune possibilité de réplique, que la ville de Moscou, « cette petite goutte devenue océan », est le seul et véritable noyau de l'empire moderne de la Russie. Il rejette franchement toutes autres déductions historiques, et voit tout fondé sur les conquêtes de la Moscovie.

Comment donc a pu venir à la pensée du gouvernement russe de vouloir, à ce qu'on dit, élever en 1862 un monument à Novogrod, pour éterniser le souvenir du prétendu établissement de l'empire en 862, par Rurik le Suédois? Comment peut-il se tromper de près de trois cents ans de date? Les mânes irrités des Novogrodiens, livrés au bourreau par Ivan III Vassilévitch et son digne petit-fils, Ivan le Terrible, ne protesteront-ils pas contre cet anachronisme? Qui ne se rappellera, à l'occasion de cette fête, la noble réponse que ces martyrs de la liberté avaient donnée aux Pskoviens, qui voulaient se porter médiateurs entre ce même Ivan et les Novogrodiens?

« Nous ne voulons point fléchir le genou devant Ivan, leur répondirent les chefs de la république, et nous ne vous demandons point votre médiation ; mais, si vous avez de l'honneur, si vous êtes nos amis, prenez les armes avec nous pour anéantir le pouvoir despotique de Moscou. » (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. VI, chap. I.)

Et c'est parmi les descendants de ces braves républicains qu'on veut ériger un monument à la gloire d'un empire despotique, sur ce théâtre des supplices barbares, dans ces lieux où, selon l'expression de Karamsin (t. IX, chap. III), les pierres semblent s'élever contre Ivan le Terrible, ce tyran épouvantable, ce destructeur des hommes. Qu'on érige ce monument qui, au lieu de perpétuer le souvenir de la fondation de l'empire, ne servira qu'à constater le plus insigne mensonge qu'on ait jamais inventé pour tromper l'opinion du monde. Il y aura dans ce monument autant de vérité historique qu'il y en eut dans la généalogie du même tzar, qui, dans sa lettre à Étienne Batory, roi de Pologne, se disait le quatorzième descendant en ligne directe d'un nommé Prussus, frère d'Octave César! C'est en s'appuyant sur cette descendance qu'il réclamait la Livonie, le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie.

nairement, elles trouvaient un accès facile auprès des classes plus aisées de la société. Celles qui venaient de l'Occident avaient plus de peine à y prendre racine, car la scission, de plus en plus profonde entre les rites grec et latin, s'opposait à ce qu'elles fussent reçues dans la Ruthénie, qui suivait la doctrine de Constantinople. Mais tout ce qui était grec, lumières, mœurs, institutions, fut adopté par l'entremise du clergé, dont le patriarche de Constantinople était le chef. Les Slaves du Danube, qui avaient reçu le baptême avant les Ruthènes, imitaient dans leurs ouvrages les écrivains du Bas-Empire. C'est dans leurs écrits et dans ceux des Grecs que le clergé ruthène puisait ses connaissances; il remplissait ses bibliothèques de manuscrits grecs et bulgares, il en tirait les ouvrages des Pères de l'Église, les vies des saints, les lois canoniques et les rituels; c'est aussi de là qu'est venue la langue de l'Église. Les moines du mont Athos et d'autres monastères bulgares copiaient des manuscrits pour le clergé ruthène, qui, en copiant aussi, écrivait les annales, rédigeait les actes publics. Les fonctionnaires lettrés étaient ses élèves, et si les kniaz, les boyards, possédaient quelques connaissances, c'est au clergé qu'ils les devaient. Le peuple des villes et des campagnes, attaché à sa nationalité, à ses mœurs, à ses habitudes, à ses préjugés et superstitions, offrait le contraste de cette simplicité peu prévoyante qui, tout en se méfiant des nouveautés, se laisse séduire par elles, qui, éblouie par des apparences, court après tout ce qui plaît à l'imagination. Il est rare de voir les impostures de toute sorte avoir ailleurs autant de succès que dans la Ruthénie, dans les siècles dont il s'agit. Des images miraculeuses, des phénomènes surnaturels, des relations mensongères trouvaient croyance dans la foule. Les communications lentes et difficiles en facilitaient la propagation. Des vagabonds, revêtus d'habits de moine ou de pope, en imposaient au clergé ruthène lui-même; apportant de faux titres de Constantinople ou de Jérusalem, ils parvenaient à se faire donner des évêchés. Des fraudes pieuses, inventions des doctes moines, rapportaient des avantages incalculables au clergé. Mais ce qui était encore pis, c'est que ce même

clergé se mit à ajouter aux annales, aux codes de lois, ce qui lui semblait propre à assurer sa domination sur toutes les classes de la société. La prétendue loi de Vladimir le Grand, semblable au nomocanon grec, qui établissait le pouvoir du clergé, fut forgée d'abord et reconnue bientôt pour authentique.

34. — Pouvoir du clergé.

La loi dite de Vladimir établit une dîme pour le clergé ruthène sur tous les revenus des ducs et des particuliers, provenant des fonds de terre, des maisons, du commerce, des droits des cours de justice; et c'est pour cela que la présence d'un ecclésiastique était nécessaire dans les tribunaux séculiers, pour prendre acte de ce qui passait de là dans le fisc du duc, et pour en prélever la dixième partie. D'après cette même loi, le clergé devait avoir une juridiction particulière, dans laquelle ni le duc, ni les juges, ni les boyards n'avaient rien à voir. Les évêques, les abbés et les abbesses, les popes et leurs femmes, les moines et les nonnes, les sonneurs de cloches et toutes les personnes employées dans les églises, les pauvres, les veuves, les orphelins, les malades et les médecins, ressortissaient aux tribunaux ecclésiastiques, auxquels étaient portées aussi toutes les affaires concernant les mariages et les divorces, les disputes entre les époux, le viol et l'adultère, la polygamie, la bâtardise, l'avortement, les offenses envers les parents et les supérieurs; enfin toutes les transgressions des lois ecclésiastiques, telles que le délit de faire maigre le samedi, l'hérésie, l'apostasie, le judaïsme, les prières adressées aux éléments à la manière des païens, l'impiété, la profanation, la divination, les sortiléges et les sacriléges. A ces tribunaux appartenaient aussi les poids et les mesures. Les peines qu'on y prononçait étaient corporelles ou pécuniaires. Rien de plus facile que de lever une excommunication; mais le moyen de rendre la vue, le nez, les lèvres, les bras ou les jambes, que les cours ecclésiastiques enlevaient à leurs justiciables? Les juges, cherchant leurs autorités dans la

loi de Moïse et dans les coutumes grecques, savaient dans quels cas on pouvait lapider, noyer, ou écraser entre deux planches, et ils frappaient sans distinction de rangs, de sorte que ni les boyards, ni les ducs n'étaient tout à fait à l'abri de leurs cruelles sentences. On croirait que, le peuple étant disposé à supporter un pareil pouvoir, le clergé ruthène acquit une grande prépondérance politique, d'autant plus que les ducs lui confiaient plus d'une fois la décision de leurs différends, et que le haut clergé prit place dans les comices. Cependant il est certain que, quoiqu'il se soit élevé plus haut sous le régime des libertés ruthènes que sous le despotisme grec, il ne parvint jamais à la hauteur du clergé latin, et n'ambitionna même pas de se rendre indépendant du pouvoir temporel, de s'élever au-dessus des autorités civiles de l'État et de les diriger à son gré. Le clergé ruthène se contenta, dans sa vie politique, d'une position subalterne, et, dans ses démêlés avec le pouvoir temporel, il se trouvait quelquefois exposé à des violences auxquelles les évêques même ne pouvaient pas toujours se dérober. Le peuple et les ducs recevaient avec respect ou indifférence ceux qui avaient été nommés à Constantinople, mais on n'avait aucun égard à ces nominations, toutes les fois qu'il plaisait au duc d'élever un de ses favoris a quelque dignité ecclésiastique ou que le peuple s'avisa de choisir son pasteur. En vertu de leurs décrets, des évêques étaient non-seulement emprisonnés ou relégués dans quelque monastère, mais de nouveaux étaient installés à leur place.

35. — Différentes classes de la société. — Accroissement de l'esclavage.

Le nombre croissant des villes, les riches ornements des églises, une foule de ducs entourés de brillants cortéges, de nouvelles voies ouvertes au commerce, les lettres cultivées dans les monastères, tout cela annonçait l'état florissant de la Ruthénie et ses progrès dans la civilisation. Mais comme les richesses n'étaient pas également réparties, que les lumières n'arrivaient qu'à une petite partie de la société, il est évident que cette so-

ciété faisait fausse route dans la carrière du progrès. Quelques classes s'élevaient au-dessus des autres, l'aristocratie se consolidait de plus en plus, ce qui amena l'abaissement graduel des classes moins riches. La famille ducale, prodigieusement multipliée, fournissait des hommes privilégiés pour diriger les autorités locales ; ce sont eux qui, de concert avec les boyards, les grands et les petits propriétaires fonciers, les possesseurs des maisons dans les villes, occupaient le premier rang, composaient la classe la plus élevée de la société. La tête de l'un d'eux fut estimée le double de ce que valait celle des autres hommes le plus chèrement évalués. Pour avoir tué l'un d'eux, il fallait payer 80 grivnas (1) ; le meurtre d'un des nombreux serviteurs des kniaz se rachetait par 40 grivnas, tandis que la tête d'un artisan laborieux montait à peine à 12. La loi ne demandait que la moitié de cette somme, quelquefois moins, pour la tête d'un homme dépendant d'un maître à titre d'engagement volontaire, ainsi que pour celle des hommes non libres. Le *smerde* et le paysan, quoique libres, s'approchèrent beaucoup, par la position qu'on leur fit, des hommes non libres. Le premier, cultivateur des terres de la communauté, autrefois placé presque au même niveau avec les boyards, formait déjà une classe plus malheureuse, qui allait bientôt disparaître dans la foule des paysans. Il était déjà devenu le sujet du kniaz, comme les paysans, autrement dits *tchern*, parce qu'ils portaient des habits noirs, l'étaient des boyards et du clergé. Parmi ces derniers, ceux qui étaient attachés à la glèbe n'étaient pas libres ; à peine y eut-il quelque différence entre eux et les *tchéladins*, ou hommes employés au service personnel de leurs seigneurs. L'homme dit *luzny*, qui louait son travail à un maître, était à la vérité libre, mais placé si près de l'esclavage, que, pour peu qu'il manquât à ses engagements, la loi le changeait en esclave. La classe d'esclaves, distingués en *robs*, *tchéladins* et *polonianins* (prisonniers de guerre), pour le meurtre desquels différentes amendes étaient fixées, augmentait tous les jours en

(1) Un grivna représentait la valeur d'une demi-livre d'argent.

nombre. La loi, ne prenant sous sa protection que leur vie, les regardait du reste comme *choses*, n'assurait ni leur propriété, ni leurs gains. Les moyens de tomber en esclavage se multiplièrent, et le trafic des esclaves devint une des principales branches du commerce. Un homme libre se mariait-il avec une esclave, il devenait esclave lui-même ; entrait-il au service sans avoir réservé sa liberté, il le devenait aussi ; était-il hors d'état de payer ses dettes, il subissait le même sort ; était-il menacé, en temps de disette, de mourir de faim, ou de quelque autre danger, il se vendait et se livrait comme esclave avec toute sa famille, pour éviter un plus grand malheur ; un prisonnier de guerre non racheté devenait un objet de commerce, et transmettait son nouvel état à ses enfants nés dans l'esclavage. La civilisation byzantine n'était pas de nature à propager les idées de liberté ; celle des classes plus élevées de la société ruthène finit par abaisser les propriétaires fonciers et les possesseurs des maisons dans les villes et réduisit le peuple à l'esclavage. Cet état des choses s'était déjà fait sentir d'une manière pénible du temps des petits-fils de Yaroslav le Grand ; les événements postérieurs, accompagnés des grands ébranlements dans les villes, les démêlés de plus en plus fréquents entre les ducs, et la lutte des factions, contribuèrent à augmenter le nombre des esclaves. Dans les guerres civiles, les hommes du peuple faits prisonniers sur le champ de bataille étaient vendus ou emmenés en esclavage dans des pays lointains.

36. — Esprit républicain.

Depuis l'invasion et l'établissement des Varègues, il existait des sujets de collision entre les kniaz et le peuple, que l'accroissement de la population, le progrès de la société, la multiplication des descendants de Rurik, leurs prétentions à établir l'aristocratie, les partis et les intérêts des différentes localités, vinrent augmenter dans la suite du temps. La Ruthénie, ayant un grand-duc à sa tête, et dans sa personne quelque lien poli-

tique, était toutefois composée de plusieurs républiques, connues sous le nom de duchés, qui, de leurs capitales, dirigeaient la politique de tout le pays. Dans ces capitales et autres villes de moindre importance, où les anciennes institutions populaires s'étaient conservées, on n'avait aucun égard à la différence de conditions. Aussitôt que la cloche se faisait entendre pour avertir d'un danger, ou pour convoquer les vietzé ou les comices, le vladik et le clergé, le possadnik et les autres fonctionnaires, les boyards et le peuple, tout le monde accourait pour délibérer sur les affaires publiques. Dans ces assemblées on choisissait les magistrats, on se faisait rendre compte de l'administration, on décidait toutes les affaires de la ville et du pays entier. Le kniaz n'était qu'un magistrat supérieur, revêtu du pouvoir judiciaire et chargé de défendre le pays ; il touchait pour cela des appointements, ou bien on récompensait ses services par des rentes ou des terres. Plus d'une fois il se présentait personnellement devant le peuple assemblé, lui exposait les besoins de la ville ou du pays, se justifiait, comme le fit Yaroslav le Grand à Novogrod, en 1016, et attendait sa décision (1). Toutes les fois que les intérêts des villes se trouvaient en opposition avec ceux des kniaz, ou que ceux-ci cherchaient à usurper le pouvoir, les méfiances et les soupçons augmentaient, les villes et leurs assemblées devenaient tumultueuses ; intervenant alors dans leurs querelles de famille, elles éloi-

(1) Yaroslav fit périr les principaux Novogrodiens qui, irrités des violences que les Varègues commettaient dans leur ville, en avaient fait tuer un grand nombre dans une émeute populaire. La nuit même de ces exécutions, il reçut la nouvelle de sa sœur Predslava, qui lui annonçait la mort de son père, et que Sviatopelk avait fait massacrer ses frères Boris, Gleb et Sviatoslav. « A cette nouvelle, dit Nestor, Yaroslav manda au point du jour, près de lui, les Novogrodiens survivants, et s'exprima ainsi devant eux : — O vous ! chers amis, qu'hier j'ai fait mourir, hélas ! que ne puis-je vous ressusciter ! vous pourriez si bien en ce jour me rendre service ! Lors, essuyant ses pleurs, il dit à l'assemblée : — Apprenez que mon père est mort et que Sviatopelk règne à Kiiov, après s'être rendu l'assassin, le meurtrier de ses frères ! — Prince, répondirent les Novogrodiens, encore que tu aies méchamment répandu le sang de nos amis, nous te promettons de combattre pour toi ! » (*Chronique de Nestor.*)

gnaient très souvent les uns et appelaient les autres à leur place. Pour peu qu'un kniaz n'eût pas observé les lois, n'eût pas bien rempli ses devoirs, eût mal fait son service, les villes s'insurgeaient, et si tout se faisait dans les règles, on l'enfermait dans la maison de l'évêque, on lui faisait son procès, on le renvoyait et l'on en mettait un autre à sa place. De pareils événements se renouvelaient aussi bien à Smolensk, à Polotsk, que dans la nouvelle colonie de Vladimir sur la Klazma, et à Novogrod la Grande, où l'esprit primitif slave s'était conservé dans toute sa pureté et dans toute sa force, et où cette vivacité républicaine se manifestait avec plus d'énergie que partout ailleurs; Kiiov même, où les idées dynastiques entravaient la liberté du peuple, n'était pas libre de ces troubles. Dans ces soulèvements, la vie des kniaz était très rarement exposée à quelque danger sérieux, et il n'y a presque pas d'exemple de la mort violente d'un kniaz régnant. Il y en avait quatre-vingts à Novogrod, qui se succédèrent les uns aux autres; ils furent, pour la plupart, déposés et renvoyés, mais aucun d'eux ne périt, à moins qu'il ne succombât dans une lutte ouverte, ou ne fût assassiné par quelqu'un de ses cousins; il s'en trouve à peine qui soient tombés victimes de la colère du peuple (1).

37. — Viatcheslav. — Izaslav II. — Mort d'Igor II.

Les droits de la branche aînée, issue de Sviatoslav, qui avaient été écartés et semblaient depuis longtemps abandonnés, furent ressuscités en 1135 par les fils d'Oleg, et mis en avant avec

(1) Les Novogrodiens se contentaient, pour la plupart, de renvoyer les princes qui n'avaient pas rempli leur devoir, sans leur faire d'autre mal.

« A la fin de cette année (1095), dit Nestor, les Novogrodiens, mécontents de David Sviatoslavitch, avaient envoyé des députés jusqu'à Rostov, pour y chercher Mstislav Vladimirovitch. Ayant donc amené ce dernier à Novogrod, ils dirent à David : — Nous ne voulons pas de toi ! Et David fut obligé de s'éloigner. » Les chroniques de Novogrod sont remplies de pareils congés donnés aux princes; ce qui explique comment cette république, qui n'a existé que pendant six cents ans, pouvait avoir eu jusqu'à quatre-vingts chefs.

quelque violence, trente-trois ans après que la branche cadette dans la personne de Monomaque eut été placée sur le trône par la volonté du peuple. Les Novogrodiens, trop facilement trompés, embrassèrent la cause des Olegovitch qui, d'un autre côté, appelèrent les Polovtzi à leur secours. Le grand kniaz d'alors, Yaropelk II, fils de Monomaque, envoya à Novogrod le métropolitain pour excommunier les habitants qui le jetèrent en prison et prirent les armes. Dans les premiers moments, les Olegovitch n'avaient pu parvenir à ce qu'ils s'étaient proposé, mais lorsque bientôt Yaropelk mourut, et que Viatcheslav, fils puîné de Monomaque, fut à son tour appelé au trône grand-ducal, il fit en 1138 un accord avec les Olegovitch, par lequel il céda à l'aîné des deux frères, Vsévolod II, son pouvoir souverain, à condition que celui-ci rendrait la couronne au plus âgé des petits-fils de Monomaque. Ce pacte de famille, signé par le faible Viatcheslav, mécontenta tout le monde et augmenta la haine publique contre eux. Les Novogrodiens, déchirés par des factions, depuis qu'ils avaient été entraînés dans le parti des Olegovitch, leur donnaient aussi des preuves non équivoques de leur mécontentement, lorsque changeant à tout moment les ducs qu'ils leur envoyaient et en appelant d'autres, ils déclarèrent à Vsévolod II qu'ils ne recevraient pour leur kniaz ni lui, ni son père, ni son fils, ni aucun de sa famille, seulement un des descendants de Monomaque. Après quelques années, les Olegovitch, infidèles à leurs engagements, ne purent se maintenir même à Kiiov. Igor II, frère de Vsévolod II, n'ayant pas voulu renoncer à quelques impôts qu'il avait promis de supprimer, vit la sixième semaine de son règne Izaslav II, petit-fils de Monomaque, appelé à prendre sa place, entrer dans la capitale au milieu d'une joie universelle (1146). Abandonné de tout le monde, il essaya de s'échapper; arrêté et mis en prison, il fut ensuite rasé et enfermé dans un monastère de Kiiov (1147). Pendant que cela se passe, Georges Dolgorouki, duc de Souzdal, l'oncle paternel du grand-duc régnant, et un des plus jeunes fils de Monomaque, fait cause commune avec les Olegovitch, et ils appellent les Polovtzi à leur secours. A cette nouvelle, les

Kiioviens, exaspérés au dernier point contre les Olegovitch, demandent à grands cris la mort d'Igor. En vain le métropolitain harangue le peuple rassemblé ; en vain les personnes envoyées par Izaslav II, et les kniaz descendants de Monomaque, accourus sur les lieux, cherchent à le calmer ; ni la sainteté de l'église, d'où l'on avait arraché l'infortuné Igor, ni les prières des kniaz qui, au péril de leur vie, intercédaient pour lui, ni l'appel à la protection de la grande-duchesse, auprès de laquelle il voulait se réfugier, rien ne put le sauver. Dans le trajet de l'église au palais de cette princesse, arraché des mains de ses défenseurs, il fut massacré. Son corps, dépouillé et traîné dans les rues par les pieds, après avoir essuyé toutes sortes d'outrages, fut laissé sur la place du marché. Le lendemain, le peuple, réuni pour la cérémonie de l'enterrement, pria pour l'âme du défunt, sans pouvoir étouffer dans son cœur la haine contre les Olegovitch vivants. Pendant ce temps, la guerre civile continuait, et depuis cet événement on se battit avec encore plus d'acharnement. Izaslav II fut obligé d'abandonner la capitale; son oncle Georges l'occupa (1145-1150), et s'attira la haine des Kiioviens, non moins grande que celle qu'ils respiraient contre les Olegovitch. Quoique Izaslav II ait cédé à la fortune qui s'était déclarée contre lui, cependant il ne perdit pas le courage. Il recevait quelques secours de la Pologne, beaucoup plus de la Hongrie, et comptait sur l'appui des autres kniaz, ses cousins, dont quelques-uns tenaient pour lui, sur celui des villes, et principalement sur la capitale, qui le reçut avec une joie difficile à décrire, lorsqu'il y entra avec son oncle paternel Viatcheslav. Cependant la guerre civile ne cessa point, et Izaslav essuya de nouveaux revers. Georges de Souzdal, les Olegovitch et le duc de Halitch, secourus par les Polovtzi, les Serbes et les Bulgares, avaient juré sa ruine et celle des Kiioviens. La fortune balançait, la capitale changeait souvent de maître, en passant des mains des vaincus à celles des vainqueurs. Le vieux Viatcheslav, qui préférait une vie tranquille et retirée à toutes les douceurs de la domination, s'étant démis en 1138 d'un pouvoir réel, n'exerça depuis qu'une autorité nominale. Cependant les

yeux du peuple et des prétendants à la couronne engagés dans une guerre cruelle se tournaient quelquefois sur lui; le vainqueur, maître de la capitale, avait besoin d'être légitimé par lui. Pendant seize ans (1138-1154) il avait vu six kniaz monter sur le trône et en descendre, les portes de la capitale s'ouvrir dix fois devant les vainqueurs; rarement il se déclara pour celui qui était cher au peuple, peu lui importait si c'était un Olegovitch, un Monomakovitch ou un des ducs de Souzdal qui l'emporterait; il transmettait à chacun d'eux ses droits et confirmait chacun. Sa mort, arrivée en 1154, hâta le moment de la dernière ruine de Kiiov.

38. — Rapines, dévastations. — Georges Dolgorouki.

Quels que fussent les démêlés que les kniaz avaient eus avec les villes, dans les temps antérieurs à cette époque, on n'a jamais vu les vainqueurs sévir contre les vaincus ou les dépouiller de leurs biens. Les derniers troubles avaient été signalés par ces sortes d'excès, et ceux qui les suivirent le furent par des violences plus grandes encore. Les contributions de guerre, les spoliations, le pillage, les incendies, les meurtres étaient à l'ordre du jour. Au milieu de la dévastation générale, le commerce fut anéanti. Beaucoup de kniaz pensèrent qu'il fallait restreindre la liberté du peuple, réprimer sa licence, diminuer ses forces; le peuple, provoqué par ses ennemis, exerçait à son tour des représailles. Le kniaz de Souzdal arrêta les marchands de Novogrod, livra au pillage Torjek, abandonné par ses habitants; celui de Halitch, en se retirant avec son armée, pilla les villes de ses ennemis et de ses alliés; celui de Kiiov fit massacrer les prisonniers de guerre; les Novogrodiens, après avoir remporté une victoire, vendirent les leurs à vil prix. Des villes autrefois florissantes ne présentaient plus que des monceaux de ruines, leurs populations étaient dispersées, leurs libertés foulées aux pieds du vainqueur. Mais ce furent surtout les kniaz de Souzdal, Georges Dolgorouki et son fils André Bogolubski,

qui se distinguèrent plus que les autres par leurs cruautés et par ces moyens de terreur. Ayant adopté, les premiers, une politique d'extermination, ils commencèrent à couper en deux la Ruthénie, à former à côté d'elle un autre État. Établis dans les pays au delà des bois, à Souzdal et à Vladimir sur la Klazma, ils réunirent et mêlèrent ensemble les peuples de différentes races, les Ougres, les Slaves, les Bulgares du Volga, et, se retirant vers l'est, ils rompirent les liens qui les attachaient à l'ouest. Leur église orthodoxe établie sur le Volga défendit les mariages mixtes avec les catholiques. Ayant pris le titre de grands-ducs pour leur dynastie, ils jetèrent les fondements d'un État à part, et, se souciant peu de Kiiov, ils n'avaient d'autre objet en vue que de subjuguer la Ruthénie, prêts à raser les villes pour exécuter leurs grands desseins. Le peuple pressentait ce danger à Novogrod aussi bien qu'à Kiiov. Les habitants de cette dernière ville avaient conçu une haine violente contre les Souzdaliens; cependant ils ne purent empêcher Georges Dolgorouki de s'établir chez eux; car, comme après la mort de Viatcheslav, ni Izaslav, petit-fils d'Oleg, ni Rostislav, petit fils de Monomaque, n'avaient pas grande envie de gouverner le grand-duché, Dolgorouki s'en empara, choisit Kiiov pour sa résidence, et y termina sa vie (1157) souillée de tous les crimes. A sa mort, éclata la colère des Kiioviens. Ils se jetèrent sur son palais et le pillèrent, ensuite ils firent main basse sur ses favoris et sur tous les Souzdaliens qu'il avait amenés pour les opprimer, et ils aimèrent mieux être gouvernés par Izaslav III, petit-fils d'Oleg, que par un des ducs de Souzdal (1). Bientôt après, ils eurent la satisfaction de voir Rostislav, petit-fils de Monomaque, régner sur eux, car André Bogolubski, se

(1) « Le peuple de Kiiov haïssait tellement Dolgorouki, qu'à la nouvelle de sa mort, il se porta aussitôt vers le palais et la maison de campagne de ce prince, située au delà du Dniéper, et surnommée le *Paradis*: il la pilla, ainsi que les biens des boyards de Souzdal, dont un grand nombre fut massacré. Les citoyens ne voulurent point que le corps de Georges reposât à côté de celui de Monomaque; ils l'enterrèrent hors de la ville, etc. » (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. II, chap. XIV.)

souciant peu de Kiiov, avait remis à un autre temps sa vengeance.

39. — Kiiov livrée au pillage par André Bogolubski.

Quelle ville slave pouvait alors se comparer à Kiiov? Cette superbe cité comptait depuis longtemps quatre cents églises; sa grandeur, ses richesses, étaient attestées par les écrivains de l'Occident, qui disaient que la Pologne n'était connue qu'autant qu'elle se trouvait sur la route qui conduisait à Kiiov. Bâtie sur une hauteur, elle descendait par une pente douce jusqu'au bord du Dniéper, et s'étendait au loin le long de ce fleuve. C'est dans ce faubourg, dit Podol, ou ville basse, qu'étaient établis les riches magasins des marchandises qu'on faisait venir par terre et par eau. Ce qu'il y avait de plus remarquable se trouvait dans la haute ville, où, sans compter les monastères et une multitude d'églises, on voyait celle de Saint-Michel l'Archange, de Saint-Basile, de la Naissance de la sainte Vierge, et, plus magnifique que toutes les autres, l'église métropolitaine de Sainte-Sophie qui renfermait le mausolée de marbre de Yaroslav le Grand. Tout ce que l'art grec a pu imaginer de plus beau servit à orner ces édifices. Dans la plus haute partie de la ville s'élevait, en forme d'une forteresse, Petchersk avec ses catacombes taillées dans le rocher de sable, où étaient déposés des centaines de corps très bien conservés. Le pieux pèlerin visitait avec un respect religieux ces antiques monuments, et jamais une main sacrilége n'osa toucher à leurs riches trésors. Cette magnifique cité, placée au cœur de la Ruthénie, comptant cent cinquante mille habitants, chef-lieu de tant de villes et de duchés, respectée par tous les kniaz qui s'en étaient emparés, devint enfin la proie de l'avidité et de la haine profonde de Bogolubski. Ce fils indigne de la Ruthénie, après avoir conquis en 1169, non sans une grande effusion de sang, la sainte cité, la livra pendant trois jours au pillage et à la licence de ses bandes indisciplinées; puis il y laissa ses fils pour rétablir

et maintenir l'ordre (1). Cela porta un coup terrible à cette capitale, la fit descendre du rang qu'elle occupait parmi les autres villes, et finit par rompre les liens qui l'attachaient au reste de la Ruthénie. La race des Souzdaliens, qui avait juré sa ruine, vint à bout de ses desseins ; les autres kniaz et leurs villes commencèrent à la renier, et la dignité de grand-duc, qui en était in-

(1) André de Souzdal fit marcher contre Kiiov une nombreuse armée de Rostoviens, de Vladimiriens, de Souzdaliens, sous les ordres de son fils Rostislav et de douze autres princes de sa famille. « A leur approche, dit le continuateur de Nestor, le prince de Kiiov (Mstislav Izaslavitch) se retrancha dans la ville, et la défendit vaillamment. Mais, après trois jours de siége, elle fut prise d'assaut et tomba au pouvoir des ennemis... Pendant trois jours la ville de Kiiov fut livrée au pillage, les églises et les cloîtres furent dévastés ; tout fut enlevé, jusqu'aux images, aux livres, aux habits de prêtres et aux ornements d'église. »

« La chute de Kiiov, dit Karamsin, semblait présager la perte de la liberté novogrodienne : c'était la même armée, c'était le même prince qui la commandait ; mais les Kiioviens, accoutumés à changer de maîtres, à sacrifier les vaincus aux vainqueurs, combattaient uniquement pour l'honneur de leurs princes, tandis que les Novogrodiens allaient verser leur sang pour la défense de leurs droits et des institutions établies par leurs ancêtres. Mstislav (fils d'André Bogolubski) mit à feu et à sang tous les villages de la province de Novogrod, jeta dans les fers les malheureux habitants des campagnes, de tout âge et de tout sexe. Le bruit de tant de forfaits, les gémissements, le désespoir de tant d'innocentes victimes, allumèrent le courroux des Novogrodiens ; ils firent naître dans tous les cœurs une haine profonde et la soif de la vengeance. Pour stimuler leur courage, les Novogrodiens se rappelaient les uns aux autres le sort cruel de Kiiov dévastée par l'armée alliée, la spoliation des églises, le pillage des choses saintes et des antiquités sacrées. A ces tristes souvenirs, ils jurèrent tous de mourir pour la liberté, pour le temple de Sainte-Sophie, et de se battre jusqu'à la dernière goutte de leur sang. L'archevêque Jean, accompagné de tout le clergé, prit l'image de la sainte Vierge et la porta sur les fortifications extérieures. Aux cris des combattants se mêlait le chant des hymnes saintes ; le peuple priait en versant des larmes, et s'écriait : *Seigneur, ayez pitié de nous!* Les Novogrodiens remportèrent la plus brillante victoire ; et comme ils attribuaient leurs succès à l'intercession miraculeuse de Marie, ils instituèrent, pour témoignage de leur reconnaissance, une fête qui dut être solennellement célébrée tous les ans, en son honneur, le 27 de novembre. Les vainqueurs passèrent au fil de l'épée une immense quantité de soldats, et firent tant de prisonniers, que, selon la chronique de Novogrod, on donnait dix Souzdaliens pour une grivna. » (*Histoire de Russie*, t. III, chap. I.)

séparable, perdit dès lors toute son importance (1). Indépendamment de ce désastre, elle avait été abaissée par cela même que les descendants d'Oleg y avaient régné plus longtemps que ceux de Monomaque. Les Polovtzi, leurs alliés, suivirent l'exemple donné par Bogolubski. En 1202, ils prirent Kiiov d'assaut, massacrèrent les habitants sans distinction d'âge, de sexe et de rang, et emmenèrent le reste en esclavage. Depuis cette époque, Kiiov ne put jamais plus se relever.

(1) A partir de cette époque, il y eut une rupture complète entre la Ruthénie et la Moscovie, une animosité invincible, une haine implacable entre les deux peuples, qui se seraient sans doute traduites par d'autres actes d'agression et de destruction de la part des Moscovites, si la Moscovie n'eût été bientôt subjuguée par les Tatares. Mais aussitôt qu'elle se fut délivrée de leur domination, et qu'à son tour elle eut soumis les khanats affaiblis de Kazan et d'Astrakhan, elle se retourna contre la Ruthénie, dont la plus grande partie s'était déjà réunie à la Pologne, une autre moins considérable, telle que Novogrod la Grande, s'était mise sous sa protection. De là viennent toutes les guerres entre la Pologne et la Moscovie, qui, commencées par la bataille d'Orsza et la prise de Smolensk par les Moscovites en 1514, ne furent que suspendues par le carnage de Praga en 1794, et la prise de Varsovie en 1831.

De la même manière, à l'extrémité opposée de l'Europe, les Normands, ayant conquis l'Angleterre, tournèrent leurs armes contre la France, et donnèrent occasion à une longue suite de guerres qui, commencées à Crécy, ne furent terminées qu'à Waterloo : et plaise à Dieu qu'elles ne puissent jamais se renouveler !

Il y a, en effet, une ressemblance frappante, quant aux causes et à leurs résultats, entre ces deux longues et sanglantes épopées de l'histoire moderne. Il y a aussi des différences. Les Normands de France, après avoir conquis l'Angleterre, se changèrent eux-mêmes en Anglais ; les Normands de Pologne, changés en Slaves sur les bords du Dniéper, transformèrent à leur tour en Slaves tous les peuples ouraliens entre le Volga et la mer Blanche, au milieu desquels ils s'établirent avec leurs colons. Les rois d'Angleterre, dès le commencement, possédaient réellement le duché de Normandie, et c'est comme vassaux des rois de France qu'ils prirent les armes contre eux ; les tzars de Moscovie, depuis qu'ils avaient rompu tous les liens avec la Ruthénie, n'y possédaient pas un pouce de terrain, n'avaient plus rien à y voir, et ne mirent en avant, au moyen d'un titre usurpé, leurs prétentions à ce pays que longtemps après qu'il se fut réuni à la Pologne.

40. — Mstislav Mstislavitch.

Les grands-ducs de Kiiov n'avaient conservé qu'une ombre d'autorité : leur capitale, dépouillée de son ancien prestige, était tellement affaiblie, qu'il suffisait qu'un ennemi se présentât à ses portes pour lui dicter la loi ; leur duché descendu du rang qu'il avait autrefois occupé, sans qu'aucune autre ville, aucun autre duché eût assez d'importance pour les remplacer. Les descendants de Rurik, prodigieusement multipliés, avaient des apanages de différente étendue et de différente espèce : les uns, et c'était le plus grand nombre, les possédaient à titre d'hérédité, et, devenus propriétaires fonciers, ils les partageaient, comme les boyards, entre leurs enfants ; n'ayant pour la plupart dans leurs domaines, ni villes, ni bourgs, ils finirent par disparaître dans la foule de boyards. D'autres, auxquels il était échu de plus vastes pays ou des villes plus considérables, occupaient un rang plus élevé, avaient plus de force et de moyens pour diriger ou réprimer les libertés du peuple. Il y en eut beaucoup qui, rejetés de leurs États par suite de guerres civiles, ou appelés par les vœux du peuple, changeaient souvent de demeure et menaient une vie semblable, en quelque sorte, à celle des chevaliers de l'Occident de cette époque. Il se peut bien que l'esprit du siècle des croisades, ayant pénétré jusque dans ces contrées éloignées, les eût disposés à chercher les aventures, à redresser les griefs des villes opprimées ; mais il est plus probable que les besoins de leur propre pays les faisaient agir ainsi. Lorsque la politique liberticide eut établi son siége dans les forêts nouvellement éclaircies du haut Volga, ils se firent, par une généreuse inspiration, les champions de la partie la plus faible, et ils accouraient de leur propre mouvement au secours des républiques menacées de danger. Ils circulaient, avec leurs bandes ou des contingents volontaires des villes, dans toute la Ruthénie, depuis Novogrod jusqu'à Kiiov ; appuyés sur les dispositions favorables du peuple, ils avaient une grande puissance et décidaient plus d'une fois les querelles domestiques. Parmi ces défenseurs

des faibles et des opprimés, Mstislav Mstislavitch s'illustra plus que les autres. Ce n'était ni le grand-duc de Kiiov, déchu de son ancienne grandeur, ni celui qui s'arrogeait le même titre à Souzdal et à Vladimir sur la Klazma, ni le duc de Halitch, possesseur des vastes pays sur les deux bords du Dniester, qui avaient, à cette époque, le plus de pouvoir dans la Ruthénie; mais ce fut lui, Mstislav Mstislavitch, qui en était le vrai arbitre. Il n'avait pour toute fortune que quelques terres dans le voisinage de Smolensk, mais son père lui avait laissé un plus bel héritage, sa loyauté et sa vaillance, par lesquelles le fils se signala dès sa jeunesse. Au milieu d'une paix profonde dans toute la Ruthénie, un des fils du grand-duc de Souzdal gouvernait les Novogrodiens, qui supportaient son gouvernement sans se plaindre, lorsque tout à coup Mstislav surprend leur ville Torjek (1208), jette en prison les fonctionnaires du duc, et déclare qu'il venait défendre les libertés opprimées des Novogrodiens. A la nouvelle de cette déclaration, ceux-ci mettent aux arrêts leur duc, et, ayant appelé Mstislav, le renvoient chez son père qui, malgré cet affront, ne crut pas devoir donner suite à cette affaire. Après avoir mis à couvert les frontières de la république contre les incursions des Tchoukhonces, il marcha à Kiiov, où il ôta la couronne aux descendants d'Oleg (1215) et mit sur le trône l'arrière-petit-fils de Monomaque, Rostislav Mstislavitch, son cousin germain. Voulant en même temps arranger les affaires de Halitch, où les Hongrois avaient acquis une grande influence, il fit un voyage en Hongrie pour accommoder les différends à l'amiable, mais ne put y réussir. Pendant son absence la faction contraire prend le dessus à Novogrod, et appelle un kniaz des environs de la Klazma, gendre de Mstislav, qui, commençant son gouvernement par mettre à mort les partisans de son beau-père, provoqua une insurrection du peuple, trop prompt à se soulever. Cette grande cité se remplit de meurtres et de pillage; le nouveau kniaz, ne sachant ni réprimer, ni calmer le soulèvement, s'enfuit à Torjek. Pendant ce temps, la peste et la famine faisaient de grands ravages dans Novogrod, et, comme le kniaz s'obstinait à garder Torjek, on lui

envoya une députation composée du possadnik et des plus notables citoyens, pour lui signifier de retourner à Novogrod. Comptant sur le secours du grand-duc de la Klazma, il les fit charger de chaînes et jeter en prison, où cinquante Novogrodiens et douze députés de Smolensk périrent misérablement. Le retour de Mstislav consola la ville désolée. N'ayant d'abord que cinq cents hommes, il s'était mis en marche avec eux; chemin faisant, sa petite troupe grossit de tout ce que les kniaz et les villes lui envoyèrent de secours, de sorte que bientôt il se vit à la tête de dix mille hommes. Quoique son gendre et le grand-duc de la Klazma en eussent beaucoup plus, il n'hésita point à leur livrer bataille, les défit dans les environs de Péréiaslav-Zaleski, et leur dicta la paix dans les murs mêmes de Vladimir sur la Klazma. Mstislav Mstislavitch, arbitre des affaires de la Ruthénie, parvenu au faîte de la gloire, fut bientôt appelé à secourir Halitch.

41. — Roman, duc de Halitch. — Puissance des boyards.

La Ruthénie Rouge, avec sa capitale Halitch, plus rapprochée de la Pologne et de la Hongrie, avait éprouvé, plus tôt que les autres pays dont elle faisait partie, l'influence de la civilisation de l'Occident. Il s'ensuivit que les boyards ou seigneurs y avaient acquis plus d'importance et formé une aristocratie qui, quoique divisée en factions, s'accordait à défendre les libertés de son ordre. La famille de Volodar, qui y avait régné et qui ne s'était pas multipliée comme les autres familles ducales de la Ruthénie, ne se souciait guère d'entretenir des relations intimes avec les grands-ducs de Kiiov, et dès qu'elle se fut éteinte, les boyards cherchèrent encore moins à les renouveler; loin de là, ils auraient voulu se rapprocher davantage de la Pologne ou de la Hongrie, dont divers descendants de Rurik cherchaient aussi bien qu'eux l'appui et la protection. La Pologne ne les refusait pas aux partis qui lui étaient favorables. Casimir le Juste et Leszek le Blanc mettaient d'accord les ducs avec les boyards. Ils aidèrent Roman, descendant de Monomaque et chef de la seconde

dynastie, à se maintenir à Halitch; mais celui-ci, en rompant les alliances plusieurs fois renouvelées, se déclara ennemi de Leszek, perdit une bataille, et périt à Zavichost, en 1205. Sa mémoire fut odieuse aux Halitchans, car, comme ils disaient, il tuait les abeilles pour avoir leur miel, et c'est d'après ce principe qu'il se conduisait dans son gouvernement (1). Son

(1) Nous citerons un passage du chroniqueur contemporain, Kadlubek, pour faire voir que déjà à cette époque (1195) la Ruthénie Rouge était toute disposée à se réunir à la Pologne; car lorsque Leszek le Blanc s'approcha de Halitch pour rétablir Roman sur le trône, les boyards, dégoûtés de la domination des descendants de Rurik, vinrent au-devant de lui et le supplièrent de ne pas leur imposer un prince qu'ils avaient pris en aversion. Ils lui demandèrent en même temps de venir lui-même les gouverner ou de leur envoyer un de ses lieutenants, afin de leur épargner la funeste nécessité de participer aux guerres civiles des princes russiens. Mais les Polonais et leur roi Leszek aimèrent mieux rétablir Roman, tout indigne qu'il fût du trône, que de consentir à leurs vœux. Voici ce passage :

« Tum Galiciæ Primi pronis illi (Leszkoni) cervicibus occurrunt; omne obsequium, omnem clientelam, omnem sudorem ac fidelitatis subjectionem, perpetuitatem cum omni satisdatione pollicentur, ipsum Regem suæ salutis præsidium adoptant et eligunt. *Eligere*, inquiunt, *dignetur vestræ discretionis dignatio in vestri persona nobis imperare velitis, an in substituta. Nihil enim aliud quærimus, quam ut vestri gloria nominis invocetur super nos, quia non possumus ferre iram terræ, principum fastus, seditiones, invidiam...* Proceres precibus accumulant, argenti, auri talenta, munera, gemmas, vasa et vestes generis exquisitissimi, omne sericorum, omne præstantissimarum genus rerum offerunt, et propensius illaturos pollicentur, ne Rutheni jugo subesse compellantur, cujuslibet conditionis obsequium omne, tributorum perpetuitatem promittunt, dummodo hujus (Romani) declinent imperium. Sed omnium Lechitarum in Romano fixa sententia. Omnibus itaque Ruthenorum primis ac præcipuis omnino renitentibus Romanus Princeps Galiciæ per Ducem Leszkonem constituitur; quomodo vero Polonis rependere studuit, suo loco docebitur. Nam formam fidelitatis erga omnes pari coluit perfidia, in suos maxime crudelis : vix enim dum Leszko pedem cum suis dimoverat, tum Galiciensium Satrapas florentissimos incautos occupat et trucidat, quosdam vivos terræ infodit, quosdam membratim discerpit, alios excoriat, multos quasi signum ad sagittam figit, nonnullos prius exentrat, quam interimit, omne genus supplicii in suis experitur, gravior civibus hostis factus, quam hostibus... sive ut fortunas interemptorum eripiat, sive ut finitimis terrorem incutiat, sive ut potentioribus de medio sublatis securius imperaret. Unde solenne illi erat quasi proverbium : *melle securius uti apum non posse, nisi penitus oppresso non rarefacto examine.* » (*Historiæ Polonicæ*, liber IV, cap. XXIV.)

fils en bas âge, Daniel, ses frères et sa mère, trouvèrent leur premier asile en Pologne, auprès du vertueux Leszek le Blanc. Il les reçut avec bonté, et en envoyant Daniel à André, roi de Hongrie, il lui écrivit : « Vous avez été l'ami de son père ; moi, j'ai oublié que Roman fut jadis mon ennemi ; unissons-nous pour le rétablir sur son trône. » Mais cet appel resta sans succès, car André n'était pas d'abord disposé à agir en sa faveur, et ensuite quand il le voulut, il n'en avait pas les moyens. Daniel grandissait en Hongrie, pendant que différents ducs ruthènes, dont les uns étaient chassés, d'autres appuyés par les Polonais et les Hongrois, gagnaient ou perdaient différentes villes en Volhynie et dans la Ruthénie Rouge. Quoique le jeune Daniel fût retourné à Halitch, en 1211, les boyards ne cessèrent de fomenter des troubles, jusqu'à ce qu'après avoir massacré plusieurs ducs qui avaient voulu s'emparer du pouvoir, ils chassèrent de nouveau Daniel, et forcèrent les Hongrois qui l'avaient amené à fuir avec lui. Mais, au milieu de ces bouleversements, l'un d'eux, Vladislav, usurpa le titre et le pouvoir de duc.

42. — Coloman, duc de Halitch, chassé par Mstislav Mstislavitch.

Daniel et sa mère trouvèrent de nouveau un refuge auprès de Leszek le Blanc. Comme les secours polonais ne semblaient pas suffisants contre le parti pris par les boyards de ne pas le reconnaître pour leur souverain, on entama des négociations par l'intermédiaire de Pakoslav, qui aboutirent à une paix conclue en 1213, par laquelle le médiateur obtint pour lui-même la ville de Lubatchev, pour Leszek, son monarque, Pérémisle, pour Daniel le duché de Vladimir, et les boyards se déclarèrent disposés à recevoir pour leur roi Coloman, fils d'André, roi de Hongrie, qui épousa Salomée, fille de Leszek le Blanc. Ils furent couronnés à Halitch et s'engagèrent à conserver au rit grec toute sa liberté ; mais André, ne se croyant pas lié par cet engagement, chassa l'évêque ruthène de son siége épiscopal, et prit les mesures pour forcer les habitants à changer de

religion. Leszek, indigné de ce manque de foi, appela Mstislav Mstislavitch contre son gendre et sa fille : « Halitch, lui écrivit-il, l'apanage de tes ancêtres gémit sous le joug d'une oppression insupportable et demande ton bras puissant pour s'en délivrer. » Ce héros fit ses adieux aux Novogrodiens, parmi lesquels il séjournait alors et qu'il ne devait plus revoir, et accourut à Halitch, non dans le but d'acquérir une principauté pour lui-même, mais pour rétablir la paix dans la Ruthénie Rouge et replacer Daniel sur son trône. Son séjour à Halitch, prolongé pendant plusieurs années, les divers traités qu'il dut conclure pour assurer la tranquillité du pays, impatientèrent le jeune Daniel et l'engagèrent dans des intrigues avec des États voisins, lorsque enfin arriva le moment où Mstislav Mstislavitch put lui rendre la couronne, et courir exposer sa vie aux périls qui menaçaient toute la Ruthénie du côté de l'Orient.

TROISIÈME PÉRIODE.

1224 — 1386.

La Ruthénie, entamée d'un côté par les Tatars, de l'autre par les Polonais et les Lithuaniens, se dissout et va se fondre dans leurs États.

---

43. — Les Tatars mongols subjuguent la Ruthénie.

Ce que les sauterelles, cet épouvantable fléau, sont dans l'agriculture pour les fruits de la terre, les invasions des peuples barbares le sont dans l'histoire pour la civilisation et le progrès du genre humain. Aucune force ne peut résister à leur premier débordement, ils ne s'arrêtent qu'après avoir tout détruit et laissé un désert derrière eux; ce que plusieurs générations avaient, pendant des siècles, préparé, réuni et perfectionné, se trouve tout d'un coup renversé et écrasé sous leurs pas. Le centre de l'Asie avait plus d'une fois lancé ses hordes innombrables sur les pays de l'Occident. C'est aussi du centre de l'Asie que, dès le commencement du XIIIe siècle, sortirent les Tatars mongols qui, après avoir ravagé et subjugué une grande partie de ce vaste continent, envahirent l'Europe, en commençant par la Ruthénie. Le brave Mstislav Mstislavitch occupait le premier rang dans ce pays. Peut-être la trop grande confiance qu'il avait en lui-même, peut-être sa vanité, mais plus certainement le peu d'union entre les chefs et la mauvaise fortune, amenèrent une défaite complète des Ruthènes, sur les bords de la Kalka (1224). Le héros lui-même et son cousin germain Mstislav, grand-duc de Kiiov, succombèrent dans cette grande bataille (1), à laquelle ceux de la Klazma n'eurent aucune part.

(1) Mstislav Mstislavitch n'a pas péri à la bataille de la Kalka ; il mourut en 1229, à Tortchesk, revêtu de l'habit monastique.

Les Mongols s'avancèrent cette fois jusqu'à Novogrod-Sévérien, puis rebroussèrent chemin. Dans la seconde invasion (1237), Bâti marcha droit sur les colonies, au delà des bois et sur celles de la Klazma, en se frayant une route par le fer et la flamme. Il conquit successivement Rézan, Kolomna, Souzdal, Vladimir, Moscou, remplit ces villes de carnage et les brûla. Ceux qui avaient échappé au fer de ces barbares se dispersèrent, d'autres furent emmenés en esclavage. Après avoir pris Torjek, Bâti poussa jusqu'à Novogrod la Grande et se retira. Dans sa retraite, étonné de voir la défense héroïque d'une petite ville, appelé Kozelsk, il la prit et il la rasa. La troisième invasion (1239) fut dirigée contre Kiiov. Le grand-duc Michel, descendant d'Oleg, s'était enfui en Hongrie, et son successeur confia la défense de la ville à son lieutenant Démétrius. Le siége de cette capitale occupa plus longtemps les Tatars qu'ils ne s'y attendaient; car, après avoir renversé les remparts extérieurs, ils en trouvèrent d'autres nouvellement élevés dans l'intérieur de la ville. Au dernier moment, les habitants se réfugièrent dans la cathédrale, et comme il n'y avait pas assez de place pour les contenir tous, les derniers arrivés montèrent sur le toit et encombrèrent les voûtes, les corniches, qui, ne pouvant supporter une si grande multitude, s'écroulèrent et les ensevelirent sous leurs décombres. Bâti, qui, à la prise d'autres villes, s'était montré d'une cruauté sans exemple, arrêta cette fois le carnage, laissa en repos ceux qui avaient survécu à ce désastre, et se dirigea sur Vladimir en Volhynie et Halitch, pour envahir la Pologne et la Hongrie (1240). La terreur se répandit dans toute l'Europe, les habitants des terres fermes et des îles furent alarmés, au point que les harengs renchérirent sur les marchés de Londres, car la crainte des Tatars en avait empêché la pêche et l'envoi. Arrêtés par les Polonais, dans les plaines de Lignitza, ils se retirèrent de la Pologne et de la Hongrie, mais toute la Ruthénie, avec le grand-duché de Kiiov, plia sous leur joug. Chaque kniaz, régnant ou gouvernant, fut obligé de se rendre en personne à la horde d'Or et se prosterna devant elle, pour obtenir la confirmation de son autorité, ou

pour se livrer à une mort honteuse, comme cela arriva en 1246 à ce même Michel, descendant d'Oleg, qui s'était enfui de Kiiov à l'approche des Tatars. La horde d'Or commença, dès l'an 1258, à leur envoyer ses *baskaks*, chargés de recenser les populations et de décider des affaires de Ruthénie. Les kniaz euxmêmes les aidaient dans l'accomplissement de leurs fonctions, marquaient les maisons, comptaient les têtes, percevaient la capitation pour le compte de la horde. Quand vint le tour des Novogrodiens de payer cet impôt, ne pouvant supporter cette infamie, ils voulurent le remplacer par des dons volontaires. Alexandre Nevski, leur kniaz, et en même temps grand kniaz de Vladimir sur la Klazma, leur épargna cette fois la visite des baskaks; mais voulant rendre plus dociles à l'avenir les esprits si fiers des Novogrodiens, il punit légalement ceux qui avaient provoqué cette résistance séditieuse. Pour donner satisfaction à la horde d'Or, on coupa le nez aux uns, les bras ou les oreilles aux autres; quelques-uns furent punis du dernier supplice; le fils d'Alexandre, principal instigateur de cette opposition, fut privé de sa charge. Enfin la présence personnelle d'Alexandre à la porte de chaque maison portée par le baskak sur le rôle des contributions surmonta la répugnance des Novogrodiens pour cette sorte d'impôt, et les fit rentrer dans la règle générale (1). Daniel Romanovitch, qui régnait alors à Halitch et dans la Ruthénie Rouge, ne put éviter le sort commun de tous les kniaz ruthènes, et visita à son tour la horde en 1245, plus heureux que les autres, parce qu'on ne lui envoya pas de bas-

(1) Karamsin raconte de la même manière le rôle honteux dont se chargea le grand-prince Alexandre Nevski dans l'affaire de la capitation imposée aux Novogrodiens par les Tatars, et il ajoute : « Le jeune Vassili (fils d'Alexandre) partit de Novogrod pour Pskov, déclarant qu'il ne voulait pas obéir à un père qui apportait les chaînes et la honte à des hommes libres. Le grand-prince, irrité de la désobéissance de son fils, le fit arrêter à Pskov et conduire dans le pays de Souzdal. Il punit de mort, sans miséricorde, tous les boyards, perfides conseillers de Vassili ; quelques-uns eurent les yeux crevés, etc., punition sévère, mais regardée comme juste par les contemporains. » (*Histoire de Russie*, t. IV, chap. II.)

kaks, et qu'on défendit au grand-duc de Kiiov de se mêler du gouvernement de ses Etats.

44. — Croisades. — Puissance des papes.

L'intérêt de la religion était à cette époque le principal mobile des actions humaines, surtout parmi les catholiques, auxquels il prêtait beaucoup de force. Distingués par le signe de la croix, ils s'égorgeaient entre eux, cherchaient à conquérir le sépulcre du Christ, à prendre possession des pays situés en Asie, sur les bords de la Méditerranée, faisaient la guerre aux mahométans et aux païens, subjuguaient les Prussiens, les Livoniens, les Estoniens, les Finlandais et les Lapons, renversaient et démembraient le Bas-Empire. Les croisades avaient changé la face du monde. Les chrétiens, tout en combattant les ennemis de la chrétienté, cherchaient à convertir à la religion catholique, non-seulement les mahométans et les païens, mais aussi les hérétiques et les schismatiques. La cour de Rome qui, depuis que la lutte s'était engagée entre les Guelfes et les Gibelins, n'avait jamais cessé d'y prendre une part active, fit voir, pendant toute cette époque, combien elle était puissante par la foi des peuples catholiques, combien elle avait de moyens pour se faire obéir. Innocent III semblait gouverner un seul État européen, c'est-à-dire un État composé de tous les royaumes et de toutes les nations catholiques. Ses successeurs fondèrent des évêchés dans des pays conquis, depuis la Vistule jusqu'à la mer Blanche, instituèrent des évêques en Grèce et dans les îles grecques, eurent leurs patriarches à Constantinople et à Antioche; les rois de l'Arménie et de la puissante Servie durent reconnaître leur autorité. Quand les invasions des Mongols eurent alarmé l'Europe, ils ne cessèrent d'appeler les peuples à prendre la croix, de distribuer les pays qui ne les reconnaissaient pas pour papes, de menacer la horde d'Or et de traiter avec elle au nom de la chrétienté. Pendant plus d'un demi-siècle (1240-1300), le monde connu sembla partagé en deux grands États, l'un mongol, l'autre catholique; ils n'étaient sé-

parés du nord au midi que par la Lithuanie idolâtre, et par des pays schismatiques, la Ruthénie, la Bulgarie et les débris de l'empire de Constantinople. De tous les autres pays du rit grec, les uns se trouvèrent sous le joug mahométan ou mongol, les autres, qui ne voulaient pas reconnaître le pape, sous l'oppression plus insupportable des catholiques. La cour de Rome se flattait de pouvoir faire sur ceux-là d'éclatantes conquêtes. Il semblait à ceux qui étaient subjugués ou menacés par les Mongols, que les papes et les chevaliers catholiques pourraient leur donner d'efficaces secours; mais, avant de les obtenir, ils avaient une certaine condition à remplir, c'est-à-dire se faire catholiques, accéder à l'union avec l'Église latine, et reconnaître le pape pour chef dans toute la latitude de son pouvoir d'alors. Placés entre deux extrémités, ils avaient à choisir entre le joug mongol et l'union avec les catholiques. Aussi la cour de Rome ne cessait de faire des démarches actives auprès des Ruthènes, pour les engager à rentrer dans le giron de l'Église, en leur faisant espérer qu'ils seraient par là délivrés de la domination des Tatars. Dans ce dessein, Innocent IV envoya ses légats à la horde d'Or (1243-1254), aux ducs de Halitch, de Lithuanie et de la Klazma, pour les inviter à se convertir et à reconnaître les lumières de la vérité.

45. — Trois grandes divisions de la Ruthénie.

L'état dans lequel se trouvait le monde était bien différent de ce qu'il avait été, alors que Vladimir le Grand recevait le baptême avec tout son peuple, ou que Yaroslav le Grand se couvrait de gloire. Tout était changé, hors de la Ruthénie, sans son concours et même à son désavantage. Au dedans, aucun lien ne reliait plus les différentes parties dont elle se composait, il n'y avait plus d'unité; ses peuples n'y étaient pas disposés, et aucun personnage n'était à même de la représenter. Telle qu'un grand rocher frappé de la foudre, ou qu'une énorme pierre brisée sous les coups réitérés d'un lourd marteau, la Ruthénie, à cette époque, travaillée depuis longtemps par des

principes incompatibles, ébranlée par des coups portés du dehors, se désunit et ne présenta plus que des lambeaux détachés d'un même corps. Il est rare que l'influence étrangère ne devienne dangereuse pour l'indépendance des nations. Introduite de quelque manière que ce soit, elle amène à sa suite des transformations qui altèrent ou effacent leur caractère distinctif, et les font quelquefois disparaître des pages de l'histoire. La grande masse des peuples slaves subit cette influence, et la Ruthénie ne l'évita point. L'influence de Constantinople ne menaçait pas, il est vrai, son indépendance, mais elle faisait circuler dans son sein un principe délétère, qui finit par détruire ses forces vitales. Les principes d'une civilisation décrépite, empruntés à une nation étrangère déjà sur son déclin et appliqués à un peuple jeune, et dont les mœurs se ressentaient encore de leur rudesse primitive, apportèrent la corruption sous les apparences de lumières, affaiblirent la vigueur de l'élément naturel, et, sans lui ajouter de nouvelles forces, jetèrent des semences de désunion, amenèrent l'impuissance et préparèrent des transformations successives. C'est ce que produisirent, en effet, dans la Ruthénie, à cette époque, les principes du pouvoir absolu des empereurs et les doctrines de l'Église grecque, qui allaient s'éteindre dans la capitale même du Bas-Empire. Sans pouvoir lui communiquer autre chose que la faiblesse et l'impuissance, ces principes se trouvèrent en opposition avec ceux qui lui étaient propres, et ne firent qu'entraver les forces du peuple, qui ne purent se développer nulle part avec assez d'indépendance. Après une lutte de plus d'un siècle et demi entre ces éléments incompatibles, combinés ensemble contre nature, et dont aucun n'a obtenu une prépondérance décisive, ils se séparèrent et amenèrent la dissolution de l'union politique de la Ruthénie. L'élément populaire se concentra dans quelques villes du Nord; le pouvoir absolu des empereurs, qui devait enfanter l'autocratie des tzars, se retira au delà des bois, vers les confins de l'Asie; l'élément territorial, représenté par les boyards, s'établit au pied des Karpathes, dans le voisinage de la Pologne. Ainsi, la Ruthénie se divisa en trois parties; ses

divers éléments n'eurent plus de rapports qu'à travers les vastes pays qui les séparaient, et dans cet isolement ils attendirent le sort qui leur était destiné. Le pouvoir absolu, réduit à l'esclavage, se réfugia sous la protection du despotisme tatar, et après l'affaiblissement de ce dernier, l'autocratie moscovite sortit de la tutelle, forte et triomphante. La démocratie, appuyée sur un élément d'une autre nature, qui s'était développé dans l'empire lithuanien, ne trouva qu'une protection incertaine, et lorsqu'elle eut perdu sa force, elle plia en partie sous la prépondérance de son protecteur, en partie sous la violence de l'autocratie moscovite. Le boyarisme, ou élément territorial, ayant rencontré dans son voisinage les mêmes principes dans la noblesse polonaise, s'allia et se confondit avec elle. Dans cet éparpillement des forces vitales, la ville de Kiiov, placée au centre, ne pouvait plus relever la tête. Pendant plus d'un siècle et demi, des principes opposés s'en disputèrent la possession; cette lutte amena bientôt son affaiblissement : elle fut l'objet principal sur lequel l'autocrate moscovite porta sa main sacrilége; sa cathédrale ne présenta plus qu'un monceau de ruines, son métropolitain fut réduit à une vie errante; ses trésors furent pillés, ses boyards appauvris, sa population privée des bénéfices du commerce; tout son ancien prestige évanoui. Le commerce, dont les routes venaient s'y croiser, cessa par la force du temps ; ce que les caravanes y apportaient des bords du Don ou de Constantinople, pour être transporté dans le Nord, ou ce qui venait du Nord pour être envoyé à Constantinople, tout cela disparut, soit à cause de la chute des dynasties mahométanes établies dans les provinces de l'empire grec, soit que d'autres voies aient été découvertes par les croisés en Asie, ou par les commerçants italiens dans la Méditerranée, ou par les villes hanséatiques dans la Baltique et dans la mer du Nord.

46. — Halitch. — Daniel, roi de Ruthénie.

Halitch acquit plus d'importance par la décadence de Kiiov. Daniel Romanovitch, de la branche aînée de Monomaque, en

occupait le trône. Personne ne lui en contestait la possession, personne ne cherchait plus à acquérir ce duché. Si le droit dynastique pouvait avoir encore quelque valeur en Ruthénie, la dignité de grand-duc appartiendrait sans contredit à cette branche, de préférence à toutes les autres. Mais Daniel, content de posséder de fait le grand-duché de Kiiov, ne se souciait guère d'en prendre le titre, qui n'aurait fait qu'exciter la jalousie, sans rien ajouter à sa puissance. Quoique ses frères eussent leurs apanages en Volhynie, néanmoins tous les anciens duchés de Pérémisle, de Zvinogrod, de Trembovla, de Péréiaslav, de Kiiov, cessèrent d'exister et furent réunis pour former l'unique duché de Halitch, qui s'étendait sur les deux rives du Dniester, de la Pripète et du Dniéper. Le duché de Halitch ou de Ruthénie se composait encore de tous les pays compris entre les Karpathes et la rivière Samara, entre l'embouchure du Danube et celle de la Soja et de la Bérézina. L'idée de l'unité, qui affaiblit le droit dynastique en Pologne, produisit le même effet dans ce duché. L'influence de la Pologne et de la Hongrie s'y faisaient de plus en plus remarquer. Daniel, qui avait passé sa jeunesse dans ces pays, et qui s'était familiarisé avec leurs institutions, était très habile à introduire des nouveautés étrangères sans blesser les habitudes de sa nation, à se concilier ceux qui auraient voulu s'y opposer, et son admirable facilité à pardonner les offenses apaisa les boyards turbulents. Dans ses démêlés avec la Pologne, il conquit Lublin, ce qui indisposa contre lui la cour de Rome, avec laquelle il se proposait d'entrer en rapports plus intimes. Il lui était pénible de voir que, malgré l'étendue de ses États et l'éclat de sa cour, il était réduit à s'abaisser devant les Mongols. Songeant aux moyens d'affranchir et la Ruthénie et lui-même de cette honteuse dépendance, et espérant obtenir des secours des pays catholiques, il promit au pape d'établir dans ses États l'union des deux Églises. Innocent IV lui envoya son légat, qui le couronna roi de Ruthénie (1246), à Drohitchine, petite ville dans le pays de Chelm (1).

(1) C'était l'époque où le saint-siége a distribué le plus de couronnes. Il y

La tête couverte d'un kolpak russien, vêtu d'un dolman hongrois, orné de clinquants et de brillants colifichets, Daniel reçut des mains d'un évêque catholique une couronne pour laquelle il avait une juste répugnance. Car ce n'était pas une couronne qu'il sollicitait, mais un appui sincère; aussi, n'ayant pu l'obtenir de la cour de Rome, il rompit son union avec elle. La royauté ruthène s'en alla donc en fumée; mais, quoiqu'elle n'ait duré que peu de temps, elle mit Daniel en rapport avec les États voisins catholiques, la Pologne, la Hongrie, et avec les chevaliers teutoniques, rapports qui, non moins que les sympathies fraternelles qui rapprochaient ses peuples de la Pologne, le détachèrent de la Moscovie, qui restait sous le joug des Mongols.

47. — La Moscovie sous le joug des Tatars.

Un autre légat d'Innocent IV alla, vers l'année 1252, visiter Alexandre Nevski, serviteur docile et fidèle des Mongols. Le pape faisait savoir à ce prince qu'il avait appris, par un messager envoyé à la horde d'Or, que son père, Yaroslav II, avait désiré

eut sept nouveaux rois créés dans l'espace de cinquante-quatre ans : celui du Portugal en 1198; celui d'Arménie en 1198; celui de Bulgarie en 1204; celui de Bohême en 1206; Pierre, empereur latin de Constantinople, en 1217; Daniel, roi de Ruthénie, en 1246; Mendog, roi de Lithuanie, en 1252. Le pape Innocent III avait aussi envoyé un légat à Roman, père de Daniel, pour lui rappeler qu'Izaslav Ier s'était soumis avec son pays à l'autorité de Grégoire VII, et l'inviter à rentrer dans le giron de l'Église. Le légat tâcha de le convaincre de la supériorité de la doctrine catholique; mais Roman, qui, à ce qu'il paraît, était aussi bon théologien que tyran cruel, non content de lui répondre verbalement, le réfuta par écrit. Un jour, dit le continuateur de Nestor, que cet ambassadeur disait à Roman que le pape avait le pouvoir, par l'épée de saint Pierre, de le rendre riche, puissant et redouté, le prince, tirant son épée, lui dit : « L'épée de Pierre, que le pape tient, vaut-elle celle-ci? Si le glaive du pape y ressemble, alors il peut bien donner des principautés; mais tant que j'aurai celle-ci à mon côté, je n'achèterai point de villes et saurai bien agrandir la Ruthénie, ainsi que l'ont fait mes aïeux. » Il paraît que la crainte des Tatars a eu plus de pouvoir sur l'esprit de Daniel que les arguments théologiques du légat d'Innocent III n'en avaient eu sur celui de son père.

rentrer dans le giron de l'Église, et que par conséquent il l'invitait, en sa qualité de chef de la chrétienté, à quitter les sentiers de l'erreur, à se montrer soumis au vicaire du Christ, ou, ce qui revient au même, au Christ lui-même, et à reconnaître l'Église romaine pour sa mère. Alexandre, après avoir pris conseil de son clergé, chercha à prouver, dans une longue réponse, qu'il n'était point dans l'erreur (1). Il demeura donc dans son isolement, n'eut aucune communication avec l'Occident ni avec l'Europe, et continua, avec ses États, à faire partie de la puissance mongole. La condition de son clergé était meilleure que la sienne, car les ecclésiastiques n'avaient rien à craindre pour leur vie de la part de la horde, et ne payaient point de capitation. Le clergé moscovite, jouissant, parmi ses ouailles ortho-

(1) Le messager dont il est parlé ici est Plano Carpini, moine de l'ordre de Saint-François qui, parti d'Italie en 1246, après avoir traversé la Pologne, la Ruthénie et la Moscovie, arriva à la horde d'Or au moment où les Tatars élurent pour leur grand khan Gaïuk, fils d'Octaï. Il nous a laissé une description intéressante de son voyage et de son séjour dans la horde. La lettre du pape Innocent IV au prince Alexandre Nevski est datée de Lyon, du 10 février 1248 (Rainald, *Annal. eccl.*, t. XIII, p. 631). Innocent assurait à Alexandre que son père, Yaroslav, alors qu'il se trouvait en Tatarie, chez le grand khan, avait suivi le conseil d'un de ses boyards et donné parole au moine Carpini d'embrasser la religion catholique; que sans doute il aurait rempli sa promesse, s'il n'était pas mort inopinément; mais qu'il faisait déjà partie du véritable troupeau du Christ, et que le fils devait suivre le bon exemple de son père, s'il voulait obtenir le salut de l'âme et le bonheur dans ce monde; que dans le cas contraire, il commettrait une imprudence en désobéissant à Dieu et à son vicaire de Rome; que le prince et le peuple russes trouveraient la gloire et la tranquillité à l'ombre de l'Église d'Occident. Le pape terminait sa lettre en prodiguant au prince de grandes louanges pour n'avoir pas reconnu le pouvoir du khan; car Innocent ignorait encore le voyage d'Alexandre à la horde. Celui-ci répondit au pape : « Nous connaissons fort bien tout ce qui s'est passé dans le monde, depuis Adam jusqu'au déluge; depuis le déluge jusqu'à la confusion des langues, l'origine d'Abraham et le passage de la mer Rouge; depuis cette époque jusqu'à la mort du roi David; le règne de Salomon jusqu'à Auguste, et la naissance, la mort, la résurrection jusqu'à l'ascension de Jésus-Christ, et le règne de Constantin; depuis ce règne jusqu'au premier concile et au septième : nous n'avons donc pas besoin de vos instructions. Nous suivons la vraie doctrine de l'Église, et nous ne voulons ni connaître la vôtre, ni l'adopter. » (*Vie d'Alexandre*, citée par Karamsin dans les notes du IV[e] volume.)

doxes, de l'autorité et des priviléges que lui accordaient le nomocanon, nouvellement traduit dans la langue vulgaire sous le titre de *kormtchaia kniga*, et la loi attribuée à Vladimir le Grand, s'attacha au pouvoir du grand-duc et ne lui épargna pas ses bénédictions. Le siége métropolitain, se sentant aussi attiré vers ce même pouvoir qui n'existait plus à Kiiov, finit par se transporter au delà des bois. Le métropolitain Pierre fit, en 1313, avec le grand-duc Michel, un voyage à la horde, chez le tzar-khan des Tatars, qui confirma tous les droits, toutes les prérogatives et toutes les propriétés du clergé; car, disait-il, le clergé prie pour nous, nous protége et donne des forces à nos armes. Le grand-duc, son compagnon de voyage, ne fut pas si bien traité; car, par le décret du même khan, il fut puni du dernier supplice en 1319 (1). Les grands-ducs n'osaient pas

(1) Michel fut condamné à mort par le khan Usbeck, à l'instigation de son propre neveu, Georges, duc de Moscou. Traîné à la suite du khan, qui se livrait alors au plaisir de la chasse avec toute son armée et un grand nombre de princes tributaires et d'ambassadeurs etrangers, l'infortuné Michel fut exécuté au delà du Terek, près de Derbent. Le bourreau lui plongea un couteau dans le flanc et lui arracha le cœur, pendant que les princes russes et les boyards buvaient dans une tente, se demandant quel crime on avait pu lui imputer.

Le même Usbeck avait confirmé les droits et priviléges de l'Église orthodoxe et accordé exemption d'impôts au clergé russe, à la demande du métropolitain Pierre, qui a visité la horde en 1313. Il dit dans son diplôme d'immunité : « Il est défendu à qui que ce soit d'offenser en Russie l'église cathédrale, le métropolitain Pierre et ses gens, les archimandrites, abbés, prêtres, etc. Leurs villes, domaines, villages, terres, chasses, ruches, prairies, forêts, vignes, jardins, moulins, métairies, seront libres de tout impôt et tribut; car tous ces biens sont sacrés, puisqu'ils appartiennent à des hommes dont les prières nous conservent la vie et fortifient notre armée. Que le métropolitain mène une vie douce et tranquille; qu'à l'abri des alarmes et avec un cœur juste, il prie Dieu pour nous et pour nos enfants. » (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. IV, chap. VII.) Il n'est pas étonnant que l'Église orthodoxe russe, protégée si puissamment et comblée de tant de bienfaits par les khans des Tatars, ait fait preuve depuis d'une si grande soumission envers le pouvoir spirituel et temporel de leurs successeurs, les tzars de Moscovie, et qu'elle se soit prêtée avec une aveugle obéissance à toutes leurs volontés. Cette docilité servile du clergé russe ne s'est jamais démentie depuis l'archevêque Moïse qui, par dévouement pour le khan Usbeck, excommunia en 1329

encore prendre le titre de tzar, car les khans des Tatars étaient les tzars, et les grands-ducs étaient leurs sujets ; tout le pouvoir qu'ils possédaient leur avait été accordé par la horde, et s'était consolidé par le bon plaisir de son autorité souveraine. En rebâtissant les villes qui avaient été détruites, en repeuplant celles dont les populations s'étaient dispersées, ils y introduisirent une nouvelle organisation, de nouvelles institutions plus en harmonie avec leur pouvoir absolu, et c'est aussi dans cette vue qu'ils avaient fondé la capitale Moscou. Les auteurs des schismes métropolitains trouvaient protection dans cette capitale, comme cela arriva trois fois (1354-1379, 1383-1390 et 1415-1419), jusqu'à ce qu'enfin le siége métropolitain, séparé de celui de Kiiov, fut transporté à Moscou, en 1448, et définitivement établi en 1458. Dans cette capitale est le château fort, dit Kremlin, où l'on ne peut entrer qu'à pied pour se prosterner devant le grand-duc. L'absolutisme, appuyé sur la puissance tatare, y leva sa tête hideuse, dont la vue seule frappa de terreur et réduisit au néant les libertés ruthéno-slaves. Les kniaz et les boyards, transformés en courtisans, venaient adorer cette idole; les habitants des villes lui immolèrent leur code de lois, appelé *ruska prawda ;* les paysans, devenus esclaves des esclaves, se virent flétris par leurs maîtres du nom de *chrétiens*, terme de mépris dont les Tatars gratifiaient leurs sujets. Le peuple de ce nouvel empire, qui transforma la langue ruthène en un autre dialecte, voulant marquer sa séparation de la Ruthénie, dont il ne pouvait même prononcer le nom, par un autre terme, changea son appellation en celle de Russie. Le grand-duc de Moscovie, fils dégénéré de la Ruthénie, formé d'éléments hétérogènes et opposés à l'esprit slavo-ruthène, parle une langue altérée et prend tantôt le nom de Ruthène, tantôt celui de Slave, pour engloutir plus facilement les peuples d'une même race.

les Pskoviens, peu empressés à obéir à ses ordres, jusqu'aux membres du saint-synode qui, par complaisance pour Nicolas, ont publié un catéchisme dans lequel ils commandent aux fidèles d'adorer le tzar à l'égal de Dieu, et qui ne cessent de convertir au schisme les Grecs-unis de la Pologne en employant les coups de bâton comme moyens de persuasion.

C'est un empire à part, n'ayant rien de commun avec l'histoire que nous racontons, et c'est pourquoi nous ne nous en occuperons plus (1). Un jour viendra, peut-être n'est-il pas éloigné,

(1) Nous applaudissons de tout notre cœur à la pensée de l'auteur, qui lui a fait séparer l'histoire de la Moscovie de celle de la Ruthénie, non-seulement parce que les ducs de Moscou ont rompu eux-mêmes tous les liens qui les attachaient à cette dernière, et ont formé un État à part sur des principes opposés à ceux de tous les peuples slaves, État qui, à l'exception d'une même dynastie, qui n'a duré à Halitch et à Kiiov que jusqu'en 1340, n'eut rien de commun avec la Ruthénie, mais parce que cet État, fondé au milieu des peuples de la race de l'Oural, ne devint européen que vers la fin du dernier siècle, par l'envahissement et la prise de possession de la Lithuanie et de la Ruthénie polonaise. Avant cette époque, la plupart des savants de tous les pays, d'accord en cela avec l'opinion générale de l'Europe, considéraient cet empire comme purement asiatique. Sans parler de Schloezer, de Miller et de beaucoup d'autres, qui ont exprimé cette opinion et se sont attiré par là les persécutions du gouvernement russe, nous ne ferons mention que de Stritter, le savant éditeur des écrivains byzantins, parce qu'il a eu l'honneur d'être réfuté par l'impératrice Catherine II elle-même. Elle le fit dans une note autographe qu'elle adressa à la commission instituée par elle pour la publication des ouvrages élémentaires, et que le journal du ministère de l'instruction publia en 1835. Cette note contient ce qui suit : « Ce serait un scandale pour toute la Russie, si vous adoptiez les opinions de M. Stritter sur la descendance finnoise du peuple russe. Ce scandale et la répugnance qu'ont les Russes pour les Finnois sont une preuve suffisante qu'ils ne viennent pas d'une même souche. Quoique les Russes diffèrent des Slaves, quant à leur origine, ils n'ont cependant pour eux aucune répugnance. »

Non contente de réfuter, comme écrivain, les assertions de Stritter, et voulant donner à ses sujets le droit de cité parmi les peuples de l'Europe, elle publia, comme souveraine, un ukase inséré dans les *instructions pour former un nouveau code des lois dans l'empire russe*, où il est dit dans le chapitre Ier, § 6 : « La Russie est un État européen. » Aussi Mirabeau, saisi d'admiration pour ce diplôme de nationalité européenne accordé à un peuple asiatique, s'est-il écrié : « Les Russes ne sont Européens qu'en vertu d'une définition déclaratoire de leur souveraine ! » (*Doutes sur la liberté de l'Escaut*, lettre III, Londres.)

D'ailleurs, on ne perd rien à ignorer l'histoire de la Moscovie, qui ne présente d'abord que le spectacle monotone de la plus vile bassesse avec laquelle les souverains et les princes apanagés se prosternaient devant le trône des khans des Mongols, et ensuite un triste tableau de la plus abjecte servitude au dedans et des conquêtes au dehors. Qui ne serait saisi d'horreur et de dégoût en lisant les annales néfastes du règne d'Ivan IV, dit le Cruel ou le Terrible, d'un tyran si épouvantable, que, de l'aveu de Karamsin, à peine on en trouverait un semblable dans les annales de Tacite. C'est lui qui, pendant vingt-quatre ans,

où les Russes se sentiront animés de l'ancien esprit slave, renverseront l'autocratie tzarienne, et tendront une main amie aux peuples auxquels jusqu'à présent ils n'ont apporté autre chose que les chaînes et l'esclavage.

faisait pendre, décapiter, égorger, brûler, noyer, empaler, empoisonner ses fidèles sujets, grands et petits, métropolitains et généraux, boyards et marchands ; c'est lui qui faisait fusiller des femmes dépouillées de leurs vêtements, arracher des enfants du sein de leurs mères, et qui parfois poignardait des hommes qui ont rendu des services signalés à la patrie, sans qu'une seule voix osât murmurer contre ces sanglantes exécutions, sans qu'un seul bras osât frapper ce monstre à face humaine. Au contraire, quand, feignant d'abandonner les rênes de l'État, le Néron de la Moscovie se fut retiré à Alexandrovsky, où il se fit moine, et changea toute sa cour en un monastère, le peuple, les boyards, avec le clergé en tête, se portèrent à cet antre du brigand pour le supplier de reprendre son sceptre de fer. « Le tzar nous a abandonnés ! s'écriaient-ils, nous sommes perdus ! Comment les brebis pourraient-elles rester sans pasteur ? » Le clergé, les boyards, les grands officiers, les magistrats prièrent le métropolitain de tout employer pour fléchir le tzar. « Qu'il punisse, disait-on d'une voix unanime, qu'il punisse les séditieux et les conspirateurs ! n'a-t-il pas sur nous droit de vie et de mort ? Il est notre souverain légitime, celui que Dieu nous a donné, nous n'en reconnaissons pas d'autre. Nous lui porterons nos têtes ; nous nous prosternerons devant lui, la face contre terre ; nous le toucherons par nos larmes. » (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. IX, chap. II.)

Le tzar, touché par leurs larmes, reprit en effet les rênes du gouvernement, et continua à massacrer son peuple fidèle jusqu'à la fin de ses jours. Et le peuple le supporta avec une patience à toute épreuve et conserva l'amour de l'autocratie, persuadé, dit Karamsin, que Dieu lui-même envoyait parmi les hommes la peste, les tremblements de terre et les tyrans. Il conserva cet amour de l'autocratie à tel point que, comme nous allons voir, il acclama les plus atroces cruautés de ce tyran sanguinaire.

Après avoir exterminé jusqu'à soixante mille Novogrodiens, parce qu'un scélérat avait dénoncé que leur métropolitain et les principaux citoyens avaient formé le projet de se soumettre au roi de Pologne, ce bourreau retourna à Moscou pour exécuter leurs prétendus complices. Le 25 juillet 1570, on vit dresser dix-huit potences, étaler des instruments de torture, allumer un énorme bûcher. A ces épouvantables apprêts, les Moscovites furent persuadés que leur dernier jour était arrivé, et que le tzar allait exterminer à la fois la capitale et ses habitants. Alors, élevant la voix, il leur dit : « Peuple de Moscou, vous allez voir des tortures et des supplices ; mais je punis des traîtres. Répondez-moi ! mon jugement vous paraît-il juste ? » A ces mots, de bruyantes acclamations partent de tous côtés : « Vive le tzar, notre seigneur et maître ! Périssent ses ennemis ! » Après cette approbation du peuple on se mit à l'œuvre, et, dans l'espace de quatre heures,

48. — Novogrod la Grande et les villes d'alentour.

Alors qu'au delà des bois, les villes détruites par la guerre se rebâtissaient et se repeuplaient, que celles de la Ruthénie de Halitch se relevaient, et que Kiiov gisait au milieu de ses ruines,

on égorgea, pendit ou hacha en morceaux environ deux cents hommes. Le tzar lui-même, à cheval, d'un air tranquille, perça un vieillard de sa lance.

Les contemporains rapportent qu'Ivan força le jeune Théodor Basmanov à tuer son père! Il avait aussi fait assassiner, à cette époque ou précédemment, le prince Prazovorsky par son frère Nicétas.

Les femmes des gentilshommes égorgés, au nombre de quatre-vingts, furent noyées dans la rivière.

Le voïvode Golokvastov, attendant la mort, avait quitté la capitale et pris la tonsure dans un monastère situé sur les rives de l'Oka. A la nouvelle que le tzar avait expédié ses satellites pour s'emparer de lui, il alla à leur rencontre et leur dit : « Je suis celui que vous cherchez. » Ivan le fit sauter en l'air sur un baril de poudre à canon, et dit en plaisantant : « Les cénobites sont des anges qui doivent s'envoler au ciel. »

Le dignitaire Miassoïédov avait une épouse charmante : elle fut saisie, violée et pendue aux yeux de son mari, auquel on trancha la tête.

Ayant fait coudre l'archevêque Léonidas dans une peau d'ours, on lâcha contre lui des chiens qui le mirent en pièces.

Le prince Vorotinsky, qui avait sauvé Moscou d'une invasion des Tatars, pendant que le lâche tyran prit la fuite, fut brûlé vif, et Ivan lui-même se servait de son bâton ensanglanté pour approcher des tisons enflammés du corps de ce martyr. (Karamsin, t. IX, chap. III)

Et à chaque nouvelle atrocité de ce tyran baigné dans le sang, le peuple, dont l'amour de l'autocratie ne s'est pas démenti un instant, ne cessait de crier : « Vive le tzar! » Qui pourrait dire, en lisant cette immense liste de meurtres, en voyant un peuple applaudir à ces exécutions épouvantables, que ce peuple, descendu si bas dans l'échelle de la dégradation, soit d'origine européenne?

Cet amour de l'autocratie, qui s'est conservée pure et intacte jusqu'à nos jours, cette soumission volontaire des Moscovites à la plus dégradante tyrannie, ne prouvent-ils pas mieux que tous les autres témoignages historiques qu'ils ne sont pas Slaves, lesquels aimaient toujours la liberté, et, comme nous avons vu, renvoyaient leurs ducs pour la moindre faute qu'ils avaient commise. Si les colonies, conduites des bords du Dniéper sur ceux de la Klazma, y ont transporté quelques éléments slaves, ils furent bientôt étouffés par le mélange des peuplades à demi sauvages de l'Oural, telles que les Finnois, les Bulgares, les Tchérémisses, les Ougres, les Mordviens, auxquels vinrent se

Novogrod la Grande et les villes qui l'entouraient comme d'une guirlande, et auxquelles le sort avait épargné de pareilles calamités, jouissaient de leur prospérité et de leur liberté. Quoique inférieure à Kiiov à beaucoup d'égards, Novogrod avait, entre autres avantages, celui de posséder un élément de vie par lequel ses richesses et sa population s'accrurent tellement, qu'elle devait bientôt surpasser toutes les autres villes en grandeur et en puissance. « Qui oserait résister à Dieu et à Novogrod la Grande? » était un proverbe connu dans toute la Ruthénie. Bâtie non loin du lac Ilmen, sur les deux rives du Volkov, elle avait trois lieues de longueur. La partie commerçante et le quartier de Sainte-Sophie, mieux bâtis et fortifiés, contenaient environ soixante et dix églises. Là se trouvaient aussi le palais de l'archevêque et la cathédrale, avec son dôme et ses quatre coupoles dorées, qui comptait déjà deux siècles d'existence, car elle fut bâtie entre 1044 et 1051. Douze colonnes, surchargées de tableaux, supportaient sa voûte. Sa porte principale, qui ne lui fut donnée qu'en 1180, était de fer fondu, ornée de bas-reliefs et d'inscriptions dus aux talents d'un Ruthène, d'un Polonais du diocèse de Plotsk et d'un Allemand de l'archevêché de Magdebourg, ce qui prouve que les Novo-

joindre les Mongols, peuples nés pour l'esclavage. L'élément tatar, infiltré pendant deux cents ans de la domination des Mongols, dans les veines de ce ramassis de peuples asiatiques, y prédomine tellement, que Napoléon a eu raison de dire : « Grattez l'épiderme d'un Moscovite, vous y trouverez du Tatar. »

Ce peuple n'a jusqu'à présent rendu aucun service à l'humanité, et toutes les fois qu'il a été poussé au dehors par ses despotes, il n'a, comme dit M. Lelewel, apporté à d'autres peuples que les chaînes de l'esclavage. Les vœux de l'auteur, qui sont ceux de toute l'Europe civilisée, s'accompliront-ils un jour? Plaise à Dieu qu'ils s'accomplissent pour l'affranchissement de tant de peuples subjugués, pour la réhabilitation et la gloire, en même temps, de celui qui a servi d'instrument pour les subjuguer. Ce n'est qu'alors que les Moscovites pourront être admis dans la famille des peuples européens, et l'acte par lequel ils auront mérité cette admission, par lequel ils se seront régénérés et lavés de leur péché originel, cet acte vaudra certainement mieux que tous les diplômes de nationalité empruntée, délivrés par n'importe quel autocrate ou autocratrice.

grodiens n'avaient pas de répugnance à entretenir des relations avec les catholiques des pays éloignés (1). Le territoire de cette république était très étendu ; moins peuplé sous le ciel plus rigoureux des côtes de la mer Glaciale, il contenait beaucoup de villes dans le voisinage de la capitale. Torjek, ayant repris ses anciennes forces, savait résister aux prétentions du duc de Tver et à l'agression moscovite. Pskov, du côté opposé, forte de ses richesses et de sa puissance, menaçait de se délivrer de sa protection et de sa dépendance. Smolensk, Vitepsk, Mstislav, Polotsk, rapprochées de Novogrod, non-seulement par leur position, mais par leur prospérité et l'esprit républicain de leurs habitants, formaient des États ou des duchés séparés. Smolensk, plus grande que les autres, fière de son église de Saint-Michel, nouvellement construite, et qui surpassait les autres en beauté, avait des ducs héréditaires, de même que Mstislav. A Vitepsk et à Polotsk, le peuple changeait souvent de ducs ou s'en passait. Novogrod la Grande, appuyée sur la souveraineté du peuple, ne craignait point de se lier avec les descendants de Bogolubski et avec Moscou, où la dignité de grand-duc et le siége métropolitain se trouvaient réunis. Une suite d'événements plaça bientôt toutes ces villes dans des positions différentes ; mais le caractère politique de leurs popula-

(1) Ce n'était pas seulement Novogrod la Grande qui entretenait des relations suivies avec l'Occident, mais toute la Ruthénie cherchait, à cette époque, à se rapprocher de l'Église latine, comme on peut le voir dans la lettre que le pape Honorius III adressa, en 1227, à tous les princes ruthènes : « Universis regibus Russiæ. Gaudemus in Domino quod, sicut audivimus, nuntii vestri ad venerabilem fratrem nostrum Mutinensem episcopum A. S. L. a latere nostro (il était légat du pape à Riga en Livonie) transmissi, eum humiliter rogaverunt ut partes vestras personaliter visitaret, quia cupientes sana doctrina salubriter instrui, parati estis omnes errores penitus abnegare..... Per vos itaque certificari volentes, an velitis habere ab Ecclesia romana legatum, ut ejus salutaribus monitis informati, catholicæ fidei amplectamini veritatem, universitatem vestram rogamus, monemus et hortamur attente, quatenus super hoc voluntatem vestram nobis per litteras et fideles nuntios intimetis. Dat. Later. XVI Kal. febr., pontificatus nostri anno XI. » (Rainald., *Annal. eccl.*, t. XIII, p. 371.)

tions et les intérêts du commerce en firent une division à part de la Ruthénie.

49. — Le commerce et les démêlés des villes ruthènes avec les Allemands.

Nous avons dit au commencement de ce récit comment s'étaient formés en Prusse et en Livonie deux ordres allemands de moines armés, dans le but de faire la guerre aux païens de ces pays. Ils avaient appelé à leur secours les Danois, qui s'établirent en Esthonie, en 1216, et y fondèrent leurs évêchés, pendant que les Suédois faisaient la conquête de la Finlande et de la Carélie. La race allemande ne pouvait donc manquer de se rencontrer dans ces contrées avec les Ruthènes, d'autant plus que ceux-ci avaient bien des fois imposé des tributs aux peuples lettons et tchoukonces, que les Polotaniens, s'étant introduits chez les premiers, avaient construit la forteresse Kukenoïs sur la Dzvina, et que les Pskoviens, ayant usurpé une grande partie du territoire de ces derniers, y avaient fondé les villes Petchorz, Izborsk, Tête-d'Ours et Yuriev. Cette position respective des deux races donna lieu à des conflits et à des combats acharnés, dans lesquels les Ruthènes, pour repousser les envahissements des Allemands, faisaient cause commune avec les païens. Mais ces hostilités à part, il y avait, entre les villes ruthènes et la race allemande, des rapports d'une autre nature. Si les moines, les comtes, les rois et les évêques allemands commettaient des brigandages et cherchaient à faire des conquêtes, les villes libres de cette nation fondaient des colonies liées avec elles par des intérêts de commerce et d'industrie. Leur association, connue sous le nom de *ligue hanséatique*, entretenait un grand nombre de vaisseaux dans la mer Baltique. Lubeck, Riga, Wisby, dans l'île de Gottland, se signalaient plus que les autres par leur activité commerciale, à laquelle s'associaient les villes ruthènes dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. Beaucoup de marchands appartenant à la ligue venaient y acheter du miel, de la cire, des poissons, des cuirs,

des fourrures avec d'autres produits du pays, et leur fournissaient en échange des poissons de l'Océan et tout ce que produisait alors l'industrie des villes flamandes, italiennes et allemandes. Smolensk et son duc Mstislav Davidovitch avaient fait, en 1228, un traité de commerce avec Riga et l'île de Gottland. De pareilles conventions unissaient d'autres villes ; l'hospitalité de leurs habitants qui accordaient des priviléges à ceux de Lubeck, de Riga et de beaucoup d'autres villes, leur valut le droit d'avoir leurs propres entrepôts, et dès 1276 la ligue en avait quatre à Novogrod. Les villes n'avaient pas l'habitude de se faire la guerre, et lorsqu'un jour, en 1228, le duc de Novogrod eut excité les habitants de celle-ci contre ceux de Riga, et qu'il vint demander des secours aux Pskoviens, ceux-ci lui répondirent : « Votre raison ne vous fait-elle pas comprendre que tous les hommes, chrétiens ou infidèles, sont frères ? Il ne nous appartient pas de faire la guerre à ceux qui croient autrement que nous. Ne feriez-vous pas mieux de vivre en paix avec eux? alors ils s'attacheraient à nos vertus et finiraient par adopter notre religion par amitié pour nous. » Aussi les Novogrodiens eux-mêmes refusèrent-ils d'appuyer leur duc dans ses projets belliqueux. Cependant, dans cette même année, les Allemands cherchèrent à arracher Yuriev ou Dorpat aux Pskoviens ; bientôt après (1241) la ville de Pskov elle-même fut prise et possédée pendant quelque temps par les moines, qui ne purent s'y maintenir. Les Novogrodiens remportèrent de fréquentes victoires sur les Suédois, particulièrement en 1240, où ils les battirent sur les bords de la Néva, sous la conduite du grand-duc Alexandre.

50. — Institutions démocratiques de Novogrod et des villes d'alentour.

Les villes dont il est question, attaquées par des chefs étrangers, se prêtaient trop facilement à des accommodements, par lesquels elles leur offraient le droit de cité et la direction suprême de leurs affaires. Se fiant en leurs forces, elles croyaient

par là les désarmer, leur faire adopter leur nationalité et s'en servir pour se défendre contre d'autres ennemis. C'est ainsi que Novogrod avait ouvert ses portes aux Varègues, descendants de Rurik, et plus tard à ceux de Bogolubski, grand-duc de Moscovie. Celui qui était élevé à la dignité de kniaz ou qui était reçu en cette qualité s'engageait, sous la foi du serment et par un écrit muni des signatures de l'archevêque, du possadnik et d'autres magistrats, d'observer toutes les lois, de réformer les abus introduits par son prédécesseur, de n'employer au service de l'État que des hommes du pays, de n'admettre à la possession des biens-fonds que ceux auxquels la loi permettait de les posséder, de ne rendre aucun décret qu'en présence du possadnik, de ne pas recevoir les témoignages des serviteurs contre leurs maîtres, de n'entreprendre aucune guerre sans le consentement du peuple. Pour peu qu'il manquât à un de ces devoirs, ou qu'il commît quelque chose qui pût exciter les soupçons ou soulever l'indignation de ses administrés, la cloche de la commune sonnait le tocsin, tous les citoyens accouraient en foule sur la place des comices, et y exerçaient leur souveraineté dans toute sa plénitude et dans toute sa rigueur. Quoique ces assemblées ne fussent pas toujours exemptes de troubles, elles n'en étaient pas moins une manifestation éclatante de la volonté et des droits du peuple (1). C'est là aussi qu'on

(1) Après avoir élu, en 1264, Yaroslav, frère d'Alexandre Nevski, pour chef du gouvernement, les Novogrodiens lui imposèrent des conditions qu'il s'engagea par serment à observer fidèlement. Karamsin rapporte les termes de ce pacte solennel, où il est dit : « Prince Yaroslav, nous voulons qu'à l'exemple de vos aïeux, vous confirmiez, en baisant la croix, la sainte promesse de gouverner Novogrod conformément à ses anciennes lois ; de vous contenter des *présents* de nos provinces, sans rien exiger d'elles ; de n'en confier le gouvernement qu'à des magistrats novogrodiens, qui ne pourront être choisis que du consentement du possadnik... Ne transportez pas les hommes de nos provinces dans votre pays, ni de gré, ni de force ; la princesse, votre épouse, vos boyards et vos gentilshommes ne doivent prendre en otage, pour dettes, ni les marchands, ni les laboureurs ; nous vous assignerons des prairies ainsi qu'à vos boyards ; mais ne réclamez pas celles qui nous ont été enlevées par Alexandre, et, en général, ne l'imitez pas dans ses actes de despotisme... En conséquence, et comme garantie que vous exécuterez ces con-

choisissait le possadnik et tous les autres magistrats, dont les fonctions ne duraient qu'un an, et même les boyards, qu'on prenait dans les rangs des plus riches citoyens. Cependant les propriétaires fonciers, dispersés dans les campagnes, ne pouvaient que rarement participer à la jouissance des droits de la cité, car toute la vie politique était concentrée dans la capitale. Quant aux paysans, qui cultivaient les terres qui ne leur appartenaient pas, ils ne pouvaient, en leur qualité d'hommes non libres, jouir d'aucun des droits du citoyen. Si l'on voulait comparer les Novogrodiens avec les citoyens des autres pays de la même époque, on pourrait les prendre, sous le point de vue de la civilisation matérielle, pour des barbares, auprès de ceux qui, dans l'Europe occidentale d'alors, tyrannisaient le peuple ou pliaient eux-mêmes le genou devant des tyrans plus puissants. Cependant le peuple de Novogrod, simple, austère, grossier si l'on veut, comprit la liberté, l'organisa sur des bases solides, et la conserva pendant plusieurs siècles. On voit qu'il l'avait fortement sentie et qu'il ne respirait que pour elle. Dans ses délibérations il y avait plus d'action que de paroles; une seule pensée exprimée en peu de mots, un seul mot dit à propos, suffisaient pour enflammer le peuple assemblé et entraîner ses suffrages. Pskov et Polotsk marchaient dans les traces de Novogrod. Fidèles à leurs principes et à leurs habitudes, ces

ditions, baisez donc vous-même la sainte croix en présence des ambassadeurs de Novogrod. Sur ce, prince, nous vous saluons. » Six ans après, Yaroslav ayant violé ce pacte, les Novogrodiens lui dirent : « Il est temps de mettre fin à ces violences ! Partez, allez où il vous plaira ; quant à nous, nous saurons trouver un autre prince. » Yaroslav envoya son fils à l'assemblée publique, avec l'assurance qu'il était prêt à faire tout ce qui plairait au peuple. « C'en est fait, répondirent les citoyens, nous ne voulons plus de vous. Éloignez-vous, ou bien vous serez chassé sur-le-champ. » (*Histoire de Russie*, t. IV, chap. III.)

Cette manière de procéder prouve que le gouvernement n'était rien moins que despotique dans la Ruthénie, et qu'il était loin de ressembler à l'autocratie tzarienne que Georges Dolgorouki et ses successeurs, élevés à l'école des Tatars, ont établie dans la Moscovie, et qui s'est conservée sans aucun changement jusqu'à nos jours.

villes, ayant trouvé des ennemis dans les Lithuaniens, choisissaient parmi eux des défenseurs de leurs limites et de leurs libertés. Ringold, appelé en 1235, à gouverner Polotsk, en fut le premier exemple.

PREMIÈRE PÉRIODE

DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

1235 — 1315.

Les chefs lithuaniens envahissent les pays voisins, accordent leur protection à différentes villes, s'entr'égorgent, s'allient avec les Ruthènes, et défendent le paganisme, qui fait leur force.

---

51. — Agrandissement des chevaliers teutoniques et des porte-glaive sur les terres des Lettons.

Les croisés allemands et ceux des autres nations, en secondant les efforts des chevaliers porte-glaive et des chevaliers teutoniques, firent vigoureusement la guerre aux peuples païens établis entre le golfe de Finlande et l'embouchure de la Vistule. Ces deux ordres, ayant le même but, se réunirent en 1234 sous un seul grand maître; et pour subjuguer les Livoniens, les Lettons avec les Kourons et les Sémigaliens, les Sambiens avec d'autres peuples prussiens, ils formèrent un état monastique, qui fut une offense à la morale et à l'humanité. Les Prussiens et les Lettons, réduits à l'esclavage, gémissaient sous un joug de fer, périssaient sur les bûchers. D'un côté les Ruthènes, de l'autre Sviatopelk, le meurtrier de Leszek le Blanc, et son fils Mestvin, furent indignés et frappés d'épouvante par ces cruelles exécutions. Eux seuls prévirent tout le danger dont tous ces peuples étaient menacés par l'accroissement de la puissance de l'ordre Teutonique ; et pendant que les Ruthènes livraient aux porte-glaive des combats, sans plan arrêté, pour leur arracher les pays voisins habités par les païens, Sviatopelk, homme ferme et inébranlable, souleva en 1241 les Prus-

siens déjà subjugués, et fit tête pendant douze ans à l'ordre Teutonique. S'il ne put reconquérir l'indépendance de ce peuple, il adoucit du moins sa position, et arrêta pour quelque temps le rapide accroissement de l'ordre. Cependant, comme personne ne prévoyait l'avenir aussi bien que lui, personne n'accourut à son secours. L'ordre Teutonique reprit bientôt ses projets de conquête, et, après avoir subjugué les Prussiens, il s'approcha des Yadzvingues ou Sudaves et de la Samogitie. De leur côté, les porte-glaive, maîtres des pays habités par les Kourons, les Sémigaliens, les Letgaliens ou Lettons, étendirent leurs possessions jusqu'à la Samogitie et la Lithuanie. La race lettone, qui se divise en deux branches, les Sudaves ou Yadzvingues, et les Lithuaniens ou Samogitiens, se vit donc repoussée dans ses derniers retranchements. Les premiers ne tardèrent pas à disparaître; les seconds résistèrent plus longtemps, et finirent par se transformer. Nous allons voir par quelles vicissitudes ils ont passé dans les différentes périodes de leur existence comme nation indépendante.

52. — La Lithuanie amenée sur les champs de bataille.

Entre les Prussiens et les Kourons se trouve la Samogitie, que la Lithuanie sépare du reste du continent. La Samogitie et la Lithuanie sont habitées par un même peuple; et quoiqu'elles aient été divisées quelquefois sur des questions secondaires, cependant l'intérêt commun ne tarda pas à resserrer entre elles les liens d'une union fraternelle. Les Lithuaniens, établis plus dans l'intérieur du continent que les autres nations de la même origine, menèrent une vie tranquille dans leurs forêts plus longtemps que leurs autres frères. Attaqués par le glaive des apôtres de la foi, presque en même temps que les autres peuples païens de ces contrées, ils se firent connaître par leur résistance à la doctrine prêchée les armes à la main, de même que les Prussiens, les Lettons et les Sudaves. On ne voyait pas d'abord parmi eux de différence de conditions; ils étaient pauvres, mais libres, avaient peu de besoins, et ne comptaient que

sur eux-mêmes pour les satisfaire. Ils vivaient en familles et respectaient peu la liberté des femmes. La religion formait un lien social entre eux. Leurs idées et leur langue religieuse se développèrent par le mouvement des esprits et par l'influence du christianisme. Ils adoraient le dieu du tonnerre, Perkoune, dont le culte avait eu pour siége principal Romnova, chez les Prussiens; et après la destruction de ce peuple, Perkoune trouva, avec les autres dieux, sur les bords de la Niéviaza, des autels dressés à l'ombre des vieux chênes. Leurs prêtres, nommés vaïdelotes, chantaient la gloire de ceux qui combattaient pour l'indépendance de ce peuple, dont le grand prêtre krive-kriveito était en quelque sorte l'oracle et le père. Les Prussiens, vaincus dans leur voisinage, se réunissaient avec eux autour du feu sacré (*znitch*) qui ne s'éteignait jamais, et adressaient au ciel des prières mêlées de plaintes sur leur sort malheureux. Ils adoraient en outre le dieu de la guerre, Kavas (*kava*, combat), la déesse Letva (liberté et plaisir), et une autre divinité, Letvanis (consolation dans le malheur), et c'est sous leurs auspices que les Lithuaniens défendaient leur indépendance. Forcés de paraître sur la scène du monde, où jusqu'alors ils ne s'étaient pas souciés de se présenter, ils feront briller leur fermeté et leur courage dans la défense de leur liberté menacée et de la religion de leurs pères. En sortant de leurs forêts, ils élurent des chefs qui furent bientôt appelés kniaz, mot tiré de la langue ruthène, et kunigas (rois), emprunté à celle des peuples scandinaves. Ils étaient plusieurs, et dans l'origine ils exercèrent un pouvoir égal. De tous les pays voisins, la Ruthénie seule était ouverte à leurs envahissements, car ils étaient encore séparés des autres par les établissements des peuples amis. Quand le temps fut arrivé pour les Lithuaniens de monter sur leurs petits chevaux, et qu'ils se mirent à faire des incursions dans la Ruthénie (1183), en épouvantant les habitants par le son de leur cor de chasse et par des dévastations semblables à celles des Tatars; quand le temps vint où ils furent forcés de défendre leurs cabanes enfumées, alors, au milieu du vif enthousiasme qui entraînait la masse du peuple, on ne fit d'abord aucune

distinction entre les simples guerriers et les héros, car dans un tel entraînement tous étaient également braves. Dans ce premier élan des Lithuaniens, les pays situés au delà du Dniéper et les frontières de Novogrod la Grande furent bientôt envahis. Ces agressions s'étaient déjà renouvelées plusieurs fois, avant que les Tatars eussent paru en Europe ; elles avaient été provoquées par le succès des armes allemandes, par l'assujettissement des Lettons, et non par les invasions des Tatars, dont le résultat fut de rendre plus facile la domination des Lithuaniens sur les Ruthènes vaincus et affaiblis. Les chefs lithuaniens cherchèrent à s'établir solidement avec leurs bandes dans leur propre pays et dans la Ruthénie. Ringold fut le premier de ces chefs qui ait fondé une espèce de principauté, dont Kernov fut le chef-lieu. Celui-ci s'empara même, en 1235, de Polotsk, et y exerça le pouvoir suprême, conjointement avec Mingaïlo ou Michel, auquel il remit le gouvernement. Ce fut peut-être pour la première fois qu'une république ruthène se confia à un Lithuanien, et depuis ce temps le parti lithuanien continua à y dominer. Après la mort de Ringold, Mendog ou Mindové se signala comme guerrier consommé et comme profond politique.

53. — Mendog, roi de Lithuanie.

On dit que Mendog, voulant gouverner seul son pays, avait envoyé ses neveux, Tovcivil, Vikind, Erdzivil, fils de Montivil, faire la guerre à la Ruthénie, dans l'espoir qu'ils y périraient. Ils conquirent Polotsk, Vitepsk, Smolensk et d'autres grandes villes constituées en républiques ou duchés, puis, après s'être fait baptiser, ils adoptèrent la langue et les mœurs ruthènes, et devinrent les défenseurs de ces républiques ou les chefs des partis qui les divisaient. Leur oncle, Mendog, homme d'un bras puissant, après avoir conquis aussi beaucoup de pays russiens autour de Slonim et de Novogrodek, et voulant être seul grand-duc de Lithuanie et de Samogitie, offensa et s'aliéna par là une grande partie de sa nation ; voulant garder pour lui seul

ses conquêtes et commander en maître aux Lithuaniens parvenus au pouvoir dans quelques villes de la Ruthénie, il mécontenta les habitants de ces pays. Après avoir fait périr quelques-uns de ses cousins, il devint dangereux pour les autres, et particulièrement pour ses neveux, qui s'unirent pour venger ceux qui avaient été mis à mort. Mais lui, voulant anéantir l'indépendance des villes ruthènes, il leur déclara la guerre et se trouva en lutte ouverte avec ses neveux qui, devenus ducs russiens, étaient tenus de défendre leur liberté. Les moines porte-glaive, qui occupaient le bas Niémen et la Sémigalie, et le roi Daniel, dont les possessions s'étendaient jusqu'à la Polésie, se déclarèrent également contre lui. Ce dernier, s'étant allié aux chevaliers teutoniques, souleva facilement les ducs ruthéno-lithuaniens, ses neveux, de même que les peuples lettons, les Yadzvingues, les Samogitiens et les Kourons. Mendog, entouré de tant d'ennemis conjurés à sa ruine, finit par perdre Slonim, Volkovysk et d'autres places, dont Daniel s'empara. Accablé de tous côtés et cherchant les moyens de rompre la coalition et de se relever, il entama des négociations avec les teutoniques et en appela à la cour de Rome. Sa conversion diminua le nombre de ses ennemis et lui valut une couronne de la part d'Innocent IV. Il fut donc couronné à Novogrodek en 1252, et fonda un évêché. Mais son nouveau titre et les traités qu'il avait conclus, loin de lui procurer ce qu'il avait désiré, ne servirent qu'à abaisser sa propre personne et la nationalité lithuanienne. Malgré son alliance avec la cour de Rome, les moines armés ne cessèrent d'intervenir dans les affaires de son pays, de lui susciter des obstacles et de le faire plier sous leur volonté. Mendog, impatienté, abjura la religion chrétienne et chercha à s'appuyer sur le paganisme et la nationalité. La Lithuanie et la Samogitie s'ébranlèrent à la voix de ce roi redevenu païen ; les Kourons et les Lettons se rangèrent sous ses drapeaux ; les Sudaves ou Yadzvingues furent forcés de combattre pour la même cause ; les Prussiens enfin prirent les armes en 1261. Mendog, roi de Lithuanie et de Prusse, pilla la Livonie, la Mazovie, les pays de Smolensk, de Tchernigov, de No-

vogrod la Grande, et créa un empire lithuanien pour lui et ses successeurs. Les chrétiens se réunirent de leur côté pour repousser ses invasions. On publia des croisades, et elles vinrent soutenir les efforts de l'ordre Teutonique (1). Les Polonais et le roi Daniel ne restèrent pas dans l'inaction, surtout ce dernier, qui appela un nouvel ennemi, les Tatars, contre la Lithuanie.

54. — Daniel appelle les Tatars.

Pendant que les pays païens se trouvaient dans cet état, que deux royaumes catholiques établis, l'un dans la Ruthénie, l'autre dans la Lithuanie, touchaient au terme de leur existence éphémère, qu'un empire lithuanien se formait au milieu du sang et des flammes, Daniel, cherchant à se soustraire au joug des Tatars, n'imagina rien de mieux, pour éviter leurs soupçons, que de les inviter à prendre part à ses entreprises. Conduits par Télébog et Nogaï, ils ne manquèrent pas de se rendre à son appel (1260), pour lui donner une preuve de leur amitié

(1) Mendog, devenu roi et chrétien, voulant vivre en paix avec ses voisins, avait légué, avec la docilité d'un nouveau converti, tout son royaume aux chevaliers de Livonie, en cas qu'il vînt à mourir sans laisser de postérité. « Totum regnum nostrum Lettaviæ, et omnes terras adjacentes quocumque » nomine censeantur, exceptis terris et jure episcopali domino episcopo Letta- » viæ in dicto regno nostro deputatis, magistro et fratribus de domo Teutonica » in Livonia dedimus, contulimus et donavimus... ita tamen, si nos sine legiti- » mis decedere contingeret. » Mais ces moines, impatients d'entrer en possession et d'exercer leur souveraineté, même du vivant de Mendog, commencèrent par chasser l'évêque nommé par le pape, ainsi que les prêtres et les religieux que le roi avait fait venir pour convertir son peuple. Irrité de leurs brigandages, Mendog abjura le christianisme, et leur fit à eux et aux Polonais, pendant plusieurs années, une guerre acharnée à la tête des peuples païens, auxquels se réunirent les Prussiens déjà convertis, mais que la tyrannie des chevaliers teutoniques, leurs apôtres, fit retomber dans le paganisme et força à prendre les armes. « Eodem anno (1260) Pruteni baptizati cum » suo rege Mendolpho, propter multa gravamina, quæ ipsis inferebantur a Cru- » ciferis, fidem christianam deferentes, ad Lithuanos abierunt. » (Baszko, p. 75, Dusburg, p. 191.)

et se convaincre de la réalité de ses protestations et de sa fidélité. L'expédition entreprise en commun contre les Lithuaniens, la destruction des places fortes nouvellement élevées, exécutée par Daniel lui-même, leur séjour toléré jusqu'à ce qu'ils eussent ravagé la Pologne, furent autant de preuves d'une stricte alliance et de la fidélité de Daniel, qui cependant, pour sa propre sûreté, se retira en Hongrie. Les Tatars, en pareilles circonstances, ne cherchaient pas à faire des conquêtes, mais seulement beaucoup de butin et de prisonniers; ils avaient pillé, plus d'une fois, la Ruthénie méridionale et enlevé ses habitants, mais ils ne songèrent plus à la conserver sous leur domination. La grande horde ou la horde d'Or commença à se désunir, et bientôt elle se divisa en plusieurs autres. Celle de Kaptchak, établie au nord de la mer Caspienne, entre le Volga et le Don, quoique très redoutable pour la Slavonie, ne pouvait pas opprimer toujours la Ruthénie de Kiiov et de Halitch, d'autant plus que, menacée à son tour par les Lithuaniens et affaiblie par des dissensions domestiques, elle n'était pas en état de rien entreprendre au dehors. Aussi, la Ruthénie rouge, tout en restant exposée aux invasions des Tatars, n'était pas moins indépendante que la Pologne, qui ne pouvait pas non plus s'en préserver. Peu de temps après la retraite de Nogaï et de Télébog, eut lieu la destruction complète des Yadzvingues, la mort de Mendog et de Daniel, ainsi que la conversion d'Aleps, dernier krivé-kriveito prussien, qui se présenta de bon gré en 1264, devant le grand-maître des Teutoniques et demanda à recevoir le baptême en déclarant que, parvenu au dernier terme de la vieillesse, il s'est convaincu que ses dieux avaient cessé d'être puissants.

55. — Les Yadzvingues et les Sudaves exterminés.

Le pape Innocent IV, pour mettre les Yadzvingues à l'abri de l'avidité des chevaliers teutoniques, avait fait présent de ce peuple aux Polonais (1253). Mais les chevaliers ne tinrent aucun compte de cette donation et continuèrent à infester les fron-

8

tières des Sudaves qui, se voyant abandonnés par les Polonais, se jetèrent dans la ligue des peuples païens que Mendog avait formée contre les ennemis communs. Cette levée de boucliers hâta l'alliance de Boleslav le Pudique avec Daniel, ami des Teutoniques, qui profita seul de la guerre qu'on fit aux Yadzvingues. Ce peuple appartenait sans contredit à la race lettone, quoiqu'il en différât sous quelques rapports. Les Lettons, presque tous petits, trapus, peu soucieux des ornements extérieurs, brûlaient pour la plupart les corps morts au lieu de les enterrer. Les Yadzvingues plus grands, d'une taille plus développée, aimaient à se parer de tout ce qui avait de l'éclat, portaient des bagues, des chaînes d'or, enterraient les corps dans des endroits destinés à cet effet. Il paraît que la civilisation matérielle était un peu plus avancée chez eux. Quoique leur pays fût nommé Podlassie (situé dans le voisinage de grandes forêts), il n'était pas cependant si couvert de bois que la Polésie ou celui qui le séparait de la Samogitie. Ils s'adonnaient à l'agriculture, avaient beaucoup de villages, mais il ne paraît pas que l'égalité primitive des hommes et l'organisation communale aient reçu parmi eux la moindre atteinte. Pendant la guerre ils avaient plusieurs chefs qui agissaient de concert, sans que l'ennemi pût en distinguer qui eût plus d'autorité que les autres. Ils combattaient tous en héros pour la liberté et l'indépendance et périssaient tous ensemble. Le vainqueur ne trouva dans leur pays aucune classe d'hommes qui se fût soustraite ou eût survécu à la calamité générale. La malheureuse nation des Yadzvingues, persécutée par un sort contraire, en butte à la mauvaise foi des Teutoniques, négligée par les Polonais, exposée aux empiétements de la Ruthénie, et à je ne sais quelle aversion de la Lithuanie, s'était attirée l'inimitié de tous ses voisins. Pendant le règne de Boleslav le Pudique, on en vint aux derniers combats avec eux, et ceux-ci furent vaincus et presque entièrement exterminés par les guerriers polonais (1264). Les débris de cette nation s'enfuirent de leur pays et se réfugièrent en Lithuanie. La partie du nord, connue sous le nom de Sudavie, où était la ville principale Denové, appelée aussi Yac-

viézin, avait opposé une plus longue résistance. La fleur de la nation prussienne, qui avait échappé à la mort dans son propre pays, vint seconder les derniers efforts des Sudaves, qui mirent en campagne huit mille fantassins et six mille cavaliers, mais ils ne tardèrent pas à subir le sort des Yadzvingues. La moitié de ce pays fut réunie à la Lithuanie, l'autre moitié fut saisie par les Teutoniques (1282, 1283), qui exterminèrent si bien les habitants, qu'il n'en resta que dans quelques localités, qu'on repeupla avec des colons étrangers; les sables et les forêts couvrirent le reste du pays. Ceux qui avaient échappé à tant de désastres rappelèrent encore plus d'une fois, dans les combats, le nom des Yadzvingues, mais bientôt on cessa de parler de cette nation. La Podlassie, vide d'habitants, se repeupla lentement et à différentes époques par des colons polonais et ruthènes. Les eaux du Bug, en minant leursbords, découvrent dans quelques endroits des ossements d'un peuple qui n'est plus; en creusant des canaux dans les environs de Hantcha, la bêche rencontre à plusieurs pieds de profondeur des couches de terre végétale, vestiges des champs cultivés autrefois par les Yadzvingues, et ensevelis maintenant sous le sable.

56. — Svarno, Lev ou Léon, ducs de Halitch.

Après la mort de Daniel (1266), quoique son Etat fût de nouveau partagé entre sa famille, cependant une certaine unité qu'il y avait introduite, continua à s'y maintenir. Son fils, Svarno, très aimé de lui, obtint Halitch avec la plus grande partie du duché: Vassilko, frère du roi défunt, qui, depuis 1225, régnait à Vladimir, semblait exercer une sorte d'autorité sur toute la famille. Svarno tenta la fortune, s'allia avec la Lithuanie, et osa s'attaquer à la Pologne; mais il perdit une grande bataille près de la petite rivière Piéta (1266). Cette victoire sembla garantir la Pologne pour quelque temps contre les entreprises de la Ruthénie, d'autant plus que cette dernière ne tarda pas à se trouver en lutte avec la Lithuanie, et que Lev ou Léon, fils de Daniel, fomentait des troubles au sein de son

propre pays. Après la mort de Svarno (1266) et de Vassilko (1269), Léon hérita de leurs États et régna sur un vaste empire, qui s'étendit depuis l'embouchure du Dniester et du Danube jusqu'aux bords du San, mais il n'eut pas la puissance de son père. Pendant son règne, des villes s'accrurent, Lvov (Léopol) fut fondé, et dont il voulut faire la capitale de toute la Ruthénie et y transporter de Kiiov le siége métropolitain, mais il n'eut pas assez de force pour exécuter ces projets. Ni lui, ni ses fils, Georges et Vladimir, ne purent arrêter les conquêtes des Lithuaniens, ni s'opposer à l'influence des idées et des institutions des pays catholiques, qui ne cessaient de se propager dans leurs États. La Pologne reprit Lublin que la Ruthénie avait possédé pendant longtemps (1245-1302), tandis que l'alliance des descendants de Daniel avec les ducs de Mazovie et de Lithuanie approcha l'époque où les duchés de Halitch et de Vladimir allaient cesser d'exister, et la Ruthénie rouge changer de nationalité.

47. — La Lithuanie ensanglantée par des meurtres provoqués par la vengeance.

Un peu avant les victoires remportées par les Polonais sur les Yadzvingues et sur Svarno, Mendog avait cessé de vivre (1263). Il avait offensé Dovmund, duc d'Uciany, auquel il avait enlevé sa femme. Celui-ci, s'étant concerté avec Stroïnat, tua Mendog, et la Lithuanie se trouva plongée dans une grande confusion, car le roi assassiné ne manqua pas de vengeurs. Dovmund avait fui à Pskov et défendit cette ville avec les braves guerriers lithuaniens, de l'an 1266 jusqu'en 1299; ceux de son parti, qui étaient restés dans le pays, périrent par le bras des meurtriers que la vengeance avait armés, et parmi lesquels se signala Voïsielko, fils de Mendog. Il avait été religieux, et ce ne fut pas le désir de régner, mais le devoir de venger la mort de son père qui le fit sortir du monastère. Pendant vingt ans, après la mort de Mendog, la Lithuanie fut déchirée par des querelles domestiques, ensanglantée par des meurtres. Voïsielko ne sur-

vécut pas longtemps à son père; il fut assassiné à Vladimir (1267), par la trahison infâme de Léon, fils de Daniel. Troïden, frère de Dovmund, et d'autres ducs ou chefs s'arrachaient les uns aux autres les villes de Kiernov, de Krev, de Troki, de Novogrodek, de Slonim, dont ils firent des places d'armes, d'où ils infestaient les possessions de leurs ennemis ou leur dressaient des embûches. Peluza, fils de Stroïnat, avait plus de peine que les autres à acquérir quelque principauté, et il ne se fit pas scrupule de comploter avec les chevaliers teutoniques. Cette confusion commença enfin à se débrouiller en 1283, lorsque Lutuver, chef de la seconde dynastie des ducs de Lithuanie, établit à Éïragola le siége de son gouvernement. Son fils, Viténès, saisit d'une main puissante la politique païenne de Mendog, dont ses voisins avaient tant à se plaindre.

58. — Viténès, duc de Lithuanie. — Dovmund, duc de Pskov.

Le paganisme, sur lequel Mendog avait cru devoir s'appuyer pour lutter avec plus de succès contre ses nombreux ennemis, continua longtemps après sa mort à faire la principale force de la Lithuanie. Vaincu sur les bords de la Baltique, son dernier refuge en Europe, et entraînant dans sa chute la perte de la liberté et de l'indépendance des peuples qui professaient ce culte, il trouva encore une forte position dans la Lithuanie qui, réunissant ses ressources à celles des peuples vaincus, opposa une résistance vigoureuse aux envahisseurs. Plus ses limites étaient étroites, plus sa position était difficile, et plus sa force d'action avait d'énergie et d'expansion. Il est vrai que les débris des Prussiens, des Lettons, des Yadzvingues et des Sudaves, accourus à son secours, avaient augmenté considérablement ses forces; cependant les Lithuaniens, engagés dans une lutte sanglante avec les chrétiens, comptaient pour la plupart sur leur propre courage. Les querelles domestiques qui les avaient divisés, ayant été apaisées, rien ne les empêcha plus d'agir sous le régne de Viténès, fils de Lutuver. Celui-ci parcourut, à la tête de ses guerriers, tous les pays voisins, moins pour les con-

quérir que pour les dévaster, jeter la terreur et arrêter les ennemis sur leur propre territoire. Il lui fut plus difficile de pénétrer dans les pays des porte-glaives et des Teutoniques, hérissés de forteresses; mais ces obstacles ne l'arrêtaient pas du côté de la Pologne, dont le chemin lui fut ouvert aussi bien par l'extermination des Yadzvingues, que par l'anarchie qui régnait dans ce pays par suite des discordes entre les princes de la famille de Piast, des factions et des trahisons, dans lesquelles Paul de Przemankov, évêque de Cracovie, jouait le premier rôle. Les Lithuaniens conduits par Viténès, en passant par Lublin et par la Mazovie, portaient la désolation au sein de la Pologne, jusqu'à Sandomir et Lèntsitsa. La Ruthénie, dont la civilisation plus avancée exerçait une grande influence sur leur esprit vigoureux mais grossier, fut le seul pays avec lequel ils ne purent éviter d'entrer dans des rapports plus intimes. Les chefs lithuaniens se familiarisaient avec le rite grec, s'unissaient par les liens du mariage à des princesses ruthènes, et surtout avec les filles des ducs de Tver. La Ruthénie avait besoin de défenseurs pour repousser les agressions des moines allemands; ses villes demandaient des secours contre les factions qui se disputaient le pouvoir, ou contre les kniaz qui ne respectaient pas leurs libertés. Les guerriers lithuaniens se chargeaient toujours volontiers de les défendre, quelquefois les grands-ducs eux-mêmes, Vitènès et ses successeurs, étaient prêts à leur rendre ce service. Ces défenseurs recevaient le baptême d'après le rite grec, et prenaient ordinairement des noms chrétiens qui se rapprochaient par le son de leurs noms païens; ainsi Dovmund, baptisé à Pskov, se fit appeler Thimotée. Bien que beaucoup de chefs eussent, pendant plus de cent ans, rendu de grands services aux républiques ruthènes, aucun d'eux ne gouverna plus longtemps, ni avec plus de loyauté que lui, aucun ne laissa un souvenir plus cher parmi les habitants et ne transmit son nom à la postérité. Dévoué entièrement au service des Pskoviens pendant trente-trois ans (1266-1299), Dovmund les rendit redoutables à leurs ennemis du dehors et assura leur tranquillité au dedans. Il battait aussi bien les Allemands que les Lithua-

niens qui osaient les inquiéter, tenait en respect le grands-ducs de Moscovie et repoussait leurs prétentions. Après sa mort les Pskoviens, pour honorer la mémoire de l'homme que la faveur du ciel leur avait envoyé, conservèrent religieusemen son sabre qu'ils transmirent à leurs arrière-neveux. Ce prince gouverna aussi pendant quelque temps (1281-1299) la ville de Polotsk, qui, quelques années après sa mort, tomba (1397' entre les mains des porte-glaives, mais ceux-ci ne pouvant s'y maintenir, rendirent cette ville à Vitenès.

SECONDE PÉRIODE

DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

1315 — 1386.

La dynastie organise féodalement ses conquêtes. — Fusion de la Lithuanie avec la Ruthénie, ses alliances avec la Pologne.

---

59. — La Ruthénie est disposée à se soumettre à la Lithuanie, et celle-ci est près d'adopter la nationalité ruthène.

Sous le règne de Lutuver et de Viténès, la Lithuanie était déjà un État d'une certaine étendue, dans lequel la dynastie de Lutuver exerçait le pouvoir souverain sans la moindre opposition. Cet État, borné au midi par la Polésie, qui appartenait nominalement aux ducs de Kiiov et de Halitch, à l'est par le duché indépendant de Smolensk qui le séparait de la Moscovie, touchait au nord aux républiques de Novogrod et de Pskov, ainsi qu'aux possessions des porte-glaives, à l'ouest à la Pologne et aux pays des Teutoniques. La Samogitie, habitée par un peuple à part, était toujours étroitement liée avec la Lithuanie. Cependant, dans cette vaste étendue, les Ruthènes, qui se gouvernaient par leurs propres lois, possédaient plus de terres que les Lithuaniens. Ces deux peuples professaient deux religions différentes : l'un, instruit par le christianisme, organisait et consolidait ce que l'autre, sous l'impulsion du paganisme, avait envahi et conquis. La disposition des Ruthènes de cette époque, et l'adresse des Lithuaniens à en profiter contribuèrent aussi à l'agrandissement de ce nouvel État. Les nombreux descendants de Rurik, se contentant de l'héritage de leurs domaines privés, ne savaient pas pour la plupart ce que c'est que le désir de régner ; ceux d'entre eux qui possédaient encore quelques duchés,

entraînés par les idées du siècle, finirent par admettre leurs fils aînés comme successeurs, ainsi que cela avait lieu dans les familles des particuliers, coutume qui était devenue une loi d'État dans les dynasties de l'Europe occidentale; ils n'étaient même pas éloignés de reconnaître le droit de succession aux filles et à leurs enfants. De son côté, le peuple ruthène, devenu indifférent pour ses ducs, était disposé à recevoir pour maître quiconque aurait reconnu, ou au moins respecté ses mœurs, sa nationalité, son Église, et qui l'aurait garanti contre les invasions des Tatars; de sorte que la Lithuanie, prête à se charger de cette protection, avait de vastes pays à occuper. Cependant il était évident qu'en s'agrandissant, elle pouvait changer de nationalité, affaiblir son paganisme ou l'abandonner en adoptant le rite grec; ce qui serait arrivé, si les Lithuaniens n'eussent pas compris que le seul moyen de désarmer leurs ennemis acharnés était de se faire catholiques. Mendog avait déjà hautement proclamé cette idée. La Lithuanie, malgré une guerre opiniâtre avec les deux ordres, était ouverte aux catholiques et aux prédicateurs de leur doctrine. Les autorités locales ne mettaient point d'obstacles à leurs travaux, lorsqu'ils ne soulevaient pas contre eux l'indignation du peuple.

60. — La politique de Gédimin.

Gédimin, en succédant à son père Viténès, non-seulement ne mit aucune limite à l'activité croissante de la Lithuanie idolâtre, mais il en étendit la sphère d'action et la porta au plus haut degré de puissance. Il adopta cependant une politique différente de celle de ses prédécesseurs; ceux-ci s'étaient vus forcés de tenir leur patrie isolée du reste de l'Europe, Gédimin mit tous ses soins à l'associer au mouvement des États chrétiens et à la faire participer aux bienfaits de leur civilisation. Grâce à ses efforts, la Lithuanie, tout en restant idolâtre, commença à avoir moins de répugnance pour le rite grec et latin, entre lesquels elle se trouvait placée, et devint de plus en plus accessible aux lumières du christianisme. Gédimin autorisa

les franciscains et les dominicains à prêcher la doctrine du Christ dans ses États, leur fit construire des églises à Vilno et à Novogrodek, permit à sa famille de recevoir le baptême selon le rite grec, et quand il lui arrivait de nommer des lieutenants pour quelques provinces ou villes de Ruthénie, il avait soin de les choisir parmi ceux qui avaient déjà reçu la foi chrétienne; une pareille conduite rendit tolérable le règne d'un prince païen. Il avait conquis Pinsk; Vitepsk lui échut par le mariage de Marie, fille unique du dernier duc, avec Olgerd, son fils. Son autre fils, Lubart, avait épousé Boutcha, fille du dernier duc de Vladimir, et toute la Volhynie, dont cette princesse avait hérité, fut réunie à la Lithuanie en 1319. Minsk, Polotsk le reconnurent pour leur maître; les Kiioviens, sûrs d'être délivrés par lui de l'oppression des Tatars, en firent autant (1320, 1330). Pskov et Novogrod recherchaient l'amitié de Gédimin. Il envoya aux habitants de cette dernière ville, son fils Narimund, auquel ils donnèrent des terres et le commandement de la forteresse Orekovietz, bâtie sur une île du lac Ladoga, avec charge de la défendre contre les agressions des moines allemands. Gédimin respectait les droits de l'Église ruthène, ne la gênait point dans ses rapports avec le métropolitain qui résidait alors à Moscou, et avait des ménagements pour les droits du grand-duc moscovite, mais il ne laissait pas de s'étendre, de conquérir et d'organiser ses conquêtes. Soit qu'il prît pour modèle le système féodal que les Allemands avaient adopté, soit qu'il y fût conduit par sa propre pensée et les besoins de sa situation, Gédimin, devenu le maître de la Ruthénie, l'organisa suivant les principes de la féodalité. Sans aucun égard pour les anciens droits de ses kniaz, qui, du reste, avaient perdu toute valeur, il distribuait des terres aux ducs et aux chefs de sa milice, ceux-ci en distribuaient à leur tour à leurs subordonnés, en leur imposant l'obligation de payer une certaine redevance, de faire le service personnel et de rester sous leur dépendance. Cette dernière condition était onéreuse, au point qu'il était impossible de contracter mariage ou de marier ses enfants à l'insu et sans le consentement du grand-duc. Les kniaz ruthènes, leurs

lieutenants et d'autres grands dignitaires devinrent ses vassaux et lui rendirent hommage en se prosternant devant lui. La Samogitie seule se maintint dans son ancien état, tandis que la Lithuanie, qui étendait sa domination sur presque toute la Ruthénie, subit des changements considérables. Gédimin régna sur tous ces pays avec un pouvoir royal, l'archevêque de Riga le reconnut pour son suzerain et devint vassal de la Lithuanie. Gédimin résidait à Vilno, où brûlait un feu éternel au pied d'une montagne qu'il avait couronnée d'un château-fort, et c'est de cette capitale qu'il écrivit, le 26 mai 1323, au pape Jean XXII, pour lui déclarer qu'il était prêt à recevoir le christianisme, si le souverain pontife voulait réprimer l'audace des chevaliers teutoniques. Pour négocier avec lui, deux légats du pape arrivèrent l'année suivante à Riga, où ils furent témoins des actes de licence, de cruauté et de brigandage commis par les porte-glaives dans cette ville et dans le pays qui leur était soumis. Déjà les traités avaient été rédigés, lorsque Gédimin, indigné des crimes révoltants des moines allemands, rompit les négociations et renonça à une alliance inutile avec la cour de Rome, pour en chercher une autre (1). Il donnait l'hospitalité aux Polonais et aux Allemands, faisait venir des artisans et des hommes laborieux de différents pays, accueillait avec bonté les francis-

(1) Gédimin disait dans sa lettre au pape Jean XXII : « Si je triomphe des chrétiens, dans les combats, mon intention n'est pas d'anéantir leur religion ; je ne fais que me défendre contre mes ennemis. Je suis entouré de moines franciscains, de dominicains auxquels je donne pleine liberté d'instruire et de baptiser mes sujets. Moi-même, je crois à la sainte Trinité, et je désire vous obéir comme au chef de l'Église, comme au pasteur des rois. Je réponds également des bonnes dispositions de mes seigneurs ; mais employez votre crédit pour apaiser les cruels Allemands. » (Rainald, *Annal. eccl.*, t. XV.) Jean, au comble de la joie à la réception de cette lettre, dépêcha aussitôt en Lithuanie Barthélemy, évêque d'Alet, et Bernard, abbé du Puy ; mais Gédimin, voyant que le pape n'était pas assez puissant pour le protéger contre les attaques de l'ordre teutonique et des chevaliers porte-glaives, changea tout d'un coup d'avis. Il alla au-devant des ambassadeurs de Jean, auxquels il dit, dans un mouvement d'indignation : « Retirez-vous, je ne connais ni ne veux connaître votre pape. Je professe la religion de mes pères, et jusqu'au tombeau je lui serai fidèle. » (Krantz, *Vandal.*, lib. VIII, chap. IX.)

cains qui venaient prêcher la foi dans ses États, mais les porte-glaives arrêtaient souvent ces religieux et les massacraient. Tout en combattant ces derniers et les Teutoniques, il négociait avec la Pologne et les villes hanséatiques.

61. — Gédimin, allié de Vladislav le Bref, roi de Pologne. — Leurs guerres avec les Teutoniques.

Un ennemi commun, des vues analogues et certaines dispositions personnelles rapprochèrent Vladislav le Bref de Gédimin. Quoique la Lithuanie eût été jusqu'alors ennemie de la Pologne, les ducs de Mazovie et quelques familles polonaises s'étaient déjà alliés aux Lithuaniens par les liens du sang. De même, en concluant, en 1325, un traité, les deux monarques voisins s'allièrent aussi par le mariage de leurs enfants. Anna Aldone, fille de Gédimin, épousa Casimir, fils de Vladislav le Bref. Avec elle retournèrent vingt-quatre mille captifs, que les Lithuaniens avaient, à différentes époques, emmenés de la Pologne pendant leurs incursions. Le traité était offensif et défensif; l'ennemi, les chevaliers teutoniques et leurs alliés. Ni l'ordre suprême du pape, ni les anathèmes lancés plusieurs fois contre eux, au milieu du son étouffé des cloches et des lumières éteintes, n'avaient su arrêter ces moines armés ; dépouillés de toute honte et de toute vertu, comme l'écrivait Vladislav le Bref, ils ne se souciaient guère de la considération des hommes et n'avaient aucune crainte de Dieu. Leur avidité n'avait point de bornes; leur haine contre la race slave et lettonne était implacable, et leur puissance, à cette époque, était parvenue au plus haut degré. Ils possédaient la Poméranie depuis la Drave jusqu'à la Vistule et toute la Prusse, tandis que les porte-glaives occupaient la Courlande et la plus grande partie de la Livonie, qu'ils complétèrent bientôt, en se faisant céder, en 1346, l'Estonie par les Danois : vaste pays appuyé à la mer, bien fortifié et plein de ressources. Dominant sur la mer et les îles voisines, ils avaient les moyens de s'enrichir par le commerce et de faire des levées. Ils désiraient conquérir à tout prix la Samo-

gitie et la Lithuanie ; bientôt ils virent augmenter leurs forces, car, sous prétexte de croisades contre ces pays idolâtres, les Allemands ne cessaient d'accourir de tous côtés sous leurs drapeaux. Ils en voulaient aussi à la Pologne qu'ils projetaient, avec d'autres puissances, de subjuguer et de partager; ils étaient appuyés par les margraves de Brandebourg et le roi de Bohême, qui se disait toujours roi de cette Pologne dont chacun désirait avoir sa part. Lorsqu'on en vint aux mains avec un ennemi si puissant, une guerre générale ne tarda pas à s'allumer, dans laquelle combattirent d'un côté les chevaliers teutoniques, les porte-glaives, les Mazoviens, les Brandebourgeois et les Bohêmes ; de l'autre côté, les Polonais et les Lithuaniens, conduits par Vladislav le Bref et par Gédimin. Dans une expédition entreprise en commun, ces derniers firent de grands ravages dans la Marche de Brandebourg, et eurent leurs propres pays dévastés par les ennemis. Les Allemands redoublèrent d'efforts en 1329 et 1330. Jean, roi de Bohême, étant arrivé au secours des chevaliers teutoniques, ils brûlèrent Vilno, s'emparèrent de Dobrzyn et d'une partie de la Cuiavie ; d'un autre côté, les porte-glaives conquirent Riga. Après de nouveaux préparatifs, Vladislav le Bref, ayant remporté en 1331 une grande victoire à Plovcé, sauva la Pologne, mais il ne put arracher la Cuiavie des mains des ennemis vaincus. Bientôt après, ce roi mourut, après avoir recommandé à son fils, Casimir, de continuer la guerre ; malheureusement celui-ci se hâta de conclure la paix. Gédimin, son allié, guerroya plus longtemps avec les Teutoniques. En se battant en Prusse et dans son propre pays contre les hommes de toute l'Europe qui accouraient sous les bannières de la croix, il fut tué à Viélona d'un coup de feu (1340), en léguant la guerre à ses successeurs, qui ne déposèrent pas les armes.

62. — Olgerd paraît sur la scène.

Yavnuta, fils de Yévna, troisième femme de Gédimin, devint grand-duc après la mort de son père, et exerça une sorte de

pouvoir souverain sur le reste de sa famille. Mais Olgerd et Kieistut, fils de Gédimin et d'Olga, princesse de Smolensk, plus braves que leurs autres frères, craignant que le vaste empire de leur père, gouverné par une main inhabile, ne fût mis en lambeaux par les ducs vassaux, ôtèrent le pouvoir à Yavnuta, et Olgerd devint grand-duc et se fit obéir par les ducs lithuaniens et russiens. Son vaste empire s'étendait depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Noire. Son long règne fut rempli de guerres; car, outre ses expéditions du côté de Pskov et de Moscou, il eut à combattre les chevaliers teutoniques, les Polonais et les Tatars. Il saisit d'un bras puissant le gouvernement de tous les duchés; il n'y avait pas d'ennemis qu'il redoutât, comme il n'y avait pas de victoire qui pût satisfaire son désir de conquêtes ou ralentir son activité. Vaillant sur le champ de bataille, il n'hésita point à employer la ruse et la séduction; cependant la rapidité de ses opérations et une adroite dissimulation dans ses desseins accompagnaient plus souvent ses entreprises. Dès les premières années de son règne, ses armes, dirigées de différents côtés, furent couronnées de succès. Aussitôt qu'il eut menacé Pskov et Novogrod la Grande (1346, 1349), ces villes se montrèrent dociles à ses volontés. Battu en Prusse, dans les plaines d'Onkaïm (1346) et sur la Strava, près de Labiau (1347), il n'en fut pas moins formidable à ses ennemis allemands. Il conclut la paix avec le grand-duc de Moscou (1350), avec les chevaliers teutoniques (1358), et promit à l'empereur de se rendre auprès de lui pour recevoir le baptême, parce que ses guerres avec les Polonais et les Tatars, auxquels il voulait arracher le reste de la Ruthénie, appelaient son attention d'un autre côté. C'est toujours de ce pays qu'il s'agissait dans tous les démêlés d'Olgerd avec ses voisins, excepté avec les chevaliers teutoniques. La Ruthénie, divisée depuis un siècle en trois grandes parties, était devenue un champ de bataille, dont les Tatars, les Polonais et les Lithuaniens se disputaient la possession. Deux de ces divisions, dans lesquelles les principes opposés de la liberté et du despotisme avaient pris racine, Novogrod la Grande et la Moscovie, se trouvèrent plus fortement constituées, et il s'y mani-

festa plus de résistance à se fondre avec des États de même nature; dans la troisième, où les souverains n'avaient pas de pouvoir absolu et où les libertés du peuple étaient en souffrance, la faiblesse des forces vitales facilita une transformation sociale. Nous allons examiner successivement cet état des choses dans chacune de ces trois divisions.

63. — Novogrod la Grande et Pskov sous la protection d'Olgerd.

Parmi les villes du nord qui s'étaient distinguées par leurs richesses et leurs libertés, Polotsk et Vitepsk finirent par s'incorporer à l'empire lithuanien qui les prit sous sa protection. Les traités de commerce que Smolensk avait renouvelés avec Riga, en 1330 et 1359, prouvent que cette ville jouissait alors d'une grande prospérité. Les kniaz s'y succédaient assez tranquillement sans reconnaître de grands-ducs étrangers; mais, voyant la grande puissance de la Lithuanie, ils permettaient à Olgerd de traverser leur pays avec ses armées. Le peuple de Novogrod la Grande continuait à défendre, non sans quelques tumultes, ses libertés communales; celui de Pskov, non moins jaloux des siennes, savait se gouverner avec plus de calme. Le nombre prodigieux de kniaz, parmi lesquels les Novogrodiens avaient l'habitude de choisir leurs chefs, ayant considérablement diminué, il ne leur resta d'autre parti à prendre, pour éviter la haine du despotisme tzarien et les incursions des Tatars, que de s'attacher aux descendants de Bogolubski, et de les appeler à gouverner leur république. Mais il parut étrange aux grands-ducs de Moscou, maîtres absolus chez eux, de n'exercer à Novogrod qu'un pouvoir délégué et de dépendre des caprices du peuple; voulant conserver au moins une autorité nominale dans cette ville et éviter les désagréments qui pourraient en résulter, ils cessèrent d'administrer personnellement ses affaires et en confièrent le soin à leurs lieutenants; aussi les faibles liens qui attachaient cette ville à Moscou se relâchèrent encore davantage. Le grand-duc Siméon, nouvellement nommé par la horde, avait envoyé, en 1341, des

employés à Torjek pour y lever des impôts; les Novogrodiens irrités mirent aux fers ces collecteurs de taxes et lui déclarèrent que, s'il se conduisait de la sorte, il pourrait perdre ses droits à les gouverner. On allait en venir aux mains, lorsque le grand-duc, reconnu par les Novogrodiens, se contenta d'un tribut annuel qu'ils lui avaient promis. Pendant ce temps Pskov était assiégé par les Allemands. Les habitants de cette ville appelèrent Olgerd à leur secours; il accourut, et, en menaçant les derrières de l'ennemi, le força à se retirer. Cédant à leurs prières, il leur envoya, en 1346, son fils André pour les gouverner, et alors les Pskoviens, se voyant protégés par la Lithuanie, déclarèrent qu'ils ne voulaient plus dépendre de Novogrod la Grande, séparation à laquelle la métropole et Moscou durent consentir. Dans le même temps, Narimund qui avait, pendant plus de cinquante ans, gardé Orekovietz, étant mort ou près de mourir, les Suédois profitèrent de cette occasion pour s'emparer de cette forteresse. Les habitants de Novogrod s'en alarmèrent, car les Suédois, maîtres de cette place forte, pouvaient non-seulement gêner, mais interrompre leur commerce par les lacs et la Néva. Olgerd leur ayant envoyé des secours, ils reprirent non-seulement Orekovietz, mais ils conquirent une grande partie de la Carélie, que les Suédois leur cédèrent par un traité. Ces succès attachèrent les Novogrodiens à la Lithuanie, dont l'influence et le nombre des partisans augmentèrent tellement que, lorsqu'en 1385, Linguénis, fils d'Olgerd, désira obtenir les domaines possédés autrefois par Narimund, ils s'empressèrent de les lui accorder et de lui confier la garde d'Orekovietz. Les deux républiques menèrent donc, pendant plusieurs générations, une existence heureuse et à l'abri de tout danger sous la protection de la Lithuanie. Cependant Novogrod payait un tribut à Moscou.

64. — Démêlés d'Olgerd avec Casimir le Grand au sujet de la Ruthénie de Halitch.

La Ruthénie méridionale, appelée aussi duché de Halitch et de Kiiov, très peuplée et ayant beaucoup de villes et de villages

dans sa partie occidentale vers le haut Dniester et sur les bords du Bug et du Styr, présentait dans ses autres parties des ruines ou des déserts. Les Tatars avaient dépeuplé ces régions fertiles, et après avoir chassé les Polovtzi des steppes de la mer Noire, ils les laissèrent inhabitées. Ce fut alors que les Valaques, arrivés des bords du Danube, commencèrent à s'établir sur le Pruth et sur le Sereth, dans les pays appartenant au duché de Halitch. Ce duché se divisait, encore du temps des descendants de Daniel, en Ruthénie proprement dite ou Rouge, et en duché de Volhynie ou de Vladimir. En vertu d'un droit nouvellement introduit dans ce pays, ces deux divisions passèrent par les femmes, à quelques années d'intervalle, au pouvoir des descendants de Piast et de Lutuver. Lubart, en sa qualité d'époux de Boutcha, fille de Vladimir, avait occupé, en 1319, la Volhynie avec ses annexes; Boleslav avait hérité en 1327 du chef de sa mère, Marie, fille de Léon II, du duché de Halitch et de tous les pays qui en faisaient partie. Gédimin saisit au profit de la Lithuanie les possessions de Lubart, et Casimir le Grand incorpora à la Pologne celles de Boleslav, après la mort de ce prince, arrivée en 1340. Tout cela se fit en vertu d'un droit nouveau inconnu de la Ruthénie, en vertu du droit féodal, et ce pays dans son affaiblissement, non-seulement ne put s'y opposer, mais il sembla même s'y prêter et consentir volontiers à ce changement de souveraineté (1). Après ces incorporations,

(1) L'occasion de réunir le duché de Halitch ou la Ruthénie Rouge à la Pologne, dont, comme nous avons dit plus haut, les Polonais n'avaient pas voulu profiter en 1195, se présenta de nouveau en 1340, lorsque les Ruthènes, s'étant débarrassés de leur dynastie par la mort de Boleslav, dernier duc de Halitch, du chef de sa mère Marie, fille et héritière de Léon II, vinrent demander à Casimir le Grand de réunir leur pays à la Pologne. Comme en 1195, il y eut aussi en 1340 des seigneurs polonais qui, se rappelant les perfidies, les trahisons, les meurtres, les empoisonnements et toutes sortes d'excès dont la Ruthénie avait été souvent le théâtre, voulaient détourner le roi d'accéder à leurs vœux, de peur que cet esprit de violence ne se communiquât à la Pologne. Jean Spytek de Melsztyn se fit, à l'assemblée des seigneurs polonais et ruthènes convoqués à cette occasion à Léopol, l'organe de ces craintes et de ces hésitations. Il opina pour le rejet de la demande des Ruthènes et comme beaucoup de seigneurs polonais semblaient vouloir se prononcer dans

Casimir et Olgerd, pour ne rien perdre de leurs nouvelles possessions, commencèrent à rechercher ce qui avait autrefois appartenu aux pays qu'ils venaient d'acquérir. Les Valaques,

le même sens, le roi prit la parole et démontra dans un long discours qu'il serait peu humain de repousser ceux qui, reconnaissant leurs torts, venaient d'eux-mêmes demander leur pardon, et promettaient de ne faire désormais qu'un seul peuple avec les Polonais. « Ne serait-il pas plus honorable, dit-il, de les ramener dans la bonne voie par la douceur et la bienveillance? » Il rappela aussi qu'indépendamment d'une origine commune, le danger qui surgissait alors du côté des Ottomans d'Asie leur faisait aux uns et aux autres une loi de s'unir par un lien indissoluble. S'adressant ensuite aux seigneurs ruthéniens, il leur dit : « Nous vous invitons à rentrer dans le sein de cette patrie dont vous avez été séparés par la domination de vos princes, et à laquelle vous vous êtes empressés de revenir dès que vous êtes redevenus libres. Par là, vous avez prouvé que nous sommes les enfants d'une même famille. Puisse le ciel bénir cette sainte union! Que depuis ce jour cette patrie vous soit commune avec nous, cette patrie rendue heureuse par la liberté et illustrée par tant de vertus! Chérissez-la, comme nous la chérissons, et contribuez à son bonheur et à sa grandeur! » (Zimorovicz, *Histoire de la ville de Léopol*, p. 47-50.) L'auteur a puisé dans les anciens documents déposés dans les archives de cette ville dont il a été un des consuls vers l'an 1650.

Voilà comment s'est accomplie l'union de la Ruthénie Rouge avec la Pologne. Elle s'est accomplie de la même manière dont nous voyons de nos jours s'unir les peuples que des dynasties différentes avaient tenus séparés pendant des siècles, mais qui, s'en étant enfin débarrassés, se hâtent de se réunir en un seul corps de nation. Il n'y a entre ces deux faits historiques d'autre différence que celle-ci : au XIVe siècle, ce sont les principaux citoyens qui, se faisant les organes des vœux de toute la nation, viennent demander au roi de les réunir à leurs compatriotes; au XIXe siècle, ce sont les peuples en masse qui manifestent leurs vœux au moyen du suffrage universel.

Outre le consentement de la nation, la Pologne a encore une autre espèce de droit à faire valoir; c'est celui de succession, par lequel se sont formés, constitués et agrandis presque tous les États de l'Europe au moyen âge et dans les temps postérieurs. Marie, fille de Léon II, duc de Halitch, avait épousé Troïden, duc de Mazovie. Leur fils, Boleslav, dernier héritier de cet État du chef de sa mère, ayant été empoisonné sans laisser de postérité, Casimir le Grand, son parent, fort des vœux et du consentement de la nation, réunit la Ruthénie Rouge à la Pologne, comme héritier des ducs de Mazovie, frères de Boleslav, qu'il dédommagea par la cession qu'il leur fit du duché de Belz.

Ainsi, identité de race, consentement national, droit de succession, tels sont les titres de la Pologne à la possession de la Ruthénie.

A quoi pensait alors Jean Kalita, grand-duc de Moscovie? Pourquoi ne

établis entre le Dniester et le Danube, qui avaient commencé à se constituer en corps de nation et à choisir des voïévodes, devaient nécessairement reconnaître pour leur suzerain le sou-

s'est-il pas présenté pour recueillir cette succession? Quelles étaient ses occupations l'année même de sa réunion à la Pologne? Écoutons ce que Karamsin répond à ces questions : « Voulant arracher la principauté de Tver à son cousin Alexandre, Jean Kalita se hâta de se rendre lui-même à la horde avec ses deux fils aînés, Jean et Siméon, qu'il présenta au fier Usbeck, comme les plus fidèles et les plus zélés serviteurs de la famille du khan. Il sut enfin, par d'adroites flatteries, par des présents répandus avec profusion, gagner la confiance du khan, au point qu'il lui fut dès lors possible d'atteindre son but principal, celui de noircir le prince de Tver. Jean le peignit aux yeux d'Usbeck comme l'irréconciliable ennemi des Mongols, comme un prince toujours prêt à armer toute la Moscovie contre eux. Effrayé du péril dont il se voyait menacé, le khan envoya sur-le-champ à Alexandre l'ordre de venir le trouver à la horde. Afin d'éloigner toute espèce de soupçon, Jean revint immédiatement à Moscou pour y attendre les suites de ses accusations..... Quelques seigneurs tatars, la reine elle-même, tâchaient d'obtenir la grâce du prince, lorsque l'arrivée des fils de Jean à la horde décida l'affaire. Gagné par eux ou par les affidés de leur père, Usbeck décida, sans plus de discussions, que l'ingrat, le séditieux prince de Tver méritait la mort. Cependant Alexandre conservait encore quelques espérances ; comme il attendait des nouvelles de la reine, il monta à cheval pour aller solliciter ses protecteurs ; mais à la nouvelle que sa perte était inévitable, il retourne dans sa tente, reçoit les sacrements avec son fils, embrasse tendrement ses fidèles serviteurs, et marche avec fermeté à la rencontre des assassins qui lui tranchent la tête, ainsi qu'au jeune Féodore, et coupent ensuite par morceaux leurs corps inanimés. » Si quelqu'un est curieux de savoir ce qui se passait, à cette époque, dans d'autres principautés de la Moscovie, c'est encore Karamsin qui le lui dirait : « Les habitants des autres États russes, hors de la dépendance de Jean, en proie à la licence des citoyens ou à la tyrannie de princes pusillanimes, enviaient l'ordre et la tranquillité qui régnaient dans ses États. Ainsi le prince Vassili fit périr son oncle, André Mstislavitch : ainsi Korotopol de Résan, lors de son retour de la horde, se saisit en chemin de la personne d'Alexandre de Pronsk, son parent, qui allait porter son tribut au khan ; il le pilla et le mit à mort dans la ville actuelle de Rézan : ainsi, en 1340, à la suite d'un conseil tumultueux, malgré toutes les représentations du métropolitain, Théognoste, les habitants de Briansk massacrèrent le prince Gleb, etc. » (*Histoire de Russie*, t. IV, chap. IX.)

Voilà ce qui se passait dans la Moscovie pendant que la Pologne reconstituait son unité, pour opposer une barrière plus forte à ces mêmes Tatars, devant lesquels les grands princes de Moscovie rampaient avec une lâche soumission, et dont ils armaient le bras contre leurs propres compatriotes. Pendant que les autres princes moscovites s'entr'égorgeaient, le roi de Pologne préparait

verain actuel du duché de Halitch. Casimir le Grand leur avait demandé les armes à la main de lui rendre hommage, et malgré le mauvais succès de son expédition, ceux-ci ne contestè-

d'avance les moyens de faire face au danger qui menaçait la chrétienté du côté de l'Asie Mineure, où les Ottomans venaient de réunir leurs forces prêtes à se précipiter sur l'Europe.

Jean Vitoduranus, moine franciscain et chroniqueur contemporain, dit qu'avant que Boleslav eût hérité du duché de Halitch, la horde avait envoyé deux chefs tatars pour gouverner ce pays après la mort de ses derniers princes tués dans une guerre contre les Lithuaniens, et il ajoute que ces deux chefs ont été successivement empoisonnés par les Ruthènes (*Corp. hist. medii ævi* d'Eckard, t. I, p. 1861). La Pologne devait-elle attendre que la horde établît sur ce pays la même domination, devant laquelle tous les princes moscovites, depuis Yaroslav II jusqu'à Ivan III, pliaient le genou?

Comment, du reste, la Moscovie pouvait-elle prétendre à la succession de Halitch et de Kiiov, puisqu'à l'époque où le dernier rejeton de la famille de Rurik qui y avait régné, vint à s'éteindre dans la Ruthénie polonaise, elle n'existait pas encore comme État? Car peut-on sérieusement appeler ainsi quelques principautés qui, formées à la hâte des peuplades à demi sauvages de l'Oural, s'entre-déchiraient et se débattaient sous le joug des Mongols, et qui, selon l'expression énergique de Karamsin, offraient plutôt l'aspect d'une sombre forêt que celui d'un empire?

On verra plus loin que ce n'est que cent cinquante ans plus tard qu'Ivan III Vassilévitch s'avisa de réclamer cette succession qu'aucun de ses prédécesseurs n'a contestée à la Pologne pendant une si longue suite d'années.

Quant au reste du pays sur lequel les tzars de Moscovie commencèrent dès lors à former des prétentions, depuis Smolensk au nord jusqu'à la mer Noire au midi, c'est la Lithuanie qui, l'ayant délivré de la domination des Tatars et en ayant pris possession, l'apporta à la Pologne par le fait de son union avec elle, commencée en 1386 et définitivement accomplie en 1569.

Le droit de la Pologne à la possession de tous ces pays lui fut dans la suite reconnu par Michel Fédorovitch lui-même dans le traité de paix perpétuelle qu'il conclut avec le roi Vladislav IV, le 15 juin 1634, aux bords de la Polanovka, où il est dit que son titre de tzar de Moscovie et d'autocrate de toutes les Russies ne pourra lui donner un droit quelconque à cette Russie qui appartient *ab antiquo* à la Pologne.

Longtemps avant l'époque de la réunion, les Polonais de toutes les classes et de toutes les conditions s'étaient répandus et établis sur les bords du Dniéper, de la Vilia, de la Pripète et du Dniester. La facilité de leurs manières, l'affabilité de leurs mœurs, la supériorité de leurs lumières firent en sorte que les Lithuaniens et les Ruthènes abandonnèrent peu à peu leur langue, leurs usages, et jusqu'à leur rit grec. Toute la noblesse, à l'exception des princes d'Ostrog, se fit catholique, les classes moyennes accédèrent à l'union

rent pas dans la suite les droits de la Pologne. Il réclamait, d'un autre côté, Vladimir, Lutsk, Chelm, Krzemienietz et la Podolie, villes et provinces qui devaient appartenir au duché

des Églises grecque et latine, conclue à Florence en 1439, et renouvelée à Brest en 1595, et il n'y eut que le bas peuple qui resta dans le schisme. Quant à la langue, ils l'apprirent si bien qu'aujourd'hui même on parle le plus pur polonais en Ruthénie, dans les environs d'Yaroslav et de Pérémisle, et on l'écrit parfaitement à Vilno, capitale de la Lithuanie.

En présence de ces faits et des témoignages incontestables de l'histoire, que signifient les paroles du tzar Alexandre II, paroles qu'il prononça l'année dernière à Kamicnietz-Podolski, devant une députation de Polonais, qui étaient venus lui demander la permission de se servir de leur langue dans les écoles et les tribunaux? « N'oubliez pas, messieurs, leur dit-il, que vous êtes Russes. » Quelque puissant que soit un autocrate, il y a cependant des choses qui dépassent ses forces, et sa prétention de changer les Polonais en Russes, en est la preuve la plus frappante.

Le lecteur décidera, dans son impartialité, d'après le récit de l'auteur et les preuves historiques que nous y avons ajoutées, de quel côté sont le droit et la justice dans cet éternel procès entre la Pologne et la Russie, que le journal le *Nord* a récemment remis sur le tapis. On ne sait que trop que la force est du côté de cette dernière puissance ; mais un jour viendra peut-être où la force fléchira devant le droit.

Peut-on désespérer du triomphe de la justice au moment où l'on voit un génie puissant, envoyé par la Providence, pour redresser les torts séculaires, tendre la main aux peuples opprimés? Il faut espérer que l'affranchissement des nationalités morcelées et enchaînées à d'autres qui leur sont antipathiques, ne s'arrêtera pas dans sa marche au pied des Alpes, aujourd'hui que la France, guidée par Napoléon III, a repris le rang dont les gouvernements précédents l'avaient fait descendre. La politique, *chacun chez soi, chacun pour soi*, a été ensevelie dans le tombeau de Claremont. Si la politique généreuse, adoptée depuis quelque temps, et la seule qui convienne à la France, allait lui susciter des embarras, qu'elle se souvienne qu'en cas de besoin elle trouvera partout des millions d'amis au milieu même de ses ennemis.

Il ne faut pas une grande sagacité politique pour discerner les motifs qui ont occasionné l'entrevue des trois souverains à Varsovie. C'est d'abord l'intérêt commun né du crime perpétré il y a près de quatre-vingt-dix ans et ensuite les faits récents qui se sont produits en Italie. Pour prendre des mesures contre les annexions accomplies par les vœux des populations, ils se sont réunis dans la capitale de la Pologne qui tomba victime des annexions trois fois répétées par suite de la conspiration des trois despotes, leurs prédécesseurs, contre un peuple libre et indépendant, et dont les possessions avaient été garanties par des traités solennels conclus à différentes époques avec les mêmes despotes. Ils y ont raffermi la coalition qui n'a jamais été dissoute, et qui sera une menace

de Halitch, et il n'y avait pas de doute qu'il aurait pu réclamer aussi Kiiov. Mais comme tous ces pays étaient possédés alors par la Lithuanie, il lui fallut recourir aux armes pour prendre Chelm, Vladimir et Lutsk (1349) qu'Olgerd reprit l'année suivante. Casimir voulait confier le gouvernement des pays en litige à Lubart, mais celui-ci prétendait les posséder par le droit héréditaire de sa femme Boutcha. Ne voulant point reconnaître un pareil droit, le roi de Pologne, irrité contre Lubart, fut encore forcé de prendre les armes pour l'expulser, et, ayant cette fois réuni plus de forces, il conclut en 1366 une paix, par laquelle il céda de bon gré à la Lithuanie la Podlassie au delà du Bug, obtint d'elle la reconnaissance des droits de la Pologne sur la Volhynie et sur la Ruthénie, et donna à titre de fief Chelm, Lutsk et Vladimir, comme propriété de la Pologne, à quelques-uns des petits-fils de Gédimin, et notamment aux fils de Koriat. De pareils démêlés se renouvelèrent encore du temps du roi Louis qui, en changeant seulement les possesseurs féodaux, disposa aussi des terres de la Volhynie en faveur de la Lithuanie et accomplit un autre acte de seigneur suzerain en fondant des évêchés en Volhynie et en Podolie. Olgerd accéda volontiers à toutes ces transactions, facilitées d'ailleurs par les liens de famille, car il lui importait d'accommoder ces différends avant de porter toutes ses forces contre les Tatars et les Moscovites.

65. — Démêlés d'Olgerd avec les Tatars et les Moscovites.

Après la mort d'Usbeck (1341), la grande horde de Kaptchak commença à s'affaiblir par des discordes intestines, et à se divi-

permanente pour le nouvel État qui s'établit dans la Péninsule italique, et pour la France, sous les auspices de laquelle il se forme. Pour rompre cette coalition il n'y a qu'un seul moyen, c'est d'aider la Pologne à rétablir son indépendance, à regagner ses anciennes frontières. Voilà la véritable clef de voûte du futur édifice européen, telle que Napoléon Ier se la représentait, mais, dont, hélas! il ne comprit toute l'importance que trop tard. Voilà la seule garantie d'une paix durable, du bonheur et de la tranquillité des peuples.

ser en plusieurs autres plus petites. Les Tatars de Perekop, qui s'étaient établis en Crimée et dans les steppes de la mer Noire, s'en détachèrent. Les Lithuaniens en étendant leurs conquêtes dans la Ruthénie, ne tinrent aucun compte des dispositions de la horde, sans s'engager cependant dans une guerre ouverte avec elle. Ne la craignant plus sous Olgerd, ils marchèrent avec lui contre les établissements tatars situés dans des steppes désertes. Vainqueurs en 1363, ils pénétrèrent en Crimée et pillèrent les trésors de cette péninsule. A partir de cette expédition, les Tatars sont soumis à la Lithuanie, restent sous sa protection, et les khans de Perekop sont nommés par le grand-duc de Lithuanie. Olgerd, après avoir conclu la paix avec Casimir le Grand, prit la défense des intérêts du duc de Tver, son beau-frère, persécuté par Dimitr Donskoï, grand-duc de Moscou. Le duc de Tver s'étant mis sous sa protection, Olgerd qui avait, depuis longtemps, reculé les frontières de son empire jusqu'à Mozaïsk, et annoncé que la Ruthénie n'appartenait pas à la Moscovie, marcha trois fois sur Moscou (1368, 1370, 1372), et investit cette capitale. La paix conclue avec Dimitr près de Borovsk, comprit les ducs de Tver, de Briansk, de Rézan, et assura l'indépendance du premier. Olgerd promit par ce traité de ne point s'opposer à l'exécution des ordres que le grand-duc de Moscou pourrait recevoir de la horde. Mais les Moscovites, devenus plus hardis par l'affaiblissement de la horde de Kaptchak, furent en état de tenir tête aux Tatars. Trois ans après la mort d'Olgerd, ils leur livrèrent en 1380 une grande bataille dans les plaines de Koulikov, non loin du Don, dans laquelle les ducs russiens et lithuaniens, sous le commandement de Dimitr, défirent complétement les troupes de Mamaï. Mais Dimitr eut peur de sa victoire et n'osa pas défendre sa capitale contre les Tatars qui tournèrent bientôt (1382) leurs armes contre elle, et la prirent malgré la défense d'Osteï, petit-fils d'Olgerd. Les Novogrodiens, auxquels les Lithuaniens avaient communiqué leur esprit guerrier, se montrèrent alors plus hardis. Leurs jeunes gens, en descendant le Volga, pénétraient jusque dans les possessions des Tatars ; dans une de

ces excursions ils surprirent Kazan, et forcèrent cette ville à se racheter du pillage. Une de ces bandes ayant commis quelques dégats à Kostroma et à Nizni-Novogrod, Dimitr tomba sur les monastères et les entrepôts du commerce des Novogrodiens, situés sur la frontière, et en vengeant ses propres injures, il exigea d'eux de mettre un terme aux expéditions contre les Tatars. Ils répondirent qu'ils n'avaient rien fait pour les encourager, et s'engagèrent par une nouvelle convention à lui payer un tribut. Cependant depuis qu'on osa attaquer ouvertement les Tatars, leur joug devint plus léger pour la Moscovie.

66. — Guerres d'Olgerd et de son frère Kieistut avec les chevaliers teutoniques.

Pendant ce temps, les guerres des Lithuaniens contre les chevaliers teutoniques se renouvelaient et continuaient. Olgerd accourut de Moscou en Prusse pour soutenir les efforts de son vaillant frère qui gouvernait les pays limitrophes des possessions de l'ordre teutonique. Dévoué à son frère, endurci aux fatigues dans une longue suite de combats, Kieistut grandissait au milieu des dangers, et ne se laissait point abattre par les revers de la fortune. Dans ses expéditions aventureuses, il lui arriva plus d'une fois de combattre corps à corps avec l'ennemi. Les guerres avec les chevaliers teutoniques n'étant plus inspirées par le fanatisme, cessèrent d'être aussi cruelles qu'elles avaient été lorsqu'on passait au fil de l'épée, qu'on pendait, torturait, brûlait vifs les malheureux païens, et que ceux-ci usaient de représailles envers les moines. Depuis que la Lithuanie avait grandi, que ses richesses s'étaient accrues, elle ne montrait plus aucune répugnance pour la religion chrétienne; et lorsque ses guerriers eurent endossé l'armure tout comme leurs ennemis, ils devinrent plus accessibles aux sentiments de l'humanité, et l'esprit chevaleresque commença à animer les combattants. La vie des chefs fut respectée. Les Allemands et les Lithuaniens faits prisonniers purent regagner la liberté par la rançon, par l'échange, quelquefois par des accidents extra-

ordinaires. Kieistut lui-même, captif en 1360, fut traité avec tous les égards dus à son rang. Il ne put sauver Kovno, qu'il défendit courageusement en 1362 ; son fils Vitovde fut plus heureux à défendre Grodno (1363). Dans les années suivantes, on bâtit des deux côtés beaucoup de forteresses, et des deux côtés elles furent bientôt détruites. En 1370, Olgerd et Kieistut, déjà avancés en âge, conduisirent avec leurs fils, Jagellon et Vitovde, 70 000 Samogitiens, Lithuaniens et Tatars au siége de la forteresse Rudau. Ils furent battus dans une bataille trois fois renouvelée, mais les plus braves des Allemands y périrent aussi, et, quoique vaincus, les Lithuaniens se maintinrent en Prusse. En 1378, les Allemands réussirent à pénétrer jusqu'à Vilno. Olgerd commença alors à négocier, donna des banquets et prépara des piéges. Les Allemands cernés de tous côtés furent heureux d'obtenir la permission de retourner chez eux. Quoique la guerre continuât, Jagellon, après la mort d'Olgerd, entama des négociations, le feu de la guerre se ralentit, mais ne cessa point de ravager la Lithuanie pendant tout le règne de ce prince.

67. — Démêlés de Jagellon avec Kieistut. — Son mariage avec Hedvige, reine de Pologne.

Jagellon, grand-duc de Lithuanie, était d'un caractère soupçonneux. Son favori, Voïdillo, lui ayant fait craindre que son vieil oncle ne songeât à s'emparer du grand-duché, Jagellon entreprit de prévenir l'exécution de ses desseins, et dans cette vue entra en intelligence secrète avec les chevaliers teutoniques, pour ôter la vie à son oncle et à ses fils. Mais Kieistut, averti par un chevalier, tomba à l'improviste sur Vilno, s'empara de cette ville par un coup de main, en chassa Jagellon, auquel il consentit ensuite à donner un duché à la prière de son fils Vitovde, et fit pendre Voïdillo. Jagellon, loin de s'en contenter, reprit Vilno à la première occasion (1382), et après s'être saisi de Kieistut et de Vitovde, les jeta en prison ; Kieistut fut assassiné ; Vitovde, revêtu des habits de sa femme, parvint

à s'échapper et se réfugia en Prusse chez les chevaliers teutoniques. Vitovde et Jagellon étaient réconciliés, lorsque celui-ci songea à se marier avec Hedvige, reine de Pologne. Il avait envoyé dans ce dessein des ambassadeurs à Cracovie; il promettait d'introduire la religion chrétienne dans son duché, d'unir ce dernier à la Pologne, et de recouvrer tous les pays que la Pologne avait perdus. Cette proposition ayant été bien accueillie, Jagellon arriva avec ses frères, Vitovde et Boris, à Cracovie, où il fut baptisé, appelé Vladislav, uni à la reine, reconnu roi et couronné (1386). Il semblait que sa dynastie allait former un lien entre les deux États, mais on vit bientôt qu'elle fut entraînée par les principes d'élection, et qu'il ne lui resta que la direction des deux nationalités qui, par des voies différentes, s'acheminaient vers les mêmes libertés.

QUATRIÈME PÉRIODE

1386 — 1569.

La Ruthénie et la Lithuanie changent de nationalité. — Une foule de Polonais s'établissent dans ces pays. — Influence de leurs mœurs, de leur langue et de leurs idées. — L'intérêt commun et les libertés de la noblesse forment un lien d'union.

TROISIÈME PÉRIODE

DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

1386 — 1444.

Les grands-ducs sont lieutenants du roi de Pologne.

---

68. — La Ruthénie Rouge change de nationalité.

Le changement de nationalité d'un peuple commence ordinairement dans les classes supérieures. L'influence d'une civilisation étrangère plus avancée que la leur, et l'intérêt particulier font des hommes de ces classes les citoyens du monde, et les rendent plus faciles à se dépouiller de ce qui leur est propre, pour se revêtir de ce qui ne leur appartient pas. Le désir d'augmenter leurs richesses, d'acquérir du crédit et des priviléges, par lesquels ils sont sûrs de s'élever au-dessus du peuple et de le gouverner, est un motif puissant qui les attire vers ces nouveautés. Le peuple conserve ordinairement plus

longtemps ses mœurs, sa langue et sa religion; mais il n'oppose pas à leur changement une assez forte résistance, il est passif, laisse faire, est indifférent et se trouve réduit à l'impuissance par la prépondérance de la classe supérieure. Il en était en quelque sorte de même en Ruthénie et en Lithuanie, lors de la fusion de ces pays avec la Pologne. Les ducs, qui avaient partagé entre eux les terres conquises, furent les premiers à prendre l'initiative des changements, secondés d'ailleurs par les seigneurs et les grands propriétaires qui tenaient le peuple sous le joug de l'esclavage. Et quoiqu'il s'élevât bientôt une faction puissante des grands qui s'opposaient à l'union et cherchaient à l'empêcher, parce qu'elle ne leur semblait pas satisfaire toutes leurs vues ambitieuses, il n'en est pas moins vrai que la fusion et l'incorporation se sont accomplies par les boyards, sans la moindre résistance ou plutôt avec le consentement tacite du peuple. Celui, cependant, qui voudrait attribuer aux seuls propriétaires fonciers l'œuvre de l'union des trois peuples, ne verrait pas toutes les causes qui l'ont produite. Depuis le moment où Jagellon, grand-duc de Lithuanie et de Ruthénie, décida que ces pays seraient incorporés à la Pologne, deux siècles environ s'écoulèrent avant que cette union fût accomplie, ce qui prouve que ce n'est ni par surprise, ni par contrainte, mais par une action lente, libre et variée de toutes les classes d'habitants, que s'est produit ce grand fait historique, auquel, longtemps avant ce prince, tous les esprits dans ces deux pays étaient déjà préparés. Des Polonais, des Allemands, des Juifs n'avaient cessé de se porter en Lithuanie, et lorsque Jagellon songea à obtenir la couronne, ces derniers se trouvaient en grand nombre dans les villes, et les autres remplissaient les campagnes. Un plus grand nombre encore de ces étrangers, et depuis plus longtemps habitait la Ruthénie, dont les grandes richesses les avaient attirés. Casimir le Grand, en incorporant la Ruthénie de Halitch à la Pologne, avait trouvé, outre les indigènes, sa population composée de Polonais, de Mozoviens, de Juifs et d'Arméniens. Il avait promis la liberté du culte à toutes les professions religieuses, et l'Église ruthène

cessa de craindre l'union politique à laquelle Daniel avait voulu l'entraîner. Après avoir fondé en 1362 un archevêché à Léopol pour les Polonais catholiques, il en érigea un en 1367 pour les Arméniens schismatiques, qu'il autorisa par privilége à se servir de leurs lois et à être jugés par leurs propres tribunaux. La charte de 1356, qui accorde à Léopol l'usage du droit de Magdebourg, prouve quelle espèce de population contenait cette ville. Ce droit, qui s'étendit dans la suite à d'autres villes ruthènes, fit tomber en désuétude les coutumes nationales, et introduisit à leur place des règlements étrangers. Aussi dans toutes ces villes il y avait beaucoup de Polonais, un peu d'Allemands et une foule de Juifs, qui avaient leurs synagogues à Vladimir, à Lutsk, à Brest et dans presque toutes les autres villes. La propriété foncière passa aussi entre les mains des familles polonaises et mazoviennes, qui composaient une grande partie de la population ruthène. Comme il y avait déjà beaucoup de Polonais professant la religion catholique en Volhynie et en Podolie, le roi Louis fonda pour eux en 1375 des évêchés catholiques à Pérémisle, à Lutsk et à Kamiénietz; tout cela avait eu lieu avant l'arrivée de Jagellon en Pologne. Si ces provinces, après que les Polonais s'y furent établis, ont vu s'accroître leur prospérité et leur tranquillité, si les intérêts de tous les habitants ont été satisfaits, et les libertés au moins des classes supérieures mieux assurées, l'incorporation de cette partie de la Ruthénie ne devait-elle pas faire désirer aux habitants du reste de ce pays de s'unir à la Pologne, pour jouir des mêmes avantages? Le roi Louis, infidèle à ses serments, avait fait occuper ce pays par des troupes hongroises (1377), mais sa fille Hedvige les en chassa (1391), et Jagellon, après avoir rendu Belz au duc de Plotsk (1386), restitua à la Pologne Chelm avec la Volhynie (1386), de même que la Podolie (1396, 1406), et y introduisit le gouvernement polonais.

69. — La Lithuanie reçoit la foi chrétienne. — Skirgello, frère de Jagellon, nommé grand-duc et lieutenant du roi, cède cette place à Vitovde.

Après le couronnement, Jagellon et Hedvige se rendirent en Lithuanie, où ils éteignirent le feu sacré (znitch) qui continuait encore à brûler, assistèrent à la cérémonie du baptême de tout un peuple, fondèrent un évêché et instituèrent le nombre nécessaire de paroisses. La reine fut surprise de voir la simplicité et la pauvreté de ce peuple, le peu de lumières répandues même parmi les hommes d'un rang plus élevé, qui avaient grandi au milieu des dangers et des fatigues de la guerre. Elle établit, pour le profit de la nation lithuanienne, à Prague en Bohême, et sous le patronage de l'université de cette ville, un collége où une quinzaine de jeunes gens pouvaient se préparer à l'état ecclésiastique. De son côté, Jagellon, en faisant administrer le baptême à son peuple, accorda aux boyards, le 20 février 1387, un privilége, dans lequel il leur promettait les mêmes libertés dont jouissait la noblesse polonaise. Avant de retourner en Pologne, il nomma son frère, Skirgello, grand-duc et lieutenant général du grand-duché. Vitovde, son cousin germain, s'en étant offensé, parce qu'il croyait avoir plus droit à cette dignité, eu égard à l'amitié fraternelle qui unissait leurs pères, se mit de nouveau sous la protection des chevaliers teutoniques, et demanda au roi le gouvernement du grand-duché, qu'il lui donna d'autant plus volontiers que les mœurs dissolues et la cruauté de Skirgello avaient excité un mécontentement général contre lui. Les chevaliers, n'ayant pas été admis à cet accommodement entre Vitovde et le roi, cherchèrent à se venger, ce qui donna lieu à de nouveaux démêlés et à une guerre entre eux et la Pologne. Dans les anciens temps, quand il n'y avait pas encore de grands-ducs, et que les Lithuaniens combattaient ayant à leur tête des chefs nommés *vadim*, on ne vit jamais aucun d'eux se réfugier chez les chevaliers teutoniques et compromettre par là la sûreté de l'État; mais depuis que les grands-ducs eurent affermi leur pouvoir sur le peuple lithua-

nien, ils n'eurent aucun scrupule à se lier avec ces ennemis implacables, et d'envahir avec eux leur propre patrie. Ces intelligences secrètes souillèrent plus d'une fois l'histoire de Lithuanie surtout après la mort d'Olgerd. C'est ainsi que Jagellon chercha à se mettre en garde contre son oncle, Kieistut, qu'il soupçonnait de vouloir lui arracher le grand-duché ; c'est aussi par ce moyen que Vitovde chercha à monter sur le trône grand-ducal, dont il prit possession non sans avoir répandu du sang, avant qu'il parvînt à écarter les autres ducs et à s'en faire obéir.

70. — Vitovde maintient l'intégrité de l'empire lithuanien.

Vitovde avait à maintenir un empire d'une immense étendue, que son oncle Olgerd avait laissé sans limites bien déterminées. Interposant sa médiation entre Georges, duc de Smolensk, et le parti qui lui était opposé, il apaisa les troubles que celui-ci y avait excités, le força à se déclarer vassal de la Lithuanie (1396), et occupa sa capitale par ses troupes. Quelque temps après, lorsque Georges, secouru par le duc de Rézan, son beau-père, eut recouvré sa perte, Vitovde marcha contre ce dernier, le força à abandonner les intérêts de son gendre, et prit pour la seconde fois Smolensk (1404), que lui livrèrent les boyards de son parti. Georges s'étant réfugié chez les Novogrodiens, il l'y poursuivit et ravagea leur territoire, pour les punir de ce qu'ils avaient recueilli cet homme indigne de pitié (1). Il eut aussi des

(1) L'aventure suivante fera mieux connaître le caractère de cet homme indigne de pitié. Siméon, prince de Viazma, qui partageait avec lui tous les malheurs de l'exil, Siméon, son ami et son plus fidèle serviteur, avait une femme belle et vertueuse, nommée Julienne. Voluptueux autant que cruel, Georges brûlait depuis longtemps du désir affreux de souiller la couche de Siméon ; enfin, ayant épuisé tout ce que la séduction et la ruse ont d'odieux, il osa commettre publiquement le crime le plus atroce. Au milieu d'un grand repas donné dans son palais, il poignarda le prince de Viazma, dans l'espérance de profiter de la frayeur de sa malheureuse épouse pour satisfaire son infâme passion. La princesse, pour qui rien n'était aussi précieux que l'honneur, saisit un couteau avec la ferme intention de poignarder le meurtrier ; mais celui-ci détourne le coup et reçoit une forte blessure à la main. La

démêlés avec la Moscovie dont il réprima plus d'une fois le grand-duc Vassili II, son gendre. Ne voulant jamais permettre au métropolitain résidant à Moscou de se mêler des affaires spirituelles de la Ruthénie lithuanienne, et d'y agiter les esprits, il convoqua un synode à Novogrodek (1415), à l'effet de nommer un métropolitain pour ce pays. Mais la grande affaire pour Vitovde, c'étaient les Tatars. Lorsque la horde de Kaptchak, déchirée par des discordes intestines, allait se dissoudre, un des khans, Tokhtamouisch, chassé par un autre, vint à Kiiov demander des secours. Vitovde s'étant décidé à le rétablir, entreprit une expédition lointaine, dans laquelle, ayant rencontré l'ennemi sur les bords de la Vorskla (1399), il fut battu, perdit beaucoup de monde, et fut poursuivi jusqu'aux portes de Kiiov (1). Il ne tarda pas à réparer cette défaite, et eut la satis-

colère succédant alors à la lubricité, Georges tire son sabre, poursuit Julienne jusque dans la cour, la coupe en morceaux et la fait jeter à la rivière.

Les habitants de Smolensk, honteux d'un tel souverain, appelèrent secrètement Vitovde et lui livrèrent cette ville qui depuis ce temps (1404) resta pendant cent dix ans sous la domination de la Lithuanie, jusqu'à ce qu'elle fût livrée aux Moscovites par la trahison de Glinski, comme on verra plus loin. Outre cette principauté, presque tout le pays des Viatitches, c'est-à-dire le gouvernement actuel d'Orel, avec une partie de ceux de Kalouga et de Toula, appartenait déjà à cette époque à la Lithuanie. Possesseur de Rjev et de Véliki-Louki, maître de tous les pays, depuis les frontières de Pskov jusqu'à la Ruthénie Rouge et la Moldavie d'un côté, de l'autre jusqu'aux bords de l'Oka, de la Soula et du Dniéper, Vitovde était monarque de toute la Ruthénie méridionale, tandis que son gendre Vassili II, grand prince de Moscou, relégué dans les tristes contrées du nord, voyait Mozaïsk, Borovsk et Alexin toucher aux frontières de la Lithuanie. (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. V, chap. II.)

(1) Tokhtamouisch, souverain de la horde de Kaptchak, vaincu par Timour-Lenk ou Tamerlan dans les plaines d'Astrakhan, sur les bords du Terek, avait regagné une partie de ses États, dès que l'armée de ce redoutable conquérant de l'Asie se fut retirée. Chassé par son lieutenant Timour-Koutlouk, qui s'empara de Saraï, sa capitale, il vint avec ses femmes, ses deux fils, ses trésors et une nombreuse cour se réfugier à Kiiov, implorant le secours du puissant Vitovde. Celui-ci avait déjà tenté le sort des armes contre les Mongols ; il en avait fait un grand nombre prisonniers dans les environs d'Azov, et en avait peuplé plusieurs villages près de Vilno, où leur postérité existe encore jusqu'à présent. Il se flattait du doux espoir d'être un jour le vainqueur d'un peuple qui faisait trembler l'Europe et l'Asie : il aimait à se représenter qu'il dispo-

faction, dans les années suivantes, d'établir autour de Vilno des colonies de captifs tatars ou de partisans de Tokhtamouisch, qui, ayant quitté la horde, étaient venus demander un asile en

serait du trône de Bâti, et qu'il s'ouvrirait un chemin vers l'Orient, afin de renverser l'empire de Tamerlan. Au moment de frapper le coup décisif, le héros lithuanien désirait engager son gendre, grand prince de Moscou, à le seconder dans ses desseins. Mais comme rien ne pouvait être plus favorable aux intérêts de la Moscovie, dit Karamsin, qu'une guerre entre deux peuples qui lui étaient également odieux, la raison lui défendait de contribuer à la prépondérance de l'un ou de l'autre. Au lieu de troupes, le grand prince envoya son épouse et ses boyards à Smolensk, où se trouvait alors Vitovde.

Dlugosz, historien polonais, dit que la reine de Pologne, Hedvige, cherchait à détourner Vitovde de cette expédition, en lui prédisant les plus affreux malheurs. Vladislav Jagellon, roi de Pologne, confia à son frère ses meilleures troupes, commandées par ses plus illustres généraux, tels que Spytek de Melsztyn, palatin de Cracovie, Sandivoge Ostrorog, Dobrogost de Szamotoul, Raphaël de Tarnov, Jean de Mazovie, et beaucoup d'autres. Les Mongols de Tokhtamouisch, formaient un corps séparé, de même que cinq cents Allemands richement armés, envoyés par le grand maître de l'ordre de Prusse.

Timour-Koutlouk, plus pacifique que belliqueux, se montrait disposé à accepter la paix que Vitovde voulait lui prescrire, lorsque celui-ci exigea que les Mongols représentassent ses armes sur leurs monnaies ; à cette condition, il promit de ne plus donner de secours à Tokhtamouisch. Le khan demanda un délai de trois jours, pendant lesquels il envoya des présents à Vitovde, et lui fit par ses ambassadeurs toutes sortes de soumissions et de caresses. Mais cette déférence extraordinaire n'était qu'un moyen adroit pour gagner du temps, afin de se réunir au reste des troupes tatares.

L'arrivée d'Édiga, autre lieutenant de Tamerlan, dans le camp des Mongols, changea la face des affaires. Blanchi dans les combats, habile autant que courageux, ce prince avait dans la horde le pouvoir d'un autre Mamaï, et gouvernait le khan. A peine est-il instruit par Timour des conditions auxquelles Vitovde accorde la paix, qu'il s'écrie : « Plutôt mourir ! »

Les deux armées se rencontrèrent, le 14 août 1399, sur les bords de la Vorskla. Les Lithuaniens réussirent à jeter la confusion parmi les rangs d'Édiga ; déjà ils se regardaient comme certains de la victoire, lorsque Timour-Koutlouk, disciple de Tamerlan, les attaque par derrière, et rompt leurs bataillons par le choc le plus impétueux. Tokhtamouisch fut le premier qui abandonna le champ de bataille. Le carnage fut horrible et se prolongea jusque bien avant dans la nuit. Les Lithuaniens perdirent, dans cette fatale journée, les deux tiers de leur armée, et laissèrent sur le champ de bataille beaucoup de chefs, tant ruthènes que lithuaniens et polonais. (Dlugosz, *Historiæ Polonicæ*, lib. X, p. 156.)

Pendant que la Pologne, la Lithuanie et la Ruthénie déploraient la perte

Lithuanie. Il eut aussi la consolation de voir les fils et le petit-fils de Tokhtamouisch parvenir au khanat (1408, 1412, 1418, 1430), quelquefois avec son secours, et devenir non-seulement des alliés fidèles, mais se montrer soumis à ses volontés en signe de reconnaissance pour leur rétablissement. Dans les guerres de la Pologne avec les chevaliers teutoniques, Vitovde ne fit pas éclater autant de zèle. Il avait d'abord puissamment contribué à remporter sur eux la célèbre victoire de Grunwald et de Tannenberg (1410) ; mais immédiatement après cette bataille, il se refroidit et se retira, en laissant désormais les Polonais seuls aux prises avec leurs ennemis, et ne les secourut que très rarement (1).

de leurs enfants tombés sous le glaive des Mongols, on se réjouissait à Moscou, dit Karamsin, d'une défaite qui affaiblissait les forces de la redoutable Lithuanie.

(1) Dans cette sanglante bataille, où succomba le grand maître de l'ordre, Ulrick de Yungingen, les chevaliers perdirent cinquante mille hommes et quarante mille prisonniers. Mais Jagellon, n'ayant pas pris tout de suite leur capitale Malborg ou Marienbourg, défendue d'abord par une faible garnison, probablement parce que Vitovde s'était retiré avec ses Lithuaniens, perdit tout le fruit de la victoire, donna le temps à l'ordre de se fortifier par les secours qui ne cessaient de lui arriver de l'Allemagne, et fut même réduit à signer, en 1411, une paix honteuse à Thorn, par laquelle il laissa entre ses mains la Poméranie, la province de Culm, la terre de Michalov, Nieszava, Orlov et autres villes. Après une guerre deux fois renouvelée encore sous son règne, pendant laquelle l'affaire fut portée devant le concile de Constance qui, voyant la justice du côté des Polonais, lança une excommunication contre leurs ennemis, le traité conclu en 1422, sur les bords du lac Mielno, vint clore la seconde période de la lutte avec les chevaliers, qui retinrent toutes leurs acquisitions et restituèrent Nieszava, Orlov et la Samogitie que, par le traité de Thorn, ils n'avaient cédée que jusqu'à la mort de Jagellon et de Vitovde. Ainsi le roi de Pologne, n'ayant fait qu'ébranler la puissance de l'ordre teutonique, légua à son fils Casimir le soin de lui ôter les pays qu'il avait arrachés à la Pologne, et d'accélérer la chute de cette étrange association qui, n'ayant plus de raison d'être, après la conversion des Prussiens et des Lithuaniens, outrageait les principes de la morale et révoltait tous les sentiments de l'humanité.

71. — La Samogitie.

Quoique la Lithuanie ait reçu la foi chrétienne, la Samogitie qui, comme nous l'avons dit, était un pays à part, continua pendant quelque temps encore à rester idolâtre. On disait, il est vrai, que les Lithuaniens et les Samogitiens étaient un même peuple, et qu'il n'y avait d'autre différence entre eux que le nom de leur pays, *Aukszteté*, ou pays haut, habité par le premier, et *Zamaïtas*, ou pays bas, occupé par les derniers ; cependant les ducs, après avoir affermi leur pouvoir dans l'Auksztelé, avaient plus d'une fois négligé et livré facilement aux chevaliers teutoniques le Zamaïtas, qui, en tenant avec plus de fermeté à sa religion et à ses lois, se montrait moins docile à leurs volontés (1). Or, quand la Lithuanie fut devenue chrétienne, la Samogitie continua à adorer son dieu *Auksztenis vis zinos*, qui avait ses prêtres, *krives ;* à entretenir le feu sacré sur les bords de la Niéviaza, à nourrir les serpents domestiques, appelés *zivoïtos*. Les chevaliers teutoniques avaient tellement perdu de vue l'intérêt de la religion, que ce pays, occupé par eux à différentes époques, repris par les Lithuaniens, et cédé de nouveau à eux, n'était pas encore converti. Ce n'est que trente ans après la conversion de la Lithuanie que le peuple samogitien reçut le baptême (1413-1417), qu'un évêque fut nommé, et douze paroisses furent instituées (2). La mort du krive-kriveito,

(1) Vitovde, occupé du projet de faire la guerre à Tamerlan, et voulant garantir pendant son absence ses États de l'agression des chevaliers de la Prusse, céda, en 1398, la Samogitie à l'ordre Teutonique, qui lui envoya cinq cents cavaliers pour cette expédition. Il répara ensuite cette faute, lorsque, touché des plaintes des malheureux Samogitiens contre leurs nouveaux maîtres, il occupa ce pays en 1404 ; mais les chevaliers ne le cédèrent qu'en 1411, par la paix de Thorn, après avoir perdu la grande bataille de Grunvald et de Tannenberg.

(2) Vladislav Jagellon fut aussi l'apôtre de la Samogitie, comme il avait été celui de la Lithuanie. Aussitôt que l'assemblée de Horoldo, dont il sera parlé tout à l'heure, se fut séparée, il descendit, avec son cousin germain, Vitovde, le Niémen et la Doubissa, dans la Samogitie, où il accomplit, par la douceur

Gintovt, arrivée à cette époque (1414), après lequel le peuple ne trouva plus de grand pontife, facilita le changement de religion. Cette circonstance même que la Samogitie reçut si tard la foi chrétienne, prouve que ce pays marchait à part, et qu'il avait le plus longtemps conservé les éléments lettons. Il n'y avait pas de ducs, tels qu'il s'en éleva en Lithuanie, pas même de boyards. Le Samogitien, de petite taille lui-même, était au comble de ses vœux, quand il arrivait à posséder un petit cheval, une petite vache, une petite maison et un petit enclos. Ses cabanes, de forme oblongue, appelées *nomes*, abritaient sous le même toit la famille du cultivateur et ses animaux domestiques. Des instruments agricoles faits de bois, sans aucune garniture de fer, servaient à la culture d'une terre extrêmement fertile, dont les riches produits étaient voiturés sur de petits chariots, dans lesquels on ne voyait pas non plus le moindre morceau de fer. Soit que ces hommes cultivassent leurs propres terres, ou celles des autres, soit qu'ils habitassent des villages, des bourgs ou des villes, ils étaient tous également libres, et ils obéissaient à une même loi. Les habitants les plus riches n'avaient pas encore formé une caste séparée du reste de la nation, et quoiqu'ils eussent partagé avec les Lithuaniens tous les avantages de la guerre, chaque paysan samogitien un peu plus aisé pouvait se regarder comme leur égal. L'esclavage n'était pas inconnu dans un pays exposé aux chances de la guerre, et entouré d'ennemis habiles à préparer des chaînes aux peuples voisins : aussi y voit-on des donations d'hommes qui passaient d'un propriétaire à un autre ; mais ces exemples sont rares, et ils prouvent que la masse du peuple était libre. La Samogitie se divisait en

et la persuasion, ce que les chevaliers teutoniques n'avaient pu faire par la force des armes. Il prêcha lui-même au peuple dans la langue du pays, et eut la satisfaction de convertir en un seul jour plus de trois mille Samogitiens. Un des prédicateurs de profession ayant pris sa place, et s'étant mis à expliquer la création du monde, un vieillard l'interrompit, et lui dit que ce qu'il disait n'était pas vrai, puisque étant si jeune, il ne pouvait pas avoir assisté à l'accomplissement de cet ouvrage. Le roi eut de la peine à lui faire comprendre que le prédicateur l'avait appris dans les livres. (Dlugosz, *Historiæ Polonicæ*, lib. XI, p. 344.)

districts, dont chacun était gouverné par des magistrats électifs, et à la tête de tout le pays se trouvait un magistrat supérieur, dit staroste, choisi par des citoyens plus distingués, qui jugeait les causes en dernier ressort, et auquel les riches et les pauvres en appelaient des décisions des juges inférieurs. La Samogitie, fortement attachée à ses institutions, ne commença à subir que dans ses générations successives l'influence lente des idées et de la nationalité polonaises. Unie à la Lithuanie par un pacte fraternel, elle le lui rappelait toutes les fois qu'elle craignait que des dispositions générales ne portassent atteinte à ses libertés. Vitovde lui-même les respectait, et la laissait se gouverner par elle-même. Il en était autrement avec la Lithuanie.

72. — Le peuple lithuanien et ruthène opprimé par les seigneurs, qui avaient usurpé tous les avantages de la vie sociale.

Pendant que le peuple lithuanien gardait sa langue, les seigneurs, après avoir étendu leur domination sur la Ruthénie, l'abandonnèrent bientôt pour adopter la langue ruthène, dont ils se servirent dans les actes publics et dans toutes les transactions de la vie privée. Ils prirent, à la manière du pays conquis, les titres de kniaz et de boyards, et admirent à la jouissance des priviléges dont ils étaient eux-mêmes en possession les kniaz et les boyards ruthènes. C'est donc dans la région supérieure de la société que commença la fusion des deux nations; mais si les Ruthènes de cette catégorie ne surpassaient pas en nombre les Lithuaniens, il n'en était pas de même dans les classes inférieures. La Lithuanie était un petit pays par rapport à l'immense étendue des terres russiennes ; on peut dire qu'elle perdit la plus grande partie de sa population active qui s'était dispersée sur les vastes plaines de la Ruthénie. Outre un petit nombre de grands seigneurs, il n'y resta qu'une poignée de pauvres paysans attachés à la glèbe, dont le sort dut extrêmement empirer, après qu'ils eurent été soumis à des règlements ruthènes adoptés par la Lithuanie, et surchargés de tous les fardeaux du système féodal introduit à la suite de ses ra-

pides conquêtes. Le peuple lithuanien eut à supporter un joug peut-être plus pesant que celui sous lequel gémissait le peuple ruthène. Des dispositions ayant pour objet d'augmenter le nombre des esclaves avaient force de loi dans les deux pays : tout homme pouvait s'y vendre et être acheté ; tout homme libre, en prenant pour femme une esclave, devenait par cela même esclave lui-même. La loi, en évaluant la tête de l'esclave, prenait en quelque sorte sa vie sous sa protection, mais elle n'adoucissait point son sort, ne garantissait en aucune manière sa sûreté personnelle. Le progrès de la civilisation ruthène, sous la direction des descendants de Rurik, ne favorisa pas les libertés populaires. Les Lithuaniens, bien qu'ils eussent repoussé au loin vers l'orient le despotisme des tzars moscovites et des Tatars, ne les ménageaient pas non plus ; en étendant leurs conquêtes, ils n'avaient pas l'habitude de s'allier avec les peuples, mais avec les kniaz et les boyards qui, dans leurs rapports avec le peuple, n'avaient d'autre règle de conduite que leur bon plaisir ; et comme ceux-ci traitaient le peuple, de même les kniaz se conduisaient envers les boyards, et le grand kniaz avec les kniaz. Les lois et les coutumes depuis longtemps observées avaient en quelque sorte indiqué les droits et les devoirs de chacun ; mais depuis que chacun était devenu personnellement obligé à des servitudes féodales, et avait voulu être maître absolu et législateur dans la terre à lui accordée, il s'éleva bientôt une nouvelle loi et une nouvelle justice. Tout se rapportait au grand-duc, lieutenant du roi qui, en sa qualité de propriétaire de toutes les terres et de toutes les servitudes, ou plutôt comme représentant des propriétaires, décidait toutes les questions, prescrivait des règlements généraux. Ses envoyés pénétraient partout, savaient ce qui se passait chez les kniaz et les boyards, ce que faisaient tous les magistrats des villes et des campagnes. Il changeait ces magistrats, dès qu'ils s'étaient enrichis dans l'exercice de leurs fonctions, partageait leur butin, ou les en dépouillait et les châtiait selon son bon plaisir. La justice de Vitovde était devenue célèbre, parce que rigoureuse et oppressive pour le peuple, elle était indulgente pour les grands, qui,

en se prosternant devant lui, ne cessaient d'élever jusqu'au ciel sa justice par leurs louanges. Vitovde était aussi très complaisant pour les Allemands, les juifs et les Polonais qui venaient s'établir dans ses États, et dont le sort était des plus heureux. Il avait donné des terres aux Tatars qui n'appartenaient à personne, et qui avaient de la peine à concevoir qu'ils pussent dépendre de quelqu'un. Il accorda en 1408 aux juifs de Lithuanie et de Volhynie des priviléges semblables à ceux qu'ils possédaient en Pologne, et la race d'Israël bénissait le gouvernement de Vitovde. Il y avait encore parmi le bas peuple professant la religion grecque un assez grand nombre d'hommes libres, ne dépendant de personne, dont les uns, vivant du produit de leur travail, changeaient de place pour gagner leur vie, d'autres, formant des bandes et connus sous le nom de Cosaques, exerçaient des brigandages dans les steppes de la Ruthénie méridionale.

73. — Privilége de Horodlo.

Jagellon avait promis d'unir la Lithuanie à la Pologne, sans déclarer s'il entendait changer son organisation sociale et politique. Il lui était difficile de le dire, car quoiqu'il fût maître absolu dans son pays, qu'il pût proclamer sa volonté comme législateur, il y avait beaucoup de ses vassaux et de kniaz de sa famille qui, ayant les armes à la main, pouvaient s'y opposer, dans un siècle surtout où les armes traçaient les limites entre l'autorité et la sujétion. Il s'était cependant permis d'écrire en latin un privilége (20 février 1387) pour les boyards lithuaniens..Son lieutenant général, Vitovde, pensant autrement que Jagellon, de l'esprit duquel les Polonais s'étaient emparés, ne consentait pas toujours à tout ce qu'il se proposait de faire; cependant, tout en ayant le pouvoir entre ses mains, il ne s'opposa point à son désir de publier ce privilége. Pour engager les Lithuaniens à continuer la guerre que les Polonais faisaient aux chevaliers teutoniques, et que Vitovde leur déconseillait de faire, Jagellon convoqua, avec son consentement, en 1413, à Horodlo, une assemblée ou une diète des deux nations,

à laquelle arrivèrent les principaux seigneurs et boyards lithuaniens (*barones*, *boiari* et *proceres*), mais où ne parut aucun de ceux de la Ruthénie. Là leur nom de boyards fut changé en celui de nobles, et il leur fut conféré un privilége signé le 2 octobre, par lequel toutes les libertés de la noblesse polonaise furent accordées à la noblesse lithuanienne professant la religion catholique; le sénat, le clergé et les emplois publics, organisés comme en Pologne; les diètes, composées des représentants des deux nations, devaient se réunir à Parczov ou à Lublin. La noblesse lithuanienne resta, comme par le passé, obligée à réparer les châteaux forts, à payer les contributions accoutumées, mais elle obtint la liberté de marier ses filles sans demander le consentement du grand-duc, de voyager à l'étranger, et autres franchises polonaises. Au milieu de la joie universelle et des embrassements mutuels, la noblesse lithuanienne prit les armes de la noblesse polonaise (1). Mais l'exécu-

(1) L'esprit de fraternité, qui a présidé du XIV[e] au XVI[e] siècle à l'union des peuples voisins avec la Pologne, est clairement exprimé dans le préambule de ce privilége que nous donnons avec quelques inexactitudes de l'original.

« Quia constat nulla salutis recipere compendia, nisi *misterio* fulciatur caritatis, quæ non agit perperam, sed fulgens propria bonitate, discordes conciliat, reunit rixantes, mutat odia, rancores amputat et cunctis pacis præstat alimentum, dispersa colligit, collisa errigit, il plana aspera dirigit, et prava in directa convertit, et *virtutes* omnibus succurrit, nullum lædit, diligit universa, et si quis sub ejus confugerit brachia, securitatem inveniet, nec insultus cujuspiam formidabit. Per hanc leges conduntur, regna reguntur, urbes ordinantur, et commendantur : quam si quis contempserit, omnis boni expers erit. Proinde nos Prelati, Barones, Nobiles et Proceres Regni Poloniæ universaliter universi, et singulariter singuli, significamus quibus expedit universis, præsentibus et futuris, præsentium notitiam habituris. Quomodo, ut sub umbra alarum caritatis quiescamus, et ubi manet, devotis desideriis aspiremus ; domos, genologias, stirpes nostras, armaque et clenodia nostra cum Nobilibus, Boyaris Terrarum Lithuaniæ... conjunximus, univimus, et tenore præsentium conjungimus, componimus, coadunamus et conformamus : ut exnunc et perpetuis temporibus duraturis, armis et clenodiis ac proclamationibus nostris, quæ a parentibus et prædecessoribus nostris contraximus, in vim veræ caritatis et fraternæ unionis, valeant uti, frui, gaudere et potiri : ac si ipsa a suis progenitoribus ordine genituræ suscepissent. Uniat eos nobis caritas, pares efficiat, quos religionis cultus, jurium et gratiarum *idemptitas* sociavit. Promittentes bona fide,

tion de ces dispositions, loin d'avoir lieu immédiatement, faillit amener la rupture complète de l'union des deux nations dans son origine même. Vitovde respectait son frère comme souverain, mais beaucoup de ses décisions lui ayant déplu, il chercha à séparer les intérêts de la Lithuanie et des nombreux descendants de Gédimin de ceux de la Pologne, et à leur faire rejeter les résolutions adoptées par le roi. Il déployait une grande activité dans les guerres contre les chevaliers teutoniques; mais ne se souciant guère des avantages que la Pologne pourrait en retirer, il les terminait plus tôt qu'il n'aurait dû le faire, et lui occasionnait par là de nouvelles pertes. Opposé au fond aux décisions adoptées à Horodlo, il eut l'air d'y consentir, et les promulga même de concert avec Jagellon, mais il prit en même temps des mesures pour en arrêter l'exécution. Ne songeant nullement à rien rabattre du pouvoir absolu du grand-duc dont il n'était que le lieutenant, il sut retenir les grands vassaux sous sa dépendance. Peu disposé à laisser Jagellon se mêler des affaires de la Lithuanie, il lui suscitait de petits embarras, et profitant de son caractère soupçonneux, troublait la tranquillité de sa vie domestique. Comme Jagellon ne cessait de procréer des enfants dans sa vieillesse, Vitovde jeta le soupçon sur la fidélité conjugale de la reine. Quoiqu'elle se fût purgée par serment (1427) conformément à l'usage du siècle, cependant plusieurs personnes des deux sexes appliquées à la torture dans l'enquête qui eut lieu à Vilno sur cette affaire, payèrent de leur vie les frivolités cruelles du vieux Vitovde.

74. — Vitovde aspire à la couronne.

Pendant ce temps, l'empereur Sigismond travaillait de toutes ses forces à semer la désunion entre les deux frères. Il voyait

verbo nostro constanti et fideli, sub honore et onere juramenti præstiti, nunquam ipsos, in omnibus adversitatibus et necessitatibus eorum, deserere; sed semper contra omnium inimicorum ipsorum insidias, ipsis nostra præbere consilia, auxilia et favores, etc. » (Rzyszczewski, *Codex diplomaticus Poloniæ*, t. I, p. 286.)

d'un œil jaloux l'accroissement de la maison de Gédimin, dont les descendants allaient jusqu'à se mêler des troubles de la Bohême; car, quoique Jagellon se fût excusé auprès des Hussites de l'impossibilité où il était de les secourir, Vitovde, moins scrupuleux, favorisa les insurgés bohêmes, et appuya pendant quelque temps (1422 et 1423) Sigismond Koributovitch, neveu de Jagellon, que les Hussites avaient choisi pour leur roi (1). L'empereur Sigismond, dont les traités qui le liaient à Jagellon n'avaient pu désarmer le mauvais vouloir, cherchant à entourer le royaume de Pologne d'un réseau d'États dépendants de son pouvoir impérial, voulut conclure un traité séparé avec Vitovde, et lui offrit le titre de roi de Lithuanie, pour l'engager à faire partie en cette qualité, de la confédération germanique qui comptait déjà dans son sein quelques royaumes. Le grand but de la politique d'alors était de former une ligue des puissances chrétiennes contre les Turcs, et il y eut pour cela des pourparlers plusieurs fois renouvelés, des invitations provenant des différentes cours de l'Europe. Pour conclure une telle alliance, Sigismond exprima le désir de s'entendre avec le roi de Pologne et le grand-duc de Lithuanie, et choisit Lutsk, ville de Volhynie, pour le lieu de l'entrevue. Mais ce n'était qu'un prétexte; son objet réel était de s'aboucher avec Vitovde qui, séduit par les promesses de l'empereur, désira vivement la couronne, et le déclara hautement dans cette réunion (6 janvier 1429), par suite de quoi les négociations furent rompues, et les négociateurs se séparèrent le cœur rempli d'amertume. Vitovde n'en fit pas moins des préparatifs pour son couronnement; Sigismond, de son côté, lui envoya une ambassade solennelle chargée de lui porter une couronne, avec l'autorisa-

(1) Ne voulant pas offenser le pape, Martin V, qui menaçait de prêcher une croisade contre lui, s'il continuait à donner des secours aux hérétiques de la Bohême; réconcilié d'ailleurs avec l'empereur Sigismond, qui, sous prétexte d'amitié, avait toujours cherché à lui nuire dans ses guerres et négociations avec l'ordre Teutonique, le roi Jagellon rappela son neveu de la Bohême. En reconnaissance de ce service, le même pape défendit aux évêques polonais de couronner Vitovde, lorsque celui-ci, poussé par l'empereur, forma le projet de devenir roi de Lithuanie et de détacher ce pays de la Pologne.

tion de la ceindre sur son front. Les Polonais, craignant que la réapparition du nom de royaume de Lithuanie n'amenât un jour la dissolution de l'union à peine cimentée, barrent le chemin aux ambassadeurs impériaux, que Vitovde attendait avec impatience, et ne leur permettent de passer ni par la Pologne ni par la Poméranie, de sorte qu'en place des ambassadeurs de l'empereur, arrivèrent à Vilno ceux des autres princes, avec les personnes invitées à la solennité du couronnement, ainsi que Jagellon accompagné des seigneurs polonais. Le roi offrit à son frère la couronne de Pologne; mais Vitovde, préférant celle de Lithuanie, pria avec instance que l'on consentît à ses désirs, ne fût-ce que pour quelque temps, attendu que cette affaire était trop connue dans le monde. Mais toutes ses prières et toutes ses instances furent inutiles. Dans cette circonstance, Jean Tarnovski, palatin, et Zbigniev Olesniçki, évêque de Cracovie, se montrèrent, aussi bien à Lutsk qu'à Vilno, les plus intrépides, les plus inébranlables et les plus zélés défenseurs du bien public. Vitovde, ne pouvant rien obtenir, mourut de chagrin le 27 octobre 1430, à l'âge de quatre-vingt et un ans.

78. — Svidrigaïlo et Sigismond.

Après la mort de Vitovde, Jagellon s'arrêta pendant quelque temps à Vilno pour nommer un autre lieutenant. Svidrigaïlo, frère du roi, promu à cette dignité, et mécontent de ce que le gouvernement de la Podolie avait été donné aux Buczaçki, commença par emprisonner le roi. Forcé par les menaces de la noblesse polonaise à lui rendre la liberté, il alluma une guerre civile en Lithuanie, et la brouilla avec la Pologne; car Jagellon avait nommé à sa place Sigismond, frère de Vitovde. Si Svidrigaïlo était impétueux, inconstant, adonné à la boisson, vice ordinaire des kniaz de cette époque, Sigismond aussi était extrêmement violent. Défait en Podolie et en Lithuanie (1),

(1) Ce fut à Ochmiana, en Lithuanie, que 10 000 hommes se firent tuer pour cet homme, qui ne méritait qu'une punition sévère pour s'être ligué avec

Svidrigaïlo, se retira pour quelque temps du champ de bataille, pendant que Sigismond, après avoir fait décapiter plusieurs seigneurs lithuaniens, s'attira une haine universelle, et ranima par là la guerre civile, qui se prolongea après la mort de Jagellon sous le règne de son jeune fils, Vladislav, qui, héritant de la Lithuanie, fut aussi élu au trône de Pologne. Enfin Svidrigaïlo ayant renouvelé la guerre contre Sigismond, fut défait complétement en 1435 dans les environs de Vilkomierz sur les bords de la rivière Sviènta, et fut forcé de se retirer en Valachie (2). Les chevaliers teutoniques, qui avaient fomenté la sédition de Svidrigaïlo, voyant son parti entièrement défait, se décidèrent aussi dans cette même année à faire la paix avec Vladislav à Brest, en Cuiavie. Mais Sigismond ne survécut pas longtemps à sa victoire; une conspiration de plusieurs seigneurs s'étant formée contre sa vie, il fut assassiné en 1440 par Ivan Czartoryski, kniaz ruthène de naissance et de religion. Après sa mort, les principaux Lithuaniens, sans attendre que le roi grand-duc eût désigné son successeur, voulurent l'élire eux-mêmes; mais à peine leur choix était-il tombé sur Casimir, frère du roi, que déjà Vladislav le leur envoyait de son propre mouvement en qualité de lieutenant-général. En entrant en sa charge, Casimir soumit les partisans de Michel, fils de Sigismond, et quoiqu'il pardonnât à Ivan Czartoryski, les Lithuaniens, acharnés contre cet assassin, le dépouillèrent de tous ses fiefs, et ne lui laissèrent, à la prière des Polonais, que sa vie et ses biens patrimoniaux. Svidrigaïlo finit par obtenir la ville de Lutsk.

les Tatars, les chevaliers de Prusse et de Livonie contre sa patrie. Le grand maître de ces derniers lui amenait des secours, mais il n'arriva que pour voir le champ de bataille couvert de cadavres.

(2) Outre une cinquantaine de princes ruthènes et lithuaniens, Svidrigaïlo avait pour alliés les chevaliers de la Livonie, dont le grand maître, Frank de Kersdorff, et presque tous les commandeurs et soldats, perdirent la vie dans cette bataille; de sorte que ceux de la Prusse furent obligés d'occuper avec leurs troupes les places fortes de la Livonie. (Krantz, *Vandalia*, lib. XI, cap. XXXV. — Joan. Leo, *Historia Prussiæ*, lib. IV, p. 248.)

QUATRIÈME PÉRIODE

DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

1444 — 1499.

L'aristocratie lithuanienne cherche à rompre l'union.

---

76. — Conseil ou sénat lithuanien. — Casimir lié par des serments opposés.

Les principaux seigneurs de Lithuanie, en élevant Casimir à la dignité de grand-duc, lui firent prêter un serment par lequel il promit de maintenir l'intégrité de leur empire, et de ne séparer aucun des pays qui le composaient, pour le joindre à la Pologne; il prit en outre l'engagement de ne rien faire sans le consentement du conseil, et de veiller à ce que son pouvoir et son autorité ne reçussent la moindre atteinte par l'adoption de quelque résolution populaire. Ce conseil, sorte de sénat, n'était pas composé comme celui de Pologne. Outre les deux palatins de Vilno et de Troki, et les castellans, qui avaient été institués à la manière polonaise, les personnes qui y siégeaient étaient l'évêque de Vilno, différents dignitaires, beaucoup de kniaz et de seigneurs représentant leurs propres terres, et par conséquent héréditaires. Les Lithuaniens composaient pour la plupart ce sénat; il n'y avait que peu de Ruthènes, soit que les kniaz de cette nation ne voulussent pas y entrer, soit qu'ils n'y fussent pas encore admis. A en juger par sa composition et l'esprit qui devait l'animer, on comprend que ce sénat, qui d'ailleurs faisait les fonctions de diète législative, ne devait pas considérer d'un œil trop favorable les principes démocratiques qui commençaient à se développer au sein de la noblesse polonaise, ni tenir beaucoup au privilége de Horodlo, ni désirer une

union plus intime de la Lithuanie avec la Pologne. Casimir consentait à tout ce que le sénat lui proposait, et d'après son conseil, il ne se pressait pas d'aller en Pologne où, après la mort de son frère, il fut élu roi. Il différait son voyage de jour en jour, n'osait pas accepter la couronne, et ne voulait pas la perdre non plus. Dans le serment qu'il devait prêter à la nation polonaise, il lui fallait promettre de réunir à la Pologne la Volhynie et l'Ukraine avec Kiiov, pays qui en avaient été détachés, et que la Lithuanie possédait de fait, ce qui l'aurait mis en contradiction manifeste avec ses engagements envers les Lithuaniens, auxquels il avait juré de ne rien diminuer de leurs possessions. Casimir refusa pendant plusieurs années de prêter le serment que les Polonais exigeaient de lui; mais voyant qu'il y allait de la couronne que ceux-ci lui avaient mise sur la tête, il s'y décida enfin en 1453. Sa résistance prolongée pendant si longtemps lui valut de la part des Polonais beaucoup de mauvais vouloir et de reproches, qui se traduisaient quelquefois par des apostrophes et des réclamations violentes, et lorsqu'enfin il eut cédé à leur demande, il ne fit que mécontenter ses puissants vassaux de la Lithuanie.

77. — La noblesse ruthène entre en jouissance des droits de la noblesse polonaise.

Pendant ce temps, certains événements qui s'étaient passés en Pologne, et particulièrement dans ses provinces russiennes, inquiétaient grandement l'aristocratie lithuanienne. La Ruthénie Rouge, incorporée à la Pologne, devenait, en adoptant peu à peu sa langue et tout ce qui constitue sa nationalité, de plus en plus polonaise. Jagellon, en accordant à Iedlno un privilége à la noblesse polonaise (1430), y comprit la Ruthénie, dans laquelle il abolit toutes les charges, toutes les servitudes, tous les tributs qui y étaient en usage, et ordonna que la noblesse et les kniaz ruthènes ne payeraient à l'avenir d'autres impôts que ceux qu'on payait en Pologne, c'est-à-dire deux gros par *lan* (mesure de terre), ou ce que la diète aurait

imposé. Bientôt après (1433) il assura à la noblesse ruthène du rit latin les mêmes priviléges dont jouissait la noblesse polonaise. A la même époque, l'empire grec, dont la dernière heure allait sonner, cherchait à se rapprocher des puissances catholiques, dans l'espoir d'en obtenir des secours contre les Turcs. L'empereur de Constantinople lui-même, Jean Paléologue, accompagné de beaucoup de membres de son clergé, se rendit au concile œcuménique assemblé alors à Ferrare, et le suivit à Florence, pour en délibérer avec les Pères de l'Église latine. Isidore, métropolitain de Ruthénie, y arriva aussi. L'union des Églises d'Orient et d'Occident fut signée à Florence en 1439 (1). Les Pères grecs, se sentant abaissés par la politique du

(1) Les Grecs, menacés par les Ottomans, firent, dans l'espoir d'obtenir des secours des puissances catholiques, les concessions exigées par l'Église latine, et furent obligés de convenir : 1° que le Saint-Esprit provient du Père et du Fils ; 2° que le pain azyme et le pain levé peuvent être indifféremment employés pour le saint sacrifice de la messe ; 3° que les âmes des pécheurs se purifient dans le purgatoire ; 4° que le pape est le vicaire de Jésus-Christ, le chef de l'Église, et que le patriarche de Constantinople n'occupe que la seconde place.

Mais le pape Eugène IV, tout en proclamant dans la cathédrale de Florence l'union des deux Églises, était convaincu de l'impossibilité de remplir ce qu'il avait promis aux Grecs, vu l'état dans lequel se trouvait l'Europe. La France et l'Angleterre se faisaient alors une guerre acharnée ; l'Espagne n'était pas encore elle-même délivrée tout à fait de la domination des Arabes ; le Portugal s'occupait uniquement de sa navigation et de ses découvertes sur les côtes occidentales de l'Afrique ; l'Allemagne croupissait dans son inaction accoutumée sous le long règne de l'indolent Frédéric III. Il n'y eut que la Pologne et la Hongrie, réunies alors sous le sceptre de Vladislav III, fils de Jagellon, qui se montrèrent prêtes à s'élancer au-devant du danger qui menaçait toute la chrétienté.

Vladislav, après avoir battu Amurat en Bulgarie, signa en 1443 une paix de dix ans qu'il jura sur l'Évangile, les Turcs sur l'Alcoran. Mais à peine cette paix fut-elle signée, que le légat du pape, Julien Cesarini, chercha à la faire rompre, en promettant que les flottes réunies du duc de Bourgogne, des républiques de Gênes et de Venise empêcheraient les Turcs de passer d'Asie en Europe. En vain Grégoire de Sanok, placé auprès du roi par sa mère en qualité de confesseur et de conseiller, représentait la sainteté du serment, le légat lui répondait qu'il n'était pas assez versé dans la théologie pour juger cette question, et le menaçait de la colère du pape et de la prison de l'inquisition. Enfin, déclarant nuls tous les engagements contractés envers les infi-

pape, retournèrent avec leur empereur dans leur pays, le cœur navré de douleur. Isidore, plein des plus belles espérances, prit le chemin de la Ruthénie, d'où il se rendit auprès du tzar de Moscovie. Là, dans la capitale de l'empire schismatique, le métropolitain, inspiré par la vanité, prend, sans tenir compte des préjugés du peuple, le titre de légat du pape, met les gants et les bagues, fait porter devant lui la croix latine, proclame l'union des Églises, annonce par les cérémonies qu'il accomplit le changement du rit, et en nommant le pape dans les prières, en faisant des génuflexions, met le comble à l'indignation du peuple assemblé. Arraché de l'église, emprisonné, relégué dans un monastère par un décret du synode convoqué par le tzar, il eut le bonheur de s'en échapper, et alla étaler les honneurs de l'Église latine à Rome et à Constantinople (1). Cependant l'union qu'il avait apportée dans la Ruthénie, ayant été presque généralement adoptée, l'église métropole de Mos-

dèles, il dispensa Vladislav, au nom du pape, de l'obligation d'observer les siens. Le jeune roi, qui n'avait que vingt ans, livra en 1444 la malheureuse bataille de Varna, et neuf ans après l'étendard de Mahomet flottait sur les murs de Constantinople.

(1) Après l'office divin, célébré dans l'église de Notre-Dame au Kremlin, le diacre d'Isidore monta sur une estrade, et lut à haute voix l'acte du huitième concile œcuménique de Florence : tous les assistants, prêtres et laïques, se regardèrent étonnés, ne sachant que penser de ce qu'ils venaient d'entendre. Cependant le nom de concile œcuménique, celui de l'empereur Jean, l'assentiment des prélats illustres et orthodoxes de la Grèce, imposèrent silence aux évêques et aux seigneurs.

Une seule voix se fit entendre, c'était celle du grand prince Vassili l'Aveugle : imbu dès son enfance de toutes les maximes de l'orthodoxie et des opinions des saints Pères, relativement au symbole de la foi, il s'aperçut d'abord que les Grecs s'en étaient écartés. Il s'enflamme aussitôt d'un saint zèle, et, pour démasquer l'impiété, il entame avec Isidore une discussion, à la suite de laquelle il le traite publiquement de faux pasteur, d'hérétique et de corrupteur des âmes. Il assemble un conseil des évêques et des boyards les plus versés dans les connaissances des saintes Écritures ; il leur ordonne d'examiner scrupuleusement le décret d'union du concile de Florence. La sagacité du grand prince fut généralement approuvée, et les évêques, les grands, lui adressèrent ces paroles : « Grâces vous soient rendues, ô prince ! qui, pendant notre sommeil, avez veillé pour nous, et qui, seul, avez sauvé la foi en découvrant la vérité ! Le métropolitain l'a troquée, cette auguste

covie, qui s'obstinait dans le schisme, fut définitivement et complétement séparée de celle de Kiiov en 1448 (1). L'union de Florence reçue en Pologne et en Lithuanie rapprocha politiquement les habitants de ces pays, surtout après que le privilége renouvelé en 1443 eut assuré à la noblesse ruthène, qui y avait accédé, les mêmes droits que possédait la noblesse catholique ruthéno-polonaise (2). Ce qui venait donc de s'accomplir dans le duché de Halitch, dans la Podolie et dans la Volhynie incorporée à la Pologne, devait nécessairement avoir lieu au profit des Ruthènes et des Lithuaniens du grand-duché, si la charte de Horodlo était franchement exécutée. Mais l'aristocratie lithuanienne et son sénat ne cessèrent de s'y opposer, bien que dans leur grand duché la nation ruthène ait subi de grands changements. Par suite de l'affermissement du système féodal

foi, contre l'or de l'évêque de Rome, et en échange il nous a apporté l'hérésie. »

Isidore employa vainement tous les ressorts de son éloquence pour réfuter ces arguments : Vassili le fit enfermer dans le monastère de Tchoudov, avec ordre de l'y garder jusqu'au moment où il se repentirait de sa faute et renoncerait à toute alliance avec l'Église latine. (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. V, chap. III.)

(1) Le premier métropolitain grec uni de Kiiov était Grégoire Bulharin, disciple d'Isidore. Neuf évêques du même rite, dépendant de sa métropole, ceux de Bransk, de Smolensk, de Polotsk, de Tourov, de Lutsk, de Vladimir, de Chelm, de Pérémisle, de Halitch, reconnurent l'autorité du saint-siége. De ces neuf évêchés il en existe encore deux, celui de Pérémisle et de Halitch dans la partie de la Pologne occupée par l'Autriche; dans celle envahie par la Moscovie, il n'en reste qu'un seul, celui de Chelm; tous les autres furent supprimés par Catherine II, qui confisqua leurs biens ou les distribua à ses nombreux favoris, ayant fait convertir les fidèles au schisme à coups de knout et de bâton. Ceux qui avaient résisté à ce moyen de persuasion conservèrent leur culte jusqu'au règne de Nicolas qui, aidé de quelques apostats parmi le haut clergé grec uni, renouvela la persécution commencée par son aïeule, et ne pouvant les forcer tous à embrasser la foi *orthodoxe*, légua à son fils, Alexandre II, le soin de compléter son apostolat.

(2) « Universis ecclesiis, earumque Episcopis seu Vladicis, prælatis, clero et ceteris personis ecclesiasticis ejusdem ritus græci et Ruthenorum hæc omnia jura, libertates, modos, consuetudines et immunitates universas duximus in perpetuum concedendas et præsentibus concedimus, etc. » (Rainald, *Annal. eccl.*, anno 1443, n° 22.)

et de la tyrannie seigneuriale, les villes sont privées des défenseurs de leurs droits et de leurs libertés qu'elles avaient eus autrefois, les boyards se voient réduits à la nullité politique, les kniaz ruthènes eux-mêmes sont las de la domination lithuanienne; en un mot, la Ruthénie commence à sentir qu'elle est subjuguée par la Lithuanie; tous les Ruthènes, en comparant leur état à celui de leurs compatriotes habitant un peu plus à l'occident, voient que l'affranchissement et la liberté ne peuvent leur venir que de la Pologne. Les seigneurs lithuaniens en sont consternés.

79. — Les seigneurs lithuaniens se brouillent et rompent avec la Pologne.

Les querelles entre les descendants de Gédimin, qui avaient tant de fois ensanglanté la Lithuanie et les provinces soumises à sa domination, avaient cessé et fait place au règne paisible de Casimir, qui gouvernant seul et sans intermédiaire les deux pays, comme roi et grand-duc, séjournait souvent dans la Lithuanie, soit pour le plaisir de la chasse, soit pour les affaires de l'administration, et qui déléguait une partie de son autorité à son conseil, lorsqu'il devait se transporter en Pologne. Cependant les grands seigneurs lithuaniens n'étaient pas contents, car ils étaient alarmés de ces rapports continuels avec la Pologne, présage d'une transformation complète de l'ordre social dans leur pays. Il ne s'agissait pas pour eux de la nationalité lithuanienne, car ils parlaient et écrivaient le ruthène; ils prenaient pour prétexte la cause publique, la conservation de l'indépendance, de l'autonomie, mais ils n'avaient en réalité d'autre vue que de maintenir leurs priviléges aristocratiques purs de tout mélange avec les institutions populaires de la Pologne. Cherchant donc à rompre avec ce pays, ils demandèrent à Casimir de leur donner un grand-duc pour lieutenant, comme ils en avaient un jusqu'alors. Casimir refusa, et aussitôt on essaya d'attenter à sa vie. Son plus intime confident, le kniaz Szuta, Ruthène de naissance et de religion, fut soudoyé en 1446 pour

l'assassiner, et quoiqu'il le payât de sa vie, de pareils attentats se renouvelèrent jusqu'à sept fois et restèrent impunis, car les juges agissaient de connivence avec les coupables. De son côté, le sénat, croyant pouvoir arracher par des menaces ce qu'il n'avait pu obtenir par des prières, convoqua une assemblée à Vilno (1457), dans le dessein d'élever Siméon Olelkovitch, un des descendants de Gédimin, à la dignité de grand-duc. Casimir déjoua par sa présence cet audacieux projet dont il désarma les principaux fauteurs par sa libéralité, sans pouvoir adoucir les plus ardents adversaires de l'union, Gasztovd, palatin de Troki, et Georges, kniaz d'Ostrog. A leur instigation, la Lithuanie provoqua la Pologne à une guerre ouverte, en réclamant la restitution de la Podolie et d'autres provinces que la Pologne possédait en vertu même des traités d'Olgerd avec Vladislav le Bref. Dès le commencement du règne de Casimir, elle avait envahi Brest et les districts d'alentour (1447). A peine Svidrigaïlo avait-il fermé les yeux à Lutsk (1452), qu'elle s'emparait de cette ville avec Vladimir et Horodlo. Pendant la longue guerre (1454-1466) que les Polonais faisaient aux chevaliers teutoniques pour l'affranchissement de la Prusse, la Lithuanie, au lieu de combattre l'ennemi commun, excitait les Tatars contre la Pologne, et voulait reprendre la Podolie, à la conquête de laquelle Gasztovd ne cessait de la pousser. Il s'ensuivit des combats de frontière entre les Lithuaniens et la noblesse de la petite Pologne, qui sous les ordres des Buczaçki défendait cette province; cet incident exerça une influence fâcheuse sur la guerre de Prusse et en prolongea la durée, en détournant d'un autre côté l'attention de la noblesse de la petite Pologne. Après la mort des Buczaçki, la Lithuanie se porta avec plus de force contre la Podolie (1457) dont elle occupa la partie méridionale, Chmielnik, Vinniça, Braçlav, jusqu'à la rivière Morakva. Tant d'audace, tant de violences de sa part mettaient à l'épreuve la longanimité de Casimir, et finit par indigner les Polonais, surtout ceux de la petite Pologne. A la diète de Piotrkov (1459), Jean Rytvianski reprocha au roi, au nom de sa province, d'être lui-même la cause de tout le mal occasionné par le grand-du-

ché, et demanda que la Lithuanie infidèle à ses maîtres, oubliant tous les services que la Pologne lui avait rendus, restituât les terres qu'elle avait occupées en Volhynie. Il exigea en même temps que le roi remédiât aux abus des starostes qui opprimaient la petite noblesse, qu'il ne battît point de mauvaise monnaie, qu'il purgeât les chemins des brigands, et qu'il administrât mieux la république, s'il voulait exiger l'obéissance de ses fidèles sujets (1). Casimir s'appliqua à calmer les esprits irrités, et supporta ces reproches, comme il supportait ceux que les Lithuaniens lui adressaient. Après la mort de Gasztovd (1460), les violences des aristocrates lithuaniens diminuèrent un peu, et lorsqu'ils demandèrent encore en 1463 la restitution de Belz, d'Olesko et de Ratno, un concours d'événements malheureux vint mettre à découvert toute la faiblesse de leur vaste empire.

79. — Les Turcs font une brèche à la Pologne et à la Lithuanie.

L'union des Églises grecque et latine, à laquelle le roi Daniel avait donné les mains (1246), ne lui valut point de secours sur lesquels il avait compté. Cent quatre-vingt-treize ans après, l'union de Florence ne sauva pas davantage Constantinople. Mahomet II prit la place des Paléologues (1453), et après avoir abattu l'aigle noire à deux têtes, y planta le croissant. Les empereurs grecs, laissant leur patriarche sous la domination des infidèles, prirent le chemin de l'exil. Cet événement, les conquêtes des Turcs qui l'avaient précédé, et qui intéressaient le monde entier, touchaient de plus près la Pologne et la Lithuanie. La Pologne parvenue à la possession du duché de Halitch,

(1) Ce n'est pas la première fois que Casimir fut obligé d'écouter de pareils reproches. En 1452, le cardinal et évêque de Cracovie, Zbigniev Olesnicki, lui avait tenu presque le même langage et ajouté, qu'au lieu de s'occuper des affaires publiques, il passait son temps à la chasse ou se livrait à des amusements frivoles. Le roi lui ayant demandé s'il parlait en son propre nom ou en celui des autres, presque tous les sénateurs déclarèrent que le cardinal avait exprimé leur opinion et sortirent de la salle du conseil. (Dlugosz, p. 85-87. Kromer, p. 447.)

et exerçant les droits de ses anciens ducs, connaissait des affaires et des différends des Valaques habitant sur son territoire. Le pays dans lequel ils s'étaient établis, commença alors à prendre le nom de Moldavie, ses ports étaient très utiles à la Pologne et à la Ruthénie, car c'est de là que leurs blés et autres produits étaient expédiés en Grèce, à l'île de Chypre et dans différents endroits de la mer Noire et de la Méditerranée. Les voïévodes ou hospodars valaques et moldaves devaient et rendaient hommage à la Pologne, et lui payaient un tribut, pendant que les partis en changeant souvent de maîtres, ou en se rangeant sous l'autorité de plusieurs à la fois, demandaient de la part des Polonais une extrême vigilance et des expéditions qui n'étaient pas toujours heureuses. Les Turcs, après avoir conquis Constantinople, tournèrent leurs regards vers ces pays, et le voïévode Pierre fut obligé de rendre hommage au sultan (1456). La Moldavie trouva alors un héros dans son hospodar Étienne (1458-1501) qui sut tenir tête à ses voisins, Hongrois, Tatars, Turcs, Valaques, et qui, quoiqu'il eût repoussé l'invasion du roi Jean Albert (1497), ne pensa pas cependant à rompre ses rapports avec la Pologne, et renouvela de temps à autre des actes de soumission; mais, n'étant pas suffisamment appuyé par les Polonais, il ne put maintenir l'intégrité de son pays. Pendant ce temps le débordement des Turcs allait toujours croissant. La ville de Caffa et autres possessions génoises dans la Crimée ayant été conquises par eux en 1475, les Tatars de Perekop, qui reconnaissaient autrefois l'autorité de la Lithuanie, se soumirent au sultan. Dans des collisions plusieurs fois renouvelées entre Étienne et les Turcs, ceux-ci conquirent en 1484 Kilia et Bialigrod (Ackerman), ports très importants pour leur commerce, sans que la Pologne ou la Lithuanie se fussent opposées à cette conquête. Dans les traités subséquents, les Turcs ne contestèrent pas les droits de la Pologne à la Moldavie et à ses ports, ils garantirent la liberté du commerce, qui malgré cela se dirigea du côté où il trouvait plus de sûreté. La possession des pays situés au-delà du Dniester devint dès lors un embarras, la soumission des Tatars à la domination des Turcs

fit voir que la Lithuanie avait perdu tous ses droits sur eux, et que la possession des bouches du Dniéper et de ses steppes désertes, n'étant pas appuyée par la force, n'était qu'un vain mot. Les Tatars avouèrent dans la suite qu'ils avaient bâti Oczakov sur le territoire polonais, mais ils n'en prirent pas moins cette ville ainsi que Perekop pour les points de départ de leurs expéditions contre la Pologne.

80. — Marfa. — Novogrod la Grande se donne à Casimir Jagellonide.

D'un autre côté, dans le nord, Pskov avait déjà renoncé en 1460 à la protection de la Lithuanie qui ne put y faire valoir ses droits, car son caractère féodal et aristocratique ne promettait rien de bon à une ville libre. Mais la haute considération et la gloire que la Pologne et son roi avaient acquises en Europe, par l'affranchissement de la Prusse du joug teutonique, quelque grands qu'aient été les sacrifices exigés par cette guerre terminée en 1466, avaient éveillé l'attention des républicains du Nord (1). Il s'était formé dans Novogrod la Grande

(1) L'événement le plus mémorable du long règne de Casimir Jagellonide fut la réunion de la Prusse à la mère-patrie. Lorsque la Pologne eut perdu son unité, et par conséquent sa force, par suite du malheureux partage qu'en fit, en 1139 Boleslav Bouche de travers entre ses quatre fils, Conrad, duc de Mazovie, trop faible pour résister aux invasions des Prussiens païens, fit venir, pour les combattre, les chevaliers teutoniques qui, après avoir été chassés de la Palestine par les Sarrazins, s'étaient établis en Allemagne et dans les environs de Venise. Il fit avec eux un accord par lequel il leur donna en 1228 la terre de Culm, située sur la frontière de la Prusse. De leur côté, ils s'engagèrent à faire la guerre aux Prussiens, à restituer la terre concédée, lorsqu'ils les auraient soumis, et à partager le pays conquis par portions égales avec le duc de Mazovie. Ils domptèrent ces païens et les convertirent par le fer et le feu à la religion chrétienne ; mais, au lieu de remplir leurs engagements envers la Pologne, ils envahirent la Cuiavie et la Poméranie. Après des guerr sanglantes engagées à cette occasion entre la Pologne et l'ordre teutonique par le roi Vladislav le Bref, et renouvelées à plusieurs reprises sous le règne de Jagellon, les Prussiens ne pouvant supporter plus longtemps l'oppression de ces moines allemands, avides du sang et des richesses, envoyèrent des ambassadeurs auprès du roi Casimir pour réclamer sa protection. Admis le 8 janvier 1454 à l'assemblée du sénat présidée par le roi,

un parti polonais qui résolut de demander la protection éloignée du roi de Pologne contre le tzarisme moscovite. Jouissant d'une grande prospérité, fruit d'un commerce étendu avec les

Jean Baïzen, l'un d'eux prononça le discours suivant dont nous donnons quelques passages :

« Superioribus annis, Serenissime Rex, proavi, avi et patres nostri, et tandem nos quanta et quam indigna, fœda et execranda a magistro et ordine Cruciferorum Prussiæ perpessi sumus, nec tuam Excellentiam, nec tuos consiliarios, sed nec vicinas nobis nationes putamus ignorare. Pauca tamen ex multis commemorare cogimur, ut magnitudo injuriæ patientiæque nostræ posset dinosci. Primum quidem magister et ordo ipse, fragili et fluxa fide usi, terram Pomeraniæ per scelus et iniquitatem a regno Poloniæ abstraxerunt. Deinde rupto fœdere, quod per Casimirum regem Poloniæ ictum erat, sola libidine occupandi terras regni tui permoti, arma intulerunt, et terram Dobrzinensem primum, deinde Cuiaviæ juris sui facere conati sunt. Sed cum clade magna per genitorem tuum victi essent, et castra, civitatesque Prussiæ, paucis exceptis, in ditionem suam concessissent, fœdus iterum a genitore tuo.... clementia regali illis cum castris et civitatibus redditum est. Quo haud longo post tempore per eos prævaricato, coacti sunt armis genitoris tui pacem petere... In ipsis autem bellis per annos cum regno tuo continuatis quot orbitates in parentibus, liberis, sociis et necessariis, quot civitatum nobilium exustiones, villarum perpetuas desolationes, quanta conjugum et familiarum nostrarum stupra, quantas fortunarum nostrarum amissiones experti sumus, vestigia recentia clamore valido insinuant..... Commendatoribus et tenutariis castrorum turpe non erat, bona nostra, nulla causa præcedente, nullo servato juris ordine, occupare, conjuges in virorum, filias in parentum conspectu abstrahere, et suas satiare libidines. Et tam graves querentibus injurias non justitiæ administratio, sed sæva capitum truncatio et bonorum ablatio parabatur...

» Itaque cum Sacra Majestas tua Regia, quod publicum notoriumque est, et quod etiam magister et ordo suis profitentur litteris, sit ordinis ipsius patronus, fundatorque et delator, terræque Pomeraniæ, Culmensis et Michaloviensis sint impressione violenta a corpore regni tui abstractæ, oratum ad tuam Majestatem venimus, ut nos in perpetuos tuos regnique tui servos, subditos, subjectos et fideles assumas, et ad corpus regni tui, unde quondam excideramus, redeuntes non spernas. In fidem, gubernationem et regimen tuum sponte venimus, tibi nos, conjuges, liberos et necessarios nostros, tibi civitates, villas et oppida, tibi castra per nos conquisita et in postea conquirenda dedimus. Superest, ut precibus nostris et eorum, quorum vice et nomine huc venimus, motus, in fidem tuam venientes non abjicias...

» Non turpe illis fuit, terras tuas et regni tui partim fraudibus et dolis, partim vi et armis conquirere, et conquisitas tantopere detinere, licet Summi Pontifices illas tuas et regni tui semper fuisse pluribus sententiis declarando,

villes hanséatiques, que la Livonie cherchait à détourner à son avantage, respectée par les Suédois et les Allemands à cause de ses richesses et de sa puissance, et par cela même en paix

censuris ecclesiasticis, quarum apud illos rigor semper fuit contemptui, restituendas cogerent. Tu turpe judicabis, terras ipsas, ad suum corpus et naturam reversas accipere, et illas tuo regno annectere, et unire ?... Moveant te preces nostræ, moveant lacrymæ, et non nostræ solum, sed et horum, qui reditum nostrum inter metum spemque suspensi observant, gaudium aut mœrorem de tua responsione habituri. » (Dogel, *Codex diplomaticus Regni Poloniæ*, t. IV, p. 141.)

A ce cri de détresse le roi répondit noblement en mettant sous la protection de la Pologne ses anciennes provinces, malgré l'avis contraire de quelques sénateurs et particulièrement du cardinal évêque de Cracovie, Zbigniev Olesnicki, qui cherchait à l'en détourner. La guerre fut déclarée à l'ordre teutonique, et après douze ans de combats, dans lesquels plus de deux cent mille hommes périrent des deux côtés, on conclut à Thorn, en 1466, une paix par laquelle les chevaliers restituèrent à la Pologne la Prusse, dite Royale, composée des palatinats de Poméranie, de Malborg, de Culm et de l'évêché du Varmie. La Prusse orientale, ayant pour capitale Krolevietz (Kœnigsberg), leur fut laissée à condition que chaque grand-maître nouvellement élu en recevrait personnellement l'investiture du roi de Pologne et lui rendrait hommage. Cette partie de la Prusse fut dans la suite érigée en duché et accordée à titre de fief aux marquis de Brandebourg.

Nous verrons plus loin que les chevaliers de la Livonie, autrement dits porte-glaive, effrayés par le progrès des armes du tzar Ivan IV le Terrible, viendront aussi réclamer l'appui de la Pologne. C'est ainsi que venaient se ranger sous sa protection, d'un côté les peuples qui fuyaient l'oppression des Allemands, de l'autre ceux qui cherchaient à se mettre à l'abri du despotisme moscovite.

Après l'extinction de la branche des marquis de Brandebourg, la Pologne accorda le duché de Prusse à titre de fief aux électeurs de Brandebourg. Un de ces vassaux, Frédéric-Guillaume, profitant des malheurs de la Pologne, envahie, sous le règne de Jean-Casimir, par quatre ennemis à la fois, auxquels il se réunit lui cinquième, parvint à s'affranchir du vasselage par le traité de Vehlau, conclu en 1657. Son fils, Frédéric Ier, prit en 1701 le titre de roi de Prusse, d'un pays dont la plus grande partie appartenait à la Pologne. Pour que ce titre ne fût pas un vain nom, et pour arrondir ses États coupés en deux par la Prusse polonaise, Frédéric II imagina le partage de la Pologne, de concert avec Catherine II, qui avait déclaré que son titre d'impératrice de toutes les Russies ne porterait aucun préjudice aux possessions polonaises comprises sous ce nom, partage auquel accéda la pieuse Marie-Thérèse dont les scrupules de conscience sur ce brigandage politique avaient été calmés par les jésuites.

depuis longtemps avec ses voisins, cette république conservait intactes ses libertés, que la Moscovie semblait ne plus lui envier. Le grand-duc, comme s'il eût oublié ses prétentions, ne lui envoyait plus de gouverneurs, et les Novogrodiens pouvaient se livrer, sans aucun empêchement de sa part, à leur commerce et à la jouissance de leurs libertés. Plus d'une fois leurs bruyants comices avaient été le théâtre de violents orages, plus d'un possadnik, qui avait perdu la faveur du peuple, était tombé victime de ses convictions politiques, plus d'une fois leurs délibérations avaient été ensanglantées, plus d'une fois le peuple avait pillé les maisons des personnes qui avaient encouru sa haine; mais aussitôt tout était rentré dans l'ordre, tout le monde était retourné à ses occupations ordinaires. Cette ville comptait alors au moins deux cent mille habitants, possédait de grandes richesses, et jouissait d'une complète indépendance, sauf la dépendance de son siége métropolitain de celui de Moscou. Quand donc le peuple eut élu son archevêque (1470), une ambassade alla dans cette capitale pour obtenir sa confirmation et assister à son sacre. A cette occasion, le grand-duc, en donnant audience aux ambassadeurs, déclara qu'il était très satisfait de leur république, d'autant plus qu'il la considérait comme son héritage. Ces paroles rapportées à Novogrod y excitèrent de grandes clameurs. Marfa, veuve du possadnik Isaac Boretski avec ses fils et ses partisans, appuyée par la voix du moine Pimin, chéri du peuple, représenta dans une assemblée publique l'insulte faite à Novogrod la Grande, qui était considerée comme un héritage. On fait sonner la cloche des comices, le peuple se réunit, les partisans de Marfa représentent que le moment est venu de rompre avec le grand-duc de Moscovie, de repousser ses prétentions et de demander la protection du roi de Pologne. Le peuple adopte cette proposition et envoie des ambassadeurs à Casimir; les décisions de ce dernier ayant été, conformément à une convention, confirmées par le peuple, son gouvernement fut reconnu, et les impôts commencèrent à être levés en son nom. Casimir Jagellonide règne à Novogrod (1471). Mais la Pologne était trop éloignée et la Lithuanie trop

affaiblie pour fournir des secours à la république en cas de besoin. D'ailleurs, les Novogrodiens sont assez forts par eux-mêmes, ils peuvent opposer jusqu'à 30 000 hommes de cavalerie seulement à Ivan III Vassilévitch. Ils combattent et sont vaincus dans toutes les rencontres. Pendant ce temps, les ennemis de Marfa l'accusent devant le peuple de ce que, s'étant éprise d'un Lithuanien, elle avait attiré tous ces malheurs sur la ville, en ajoutant que Pimin aspirait à la dignité d'archevêque et songeait à se faire catholique. A la guerre, les affaires ne vont pas mieux, il périt beaucoup de monde dans les combats, le vainqueur se fraye le chemin par le fer et les flammes, force les captifs à se couper le nez, les lèvres, les oreilles les uns aux autres, et réserve à Novogrod le sort le plus cruel, auquel cette ville n'échappe cette fois que par la médiation de son clergé qui lui fait obtenir la grâce. Ivan accepta sa soumission, confirma ses libertés, fixa le tribut et s'en alla (1).

81. — Novogrod la Grande ruinée par Ivan III Vassilévitch.

Quelques années après, Ivan vint en personne visiter Novogrod, où, tout en donnant des fêtes, en distribuant des présents tels que pelisses en zibeline, objets d'or, d'argent et riches brocards, il administrait sévèrement la justice, et faisait transporter les prévenus à Moscou, où il avait institué un tribunal pour les

(1) La guerre que Casimir eut à soutenir à cette époque contre Mathias, roi de Hongrie, l'empêcha de donner des secours aux Novogrodiens. Les Bohêmes ayant choisi pour leur roi, Vladislav, fils aîné du roi de Pologne, les Hongrois, mécontents du gouvernement de Mathias, suivirent leur exemple et offrirent la couronne à son second fils, Casimir. Celui-ci n'ayant pas répondu de suite à leur appel, Mathias eut le temps de se réconcilier avec ses sujets et déclara la guerre à la Pologne. Interrompue plusieurs fois par des trêves, la lutte se prolongea depuis 1472 jusqu'à 1479, c'est-à-dire pendant tout le temps des démêlés et de la lutte de Novogrod avec le tzar de Moscovie, et détourna l'attention du roi de Pologne des affaires de cette république.

Mais rien ne l'empêchait de secourir Michel, dernier duc de Tver qui, attaqué en 1485 par le même Ivan III, se soumit à Casimir et implora sa protection. La faute qu'il commit, en abandonnant cet ancien allié de la Lithuanie, se fit bientôt sentir à ses successeurs.

juger. Bientôt après, il y établit, contrairement à la loi novogrodienne, des cours ordinaires de justice pour les habitants de cette ville, et il se trouva des gens de toutes les conditions, négociants, boyards, maires, veuves, orphelins, ecclésiastiques qui, laissant de côté les tribunaux de leur république, aimèrent mieux recourir à la justice moscovite. Il est à croire que l'esprit public des Novogrodiens devait être alors très corrompu, puisqu'ils se prêtaient si facilement au joug de la servitude. En 1477, deux ambassadeurs de Novogrod se présentèrent devant Ivan, et l'un d'eux se permit par flatterie de l'honorer du titre de *hosudar* (souverain), au lieu de lui donner celui de *hospodin* (seigneur) que les Novogrodiens avaient l'habitude de lui donner. En conséquence, Ivan dépêcha aux habitants de cette ville un de ses boyards pour leur demander ce qu'ils entendaient par le nom de souverain, c'est-à-dire s'ils étaient disposés à lui prêter serment comme des sujets à leur monarque. A cette question, le peuple se réunit, fait venir l'ambassadeur et lui demande des explications; mais il n'eut pas plutôt avoué dans quel but il s'était servi de cette expression, que le peuple furieux se jeta sur lui et le massacra. Dans son indignation, il ne cessait de répéter qu'il fallait sur-le-champ se livrer de nouveau au roi de Pologne (1). Pour réprimer cet esprit d'opposition et prévenir les suites qui pourraient en résulter, Ivan se hâta d'accourir avec une bonne armée, et à peine se fut-il approché des

(1) Les partisans de Marfa, oubliés jusqu'alors, se réveillèrent comme d'un profond sommeil et dirent au peuple qu'ils avaient su mieux que lui pénétrer dans l'avenir ; que les amis et les serviteurs du prince de Moscou étaient des perfides dont le triomphe deviendrait le tombeau de la patrie. Inspiré par eux, le conseil national adressa à Ivan la lettre suivante : « Nous vous rendons hommage comme à notre *seigneur* et grand-prince, mais jamais vous ne serez notre *souverain*... Vous connaissez ceux qui vous ont proposé d'être *souverain* de Novogrod ; châtiez leur imposture : nous punissons aussi comme ils méritent ces traîtres et ces fauteurs de mensonges. » Tel fut le contenu de leur lettre ; mais ils s'exprimèrent avec bien plus d'énergie encore dans leur conseil et ne cachèrent point leur détermination de se soumettre de nouveau au roi de Pologne dans le cas où le grand-prince ne renoncerait pas à ses prétentions. (Karamsin, *Histoire de Russie*, t. VI, chap. III.)

murs de la ville, que les principaux citoyens sortirent au-devant de lui avec des assurances de soumission et des protestations de fidélité. Déchirée par des factions, Novogrod la Grande se rendit cette fois (1478) sans combat, accepta les conditions que le tzar voulut bien lui prescrire, et depuis ce temps elle lui fut soumise comme toute la Moscovie. Ivan y introduisit un nouvel ordre de chose, il lui donna des lois, lui imposa des impôts, supprima la charge de possadnik, fit enlever et envoyer à Moscou la cloche des comices, y fit conduire aussi sous bonne escorte Marfa, tous les partisans de la Pologne, tous ceux qui étaient soupçonnés de lui être favorables, et confisqua leurs biens. Le peuple se plaignait et murmurait. Le son de la cloche, qui l'appelait autrefois aux comices, ne se faisait plus entendre, le sang coulait sur les places publiques par la main du bourreau. Le moindre symptôme d'opposition était sévèrement puni; de riches négociants et de pauvres citoyens furent transportés par milliers au fond de la Moscovie, et leurs biens distribués aux Moscovites (1). Après six siècles de prospé-

(1) L'esprit républicain ne put s'évanouir de sitôt chez un peuple libre depuis tant de siècles; il n'y avait pas de révolte ouverte, mais Ivan voyait éclater de toutes parts le mécontentement des Novogrodiens, et les entendait murmurer en secret. Afin d'anéantir un esprit aussi dangereux, Ivan eut recours à un moyen décisif. En 1481, il fit arrêter plusieurs nobles, dont les biens meubles et immeubles furent confisqués au profit du prince. Plusieurs, accusés de haute trahison, furent mis à la question, et s'accusèrent réciproquement; mais, condamnés à perdre la tête, ils déclarèrent que leurs accusations n'étaient que des calomnies arrachées par la force des tourments. L'année suivante, le lieutenant de Novogrod fit arrêter et pendre plusieurs citoyens notables, et il envoya à Moscou plus de huit mille individus, dont les terres furent occupées par des soldats ou marchands moscovites. Ces dispositions, ces enlèvements, dit Karamsin, assurèrent pour toujours l'asservissement de Novogrod, qui ne présenta plus que l'aspect d'un corps sans âme, le tableau d'autres habitants, d'autres mœurs conformes à l'esprit de l'autocratie. (*Histoire de Russie*, t. VI, chap. III.)

Le système de transporter des hommes en masse, d'un lieu dans un autre n'est pas, comme on voit, nouveau dans ce pays. L'empereur Nicolas, en envoyant des populations polonaises au fond de la Moscovie, n'a pas eu le mérite de l'invention; il n'a fait qu'imiter son digne prédécesseur. Les Romains avaient pour politique d'établir des colonies dans les pays conquis; mais ils n'ont

rité, dont quatre au moins de régime républicain, et d'une existence presque indépendante, Novogrod la Grande perdit dans un moment sa liberté, son importance et son bien-être. Pour réprimer les mouvements populaires, Ivan éleva auprès de l'église de Sainte-Sophie un château-fort, témoin de la chute rapide de cette cité autrefois riche et populeuse. Le voyageur qui y aurait passé bientôt après ces sanglants événements, n'y aurait vu que des ruines. Aujourd'hui Novogrod ne compte que 8000 habitants ; ses soixante-deux églises, dispersées sur une étendue de deux lieues, s'élèvent séparées par des décombres ou des terres incultes.

jamais poussé la barbarie jusqu'à arracher les hommes à leur pays natal, aux tombeaux de leurs ancêtres. Il a été réservé aux tzars de Moscovie d'égaler en cela la gloire des rois d'Assyrie et de Babylone.

Mais ce n'était pas encore là le terme des malheurs de Novogrod la Grande, la mesure de ses maux n'était pas encore comblée. Dépouillée de ses libertés et de ses richesses, privée de ses habitants par un rusé politique, cette ville infortunée devait être encore frappée par la main impitoyable d'un tyran en démence. Sur une fausse dénonciation que le métropolitain et les principaux citoyens avaient formé le projet de se soumettre au roi de Pologne, Ivan le Terrible, petit-fils d'Ivan III, après avoir permis à sa fameuse légion d'élus de dépouiller les églises et de piller les habitants, se transporta en personne, en 1570, à Novogrod pour juger ou plutôt pour exécuter les prétendus coupables. Tous les jours on amenait devant lui et son fils Ivan, qu'il devait un jour assommer lui-même avec son bâton ferré, cinq cents et jusqu'à mille Novogrodiens, qui étaient aussitôt massacrés, torturés ou brûlés au moyen d'une composition combustible. Quelquefois ces malheureux attachés à des traîneaux, par la tête ou les pieds, étaient traînés sur la rive du Volkov. Là, de la hauteur du pont, on les précipitait dans l'eau par familles entières, les femmes avec les maris, les mères avec les enfants à la mamelle, tandis que les hommes d'armes moscovites, armés de pieux, de lances et de haches, se promenaient en bateaux sur le Volkov, perçant, mettant en pièces ceux des infortunés qui surnageaient à la surface de la rivière. Ce fléau dévastateur, ce bouleversement, cette désolation de Novogrod la Grande dura, dit l'annaliste, six semaines entières et se termina par un pillage général. On assure qu'il périt alors, tant à Novogrod qu'aux environs, jusqu'à soixante mille hommes. Le Volkov était encombré de cadavres, de membres mutilés, et ses flots, teints de sang, furent longtemps à les charrier jusqu'au lac Ladoga. (Karamsin, t. IX, chap. III.)

82. — Ivan III Vassiliévitch s'empare des pays appartenant à la Lithuanie.

Ivan III n'était devenu fort que par l'affaiblissement de ses voisins. Il pouvait bien cracher sur le *basma* ou l'image du khan, parce que la horde était près d'expirer (1); renverser le tzarat de Kazan, parce qu'il était déjà sans force; ruiner Novogrod la Grande, parce que les anciennes vertus républicaines y avaient disparu et laissé la place aux tumultes de l'anarchie; détruire le duché de Tver, parce qu'il n'était pas soutenu par la Lithuanie. Devant son trône tzarien on vit se prosterner les kniaz épouvantés de son empire, ainsi que les boyards de Tver, de Novogrod et de Pskov, qui venaient en foule lui prêter serment de fidélité, sans compter les mourza, les khans et autres dignitaires de Kazan et de Kaptchak qui pour leur propre intérêt s'étaient faits grecs ou moscovites. Plus d'un kniaz, plus d'un boyard ruthène ou lithuanien, préférant devenir le sujet du

(1) On raconte que ce fut Sophie, femme d'Ivan III, qui l'engagea à ne plus aller à la rencontre des ambassadeurs de la horde, dont la coutume était d'apporter avec eux le *basma*. Lors de l'arrivée de ces députés, les anciens princes de Moscou sortaient ordinairement à pied de la ville, se prosternaient, leur présentaient ensuite une coupe remplie de koumys (lait de jument bouilli), et faisaient étendre une peau de martre sous les pieds de celui qui lisait les lettres du tzar-khan, dont ils écoutaient la lecture en fléchissant le genou. Akhmat envoya en 1480, à Moscou, des ambassadeurs pour exiger le tribut accoutumé. Ces députés ayant été présentés à Ivan, celui-ci, disent quelques annalistes, prend le *basma*, le brise, le jette par terre, le foule aux pieds et fait mourir tous les ambassadeurs, à l'exception d'un seul auquel il dit : « Pars, va raconter à ton maître ce que tu as vu, et dis-lui que s'il a l'audace de troubler mon repos, je lui réserve le sort qu'ont subi son image et ses ambassadeurs. » Malgré cet acte de hardiesse, Ivan n'eut pas le courage d'accepter la bataille qu'Akhmat lui présenta sur les bords de l'Ougra, et il s'enfuit honteusement dans sa capitale, où le peuple l'accabla de malédictions en s'écriant : « Le prince nous livre aux Tatars ! Il a surchargé l'État d'impôts sans payer de tribut à la horde, et aujourd'hui qu'il a irrité le khan, il refuse de combattre pour la patrie ! » Ce fut Ivak, prince du Schiban ou de Tumen qui, ayant tué Akhmat de sa propre main, le délivra de son ennemi et la Moscovie de la domination des Tatars. (Karamsin, t. VI, chap. III.)

tzar de Moscovie que de rester citoyen de Lithuanie, vint aussi plier le genou devant lui. Les Pskoviens l'honorèrent du titre de tzar en 1479; et depuis ce temps il ne le quitta plus. Pendant l'oppression de l'Église grecque, quand tous ses patriarches et métropolitains se trouvèrent sous le joug et la domination des infidèles et des catholiques, le seul métropolitain de Moscou représenta avec le tzar l'Église grecque indépendante. Ivan III épousa en 1472 Sophie, nièce de Constantin Paléologue, dernier empereur de Constantinople (1), il se saisit de

(1) Constantin Paléologue, dernier empereur d'Orient, avait deux frères, Démétrius et Thomas qui, sous le nom de despotes, dominaient dans le Péloponèse ou la Morée. Animés de haine l'un contre l'autre, ils se firent la guerre et facilitèrent le triomphe de Mahomet II, qui soumit le Péloponèse à sa domination. Afin de s'attirer les bonnes grâces du sultan, Démétrius envoya sa fille dans le sérail de Mahomet ; Thomas, au contraire, plein d'horreur pour les infidèles, s'enfuit de Corfou avec sa femme, ses enfants, un grand nombre de Grecs de distinction et courut se réfugier à Rome. Le pape Pie II et les cardinaux assignèrent à cet illustre exilé un traitement mensuel de trois cents écus d'or, par respect pour les rejetons des plus anciens monarques chrétiens et par reconnaissance pour le don précieux qu'il leur fit de la tête de saint André, placée depuis ce temps dans l'église de Saint-Pierre. Thomas mourut à Rome ; ses fils, André et Manuel, continuèrent à y vivre des bienfaits du nouveau pape, Paul II, bienfaits dont ils se rendirent indignes par leur conduite légère et scandaleuse ; mais Sophie, leur sœur, princesse de la plus grande beauté, devint l'objet de l'affection universelle. C'est au moyen de cette princesse, élevée dans l'esprit du concile de Florence, que le pape Pie II et ses successeurs, Paul II et Sixte IV, espérèrent attirer la Moscovie à l'union avec l'Église latine.

Ivan III, de son côté, désirant obtenir la main de cette princesse, dans l'espoir que ce mariage rendrait les tzars de Moscovie héritiers des empereurs grecs, avait promis au pape Paul II d'accéder à l'union des deux Églises orientale et occidentale, conclue à Florence en 1439. Les négociations ouvertes à cet effet ne furent terminées que par le pape Sixte IV dans une assemblée de cardinaux. La princesse entra processionnellement sur le territoire moscovite, accompagnée d'un légat du pape devant lequel on portait la croix latine. Mais comme cette croix offusquait les schismatiques, Sophie ordonna de la cacher, et un message d'Ivan vint confirmer cet ordre. Le mariage fut célébré par le métropolitain, suivant le rite grec, en présence du légat. Et lorsque celui-ci réclama ensuite l'exécution du décret d'union, Ivan lui ferma la bouche. « Une fois devenu l'époux de cette princesse, dit Karamsin, le monarque moscovite ne voulut plus entendre parler de cet objet. » (T. VI. ch. II.)

Ce n'est pas seulement cette fois que les tzars dupèrent le saint-siége. Ef-

l'aigle noir à deux têtes qui s'était enfui de cette capitale, et le plaça au-dessus de son trône. Se regardant comme héritier de l'empire détruit, comme défenseur de l'Église grecque dont il releva l'éclat à Moscou, il se déclara en même temps l'autocrate de toutes les Russies (1). Alors la Lithuanie comprit qu'il

frayé par le progrès des armes d'Étienne Batory qui, après avoir pris, dans trois campagnes consécutives, beaucoup de places fortes, vint mettre le siége devant Pskov, Ivan IV le Terrible eut recours au pape Grégoire XIII, et pour l'engager à se porter médiateur entre lui et le roi de Pologne, il lui promit solennellement dans une note secrète, d'embrasser la religion catholique avec tous ses sujets. Le pape, trop facilement abusé par cette promesse, envoya auprès du roi Antoine Possevin, jésuite, par l'intermédiaire duquel fut conclue le 15 janvier 1582 une paix à Khiverova-Gorka, par laquelle la Pologne recouvra toute la Livonie et les villes qu'elle avait perdues sous les deux règnes précédents. C'étaient sans doute de grands avantages, mais ils auraient pu être plus considérables sans la médiation de Grégoire XIII qui, de son côté, n'en retira pas plus de fruit que Paul II et Sixte IV n'en recueillirent du mariage de la princesse Sophie; car lorsque Possevin vint rappeler à Ivan sa promesse solennelle, celui-ci se mit à rire et lui tourna le dos. Dans l'audience de congé, le négociateur lui demanda au moins l'autorisation pour les jésuites de s'établir à Moscou, mais le tzar lui répondit : « Cette demande me paraît inopportune et inutile pour votre compagnie : d'abord parce que vous ne parviendrez jamais à convertir les Russes à votre religion, et puis, parce qu'il faudrait vingt jésuites pour tromper un seul Russe ; ainsi, toutes vos peines seraient perdues. » (Léonard Chodzko, *Histoire de Pologne*, Paris, 1854.)

Voilà pour le négociateur. Quant au médiateur, il ne retira d'autre fruit de sa médiation que le nom de *loup* que le tzar *orthodoxe* lui donna dans une discussion théologique avec l'envoyé du saint-siége. (Karamsin, t. IX, chap. V.)

(1) Voici les deux points de mire de la politique moscovite, les deux directions qu'elle prit à partir de cette époque : arracher d'abord à la Pologne la Ruthénie, sans la possession de laquelle elle ne pouvait jamais entreprendre rien de sérieux contre la Turquie et s'établir ensuite à Constantinople. C'est pour obtenir ce double but, que depuis lors elle ne cessa de travailler. Les moyens qu'elle mit en œuvre à cet effet, violences, envahissements, cajoleries, brutalités, ruses, fraudes, déception, intimidation, corruption, intervention sous tous les prétextes dans les affaires des voisins, protection accordée au faible pour affaiblir le fort et les opprimer ensuite tous les deux ; tous ces moyens et beaucoup d'autres semblables résument en peu de mots l'histoire de l'empire moscovite dans ses entreprises au dehors, depuis cette époque jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant près de quatre siècles. Au bout de trois cents ans, cette politique persévérante parvint à remplir, par les trois partages

s'agissait d'elle et de ses possessions ruthènes. Ivan, irrité par ce qui s'était passé à Novogrod, croyait voir partout son ennemi Casimir Jagellonide. Il lui semblait que les Tatars, qu'il venait de

de la Pologne, la première partie de son programme. Parviendra-t-elle à remplir la seconde?

Ivan III prit donc le titre de tzar de toutes les Russies, d'un pays qui ne lui appartenait pas ; car il ne possédait pas un pouce de terrain dans ce qu'il appelait *Russie*, et qui n'était autre chose que la *Ruthénie polonaise*, dont une partie, comme nous l'avons dit plus haut, s'était volontairement réunie à la Pologne, une autre lui fut apportée en dot lors de son union avec la Lithuanie.

Les Polonais se trouvant en possession légitime d'un pays, dont un prince étranger usurpait le titre, ne s'en soucièrent pas plus que les Français ne se soucièrent de voir les rois d'Angleterre prendre le titre de rois de France, que le grand turc ne se soucie de ce que d'autres souverains prennent le titre de rois de Chypre et de Jérusalem. Pressés par Pierre Ier de reconnaître ce titre, ils s'y refusèrent et ne le reconnurent qu'en 1764, lorsque l'ambassadeur moscovite commença à régner en Pologne à côté du faible Stanislas-Auguste Poniatowski, favori et protégé de la tzarine Catherine II. Encore ne le firent-ils qu'après qu'elle eut fait déclarer par ses ambassadeurs, Keyserling et Repnin, « que Sa Majesté Impériale, notre auguste souveraine, en prenant le titre d'Impératrice de toutes les Russies, *n'entend s'arroger aucun droit, soit pour elle-même, soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les pays et les terres qui, sous le nom de Russie, appartiennent à la Pologne* et au grand-duché de Lithuanie; et reconnaissant leur domination, *elle offre plutôt* à la sérénissime république de Pologne *une garantie ou conservation de ses droits, de ses priviléges, aussi bien que des pays et terres qui lui reviennent de droit ou qu'elle possède actuellement*, et elle promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler. »

Cette déclaration fut ratifiée et signée par Catherine, le 9 juin 1764, la deuxième année de son règne.

Les trois démembrements de la Pologne, arrivés aussi sous son règne, attesteront au monde quel cas a fait de sa déclaration solennelle l'*excellente*, l'*admirable*, la *vertueuse*, la *divine* Catherine, à laquelle presque tous les philosophes du siècle passé ont prodigué *usque ad nauseam* toutes ces belles épithètes.

Les écrivains officiels et officieux de la Russie appellent aujourd'hui ces trois spoliations successives du nom de *reprises*, de *reconquêtes*. Qu'ils citent donc une seule guerre, une seule bataille, par suite de laquelle les Polonais se soient emparés du pays de leurs frères, les Ruthènes. L'histoire n'en connaît point : elle atteste, au contraire, que la Pologne ne les a pas subjugués, mais qu'ils se sont volontairement donnés à elle.

Il y avait, sans doute, des guerres entre les Polonais et les Ruthènes au XIe, au XIIe et au XIIIe siècle. Quel est le peuple qui ne se soit brouillé avec

soumettre, avaient été excités par le roi de Pologne, et que, à son instigation, Lukomski, un des kniaz ruthènes, arrivé de

ses voisins? Mais ces guerres étaient plutôt entre les deux dynasties de Piast et de Rurik qu'entre les nations d'une même race, qui parlaient presque la même langue et qui n'avaient rien à démêler entre elles. Ainsi, on lit dans l'histoire que Boleslav le Grand rétablit son gendre Sviatopelk sur le trône de Kiïov, que Boleslav le Hardi conduisit deux fois son cousin Izaslav dans la capitale de la Ruthénie, que Casimir le Juste rétablit Mstislav et Vladimir à Halitch, que Leszek le Blanc fit recouvrer à Roman et à son fils Daniel l'héritage de leurs pères. Mais après avoir accompli ce qu'on leur avait demandé, tous ces monarques retournèrent paisiblement dans leur pays sans laisser un seul soldat dans celui qu'ils avaient rendu à leurs protégés. La *reprise*, la *reconquête* ne peut donc avoir lieu où il n'y a pas eu *prise* et *conquête*. En fait de conquêtes, l'histoire ne connaît que celles des descendants de Rurik sur la Pologne, et pour le prouver, nous citerons le témoignage de Karamsin lui-même. Après avoir raconté que Sviatopelk ayant perdu, en 1016, la bataille de Lubetch, s'adressa à son beau-père, Boleslav le Grand, pour implorer son secours contre son propre frère Yaroslav, l'historiographe russe, appuyé sur le témoignage de Nestor, ajoute : « Boleslav saisit avec empressement l'occasion de venger son gendre, et de reprendre, en même temps, les villes de la Russie rouge, *enlevées à la Pologne* par Vladimir, sous le règne de Mietchislav. » (*Histoire de Russie*, t. II, chap. I.)

Les Polonais ont-ils conquis aussi sur les Moscovites les cinq bibliothèques, dont trois se trouvaient à Varsovie, une à Vilno et une à Krzemienietz, et qu'ils avaient commencé à réunir, quand les Moscovites savaient à peine lire? Est-ce par droit de *reprise* que les tzars les ont fait transporter à Pétersbourg? Ils y ont placé les portraits des deux évêques Zaluski et ceux de deux généraux, Souvarov et Pachkievitch! C'est comme si quelqu'un, non content d'étaler au grand jour les dépouilles sanglantes de sa victime, s'avisait d'y inscrire son nom et celui de la personne à qui elles appartenaient. Leur droit à la possession du sol des Polonais n'est pas meilleur que celui au nom duquel ils les ont dépouillés de leurs bibliothèques.

Quand il s'agissait d'arracher la Ruthénie ou les terres russiennes à la Pologne, les tzars de Moscovie prirent le titre d'autocrates de toutes les Russies. Aujourd'hui, les yeux tournés sur tous les pays slaves, ils se font appeler Slaves, Panslaves, jusqu'à ce qu'ils deviennent empereurs et autocrates de toute la Slavonie ; car, il ne faut pas l'oublier, ils commencent toujours par le mensonge, témoin le titre de tzar de toutes les Russies, qu'ils prirent lorsque, comme nous l'avons dit, ils ne possédaient pas un pouce de terrain dans ce pays, et ils y persévèrent jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils se sont proposé et que le fait accompli vienne confirmer le mensonge et le changer en réalité. Alors tout est dit, et tout le monde y ajoute foi.

S'agit-il de produire des titres à la possession d'un pays conquis, les auto-

la Lithuanie à la cour de Moscou, voulait l'empoisonner. Par décret du tzar Ivan, ce kniaz fut enfermé dans une cage de fer et brûlé vif en 1482. Bientôt après, les princes de Novogrod-Sévérien vinrent augmenter la foule de ceux qui se prosternaient devant le trône du tzar, parce que ces princes n'avaient pas été assez honorés par les seigneurs lithuaniens qui n'avaient pas voulu les admettre en la présence du roi ; il s'en était suivi une lutte dans laquelle un d'eux eut un doigt écrasé par une porte (2). Ayant mis pour la première fois le pied sur le sol

crates, leurs historiographes et leurs publicistes ne reculent devant aucune fausseté, devant aucun rapprochement, tout absurde qu'il soit. Pour n'en donner qu'un seul exemple, voici comment Karamsin justifie la conquête d'Astrakhan par Ivan le Terrible. « Les ambassadeurs moscovites, dit-il, ayant été insultes à Astrakhan, le tzar profita de cette circonstance pour récupérer *cette ancienne propriété de la Russie* ; car, selon l'opinion des écrivains contemporains, Mstislav, fils de Vladimir, *devait avoir régné sur Astrakhan, qu'ils considéraient comme l'ancienne Tmoutarakan, se fondant en cela sur la ressemblance des noms.* » (Tome VIII, chap. IV.) Or, on sait que Mstislav avait régné dans Tmoutarakan, capitale de l'ancien royaume du Bosphore, située à l'entrée de la mer d'Azov, et non pas dans Astrakhan qui se trouve à l'embouchure du Volga, dans la mer Caspienne. Voilà encore le droit à la possession d'un vaste royaume fondé sur la ressemblance des noms.

S'il existe des preuves écrites qui disent le contraire de ce qu'avance le gouvernement moscovite, on les falsifie, comme le fait en ce moment la commission instituée à Kiiov pour publier les documents relatifs à la Ruthénie, trouvés dans les archives dont la Moscovie s'empara après la chute de la Pologne.

(2) Ces princes de Novogrod-Sévérien étaient arrière-petits-fils d'Olgerd, et par conséquent cousins du roi Casimir. Ils professaient la religion grecque, et quoique personne en Pologne ne songeât à persécuter leur culte, ils n'hésitèrent point à trahir leur patrie pour aller se soumettre à leur coreligionnaire Ivan III. Ils furent les premiers à enseigner le chemin de Moscou à Michel Glinski, dont la trahison occasionna la perte de Smolensk à la Pologne. L'aventure qui leur était arrivée dans l'antichambre du roi est rapportée par l'historien Kromer dans les termes suivants : « Post Novogrodum magnum subactum, Russorum Severiensium principes ultro ad Moschos defecerant, non maxima re offensi : nempe quod cum Vilnam venissent, ad regem quodam tempore intromissi non sunt : cumque unus quispiam ex iis importunius urgeret, ac digitum foribus paululum adapertis inseruisset, janitor eum attractis vehementius foribus pressit et confregit. Et luit quidem capit pœnam janitor, non fuit tamen eo satiata ira principum : quin ii recta ad Mo-

lithuanien, Ivan III, pour s'y maintenir, occupa en 1494 Bransk, Starodub, Putivl, Tchernigov, Toropetz, assiégea Smolensk, et quoiqu'il n'eût pas pris cette ville, la Lithuanie n'eut pas assez de forces pour reprendre ce qu'il lui avait enlevé.

83. — Affaiblissement de la Lithuanie. — Incertitude des esprits.

L'empire que Gidimin et son fils Olgerd avaient fondé ne pouvant se maintenir par ses propres forces, surtout depuis qu'il était devenu ruthène, devait nécessairement passer dans d'autres mains. Vitovde avait bien prévu et compris que la Lithuanie avait besoin d'un allié puissant ; c'est pourquoi, bien qu'il regardât d'un œil jaloux la prospérité de la Pologne, il se garda bien d'en venir à une rupture définitive avec elle. Quelque peu considérables que fussent les secours qu'il en recevait, ils lui étaient d'une grande utilité dans ses guerres, et pouvaient dans la suite devenir plus importants. La Lithuanie, en étendant ses conquêtes, avait trouvé la Ruthénie disposée à changer sa forme d'existence, et elle fut entraînée elle-même à suivre son exemple, de sorte que tout annonçait que ce changement allait se faire sur une grande échelle. Une transformation sociale qui est l'œuvre d'une influence étrangère, donne rarement des forces à la société transformée ; accomplie par la violence, qui peut rapprocher quelquefois des éléments qui se repoussent, elle est encore moins solide ; là même où elle se fait par une combinaison libre et naturelle des éléments qui s'y prêtent, elle affaiblit ordinairement les forces des nations engagées dans cette voie de transition. La société qui s'en va, l'atta-

schorum ducem profecti, ejus imperio se suaque omnia subjecerunt. Sive autem hæc fuit causa defectionis, sive illa potius, quod despicatui se esse Lithuanis animadverterent, ac de religione rituque sacrorum ab illis quidem dissentirent, cum Moschis vero consentirent ; illa tamen occasione permoti meditatum fortassis jam ante facinus maturarunt. Hæc igitur Casimiro Moschici belli casa fuit. » (*Polonia*, lib. XXIX.) Krantz dit que ces princes lithuaniens, d'après un accord fait avec Ivan, étaient venus pour assassiner le roi. (*Vandalia*, p. 304.)

chement à ce qui est ancien, résistent nécessairement à la nouveauté, avec d'autant plus d'énergie que le nouvel ordre des choses est d'une autre nature. Dans cet état d'affaiblissement se trouvèrent alors, malgré leur vaste étendue, la Ruthénie et la Lithuanie, où s'étaient rencontrés sans haine, il est vrai, mais non sans collisions, la langue polonaise avec le dialecte ruthène, la liturgie latine avec la liturgie slave, les costumes écourtés de l'occident avec les longs habits du pays, les armes à feu avec l'arc et la flèche, les lois de Magdebourg avec les lois nationales en vigueur dans les villes, la finesse des fils d'Israël avec la probité commerciale des Ruthènes, les institutions nouvelles avec les anciennes, les souvenirs du passé avec les prévisions d'un avenir obscur et incertain, les prérogatives mortes des boyards ruthènes avec les libertés vivantes de la noblesse polonaise, le pouvoir détruit des kniaz avec la domination de la Lithuanie. Indifférents pour les choses passées, peu attachés aux présentes, les Ruthènes étaient incertains s'ils devaient conserver leur autonomie ou bien devenir Polonais ou Moscovites. Le tzar de Moscou, affranchi du joug tatar, fils dégénéré de la Ruthénie, sembla à plusieurs d'entre les Ruthènes être le représentant de leur cause exposée à tant d'incertitudes. Ivan III avait des partisans dans toute la Lithuanie, même parmi les lithuaniens ruthénisés, bien qu'ils pussent voir par l'exemple de la Ruthénie Rouge combien d'avantages plus considérables le citoyen, le propriétaire foncier, l'ancien boyard pouvaient retirer de l'union avec la Pologne. Toute la Ruthénie appartenant au grand-duché, et la Lithuanie elle-même étaient un champ fertile cultivé avec beaucoup de soin par la nationalité polonaise. L'affluence de la population mazovienne, polonaise et israélite formait une couche épaisse sur laquelle la langue et les mœurs polonaises, les libertés de la noblesse jetaient des semences de toute espèce qui devaient produire de riches fruits. Les seigneurs lithuaniens, impuissants à s'y opposer, ne faisaient que semer la désunion et des dissensions qui leur aliénaient les Polonais sans pouvoir arrêter le cours des événements.

84. — Caractère faible et indécis de Casimir Jagellonide. — La Lithuanie renouvelle l'union avec la Pologne.

Casimir, placé par le sort à la tête des deux nations, n'avait pas la force et peut-être les moyens pour dissiper les mésintelligences qui s'étaient élevées entre elles. En montrant pendant assez longtemps une sorte de prédilection pour la Lithuanie, que toutefois il ne sut pas s'attacher, il offensa les Polonais et refroidit leur zèle pour le bien public au point que, pour ne pas lui accorder des subsides, ils négligaient la défense du pays. Casimir avait quelques vertus et beaucoup de défauts; cependant ses défauts ne furent pas sans utilité dans l'état de désunion des deux pays. Il n'aimait pas le travail, mais l'inconstance de son caractère l'entretenait dans des occupations continuelles, quoique peu importantes, car il passait la plupart de son temps à la chasse. Incapable de s'appliquer sérieusement à des objets utiles, il oubliait facilement dans la prospérité les désagréments et les revers de la fortune. Esprit naturellement orgueilleux, il ne savait point soutenir la dignité de son rang. Facile dans le commerce de la vie, il aimait à prodiguer des faveurs et des bienfaits sans aucune vue d'intérêt personnel; et s'il ne gagna point par là les cœurs, il fit au moins que personne ne lui fut hostile. On le tolérait facilement, parce qu'on n'avait pas lieu de le craindre, et il n'est venu à la pensée de personne de rompre en visière avec lui. Sans pouvoir rétablir l'harmonie entre les deux nations, il les empêcha au moins d'en venir à une rupture ouverte, et leur donna, pendant son règne qui dura plus de quarante ans, le temps de se mieux connaître, d'apprécier à leur juste valeur leurs rapports mutuels et leurs forces respectives. Pendant que Casimir refroidissait les cœurs polonais, et que l'aristocratie lithuanienne les froissait, les Polonais retirèrent leur coopération armée, et quoiqu'il dût s'ensuivre de très mauvais effets, les seigneurs lithuaniens firent encore un essai de leur politique antinationale, et entreprirent pour la dernière fois de s'isoler, en élevant après la mort de Casimir,

à la dignité de grand-duc, son fils Alexandre, pendant que les Polonais appelaient au trône Jean Albert, frère aîné de celui-ci. Épouvantés par les progrès rapides d'Ivan, ils finirent par se convaincre qu'au milieu du mélange des éléments lithuaniens et ruthènes, ils ne pouvaient s'appuyer avec succès ni sur les uns ni sur les autres, et que la coopération polonaise pourrait leur être utile. Saisis d'effroi et pleins d'incertitude, ils confirmèrent à Vilno l'union jagellonne, et, après avoir appris la mort de Jean Albert, ils envoyèrent en Pologne en 1499, Tabor, évêque de Vilno, avec d'autres, pour renouveler ce pacte et promettre que le roi de Pologne et le grand-duc de Lithuanie seraient dorénavant une seule et même personne (1). Croyant pouvoir se garantir de l'agression moscovite par une alliance matrimoniale, ils avaient demandé la main d'Hélène, fille d'Ivan, pour leur grand-duc Alexandre, et l'avaient fait venir en 1495 à Vilno, où leur mariage fut célébré. Bien qu'on ait rapporté à Ivan que les catholiques de cette ville, où elle établit sa résidence, cherchaient à la convertir, comme il avait lui-même converti au schisme sa femme Sophie, nièce de Paléologue, qui s'était faite catholique à Rome, Hélène n'en avait pas moins ses églises à Vilno, à Cracovie, à Minsk, et faisait sans aucun empêchement des donations au clergé non uni, qui reconnaissait pour son chef le métropolitain de Moscou (2).

(1) Si les Lithuaniens entretenaient encore quelque espoir de maintenir l'intégrité de leur territoire sans le concours des Polonais, la bataille qu'ils livrèrent en 1500 aux Moscovites sur les bords de la Viédroucha, où ils perdirent presque toute leur armée, et où leur chef Constantin, prince d'Ostrog, fut fait prisonnier, vint les détromper et leur démontrer la nécessité d'une union plus sincère avec la Pologne. C'est alors qu'instruits par une triste expérience, ils renoncèrent à être gouvernés par un duc séparé. Mais il leur fallut subir encore des pertes plus considérables pour se convaincre de l'impossibilité de se maintenir dans leur isolement, et pour consentir à ne former qu'un seul État avec la Pologne ; encore ne parvinrent-ils à cette conviction et ne donnèrent-ils leur consentement à l'union définitive des deux pays que soixante-neuf ans après la malheureuse bataille dont nous venons de parler.

(2) Ivan, cherchant des prétextes pour enlever à la Lithuanie les provinces dans lesquelles les descendants de Rurik avaient eu autrefois leurs apanages, ne cessait de se plaindre qu'on gênait sa fille dans le libre exercice de son

culte, qu'on lui refusait le titre qu'il s'était arrogé. C'est en se fondant sur des raisons de cette importance qu'il envahit la Lithuanie du côté de l'est, pendant que ses alliés fidèles, Mengli-Ghéreï, khan de Crimée, et Étienne, voïévode de Moldavie, excités par lui, ravageaient ses provinces méridionales. Loin d'avoir à se plaindre de ce que son père avait fait le *casus belli*, Hélène plaida la cause de sa nouvelle patrie, dans la lettre suivante, qu'elle lui écrivit de Vilno, en 1502.

« Alexandre, roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie, mon époux et seigneur, a envoyé ses ambassadeurs à Votre Sérénité, pour se plaindre des tribulations que ses domaines, ainsi que ses nombreuses villes et campagnes, ont à souffrir de vos sujets. Par la permission de Dieu et l'audace des méchants, beaucoup de sang a été versé déjà et est versé encore, des femmes et des enfants sont emmenés en esclavage, la sainte foi dépérit et les églises deviennent désertes, et tout cela de par vos traités, serments et alliances, monarques chrétiens ! Rappelle-toi, seigneur et père, que je suis ta servante et ta fille, et que tu m'as donnée en mariage à un roi qui est ton frère et ton égal. Tu sais, seigneur et père, ce que je lui ai apporté en dot, et malgré cela il m'a prise de bonne grâce de chez toi, il m'a tenue durant toutes ces années en abondance, respect et amour ; il m'accorde la liberté de professer ma religion selon le rite grec, d'avoir à ma cour des popes, de fréquenter les églises de ma communion, de suivre enfin notre liturgie aussi bien en Lithuanie qu'en Pologne, à Cracovie comme dans toutes les autres villes polonaises, et en cela comme en chaque autre chose, je ne puis découvrir qu'il ait contrevenu aux traités. Le seigneur, mon roi, sa mère et tous ici, croyaient que je leur amenais de Moscou des biens de toute sorte : la paix, l'affection, l'alliance, des secours contre les païens, mais on s'aperçoit aujourd'hui, seigneur et père, que mon unique cortége a été le meurtre, la rapine, la violence, l'effusion du sang chrétien ; les femmes sont devenues veuves, les enfants sont devenus orphelins ; l'esclavage, l'oppression, les pleurs, les gémissements éclatent de tous les côtés. Est-ce là ton amour pour moi, seigneur et père ? Moi, ta servante et ta fille, j'aurais préféré mourir dans ton pays, à tes pieds, que d'entendre dire ici : il n'a envoyé sa fille en Lithuanie que pour mieux sonder et asservir cette contrée ! Rentre en toi, seigneur et père, cesse de nourrir un injuste courroux contre ton frère et gendre, reviens à l'ancien amour et à la fraternité que tu lui as jurés par des traités, afin que les païens et les traîtres, dont les pères ont jadis trahi tes aïeux, comme les fils nous trahissent en ce moment, n'aient plus de sujets de joie... Vous apprendrez, seigneur et père, par les ambassadeurs qui vous sont envoyés, que le roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie, n'a en rien enfreint les traités. Rendez-lui donc votre ancien amour comme à un frère et à un gendre, et que mes larmes amères se changent en joie. »

CINQUIÈME PÉRIODE

DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

1499 — 1569.

La noblesse devient plus active, et met le dernier sceau à l'union et à la fraternité des deux peuples.

---

88. — Glinski, chef du parti ruthène.

Le parti ruthène, dont le chef était Michel Glinski, descendant des kniaz de cette nation, ne cessait de se maintenir dans les provinces du grand-duché ; il se réveillait et levait la tête de temps à autre, et menaçait la Lithuanie d'une ruine complète, s'il parvenait à se fortifier et à prendre le dessus. Il avait même ses organes parmi les seigneurs lithuaniens composant le sénat, et il voyait avec plaisir que la reine, fille de tzar, et professant la religion grecque, résidait ordinairement dans la capitale du grand-duché. Dans ses fréquents voyages dans tous les pays de l'Europe, Glinski avait acquis des connaissances supérieures à celles que possédaient alors d'autres seigneurs lithuaniens et ruthènes ; en combattant en Allemagne, en Hongrie et en Italie, il s'était distingué par sa bravoure et ses talents militaires. Au crédit qu'il avait acquis auprès du roi Alexandre, il unissait un grand orgueil et une confiance illimitée en lui-même. Toute la Lithuanie tremblait devant lui et craignait que, profitant d'une occasion favorable, il ne voulût satisfaire son ambition et usurper le pouvoir suprême. De là ses démêlés avec les seigneurs lithuaniens qu'il se faisait un plaisir d'humilier, et qu'il offensa dans la personne de l'un d'eux, Jean Zabrzezinski, auquel il parvint par son influence à ôter la dignité de palatin de Troki. A tous

ces sujets de mécontentement vint encore se joindre l'alarme que leur occasionna la victoire qu'il remporta en 1506 à Kleçk sur les Tatars. Dévoré de chagrins, en proie à une maladie mortelle, le roi Alexandre lui avait donné le commandement, et, avant de mourir, il eut la consolation d'apprendre qu'un Ruthène venait de délivrer la Lithuanie d'un grand danger. Cette victoire était d'autant plus importante, que les Tatars, après avoir dévasté le pays, furent obligés d'abandonner tout le butin et de rendre la liberté à la plupart des captifs tombés entre leurs mains (1). Après la mort d'Alexandre, les Lithuaniens purent plus facilement faire tête à la trop grande puissance de Glinski, contre lequel ils se hâtèrent de porter des plaintes devant Sigismond, qui parvint sans obstacle au gouvernement des deux nations (2). Tous ceux qui le haïssaient, tous ceux aux-

(1) Lorsque pendant la guerre de la Moscovie contre la Pologne et la Lithuanie, Mengli-Ghéreï eut défait Shig-Akhmet, dernier khan de la horde d'Or, et repoussé les bandes mongoles jusqu'au fond des déserts des Nogaïs, Ivan remercia son allié d'avoir anéanti leur ennemi commun; mais il lui écrivit aussi de ne pas oublier qu'il leur restait un adversaire beaucoup plus important, et que tranquille du côté des fils d'Akhmet, il devait compléter les victoires remportées par les armes moscovites sur le roi de Pologne. Après qu'une trève de six ans eut été conclue en 1503, par la médiation du pape Alexandre VI et de Vladislav, roi de Bohême et de Hongrie, frère du roi, Ivan proposa à Mengli-Ghéreï d'en signer une pareille et pour le même nombre d'années avec Alexandre; mais en même temps il lui faisait adroitement sentir qu'il valait mieux continuer la guerre, parce qu'il comptait profiter de l'armistice pour consolider son pouvoir dans les villes conquises, d'où l'on transférerait dans d'autres lieux les habitants mal disposés en sa faveur et pour y établir de nouvelles fortifications; qu'enfin son alliance avec le khan contre la Pologne était inviolable. (Karamsin, t. VI, chap. VI.)

Fidèle à la voix de son allié, et sans se laisser désarmer par la coupable complaisance du roi Alexandre qui, contre le droit des gens, fit emprisonner et retint en captivité son malheureux ami, Shig-Akhmet, qui avait cherché un refuge à Kiiov, Mengli-Ghéreï ravagea encore une fois la Pologne en 1506, déjà après la mort d'Ivan, son ami et conseiller. Ce fut dans cette expédition qu'il fut complétement défait par Glinski dans les environs de Kleçk, où il perdit vingt-trois mille hommes, trois mille prisonniers et tout le butin (Kromer, *Polonia*, p. 398; Neugebauer, *Historia rerum pol.*, p. 450; Koïalovicz, *Historia Lithuaniæ*, p. 283; Sarnicki, *Annales Poloniæ*, p. 380.)

(2) La nouvelle de ces brouilleries parvint à Moscou. Vassili IV, successeur d'Ivan III, n'ignorait rien de ce qui se passait en Lithuanie; il péné-

quels il avait fait tort, s'unirent pour l'accuser d'une voix unanime de violences, de concussions, d'oppression des citoyens pauvres, et ils allèrent même jusqu'à le soupçonner de vouloir rétablir le duché ruthène pour sa famille. Poussé à bout par des clameurs qui de toutes parts s'étaient élevées contre lui, et par la haine qu'on lui portait, il attaqua à main armée Zabrzezinski, qui jouissait d'une grande considération en Lithuanie, et le tua dans sa propre maison. N'espérant pas, après un meurtre si audacieux, obtenir la grâce et le pardon du roi, il se jeta avec ses frères et ses partisans entre les bras des Moscovites, qui pillaient alors la Lithuanie, et crut trouver dans le tzar l'appui de ses projets et de son élévation. Ayant reçu quelques secours, il assiégea Minsk, ne cachant plus le dessein qu'on lui prêtait de ressusciter le duché ruthène. Mais avant que son parti pût se réunir et prendre ses mesures, Nicolas Firleï envoyé par le roi et bientôt après le roi lui-même vinrent au secours de cette ville. Glinski leva le siége et se retira vers le Dnieper, où il lui arriva un renfort de 60,000 Moscovites qui, n'osant accepter la bataille, éprouvèrent en se retirant une perte considérable. Les Polonais poursuivirent les débris de leur armée jusque sous les murs de Moscou, et mirent le pays à feu et à sang, selon les usages de guerre de ce temps-là. Le tzar, informé de la défaite de ses troupes, se hâta de demander la paix et l'obtint, après avoir rendu au roi tous les châteaux-forts qu'il avait pris; on donna aussi la permission aux partisans de Glinski d'abandonner le grand-duché et de se transporter dans la Moscovie (1).

tra l'intention secrète de Michel et lui dépêcha son secrétaire pour proposer aux trois Glinski la protection de la Moscovie, où ils trouveraient un asile sûr et la faveur du prince. Afin de conserver les dehors de la bienséance, ceux-ci attendirent quelque temps encore la décision du roi; mais enfin ne pouvant l'obtenir, ils se déclarèrent ouvertement sujets du souverain de Moscou. Ils avaient mis pour condition que Vassili, par la force des armes, leur assurerait la possession, tant des villes lithuaniennes qui leur appartenaient déjà, que de celles qui se rendraient à eux. Ce traité fut confirmé par un serment mutuel. (Karamsin, t. VII, chap. I.)

(1) Par ce traité de paix *éternelle*, suivant les intentions des signataires, et qui fut conclu en 1509, Vassili promit de ne revendiquer ni Kiiov, ni Smo-

Glinski, déclaré ennemi de la patrie, exilé avec ses complices, dépouillé de tous ses biens, trouva un refuge à la cour du tzar.

86. — Prise de Pskov et de Smolensk par les Moscovites.

Le roi Sigismond et le tzar Vassili IV, ayant d'autres affaires sur les bras, s'étaient décidés à la paix, car il importait à ce dernier de renouveler les conventions commerciales avec les villes hanséatiques et livoniennes, ainsi que le traité avec les chevaliers porte-glaives qu'il signa en 1509 pour quatorze ans. Il montra bientôt, par la conduite qu'il tint avec la ville de Pskov, ce que la Ruthénie avait à attendre de lui, si jamais elle commettait la faute de lui confier son sort. Il se transporta en personne à Novogrod, ruinée par son père, pour connaître de près l'affaire des Pskoviens qui avaient porté plainte contre son lieutenant Obolenski. Après avoir examiné cette affaire, il acquitta le défendeur et condamna les plaignants, mais il eut pitié d'eux et promit de leur remettre la peine, s'ils voulaient se soumettre sans condition, renoncer pour toujours à leurs libertés communales, et lui livrer la cloche qui les appelait aux comices. Les menaces du tzar clément et l'impuissance des Pskoviens les forcèrent à se soumettre (1510), comme il l'exigeait. Beaucoup de familles distinguées reçurent alors l'ordre d'aller s'établir à Moscou, où la cloche des comices fut aussi transportée(1). On permit seulement aux Pskoviens de conserver le sabre

lensk, non plus que les autres possessions lithuaniennes, et il s'engagea à ne recevoir désormais à son service aucun prince lithuanien avec ses terres et ses domaines.

(1) « On fit partir pour Moscou, dit Karamsin, trois cents familles. Un grand nombre, maris et femmes, comptant peu sur la promesse du souverain, et redoutant l'exil, embrassèrent la vie monastique pour mourir du moins sur leur terre natale... Le grand-prince donna les terres des Pskoviens exilés aux boyards moscovites, fit sortir de la moyenne ville, où il y avait quinze cents maisons, tous les citoyens, distribuant leurs demeures à ses fonctionnaires, enfants boyards et aux Moscovites seuls; il choisit un emplacement pour son palais et fonda l'église de Sainte-Xénie, pour immortaliser le jour où la liberté pskovienne avait expiré et partit en triomphe pour sa capitale, où

de Dovmund, dont personne ne sut alors se servir. Ce sabre avait, pendant deux cent onze ans (1299-1510), animé le courage des Pskoviens ; et depuis la perte de leur liberté, pendant trois cents ans encore (1510-1812) il leur rappela le souvenir du passé, lorsque enfin cette ville subjuguée, réduite à 10,000 habitants, ne présentant avec ses soixante églises et sa triple enceinte de remparts que les débris de l'ancienne grandeur, livra l'arme qui avait appartenu autrefois à son défenseur, pour être suspendue dans une église de Pétersbourg avec les trophées conquis sur les ennemis de l'empire ; car les dépouilles et les présents des villes libres sont regardés par le tzar et ses esclaves comme des trophées pris sur l'ennemi. Pendant que Pskov perdait son indépendance, les démêlés de la Moscovie avec la Lithuanie se renouvelaient. On savait que Sigismond avait excité les Tatars de Perekop contre la Moscovie. Pour plus de sûreté, la reine veuve, Hélène, sœur de Vassili, fut détenue à Vilno (1512), et les représentations du tzar ne purent la délivrer. Encouragé par les promesses de secours de la part de l'empereur Maximilien, Vassili ravagea les environs de Smolensk, mais il trouva une résistance vigoureuse sous les murs de cette ville. Sans se décourager, et rempli de bonnes espérances par Glinski, il fit de nouveaux préparatifs, revint mettre le siége devant Smolensk, et cette ville, après cent dix ans passés sous la domination de la Lithuanie, lui ouvrit cette fois ses

arriva bientôt la grosse cloche du conseil national. En échange des citoyens exilés, on envoya à Pskov trois cents familles de dix villes de la province de Moscou. »

Telle fut la fin de cette république qui, située sur les confins de l'empire moscovite, dut nécessairement périr, et qui ne survécut que de trente-trois ans à la destruction de la liberté de Novogrod la Grande. Karamsin lui-même, en décrivant cet événement, ne put s'empêcher de s'écrier avec l'annaliste de Pskov : « C'est ainsi que s'éclipsa la gloire de Pskov, prise non par des infidèles, mais par les chrétiens, ses frères. O cité, naguère puissante ! tu n'es plus aujourd'hui qu'une solitude. Un aigle à plusieurs ailes et aux griffes acérées s'est abattu sur toi ; il a arraché de ton sein trois cèdres de Liban ; il t'a ravi ta beauté, tes richesses, tes citoyens ; enfin, il a traîné nos frères et nos sœurs dans des contrées lointaines où jamais ne vécurent ni leurs pères, ni leurs aïeux, ni aucun de leurs ancêtres. » (T. VII, chap. I.)

portes à l'instigation de Glinski. L'évêque et les principaux citoyens vinrent au-devant de Vassili, pour lui remettre les clefs de la ville (31 juillet 1514). Le tzar donna des fêtes, distribua des faveurs et des présents aux habitants, et oublia Glinski qui croyait que le gouvernement de cette place importante lui serait donné. Il regretta alors d'avoir rompu avec la Lithuanie, et entreprit de réparer ce qu'il avait gâté. Constantin d'Ostrog, prince ruthène, qui avait des intelligences avec lui, envoyé par Sigismond, remporta le 8 octobre 1514 une victoire signalée à Orsza sur une puissante armée moscovite, et se dirigea sur Smolensk dans l'espoir d'y entrer facilement (1). Mais le projet de lui livrer cette place ayant été découvert, l'évêque et Glinski furent arrêtés; quant au prince d'Ostrog, il n'avait pas assez de forces pour en entreprendre le siége. Smolensk resta au pou-

(1) L'armée moscovite était forte de quatre-vingt mille hommes, et celle des Polonais et des Lithuaniens n'avait que trente-cinq mille combattants. (Herberstein, *Rerum Mosc. Comment.*, p. 9.) Arrivées toutes deux sur les bords du Dniéper, elles se reposèrent quelques jours : les Moscovites à gauche, les Polonais et les Lithuaniens à droite du fleuve. Constantin ayant fait construire un pont à trois lieues du camp, Tcheladnin, général moscovite, apprit bientôt que déjà une grande partie des ennemis avaient traversé le fleuve. « Tant mieux ! s'écria-t-il ; mais il ne me suffit pas d'en prendre la moitié ; j'attends qu'ils soient tous réunis, afin de les détruire d'un seul coup. » Selon quelques annalistes, Constantin eut recours à une ruse de guerre ; par une retraite simulée, il attira les Moscovites jusqu'à portée de ses canons, tandis qu'une partie de ses troupes les attaquait par derrière. Mais tous s'accordent à dire que jamais les Polonais et les Lithuaniens n'avaient remporté sur les Moscovites une victoire aussi complète : poursuivis de toutes parts, ceux-ci tombaient sous le fer des vainqueurs ou se noyaient dans les eaux du Dniéper, et les plaines entre Orsza et Doubrovna étaient jonchées de leurs cadavres. L'ennemi perdit dans cette journée trente mille hommes ; trente-sept chefs et plus de quinze cents officiers furent faits prisonniers, comme dit le roi dans sa lettre au grand-maître de Livonie : *Triginta millia sunt cæsa, octo summi et præcipui eorum voievode et consiliarii ; triginta septem duces, barones et officiales cum aliis super mille quingentis nobilibus capti.* Stryikovski fait monter à quarante mille le nombre des tués, sans compter les noyés. (Liv. XXIV, chap. II.)

Cette victoire, quelque brillante qu'elle fût, ne nous rapporta aucun avantage, car la ville de Smolensk ne put être délivrée, et elle ne fut reprise par les Polonais qu'en 1611, sous le règne de Sigismond III.

voir des Moscovites, et Glinski en prison. Les hostilités sans événements importants continuèrent encore pendant quelques années, jusqu'à ce qu'en 1522 fût conclue une trêve de cinq ans, prolongée en 1526 jusqu'en 1534, et prolongée encore en 1537 d'un même nombre d'années. La captivité de Glinski devint moins rigoureuse, quand le tzar épousa sa nièce (1525). Il obtint enfin la liberté, et après la mort de Vassili, il fut un des tuteurs de son fils, Ivan le Terrible (1).

87. — La Ruthénie devient polonaise.

Un calme profond succéda à l'ébranlement occasionné en Lithuanie par la défection de Glinski. Si un souverain peut inspirer ses sentiments à une nation, Sigismond était certes à même de le faire; il communiqua aux Polonais et aux Lithuaniens non-seulement son amour de la paix, mais jusqu'à son habitude de négliger les affaires. Après la chute du parti ruthène, l'aristocratie lithuanienne triompha, mais son triomphe ne fut pas de longue durée; car elle n'eut pas plutôt terminé sa querelle avec le tzar, à la décision de laquelle la Pologne avait puissamment contribué, qu'il lui fallut venir à une solution définitive de la cause ruthène vis-à-vis de la Pologne. Mais l'affaire fut plus difficile qu'avec le tzar, au moins elle ne fut pas terminée sans de grands sacrifices de sa part. Elle traîna en longueur, et pendant ce temps, l'union se fortifia, les disputes cessèrent, la Lithuanie et la Ruthénie se trouvèrent dans un état prospère, en attendant un meilleur avenir, dans lequel ce ne sont pas les exigences de l'aristocratie lithuanienne, mais celles de la noblesse polonaise qui devaient obtenir une pleine satisfaction. La tentative de Glinski, ayant pour objet de maintenir l'au-

(1) La nièce de Glinski, Hélène, devenue régente après la mort de son mari, entretenait des liaisons secrètes avec le prince Jean Obolenski, un des membres du conseil. Glinski lui en ayant fait des reproches, fut jeté dans la même prison où, par un étonnant contraste, il éprouva d'abord un sort digne d'un traître et ensuite celui d'une victime de ses sentiments vertueux. Il y termina sa vie souillée d'une double trahison.

tonomie et de rétablir l'indépendance de la Ruthénie, avait si bien démontré l'impossibilité de réaliser ce projet, qu'il n'y avait plus lieu de craindre que la tranquillité pût être de nouveau troublée par de pareilles prétentions, et que ce pays eût quelque répugnance à se fondre dans la Pologne. Depuis les premières invasions des Tatars, ses provinces méridionales avaient été entièrement dépeuplées. Le pays le plus fertile du monde était devenu un désert; on ne rencontrait pas de traces d'hommes dans toute l'étendue de la Podolie et de l'Ukraine. Sigismond, ami de la paix, mit ces provinces, au moyen de traités, à l'abri des invasions des Turcs et des Tatars, et, en établissant sur les bords du Dniéper des postes de cosaques armés, les garantit de toute surprise. Le cultivateur allait sans crainte creuser les sillons dans les steppes lointaines, la population ruthène augmentait, les terres des grands seigneurs étaient de meilleur rapport, la noblesse polonaise y allait chercher sa fortune. La Lithuanie continua d'occuper ce qu'elle avait saisi depuis Goniondz jusqu'à l'embouchure de la Morakva, à l'exception de Bielsk et de Drohitchine qui reçurent des institutions polonaises. Dans la Podlassie, la Volhynie et la Podolie, la langue et les mœurs polonaises se répandirent dans les villes et dans les campagnes parmi les habitants qui commencèrent à prendre le nom de noblesse. Il en était de même dans les pays purement lithuaniens et chez les Ruthènes s'étendant du côté de Smolensk. Il y avait là aussi une foule de nobles. Cette classe, qui s'était déjà acclimatée dans la Lithuanie et s'y était profondément enracinée, devint un point de contact, un lien d'union avec la Pologne. Le code de lois redigé alors pour la Lithuanie montre quel progrès y avaient fait les mœurs et les institutions polonaises.

88. — Statut lithuanien.

On connaît les lois ruthènes et polonaises. Quelles ont été les lois lithuaniennes, personne ne le sait, car elles ont disparu dans la foule des lois ruthènes. Celles de Vitovde n'étaient qu'une

expression de sa volonté arbitraire. Du temps de Casimir Jagellonide, on rédigea (1454, 1456) en langue ruthène un code d'instruction civile et criminelle, dans lequel on ne voit plus rien de lithuanien. Vitepsk, Polotsk, Mstislav, Smolensk, la Volhynie et l'Ukraine avaient des codes qui différaient entre eux dans quelques-unes de leurs dispositions. Sigismond avait annoncé en 1522 aux seigneurs lithuaniens que le grand-duché ne devait avoir qu'une même loi. On commença donc à y travailler, et le statut lithuanien rédigé en 1529, fut adopté et promulgué en 1530. C'était, pour cette époque, le meilleur code des lois. Ce statut comprend d'abord la constitution politique du grand-duché, dans laquelle le grand-duc garantit à la noblesse ses priviléges, promet d'étendre les limites de la Lithuanie, et de ne porter aucune atteinte à l'autorité du sénat qui, composé de palatins, de castellans et de kniaz héréditaires, constitue la diète législative. La noblesse seule fait le service militaire, exerce toutes les fonctions, peut sortir librement du pays, disposer de ses biens, après avoir, en certains cas, obtenu l'autorisation du grand-duc et payé les droits; enfin elle peut commander selon son bon plaisir aux serfs, aussi bien à ceux qui sont attachés à son service personnel qu'à ceux qui sont chargés de la culture de ses terres, sans pouvoir cependant les tuer, car dans ce cas elle est tenue de payer une amende. Le même statut renferme aussi les lois civiles qui sont assez bien coordonnées pour ce siècle, et les nombreuses lois criminelles qu'il établit avec une exactitude qu'on ne remarque pas dans les autres parties de ses dispositions; mais il prescrit des peines beaucoup plus sévères qu'elles ne sont dans la législation polonaise. Il contient en outre les règles de la procédure qui, surchargée de formalités superflues et de droits exorbitants, occasionna la ruine des plaideurs, et devint très onéreuse pour les Lithuaniens, surtout pour la classe moins aisée, qui se trouva par là dans l'impossibilité de se faire rendre justice. Les appels des décrets rendus par les substituts des starostes et des palatins étaient portés devant ces magistrats supérieurs, qui, partageant leurs soins entre les affaires de l'État et les occupations domes-

tiques, ou préférant se livrer au repos, n'étaient pas à même de bien remplir les devoirs de la magistrature. Le sénat jugeait les causes en dernier ressort. Comme ce statut avait été écrit pour les riches, accepté par eux dans le sénat, il n'est pas étonnant qu'il ne se soit point occupé des intérêts des pauvres. La noblesse y est regardée comme un corps à part, tout à fait libre, exempt de toutes les servitudes; toutefois les coutumes féodales qu'aucune loi n'avait abolies la rendaient dépendante des grands seigneurs. Ce code examiné plus attentivement, n'est pas sans défauts, car on y remarque beaucoup de dispositions réunies ensemble qui n'ont aucun rapport entre elles. C'est une collection de lois ruthènes, polonaises, mazoviennes, bohêmes; et bien que les Lithuaniens les aient regardées de mauvais œil, se soient récriés contre les lois bohêmes, cependant les législateurs firent entrer dans leur statut beaucoup de ces dernières, ainsi qu'un grand nombre de lois ruthènes concernant l'esclavage, plusieurs lois mazoviennes touchant les serfs attachés à la glèbe, et les règlements de police établis pour eux ; mais ils y mirent plus de précision, plus de clarté dans les expressions, et ajoutèrent beaucoup de détails qui avaient échappé à l'attention de la législation polonaise.

89. — La langue ruthène cède la place à la langue polonaise et cesse d'être une langue écrite.

Pendant que les Ruthènes changeaient de nationalité, leur langue se maintenait encore, et ne le cédait guère au polonais. Elle était parlée dans toute la Ruthénie par le peuple et par les classes supérieures, comme le polonais l'était par le peuple et par la noblesse dans toute la Pologne. On écrivait dans l'une et dans l'autre, mais depuis plus longtemps dans la première. Chacune d'elles avait des propres caractères. La langue ruthène n'avait point devant elle l'obstacle du latin comme la polonaise, et avant que celle-ci commençât à être officiellement employée dans les chancelleries et dans la législation, celle-là, qui s'était depuis longtemps maintenue, était en même temps la langue

diplomatique. Dans leurs rapports avec la Ruthénie, la Lithuanie et la Pologne, les Tatars de Perekop, les Moldaves et les Valaques s'en servaient, de même que la Moscovie qui pendant longtemps ne fit pas usage de son dialecte. Après l'invention de l'imprimerie, on avait imprimé à Cracovie avec les caractères ruthènes, vingt ans avant qu'on eût commencé à imprimer en polonais. Skorina, natif de Polotsk, avait devancé avec ses éditions ruthènes imprimées à Prague en Bohême (1517-1519) la publication des premiers ouvrages polonais. Bientôt après, une imprimerie ruthène fut établie à Vilno (1525) par Babitch, une autre par les Mamonitch, et celle qui n'avait pu se maintenir à Moscou, fut transportée en 1568 à Zabludov en Lithuanie sur les confins de la Podlassie (1). La chancellerie jagellonienne avait formé une belle sténographie ruthène, et s'en servait plus que de l'écriture polonaise. Néanmoins, quand la langue polonaise, écrite et imprimée, eut pris en peu de temps de grands développements, elle laissa loin derrière elle la langue ruthène. Il y eut bientôt dix fois plus d'imprimeries et d'ouvrages publiés en polonais, et les sujets qu'on traitait dans cette langue étaient plus nombreux et plus variés. La langue ruthène avec tous ses dialectes n'était employée que dans la liturgie, la diplomatie et la législation, tandis qu'on se servait de la langue polonaise dans la législation, la chancellerie, la polémique religieuse, les sciences naturelles, les traductions de la Bible, l'éloquence du barreau et de la chaire, et elle était en même temps la langue des classes supérieures. Le peuple ruthène des campagnes parlait toujours la langue de ses pères, et avait de la peine à se familiariser avec le polonais; ses différents dialectes se conservaient toujours dans la Ruthénie Rouge

(1) La fondation d'une imprimerie à Moscou excita une émeute parmi le peuple de cette ville qui, plongé dans l'ignorance et la barbarie, regardait cette invention comme une œuvre de Satan. Le typographe Féodorov, qui y avait imprimé, en 1564, les actes et les épîtres des apôtres, forcé de fuir l'exaspération des Moscovites, se réfugia auprès du prince Constantin, à Ostrog en Volhynie, où il publia, en 1581, la première Bible en langue ruthène.

et Blanche, en Volhynie, en Ukraine, dans la Polésie, autrement dite Ruthénie Noire, en subissant des changements par l'influence de la langue polonaise qui s'étendait de plus en plus; mais ces changements se laissent apercevoir plutôt dans la langue écrite qui n'est pas tout à fait semblable à aucun des dialectes parlés par le peuple. Le style du statut lithuanien est altéré par des expressions mazoviennes, comme celui de l'Ukraine le fut dans la suite par celles propres à la petite Pologne. Le style de la chancellerie commença aussi à perdre sa pureté par l'influence du polonais, tandis que le style polonais n'éprouva de sa part aucune altération. La langue polonaise, telle qu'elle était parlée d'abord dans les environs de Sandomir, ensuite à Pérémisle, Léopol, Sambor et jusqu'au Dniester, fut celle dans laquelle les premiers écrivains ont composé leurs ouvrages, et qui depuis ne cessa de se perfectionner. Du temps de Sigismond-Auguste, c'est la Ruthénie Rouge qui, la première de toutes les provinces polonaises, produisit les meilleurs écrivains polonais tels que, l'orateur Stanislas Oksza Orzechowski, le botaniste Etienne Falimirz, le traducteur de la Bible, Jean Léopolita, le poëte et moraliste Nicolas Rei de Naglovicé, le poëte Nicolas Semp Szarzynski, traducteur du recueil des lois de Jean Herburt. L'élite des écrivains polonais de cette époque, était fournie par la Ruthénie Rouge (1). Il n'y a rien d'extraordinaire à cela, car dans cette province, les nobles et les bour-

(1) La Ruthénie n'est pas seulement le berceau des plus anciens écrivains polonais, elle a produit aussi beaucoup d'hommes d'État et de guerriers célèbres qui ont, à différentes époques, illustré les annales de la Pologne. Sans parler des familles éteintes des princes d'Ostrog, de Zaslav, de Zbaraz, on n'a qu'à citer les princes Czartoryski, les Oginski, les Tarnowski, les Czaçki, les Potoçki, les Sanguszko, les Czetwertynski, dont les uns tirent leur origine des descendants de Rurik, d'autres sont d'anciens boyards russiens transformés en gentilshommes polonais. Le roi Jean Sobieski et son aïeul maternel, grand-hetman et chancelier de la couronne, Stanislas Zolkiewski, étaient nés en Ruthénie. Les généraux Chlopiçki et Kniaziewicz, dont les noms sont inscrits sur le grand arc de triomphe, à Paris, sont originaires du même pays. Kosciuszko, Niemcewicz, Mickiewicz, et tant d'autres illustrations polonaises, y ont vu aussi le jour.

geois parlaient déjà depuis longtemps polonais, et la langue du peuple avait cessé d'être employée par les gens bien élevés dans la conversation et dans la littérature. Les disputes religieuses des calvinistes et des sociniens, transportées de la petite Pologne dans le grand-duché de Lithuanie, y trouvèrent déjà toutes les personnes éclairées familiarisées avec la langue polonaise. Les Radzivill, favorables aux nouveautés, avaient établi des imprimeries polonaises à Brest (1559), à Niesviez (1562), à Vilno (1576); la traduction de l'Écriture, la polémique, les théories de l'ordre social, fournirent beaucoup d'ouvrages à leurs presses. La langue polonaise était déjà universellement répandue en Lithuanie parmi les citoyens des villes et des campagnes. La chancellerie lithuanienne non-seulement mêlait dans ses actes le polonais au ruthène, mais les écrivait en entier en bon polonais, suivant la demande des parties intéressées. Il n'y avait à ce sujet nulle part ni ordre ni défense, chacun parlait et écrivait comme il voulait, et cependant la langue polonaise finit par prévaloir sur la ruthène. Sigismond-Auguste ne cessait d'engager les Lithuaniens à l'adopter, et ceux-ci échangèrent sans répugnance le ruthène contre le polonais.

90. — Sigismond-Auguste acquiert et sécularise la Livonie.

Sigismond le Vieux avait élevé en 1530 à la dignité de grand-duc de Lithuanie son fils unique Sigismond-Auguste, il lui remit le gouvernement de ce pays en 1544, pendant que les Polonais le reconnaissaient pour son successeur au trône. C'était un moyen d'assurer d'avance dans sa personne l'union des deux États, et de diriger en même temps l'attention du jeune homme, gâté par sa mère, vers les affaires publiques. Son mariage avec Barbe Radzivill qui était lithuanienne, avait, il est vrai, soulevé de grandes clameurs dans la couronne, mais n'exerça aucune influence sur les rapports des deux États, qui restèrent, comme par le passé, en suspens. La Lithuanie semblait être satisfaite de la possession des provinces qu'elle avait

usurpées sur la Pologne, qui s'en consolait par l'ardeur avec laquelle elle se livrait à ces délibérations tumultueuses, et par la tâche qu'elle s'était imposée d'apprendre sa langue aux Lithuaniens et de leur faire adopter ses mœurs. Cet état d'attente se prolongeait d'une année à l'autre, lorsque Sigismond-Auguste l'interrompit lui-même en s'engageant dans les affaires de Livonie. L'affaiblissement de l'esprit monastique chez les chevaliers teutoniques et chez les porte-glaive avait tellement diminué leurs forces, que leur union même dans un seul ordre ne put les augmenter. Les porte-glaive se séparèrent en 1513 des Teutoniques qui bientôt (1525) cessèrent d'exister en Prusse : à leur place s'éleva le duché de Krolévietz (Kœnigsberg). De cette manière, la Prusse fut sécularisée, et devint un duché luthérien, professant une doctrine qui faisait de grands progrès dans la Livonie parmi les moines porte-glaive. Guillaume, archevêque de Riga, qui, à l'exemple de son frère, duc de Kœnigsberg, s'était fait aussi luthérien, se brouilla avec les chevaliers livoniens, dont le grand-maître, Furstemberg, voulant réprimer l'archevêque, lui déclara la guerre, le fit prisonnier, et le retint en captivité (1557). L'archevêque, né d'une princesse jagellonienne (sœur de Sigismond le Vieux), porta ses plaintes à Sigismond-Auguste qui, en intercédant pour lui, envoya un ambassadeur à Furstemberg, et lorsque les chevaliers livoniens l'eurent tué, il marcha contre eux avec toutes ses forces. Lorsque le roi fut arrivé à Pozvolé, le grand-maître épouvanté accourut dans son camp, lui demanda pardon, promit de rendre la liberté à l'archevêque, de le remettre dans ses anciens droits et de payer 60,000 écus à titre d'indemnité pour les frais de l'expédition. Après avoir signé cet accord, il entra dans une stricte alliance avec la Lithuanie, et l'on se promit des secours mutuels, en cas que le tzar de Moscovie, Ivan le Terrible, entreprendrait quelque guerre. La raison de cette alliance était que la paix de cinquante ans entre la Livonie et la Moscovie allait bientôt expirer. Ivan, indigné de cette mesure de prévoyance, fond à l'improviste sur la Livonie, y commet toutes sortes de violences et de cruautés, fait prisonnier Furstemberg

et l'envoie à Moscou (1). Gothard Kettler, élevé à la dignité de grand-maître à la place du captif, ne se sentant pas de force à résister à l'orage, demande à ses moines ce qu'il y avait à faire. Les uns conseillent de se soumettre aux Suédois, d'autres sont d'avis de se rendre aux Danois, sur la protection desquels ils pouvaient compter, malgré les sujets d'inimitiés qui depuis longtemps existaient entre eux, parce qu'ils savaient que la profession de foi luthérienne avait déjà été établie dans leur pays. Mais Kettler, les yeux tournés sur la Prusse sécularisée, se flatte d'obtenir de la Pologne quelque chose de plus pour lui-même. Il vient donc à Cracovie ; n'ayant rien obtenu, il quitte cette capitale et se rend, accompagné de l'archevêque de Riga, à l'assemblée de Vilno (1559). Là, Sigismond-Auguste parle en sa faveur, et engage les Polonais à prendre à cœur son affaire ; mais tout est inutile, les Polonais ne veulent se mêler de rien. C'est pourquoi le roi seul, comme grand duc de Lithuanie, accepte la soumission de l'ordre, fournit l'argent nécessaire pour la guerre, et envoie Chodkievicz en Livonie avec les troupes lithuaniennes. Pendant ce temps, la seconde agression d'Ivan jette la consternation dans les esprits des Livoniens, l'Estonie demande des secours au roi de Suède qui l'occupe en 1561, tandis que Magnus, frère du roi de Danemark, achète l'île d'Oesel de son évêque, et, à peine entré en possession de cette acquisition, cherche à s'emparer de Piltin. Kettler, n'es-

(1) Après avoir établi son droit à la possession d'Astrakhan sur une base aussi solide que la ressemblance de son nom avec celui de Tmoutarakan, Ivan le Terrible prit le nom de souverain de Livonie, parce que les habitants de Derpt auraient promis de payer tribut à son père, et que les chevaliers se seraient engagés à ne point élire leur grand-maître sans son consentement. Comme les uns et les autres contestaient la réalité de ces promesses, il porta le fer et la flamme dans la Livonie, et ravagea pendant plusieurs années cette belle contrée. Il avait en outre un autre droit à la possession de ce pays, fondé sur sa parenté ; car, comme il le disait dans sa lettre à Étienne Batory, il était le quatorzième descendant en ligne directe d'un nommé Prussus, frère de l'empereur Auguste, et en cette qualité il avait droit, non-seulement à la Livonie, mais aussi à la Lithuanie. Mais le roi de Pologne, sans égard pour ce double titre, chassa de ces deux pays le descendant des empereurs romains.

pérant plus résister à tant d'ennemis, signe à Vilno le 28 novembre 1561 le pacte définitif de sujétion (pactum subjectionis), par lequel Sigismond-Auguste est déclaré souverain de la Livonie avec l'obligation de confirmer tous les priviléges des villes et de la noblesse; l'ordre des porte-glaive est dissous, et Kettler obtient le duché de Courlande et de Sémigalie pour lui et sa famille (1). Depuis ce moment, la Moscovie, la Suède, le

(1) Voici le préambule de ce traité : « Cum terra Livoniæ Nobis, ex parte Magni Ducatus nostri Lithuaniæ, et vicinitate, et multis, partim antiquis, partim novis, pactis et fœderibus devincta et consociata, jam ab aliquot annis, immanissimi hostis Moschi crudelibus armis, incendiis et vastationibus propremodum funditus eversa ac desolata esset, ita ut extrema quæque illi imminerent. ... ad eam angustiam et difficultatem Ordines illius redacti essent, ut nequaquam opibus viribusque propriis statum suum defendere atque se a servitute et crudelitate hostili tueri possent ;.ideo Ill. et Mag. dominus Gothardus, equestris ordinis theutonici in Livonia magister, nobilitas, civitates, statusque et Ordines illius universi, dum et domestica consilia sua convulsa, et se ab aliorum præsidiis, præsertim S. C. Majestatis et statuum Romani imperii, destitutos animadverterent.... crebris internuntiis et litteris præsentem calamitatem et gravissimum periculum exposuissent et auxilium nostrum implorassent; Nos, et commiseratione afflictissimæ provinciæ et amore totius Reipublicæ christianæ adducti..... dedimus negotium Ill. Principi Domino Nicolao Radziwill, Palatino Vilnensi, ut in Livoniam properaret..... et de memoratæ provinciæ defensionis ratione tractaret, etc. » (Dogel, *Codex diplomaticus regni Poloniæ*, t. V.)

C'est donc librement, spontanément, que s'est accomplie l'union de la Livonie avec la Pologne, comme celle de la Ruthénie s'était accomplie au XIVe siècle, celle de la Prusse au XVe. Attirés par la douceur du gouvernement, par la tolérance dont la Pologne a donné le premier exemple dans un siècle où presque tous les autres pays, déchirés par des guerres religieuses, étaient inondés de torrents de sang, et par le spectacle de la liberté et de l'égalité dont la noblesse polonaise se trouvait alors en pleine jouissance, les peuples voisins recherchaient l'amitié et la protection de la Pologne. D'un autre côté, ils étaient effrayés par le progrès des armes moscovites, et c'est ce qui engagea les Livoniens à se jeter dans ses bras et accéléra, quelques années plus tard, l'union définitive de la Lithuanie ; de sorte que si la Pologne a vu ses limites s'étendre de la Baltique à la mer Noire, elle l'a dû en grande partie à la crainte que le despotisme moscovite inspirait à ces peuples.

Quoiqu'il n'entre pas dans le cadre de cet opuscule de raconter le sort ultérieur de la Livonie, nous rappellerons en peu de mots que cent ans après sa réunion à la Pologne, la plus grande partie de ce pays fut cédée à la Suède par la paix d'Oliva, le 3 mai 1660. Pour la reconquérir, Auguste II, roi de

Danemarck et Sigismond-Auguste se disputent la possession de la Livonie. Ivan déclare la guerre au roi de Pologne, et après un siége de quelques semaines, prend Polotsk d'assaut

Pologne et électeur de Saxe, entra malheureusement dans une étroite alliance avec Pierre Iᵉʳ, tzar de Moscovie. Après plusieurs entrevues et conventions préliminaires, ils signèrent à Narva, le 30 avril 1704, un traité définitif d'alliance offensive et défensive, dans lequel après avoir déterminé combien chacun d'eux devait fournir de troupes dans la guerre entreprise en commun contre la Suède, et déclaré qu'aucun d'eux n'accepterait une paix séparée, Pierre Iᵉʳ prend l'engagement suivant dans l'article 5 : « Les armes de Sa Majesté tzarienne, étant dans ces temps, grâce au Très-Haut, couronnées de victoires, non-seulement en Livonie, mais aussi dans d'autres possessions de notre commun ennemi, elle s'engage de continuer la guerre de manière à restituer et à céder à Sa Majesté royale et à la sérénissime république de Pologne, sans rémunération, mais de bonne volonté, toutes les places fortes, villes et châteaux, ainsi que tout ce qui, dans le duché de Livonie et dans le pays de son ressort, appartenait à la république. »

Comment a-t-il rempli cet engagement ? Lorsque la fortune eut tourné dans les plaines de Poltava et que Charles XII se fut réfugié en Turquie, Auguste II, détrôné par lui, retourna en Pologne ; la guerre recommença sur les bords de la Baltique, et pendant que ce prince tenait en échec l'armée suédoise de la Poméranie, Pierre Iᵉʳ, poursuivant ses opérations en Livonie, assiégea Riga. Il prit cette ville le 10 juillet 1710 ; mais, au mépris de l'engagement solennel contenu dans l'article 5 du traité de Narva, il aima mieux la garder, ainsi que toute la Livonie, pour lui-même.

L'alliance avec la Moscovie n'a pas mieux profité à Jean Sobieski, prédécesseur d'Auguste II. Dans le but d'amener cette puissance à entrer dans la ligue formée contre les Turcs entre la Pologne, l'empereur Léopold Iᵉʳ et la république de Venise, il lui céda en 1686, à perpétuité, toute la rive gauche du Dniéper, que la trêve d'Androuchov, conclue en 1667, ne lui avait laissée que pour treize ans, ainsi que la ville de Kiiov sur la rive droite de ce fleuve, qu'en vertu de la même trêve elle ne devait garder que pendant deux ans. Il le fit avec une précipitation blâmable, car aucun danger ne le menaçait du côté de la Moscovie, la trêve d'Androuchov, qui devait expirer en 1680, ayant été prolongée jusqu'en 1693. La faute qu'il commit peut à peine être expliquée par la préoccupation constante de toute sa vie, l'abaissement de la puissance ottomane. La grande âme de Sobieski a dû être douloureusement affectée par ce sacrifice, puisque, au rapport d'un témoin oculaire, l'évêque Zaluski, il ne put s'empêcher de répandre des larmes en signant ce honteux traité. « Necessitate magis cogente in favorem Christianitatis, quam prompta voluntate, sine ullo enim Reipublicæ fructu, rex, non sine lacrymis, super Evangelia juramentum præstitit. » (*Litteræ.*)

Le république ne ratifia cette transaction qu'au mois de février 1710, en

(1563), et les Lithuaniens, malgré trois grandes victoires, ne peuvent lui reprendre cette ville ni préserver la Sévério de la dévastation. Pour multiplier les embarras de Sigismond-Auguste dans la Livonie, le tzar proclama Magnus roi de ce pays (1570), après lui avoir donné sa cousine en mariage. Bientôt il l'abandonna, mais n'en continua pas moins la guerre pour conquérir ce pays pour lui-même. Plein d'inquiétudes, Sigismond-Auguste courut plusieurs fois de Pologne en Lithuanie, et de Lithuanie en Pologne, pour engager les Polonais et les Lithuaniens à s'occuper activement des affaires de Livonie, cherchant en même temps à satisfaire les uns et les autres. Cet embarras lui fit accomplir de grandes choses, dont la mémoire restera toujours, c'est-à-dire la réforme de la république, l'amélioration de son organisation, l'union enfin des deux nations.

81. — État du grand-duché de Lithuanie ; il diffère sous plusieurs rapports de celui de la Pologne.

Bien que le changement de la nationalité ruthène marchât son train et s'approchât de son terme final, que l'union depuis longtemps prévue dût être bientôt accomplie, toutefois l'état social et politique du grand-duché était encore très différent de celui de la Pologne. En général, la population de la Lithuanie était moindre que celle de la Pologne qui comptait alors au nombre

même temps que le traité d'alliance de Narva, et elle ne le fit que dans l'espoir de compenser cette perte par le recouvrement de la Livonie. Vain espoir ! la politique moscovite lui escamota en un coup ses deux anciennes possessions. Voilà ce que la Pologne a gagné en s'alliant deux fois à la Moscovie. C'est sans doute à cette conduite déloyale envers la Pologne que lord Lyndhurst a pensé, lorsque, après avoir rappelé à la chambre dans la séance du 19 juin 1854, que « l'histoire de Russie, depuis le commencement de l'empire jusqu'à nos jours, est une histoire de fraude, de duplicité, de tromperie, d'artifice et de violence, » il a ajouté : « Quelle assurance pourriez-vous avoir qu'une puissance de cette nature ne voudra pas rompre tout engagement, si précis qu'il fût, qu'elle pourrait contracter ? Quant à moi, je considère un engagement avec la Russie, dans une affaire de ce genre, comme complétement inutile. Il n'aurait pas la valeur du papier sur lequel il serait écrit. »

des pays le mieux peuplés. Les marais de la Polésie divisaient ce duché en deux parties inégales. Dans l'une et l'autre le sol est fertile, mais dans la partie du nord le climat est plus rigoureux, le pays est couvert de vastes forêts, où les abeilles déposent leur miel dans les ruches taillées dans des arbres; la terre est plus facile à labourer, mais il faut la retourner plusieurs fois pour qu'elle produise des fruits; la végétation y est plus rapide, mais ne dure pas longtemps; les blés plus difficiles à rentrer ont besoin d'être séchés dans des séchoirs, conservés dans des granges ou des silos; les bestiaux sont de petite taille; le gros gibier abonde; un cheval de bataille y était d'un plus grand prix que de vastes terrains incultes ou des champs labourés. Dans la partie du midi le climat plus doux favorise une végétation plus variée; le pays est plus ouvert; les abeilles y déposent leur miel dans les crevasses de la terre; celle-ci ne demande pas beaucoup de labourage, mais pour la remuer il faut atteler deux ou trois paires de bœufs à la charrue; la moisson abondante est battue dans le champ ou déposée dans des meules; beaucoup de fruits cultivés dans d'autres pays avec soin y croissent sans culture; les bêtes à cornes y sont d'une grande beauté; des troupes de chevaux sauvages errent dans les steppes et fournissent des remontes à l'armée. Les qualités physiques des deux parties composant le grand-duché étant si différentes, il n'y a rien d'étonnant que les écrivains du temps aient observé que la population agricole de la première était pauvre, celle de la seconde moins active et portée à la paresse. Les rapports sociaux entre les classes supérieures et inférieures y étaient presque les mêmes, au moins très semblables, mais ils différaient infiniment de ceux qui existaient en Pologne. Il y avait là un peuple de nobles et un peuple de non-nobles libres ou sujets, le premier exerçant la souveraineté sur la base d'une parfaite égalité. Il y avait aussi dans le duché des nobles et des paysans sujets de leurs seigneurs, mais la noblesse n'y exerçait aucuns droits politiques, n'était revêtue d'aucune autorité publique; on remarquait seulement dans tout le duché de Lithuanie septentrionale et méridionale un enchaînement de domina-

tions des uns sur les autres, une suite de servitudes des uns envers les autres, et une telle dépendance personnelle qu'il n'y avait presque pas d'hommes libres. Les lois lithuaniennes appelaient les uns libres, les autres esclaves; mais si l'on peut dire qu'il n'y avait pas d'esclaves proprement dits, il n'y avait pas non plus d'hommes réellement libres. La Samogitie seule, attachée à ses anciennes libertés lettonnes, continua à se tenir à part et ne cessa de protester contre les prétentions des seigneurs lithuaniens qui voulaient la traiter en pays conquis, et de leur rappeler qu'elle avait accédé volontairement à l'union avec la Lithuanie, à laquelle elle ne renonçait pas, non plus qu'à son statut qu'elle avait adopté, l'ayant trouvé conforme à ses libertés et à ses besoins.

92. — Le peuple lithuanien et samogitien déplore la perte de ses libertés.

Le peuple samogitien, habitant la partie basse du pays, jouissait donc d'un sort tant soit peu préférable à celui de ses frères lithuaniens qui en occupaient la partie élevée, d'autant plus que sa position rapprochée de la mer, et par là plus commode pour le commerce, lui fournissait les moyens d'une vie plus aisée. Néanmoins, la domination des seigneurs commença à s'appesantir aussi sur le peuple samogitien qui, de même que le peuple lithuanien, se rappelait avec tristesse le bonheur des temps passés. Les changements qui avaient empiré le sort de ce dernier, venaient aggraver la position du premier. Leurs idées, leur attachement également durable à leur ancienne nationalité, ayant subi l'influence du siècle et passé par toutes les transformations sociales qui venaient de s'accomplir, se confondirent avec le nouvel ordre des choses, et formèrent une union singulière du passé avec le présent. Au lieu des veïdelotes et des krivés, ils eurent des curés; des évêques prirent la place des krivé-krivéitos. Ils admirent dans leur langue beaucoup d'expressions étrangères, et par contre donnèrent des noms à beaucoup de choses qui leur avaient été inconnues auparavant. La nouvelle foi tolérait les anciens usages et se les appropriait.

Le curé et le seigneur parlaient leur langue, la nouvelle foi et les nouvelles connaissances passaient peu à peu du latin d'église ou du latin classique dans les idées et la langue du peuple. Celui-ci savait que la Terre portant envie à une femme d'une grande fécondité, appelée Blinda (saule), l'avait arrêtée dans un terrain marécageux, et changée en un arbre (comme Daphné). Aussi les femmes avaient en vénération le saule, et se réunissaient autour de cet arbre; le curé ne les dispersa pas, mais y suspendit une croix, et de cette manière le culte idolâtre se tourna vers la croix. Notre-Dame de Perkounatelé remplaça le dieu Perkoune, et reçut les adorations que le peuple pieux adressait autrefois à ce dieu. Des fêtes agricoles n'étaient pas regardées comme contraires à la religion, quoiqu'elles fussent mêlées de poésie, et qu'elles présentassent beaucoup de figures, de symboles et d'idées personnifiées, restes de l'ancienne idolâtrie. Le dieu Kristos gardait les croix dans les cimetières, pendant que Vaïzgantos et Alabatis continuaient, comme par le passé, à être regardés comme les dieux du lin. Le peuple avait appris quelque chose touchant la création du monde et le déluge, mais en l'entendant chanter sur ce sujet, on ne savait s'il avait puisé ses connaissances dans la Bible ou dans Ovide. Le soleil chez les Lithuaniens et les Samogitiens voyage dans son char autour de la terre ronde et plate, se baigne dans la mer, se fait précéder par l'aurore, tout à fait comme chez les anciens poëtes, ou chez les bardes scandinaves, chez lesquels on voit qu'il craint d'être dévoré un jour par un monstre qui doit paraître à la fin des siècles. Les environs de Kovno, célèbres par le miel de tilleul, où la déesse Milda avec son fils Kaunis, comme Vénus avec Cupidon, avait établi sa demeure, ne cessèrent de respirer les douceurs de l'amour. Le peuple chantait la reine errante, Krumina, qui avait appris à ses aïeux à cultiver la terre, et qui, en cherchant sa fille Niola, était descendue dans l'enfer, et l'avait trouvée heureuse auprès du roi de l'endroit, Pokolé, comme Cérès avait trouvé Proserpine chez Pluton. Il se rappelait la déesse Letvia, et pour rétablir son culte, il courut aux armes dans quelques endroits; mais

ces souvenirs s'effacent de plus en plus dans la mémoire des hommes. Dans les environs de Merecz, un chef d'insurgés, Leiczis, en levant, sous le règne de Casimir Jagellonide, l'étendard de la révolte (1483), prit un chat pour emblème de la déesse de la liberté, et demanda que le roi en fît autant, en signe de la restitution des libertés arrachées au peuple. Mais le roi et les seigneurs répondirent qu'il demandait trop au delà de ce qui lui était dû. Il ne resta donc au peuple que de se consoler par la croyance que lorsque après la mort il lui faudra, en compagnie des seigneurs, grimper sur la montagne du salut, il lui sera plus facile de le faire qu'aux seigneurs qui, quand même ils auraient des griffes au lieu d'ongles, chargés qu'ils sont de leurs richesses, ne pourraient jamais gagner son sommet, tandis que le pauvre peuple ne portant rien avec lui y parviendra sans peine. Pour toute ressource ici-bas il dut chercher à se rendre propices les esprits Piktoukes ou Barstoukes, semblables à des nains, pour qu'ils ne lui fissent pas de mauvais tours dans les champs, et de conjurer leur chef Puszaïtis afin qu'il suppliât les Markopoles souterrains, que les seigneurs adoraient, pour qu'ils ne permissent pas à ceux-ci de tyranniser le pauvre peuple. A ses joies mêmes se mêlait beaucoup de tristesse. Le dernier jour avant la noce, la jeune mariée, accompagnée des jeunes filles et des garçons de la noce, allait, à la tombée de la nuit, à la maison de son kunig ou seigneur, en invoquant d'une voix plaintive le soleil et la lune, pour qu'ils la conduisissent chez lui ; en qualité de fidèle servante, elle lui apportait sa virginité avec l'espoir qu'il se laisserait toucher par ses prières et la rendrait intacte à son époux

93. — Esclaves. — Paysans sujets de leurs seigneurs. — Hommes libres.

On appelait esclaves les prisonniers de guerre, les hommes attachés au service personnel de leurs maîtres, ceux qui s'étaient vendus, qui avaient été condamnés à l'esclavage, et qu'on ne pouvait, comme nous avons dit plus haut, tuer impunément. Ils avaient pour leur travail un salaire, qui était leur pécule,

et dont pouvaient se servir pour se racheter ceux qui venaient de rentrer, de quelque manière que ce fût, dans cet état; car à ceux qui étaient nés dans l'esclavage le statut ne présentait aucun moyen d'en sortir. On les vendait, comme le bétail, disent les publicistes de l'époque, et il était permis de leur imposer tel travail ou tel service, selon le bon plaisir de leurs maîtres. Le paysan, sujet de son seigneur, différait de l'esclave en ce qu'il était attaché à la glèbe, ne pouvait pas s'éloigner sans sa permission, et était obligé de faire la corvée. Comme le statut défendait aux seigneurs d'augmenter les redevances et les corvées, il paraîtrait qu'il ne leur était pas permis de les transporter d'un endroit à l'autre. Mais la terre tenue par le paysan, de quelque dimension qu'elle fût, étant indivisible, un de ses fils seulement ou un gendre lui succédait après sa mort, les autres fils ou gendres étaient entièrement à la disposition des seigneurs. Des écrivains du temps rapportent beaucoup d'actes arbitraires de ceux-ci envers leurs sujets, dont ni la propriété ni la vie même n'étaient à l'abri de leurs violences. Dans ses voyages, un seigneur pouvait, si tel était son plaisir, se loger pour la nuit chez un paysan, lors même que celui-ci ne lui appartenait pas, se faire livrer tout ce dont lui, ses gens et ses chevaux pouvaient avoir besoin, et s'en aller sans rien payer, car tel était l'usage du pays. Les documents officiels constatent que dans les starosties ou terres du grand-duc, les paysans n'étaient obligés qu'à trois ou quatre jours de corvée par semaine; mais les écrivains contemporains font observer que dans les domaines particuliers ils travaillaient pour leurs seigneurs cinq ou six par semaine, de sorte qu'il ne restait qu'un seul jour pour eux-mêmes; aussi les voyait-on souvent labourer, semer, faucher, moissonner, le dimanche dans leurs champs, et si on leur demandait pourquoi ils n'observaient pas le jour de fête, ils répondaient : ne faut-il donc pas manger dimanche? Ces écrivains n'entrent pas dans le détail des différentes espèces de corvées, soit en journées de corps, soit en journées de chevaux, de bœufs et de harnais, ne nous font pas connaître les corvées extraordinaires, les prestations en nature, les différents services

dans le manoir et les fermes du seigneur; mais ils ajoutent que les paysans payaient l'impôt en argent dû à l'État dans trois termes chaque année, qu'ils ne s'approchaient jamais de leurs seigneurs sans leur apporter des présents, et que, renvoyés par eux à leurs régisseurs, ils étaient obligés de capter par des cadeaux la bienveillance de ces derniers. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient mené une vie misérable dans leurs cabanes enfumées, vêtus d'habits de bure grise, les pieds entortillés dans de l'écorce de tilleul en guise de chaussure, n'ayant pour nourriture qu'un pain noir plein de balle, fait de la farine grossièrement moulue dans des moulins à bras. Tel était l'état des Ruthènes dans les contrées du nord, et le peuple lithuanien se trouvait par la conquête abaissé au même niveau. Leur condition n'était pas meilleure dans les pays du midi, où ils ne différaient de leurs frères du nord que par la coupe et la couleur des habits, portaient en hiver la chaussure de cuir, le climat plus doux leur permettant d'aller pieds nus la plus grande partie de l'année. Les hommes appelés libres, et qui étaient en grand nombre, ne différaient guère des paysans sujets de leurs seigneurs. Obligés d'avoir une profession, de servir ou de cultiver la terre, la plupart d'entre eux prenaient à ferme les terres des seigneurs pour un terme qui ne pouvait excéder dix ans. Le statut ne leur permet pas d'y rester plus longtemps, il veut qu'ils circulent sans cesse, et une de ses dispositions à leur sujet porte que s'ils demeuraient sur une même terre au delà de ce terme, ils passeraient à l'état des paysans attachés à la glèbe, sort qui leur était aussi réservé si, pour quelque raison que ce soit, ils voulaient résilier le bail, ou ne remplissaient pas leurs engagements. L'état de ceux des hommes libres qui se mettaient en service ou qui se louaient à la journée, n'était pas mieux assuré contre l'arbitraire de leurs maîtres ou patrons.

94. — Abaissement des kniaz et des boyards. — Premier germe de la noblesse.

Si, pendant l'ère des conquêtes de la Lithuanie, la classe laborieuse de ce pays eut à souffrir et fut réduite à la condition du pauvre peuple ruthène, pendant que parmi les hommes de guerre une classe peu nombreuse de kniaz et de boyards formait le germe de la noblesse, les citoyens des villes et des campagnes dans la Ruthénie se trouvèrent, par une marche contraire des choses, extrêmement abaissés, sans que la classe laborieuse eût éprouvé la moindre amélioration. Les uns et les autres, pour la plupart petits propriétaires fonciers, avaient passé par différentes vicissitudes : quelques-uns se relevèrent, le plus grand nombre succomba pour toujours. Les habitants des villes avaient été tellement opprimés par la licence du régime féodal, qu'ils se trouvèrent soulagés, lorsqu'on leur permit de l'échanger contre les lois de Magdebourg qui séparaient un certain nombre de citoyens du corps entier de la nation. Parmi les propriétaires fonciers il y avait des Ruthènes, des Lithuaniens, des Tatars et d'autres étrangers, des mahométans et des chrétiens du rite latin et du rite grec uni et non uni. En général, on n'ôtait pas pendant la conquête les terres à leurs anciens possesseurs; des terrains incultes, distribués sur une grande ou sur une petite échelle par le grand-duc, devenaient propriétés héréditaires; mais les provinces et les duchés, donnés à des kniaz, à de grands dignitaires, changeaient souvent de possesseurs par suite des événements politiques et des bouleversements survenus dans le pays. L'établissement des palatinats de Vilno et de Troki, puis de ceux de Vitepsk, de Polotsk, de Mstislav, de Kiiov (1470), de Volhynie, mit fin à la distribution et à la possession des provinces, mais ne diminua pas le nombre des grands seigneurs, dépendant immédiatement de la couronne, possesseurs de vastes territoires, et par conséquent exerçant une espèce de souveraineté sur une foule de petits propriétaires. Ceux des Ruthènes qui possédaient de plus grands domaines

14

portaient le titre de boyard, ou de kniaz, et lorsqu'ils devinrent dépendants de grands seigneurs de différents grades, le titre de boyard perdit de son importance, et celui de kniaz n'eut aucune valeur depuis que le nombre des titulaires eut augmenté à un tel point, que des contrées entières se trouvèrent peuplées de kniaz. Il n'était pas nécessaire d'être prince ou duc dans son pays pour se voir donner le titre de kniaz, et la preuve en est que les grands Lithuaniens composant le sénat, l'accordaient volontiers dans leurs écrits officiels à des chanceliers, évêques et sénateurs polonais, entre autres aux chanceliers Laski, Tomiçki, Szydlovieçki. Les propriétaires fonciers en Lithuanie avaient aussi pris le nom de boyards, mais depuis le privilége de Horodlo beaucoup d'entre eux, en prenant les armes de la noblesse polonaise, l'abandonnèrent et introduisirent cette autre distinction dans leur pays. Radzivill était noble aux armes dites *sulima*; Oscik portait les trompettes en ses armes; Monivid, chef du parti polonais, promoteur de l'union des deux nations, était noble, et ses armes s'appelaient *leliva;* Gosztovd lui-même, qui cherchait à la rompre, avait pris les armes polonaises dites *skarbek* ou *habdank*. La législation lithuanienne consacra le titre de noblesse dans le statut de 1530, sans cependant établir assez clairement quels propriétaires fonciers, kniaz ou boyards, étaient devenus ou allaient devenir nobles. Il y avait des nobles, mais il n'y avait pas encore un ordre ou un corps de noblesse, comme en Pologne, en Mazovie et dans la Ruthénie Rouge.

98. — Servitudes universelles.

Si quelqu'un, en remplissant ses devoirs envers l'État, est en même temps tenu de servitudes personnelles envers un supérieur, on ne peut pas dire qu'il soit citoyen. Le service militaire à pied ou à cheval, la réparation des chemins et des châteaux-forts, les chevaux de relais, les corvées de voiture pour le transport des fonctionnaires voyageant pour le service de l'État, étaient, il est vrai, à la disposition du grand-duc revêtu du pouvoir suprême; mais ce n'étaient pas seulement les autorités

publiques qui avaient le droit de les commander en son nom; chaque seigneur pouvait les exiger dans ses domaines des possesseurs des terres qu'ils tenaient de lui. Beaucoup d'autres charges et obligations de différentes espèces et dénominations, telles que blés de censive ou redevances en denrées, impositions sur les chevaux de labour, les charrues et les faucilles, service de chasse et de pêche, retombaient sur les cultivateurs, les boyards et les paysans, sans compter celles auxquelles étaient soumis les bourgeois. Mais toutes ces contributions ne rentraient pas en totalité dans le trésor du grand-duc; il y en avait une partie qui profitait au seigneur, ainsi que les droits de justice seigneuriale, et les dons que ses dépendants lui apportaient, quand il leur fallait rechercher sa faveur, ou obtenir son consentement pour disposer de leurs biens ou donner leurs filles en mariage. Les présents de noce, qu'un vassal ne pouvait se dispenser d'offrir à son supérieur, pour en obtenir la permission de marier sa fille, s'appelaient *kunicé* ou *kunigové* (droits du roi ou du grand-duc) sans distinction de personnes auxquelles ils étaient destinés, soit qu'un paysan les fît à son seigneur, ou celui-ci, de quelque dénomination qu'il fût, kniaz, boyard, possesseur noble d'une terre, les donnât à son suzerain, ou ce dernier au grand-duc; car, par suite d'une coutume constamment observée et d'une loi monstrueuse, les mariages n'étaient pas libres dans le plus bas comme dans le plus haut degré de cette échelle féodale, et dans tous les degrés intermédiaires, où le propriétaire foncier, kniaz ou boyard, dépendait de son seigneur suzerain. Dans le grand-duché de Lithuanie, les hommes de différentes dénominations dépendaient ou du grand-duc, ou des kniaz Olelkovicz de Sluçk, des seigneurs Oscik, des Gasztovd, des Chodkievicz, des Radzivill, des Holszanski, des Chlebovicz et de beaucoup d'autres; dans le pays du midi, ils dépendaient des kniaz d'Ostrog, de Poriçk, de Koszir, de Kovel, et ceux-ci à leur tour dépendaient du grand-duc lui-même. C'était un ordre social tout à fait différent de celui qui existait en Pologne.

98. — Sigismond-Auguste abolit les charges onéreuses et relève la noblesse.

Depuis que le nom de noblesse retentit pour la première fois (1413) en Lithuanie, que les grands et les petits seigneurs, malgré l'inégalité qui régnait parmi eux et les servitudes auxquelles ils étaient assujettis les uns envers les autres, commencèrent en qualité de nobles, à imprimer sur des actes leurs cachets d'armes, les premiers en cire rouge, les seconds sur un petit morceau de cire noire; depuis ce moment les idées de liberté de la classe nobiliaire continuèrent à se répandre et à se développer dans leur pays. Les propriétaires fonciers se demandaient qui était noble et qui ne l'était pas, qui avait le droit de prendre les armes et qui ne l'avait pas. On s'en rapportait à ce sujet à ce qui se pratiquait en Pologne, à ce qui venait d'être adopté dans la Ruthénie Rouge. On adressait les mêmes demandes au grand-duc, et il y répondait. Les Lithuaniens se vantaient qu'il y avait chez eux plus d'ordre que chez les Polonais, dans leurs délibérations tumultueuses. Cela pouvait bien être, car en Lithuanie, tout dépendait du grand-duc et de quelques seigneurs, dont la volonté, en imposant facilement silence aux plaintes des mécontents, avait introduit plus d'uniformité dans la marche du gouvernement. La publication du statut (1530), onéreux sous beaucoup de rapports, y mit encore plus d'uniformité, mais augmenta en même temps les plaintes. Elles arrivaient en foule des palatinats de Vitepsk, de Mstislav, de Kiiov et de Volhynie, se manifestaient au sein de la Lithuanie elle-même; la Samogitie les envoyait sous le nom de déclarations, auxquelles répondait le grand-duc. A celles qui étaient plus justes et plus pressantes, il fallait faire droit de suite, et c'est ce qu'avait fait Casimir Jagellonide en abolissant les droits de justice seigneuriale. Tout marcha plus vite sous son petit-fils, Sigismond-Auguste, surtout depuis que, engagé dans la guerre de Livonie, il voulut rapprocher les deux nations et leur donner plus d'activité. Il avait commencé par confirmer à la noblesse,

qui était alors en voie de formation, les libertés qui lui avaient été accordées par le privilége de Horodlo, mais qui jusqu'alors n'avaient été qu'une lettre morte. Dans une réunion du conseil ou sénat à Vilno (1560), il lui permit de choisir des nonces et des juges, par suite de quoi se forma la réprésentation de la nation, c'est-à-dire de la noblesse lithuanienne, à l'imitation de celle de Pologne, et la diète se trouva ainsi composée de deux chambres. Les tribunaux territoriaux, semblables à ceux de Pologne, commencèrent ensuite à s'établir, ce qui facilita beaucoup l'administration de la justice, et les dispositions du statut cessèrent en grande partie d'être onéreuses. La Lithuanie se réjouissait de ses institutions bien ordonnées, lorsque bientôt elle éprouva un nouveau soulagement par la renonciation du grand-duc, des palatins et des starostes à leurs revenus provenant de la perception des droits sur les jugements rendus.

97. — Différents règlements. — Second statut. — Émancipation de la noblesse. — Abolition de l'hérédité.

La noblesse polonaise inquiète et jalouse de voir Sigismond-Auguste s'occuper si activement de la Lithuanie, et régler, en sa seule qualité de grand-duc, les affaires de Livonie, le rappela à grands cris, en lui demandant la réforme de la république. Il se mit donc à travailler à cette œuvre mémorable, sans se laisser décourager ni par les difficultés et les désagréments qu'il y rencontra, ni par les fatigues de plusieurs années. Il en éprouvait moins en Lithuanie, où presque tout dépendait de sa volonté. En Pologne, il ne faisait que présider aux délibérations et décisions de la noblesse, tandis que dans le grand-duché il disposait de tout comme un maître de maison de ses meubles, dont il fait déplacer les uns, distribue les autres à qui bon lui semble, et fait arranger ce que les domestiques désobéissants avaient gâté. En se conduisant ainsi, il établit beaucoup de bons règlements dont la Lithuanie fut fière à juste titre. Dès 1551, des troupes permanentes y avaient été introduites, et il fallait assigner un revenu fixe pour leur entretien. On décida donc en 1562

que la quatrième partie (dite kvarta) du revenu des starosties y serait affectée, et pour la déterminer, des commissaires furent nommés qui, après avoir évalué les revenus de toutes les starosties du grand-duché, l'établirent avec une rare exactitude sur des bases solides. En même temps les règlements concernant l'administration de ces biens, dont il y avait déjà un grand nombre en Lithuanie et en Samogitie, furent revisés et réunis en un seul corps. On régla enfin dans tous le pays les péages et les droits de douane, et on y apporta des soulagements dans l'intérêt surtout de la noblesse, comme on l'avait fait en Pologne et dans la Ruthénie Rouge. Et comme tous les changements qui venaient d'être introduits conformément aux promesses faites à Horodlo exigeaient des changements correspondants dans les lois, un second statut, considérablement augmenté fut publié en 1564. Par ce statut, le grand-duc et les seigneurs composant le sénat furent maintenus dans leurs anciens droits, mais la noblesse obtint la permission de s'assembler dans les diétines, et la diète fut composée du grand-duc, du sénat et des nonces comme en Pologne. Deux ans s'étaient à peine écoulés depuis cette seconde édition du statut, qu'il subissait déjà de nouveaux changements (1566), car la transformation politique et sociale marchait d'un pas rapide. Sigismond-Auguste n'avait point d'enfants, et n'espérait point en avoir ; mais, au défaut d'héritiers en ligne directe, une de ses sœurs pourrait prétendre à lui succéder, ou bien une des nombreuses familles issues de Gédimin, profitant d'une occasion favorable, mettre en avant des prétentions, quelque insoutenables qu'elles fussent. Des esprits scrupuleux, accoutumés aux formes de la monarchie héréditaire, ne pourraient savoir à quoi s'en tenir, si le véritable héritier n'avait rien prononcé à cet égard. Sigismond-Auguste, qui n'avait pas eu la Pologne par droit d'hérédité, et qui savait qu'il était absurde qu'un homme possédât une nation ou exerçât un pouvoir quelconque par droit de naissance, renonça pendant la diète de Varsovie (1564) à l'hérédité de la Lithuanie, et reconnut son trône électif, comme était celui de Pologne. Bientôt après (1566) il renonça aussi à la propriété des biens de

la noblesse qu'il possédait en vertu du droit féodal, et depuis ce temps chaque noble était libre d'aliéner ses terres, de les charger de dettes, de les léguer, d'en faire donation, en un mot d'en disposer selon son bon plaisir. Il dénoua par là, comme seigneur suzerain, tous les liens de dépendance qui assujettissaient les nobles à leurs anciens chefs féodaux ; mais ceux-ci ne se hâtèrent point de lâcher ce qu'ils tenaient, mais qui ne leur appartenait pas. Tous les priviléges de la noblesse polonaise ayant été, par ces dispositions, étendus à la noblesse lithuanienne, il n'y eut plus aucune différence entre l'état politique de la Pologne et de la Lithuanie, et il ne resta dès lors qu'à resserrer les liens qui les unissaient.

98. — Anoblissements. — La différence de religion n'y met point d'obstacle.

Pour accomplir l'union définitive des deux nations, le roi savait bien qu'il lui fallait intéresser à cet acte la plus grande partie des habitants de Lithuanie et de Ruthénie ; et comme l'unique moyen pour y parvenir étaient les libertés et la souveraineté de la noblesse, il importait beaucoup d'augmenter cette dernière classe. Mais il rencontra en cela une forte opposition de la part des kniaz et d'autres seigneurs, qui, loin de consentir à l'émancipation des paysans qu'ils regardaient comme leurs sujets, voulurent maintenir leur suprématie sur des hommes libres, des boyards propriétaires fonciers. La classe d'hommes qui, selon les idées de la politique d'alors, était une étoffe dont on pouvait faire des nobles, échappait donc à l'action du roi ; et quand il lui réussissait d'accorder le titre de noblesse à quelques-uns de ces derniers, les kniaz et les seigneurs, dont nous venons de parler, ne cessaient de retenir sous leur autorité ces hommes nouvellement anoblis et d'en tirer au moins tous les avantages qui auraient dû cesser avec le nouvel ordre des choses. De cette manière, la classe nombreuse des boyards, anciens citoyens ruthènes, resta dans son abaissement, dans un état intermédiaire entre les nobles et les paysans. Malgré ces ob-

stacles, Sigismond-Auguste parvint à créer une petite noblesse partout où il put agir directement, comme dans la Polésie, dans les environs d'Ovroutch, dans quelques parties de la Ruthénie et de la Lithuanie, où il organisa des communes entières de nobles. Il anoblit de même une foule de chrétiens de toutes les professions religieuses, et tous les mahométans qui possédaient des biens-fonds. Si l'on se rappelle que les différences en matière de religion avaient puissamment contribué à répandre en Lithuanie la langue et la nationalité polonaises, il ne faut pas oublier non plus qu'elles n'étaient pas un obstacle à acquérir la noblesse et par conséquent les droits de citoyen. Les Lithuaniens s'étant convertis à la religion catholique, et le zèle des néophytes étant ordinairement plus ardent, il n'y a rien d'étonnant qu'il y eût un peu de répugnance et d'animosité entre eux et les anciens chrétiens du rite grec. Jagellon avait interdit par son édit de 1387 les mariages mixtes : une personne professant la religion grecque ne pouvait, sans se convertir, se marier avec une personne professant la religion catholique ; mais cette prohibition, fruit d'un zèle mal entendu, cessa d'être en vigueur sous ses successeurs. L'union de Florence, introduite dans la Ruthénie par le métropolitain Isidore, avait, il est vrai, admis beaucoup de Ruthènes aux priviléges de la noblesse, ou, ce qui revient au même, à la jouissance des droits de citoyens, mais il en resta un grand nombre qui, par cela seul qu'ils n'y avaient pas accédé, en furent exclus. En élevant en 1522 aux plus hautes dignités Constantin kniaz d'Ostrog, ruthène non-uni, Sigismond fut obligé d'avouer qu'il le faisait contre les lois du pays, de s'excuser et de demander une exemption en sa faveur. Mais, depuis ce temps, la raison publique et les lumières du siècle ne tinrent aucun compte de cette difficulté. Les dissidents de toutes espèces, Luthériens, Calvinistes, Zvingliens, Frères bohêmes, Sociniens, Ruthènes unis et non-unis, remplirent toutes les magistratures territoriales, la chambre des nonces et le sénat, où ils prirent place à côté des catholiques. Il en était de même en Lithuanie, où les Radzivill et beaucoup d'autres, de quelque profession religieuse qu'ils fussent, exerçaient les

emplois publics. Quand Paç, évêque de Kiiov, devenu luthérien, allait abandonner son évêché, Sigismond-Auguste, pour le maintenir au sénat, lui conféra la dignité de palatin de Mstislav (1566). Les Ruthènes non-unis, ayant le chemin ouvert à toutes les fonctions, furent en même temps honorés du titre de noblesse. La raison publique et les lumières du siècle facilitèrent à Sigismond-Auguste d'accomplir la grande œuvre de l'union des deux nations, polonaise et ruthéno-lithuanienne. En rapprochant sur le terrain social et politique les doctrines religieuses les plus opposées, en adoucissant leurs inimitiés mutuelles, il émoussait en même temps cette arme qui pouvait infliger en silence des blessures à la république, et dont la politique des tzars devait un jour se servir à son détriment (1). Si c'est une des gloires de notre siècle d'écarter la question religieuse de la vie civile et politique, cette gloire appartient sans contredit à la Pologne et à la Lithuanie, où ce principe avait été, il y a près de trois cents ans, très bien compris et mis en pratique. On n'y refusait pas les droits de citoyen aux mahométans eux-mêmes, exemple de tolérance et de fraternité qui jusqu'alors n'était pas à trouver dans l'histoire d'aucune autre nation. Les sectateurs de la loi de Moïse auraient obtenu les mêmes droits s'ils l'avaient voulu, surtout en Podolie, où ils possédaient des biens-fonds, comme les Tatars en Lithuanie.

99. — L'aristocratie lithuanienne vaincue dans son obstination.

Malgré tant d'obstacles aplanis, malgré un tel rapprochement, et, si l'on peut dire, une telle peréquation de la Pologne et de la Lithuanie, l'union définitive entre elles n'en était pas moins

(1) Ceux des lecteurs qui voudraient voir avec quelle adresse et quelle perfidie diabolique l'impératrice Catherine II s'est servie de cette arme pour ensanglanter la Pologne en 1768, quelles atrocités, quelles horreurs ont commis à cette époque les Grecs non unis, excités et soudoyés par elle, n'ont qu'à parcourir quelques pages de Rulhière, ainsi que les pièces qui s'y rapportent dans le *Recueil des documents utiles à consulter dans la crise actuelle*, Paris, 1853.

difficile. Annoncée depuis près de cent quatre vingts ans, cette union avait maintenu les deux nations sous le gouvernement d'une même famille, et nonobstant quelques sujets de mécontentement et de démêlés, elle les avait accoutumées et attachées l'une à l'autre. Beaucoup de nobles polonais étaient allés s'établir en Lithuanie, et ce pays, grâce aux soins de Sigismond-Auguste, avait abandonné la langue ruthène et adopté la langue, les coutumes et les habitudes polonaises. Grâce à cette prépondérance de la Pologne, la noblesse naissante des pays lithuano-ruthènes vit s'accroître ses libertés, et celles-ci devaient amener la fin de la soumission des vassaux à leurs seigneurs suzerains. Plus d'une fois, la Lithuanie avait été secourue par les Polonais contre l'ennemi du dehors qui, devenu plus puissant, lui fit éprouver de grandes pertes, et qui, ayant nouvellement conquis Polotsk, pouvait lui devenir très dangereux. Aussi le désir d'une union plus intime, d'une fusion complète augmenta, mais les grands placés à la tête de la nation s'y opposaient encore; car ils savaient que si elle venait à s'accomplir, ils seraient obligés de quitter le sénat lithuanien, puisque celui de Pologne n'était pas composé de sénateurs héréditaires. Ils voyaient aussi avec déplaisir s'approcher le moment, où les limites de la Lithuanie allaient être réduites par la cession de quelques provinces du midi à la Pologne. D'un autre côté, l'anarchie démocratique de ce pays, où il n'y avait, disaient-ils, ni ordre ni statut, était pour eux un objet de blâme et de scandale. Pour que l'union des deux nations eût lieu, il fallait, contrairement aux statuts, abaisser les grands et resserrer les limites de la Lithuanie. Nicolas Radzivill, dit le Noir, formait alors une opposition plus forte que les autres. Sans être ni kniaz ruthène, ni un de ceux descendant de Gédimin, il était un seigneur puissant, allié à Sigismond-Auguste lui-même par le mariage de celui-ci avec Barbe Radzivill, veuve de Gasztovd. Depuis quelque temps, cette famille avait suppléé au défaut du titre de kniaz par celui de prince de l'empire que l'empereur lui avait accordé (1518). Cependant, malgré son opposition, Radzivill lui-même, pressé par le roi, présenta des projets

d'union, ainsi que les chefs de l'un et de l'autre parti, dans lesquels ils indiquaient tantôt Parczov, tantôt une autre ville pour le lieu de la réunion d'une diète commune, qui ne put cependant se réunir. De nouvelles difficultés surgirent au sujet de la Livonie, que les Lithuaniens avaient déjà arrosée de leur sang, et dont ils voulaient se réserver la possession exclusive, pendant que les Polonais demandaient que ce pays appartînt également à la Pologne et à la Lithuanie. Le roi, convaincu qu'avec les seules forces lithuaniennes, il lui serait impossible de garder la Livonie, et, voulant faire entendre raison aux Lithuaniens, renouvela les traités avec ce pays, mais seulement en sa qualité de roi de Pologne. Pendant ce temps vint à mourir Radzivill le Noir, et avec lui disparut le dernier obstacle à l'union; mais, quoique la foule croissante de la petite noblesse la désirât vivement, elle n'osa pas la demander ouvertement, à cause de la crainte que lui inspiraient les grands seigneurs; mais bientôt ceux-ci, vaincus par la force du temps et de l'opinion, furent obligés de modérer leur opposition. La grande œuvre fit donc un pas de plus et se rapprocha vers son terme final.

100. — Union de Lublin.

Enfin la diète convoquée à Lublin termina cette affaire. Tous les ordres des deux États s'y trouvaient réunis: le roi, le sénat, les kniaz lithuaniens, les hauts dignitaires, les nonces et les députés des villes. Il y avait aussi des ambassadeurs des différentes cours étrangères. Beaucoup de Lithuaniens avaient quitté la diète, mais ceux qui étaient restés encouragés par Constantin, prince d'Ostrog, palatin de Kiiov, par Alexandre Czartoryski, palatin de Volhynie, souscrivirent à tout ce qui avait été depuis longtemps préparé et presque convenu. On signa donc l'union et les différents actes qui s'y rapportent, le 1er juillet et le 11 août 1569. La Podlassie fut restituée à la couronne, la Livonie devait appartenir en commun à la Pologne et à la Lithuanie, la Volhynie et le duché de Kiiov furent aussi réunis à la couronne, à condition

que le statut lithuanien de la seconde rédaction continuerait à y avoir force de loi. On conserva le titre de kniaz avec une clause qui portait que cette distinction, n'ayant aucune valeur dans la vie politique, ne pourrait porter la moindre atteinte à l'égalité établie parmi la noblesse. Les familles auxquelles on le reconnut, nommées dans les actes de 1564 et de 1569, sont les Ostrogski, les Czartoryski, les Sanguszko, les Wisniovieçki, les Radzivill, les Zbarazki, les Lukomski, et en général tous les kniaz des palatinats de Kiiov, de Braçlav et de Volhynie (1). D'après l'union

(1) Quoiqu'il y eût dans la Ruthénie et la Lithuanie une foule de kniaz ou princes, multipliés à tel point qu'il s'y trouvait des villages entiers peuplés de vrais ou prétendus descendants de Rurik et de Gédimin, on ne reconnut le titre de prince qu'aux familles principales, ci-dessus mentionnées : il s'agissait de les engager par cette concession à ne pas prolonger leur opposition à l'union depuis si longtemps désirée par les deux nations. Hormis ces sept familles, dont quatre sont éteintes, aucune autre ne possède en Pologne de titre légal héréditaire. Il y avait, il est vrai, des Polonais et des Lithuaniens qui, non contents des titres nationaux de palatins ou voïévodes, de castellans, de starostes et de tant d'autres qui étaient à vie, cherchaient à se procurer dans des pays étrangers, particulièrement en Allemagne et en Italie, des titres de princes et de comtes. Ainsi Raphaël Leszczynski, étant au service de l'empereur Frédéric III, obtint de lui, en 1476, le titre de comte de Leszno, comme si l'empereur avait le droit d'ériger en comté une terre située en Pologne, quand le roi Jagellon n'avait pu obtenir ce privilége pour Otton de Piltza, père de sa troisième femme.

Bientôt après Luc Gorka, Stanislas Ostrorog, Jean de Tarnov furent créés par Maximilien I[er] comtes de l'empire, *comites sacri romani imperii*, et c'est à cette occasion que Kromer a dit : « Principum (extraneorum) beneficio, comitum decus denuo partum. » (*Descriptio Poloniæ*, p. 103.)

En même temps Radzivill, qui ne pouvait se consoler du défaut de titre de kniaz lithuanien, accepta celui de prince de l'empire.

Sigismond Myszkovski s'étant lié d'amitié avec Gonzague, duc de Mantoue, obtint de lui le titre de marquis, qui lui fut confirmé par le pape Clément VIII.

Si quelques-uns n'ont pu résister au charme de ces vaines distinctions, il est beau de voir des citoyens polonais, dignes de ce nom, les rejeter avec dédain. Tels furent Nicolas Firleï et Jean Zamoyski, dont le premier ne crut pas devoir accepter le titre de comte, que Philippe II, roi d'Espagne, lui avait accordé; le second, qui signait *eques polonus omnibus par*, renvoya à Philippe III l'ordre de la Toison d'or, parce que, disait-il, les titres étrangers étaient incompatibles avec la dignité de son roi et les usages de sa patrie : « Ex-

de Lublin, la couronne de Pologne et le grand-duché de Lithuanie ne formeront dorénavant qu'une seule république sous le gouvernement d'un même roi, qui doit être élu en Pologne par les suffrages communs des Polonais et des Lithuaniens, couronné et sacré à Cracovie sans aucun signe annonçant la di-

ternos titulos alienos esse a dignitate regis et patriæ istius moribus. Niesieçki (*Korona polska czyli herbarz szlachty polskiej i litewskiej*, c'est-à-dire la *couronne de Pologne* ou *armorial de la noblesse polonaise et lithuanienne*, t. X, p. 62.)

L'empereur Maximilien II érigea deux comtés en Pologne, à Wisnicz, pour Sébastien Lubomirski, et à Koden, pour Nicolas Sapiéha. Mais ce fut surtout Ferdinand II qui, pour satisfaire la vanité des seigneurs polonais, se montra le plus libéral envers eux. Il accorda le titre de comte à Martin Krasiçki et à Gaspar Dönhoff, celui de prince à Stanislas Lubomirski et à Georges Ossolinski, ainsi qu'à Stanislas Sapiéha, qui eut le bon esprit de le refuser.

Quoique tous ces titres n'eussent aucune valeur politique en Pologne, cependant, comme ils blessaient l'égalité établie parmi la noblesse, on porta en 1638 une loi, renouvelée en 1641, qui défendit de prendre des titres étrangers et de faire usage dans les actes publics, même de ceux qui avaient été reconnus et confirmés par l'acte de l'union. Alors Ossolinski déclara qu'il ne faisait aucun cas du titre de prince que l'empereur lui avait conféré. Lubomirski fit graver, en 1649, sur son tombeau, qu'il avait mis de côté le titre de prince que les deux Ferdinand lui avaient offert, et qu'il ne le considérait que comme une preuve d'une trop bonne opinion de lui de ces deux empereurs.

Mais la noblesse polonaise, indignée de ce que les autres ne cessaient de faire parade de ces distinctions étrangères, ajouta, en 1673, à ses précédentes dispositions la peine d'infamie contre les contrevenants et ordonna de les poursuivre devant les tribunaux, ce qui mit un terme à l'importation de ces plantes exotiques.

Maintenant on pourrait se demander comment se fait-il que les titres de comte, de baron, etc., pullulent en ce moment parmi les Polonais ? La réponse à cette question se trouve dans les trois partages de la Pologne. La Prusse, l'Autriche et la Russie, pour consoler les Polonais de la perte de leur patrie, leur ont prodigué à pleines mains ces distinctions futiles. Ce fut surtout cette seconde puissance qui se distingua par sa libéralité et qui alla même jusqu'à leur vendre pour de l'argent comptant les titres de comte et de baron, de sorte qu'il n'y a presque pas dans la Galicie (ancienne Ruthénie Rouge ou duché de Halitch) un seul gentilhomme un peu à son aise qui n'en soit décoré. Ce sont donc, comme on le voit, des fleurs qui ont poussé sur le tombeau de la patrie, et il s'est malheureusement trouvé des Polonais qui n'ont pas dédaigné de les cueillir et de s'en parer.

gnité distincte de grand-duc. Les deux nations feront des alliances en commun avec les puissances étrangères et auront une même diète à Varsovie, sans pouvoir jamais tenir des diètes séparées. Les sénateurs ecclésiastiques et laïques, polonais et lithuaniens, furent confondus ensemble; on établit l'ordre dans lequel devaient siéger les évêques, les palatins, les castellans, le staroste de Samogitie, qui tous, ainsi que les hauts fonctionnaires ayant titre de sénateurs, comme les maréchaux, les grands chanceliers, les vice-chanceliers, les trésoriers, les maréchaux de la cour, tous en nombre double pour la couronne et la Lithuanie, composent un même sénat des deux nations. La seconde chambre est composée des nonces élus par la noblesse polonaise et lithuanienne. Leur nombre avait déjà été fixé par le roi, en 1552, pour la couronne, on détermina maintenant celui des nonces lithuaniens dans la même proportion, et l'on indiqua en même temps des places dans le sénat et la chambre des nonces pour les palatinats prussiens (1). Après

(1) Les seigneurs lithuaniens craignaient tellement de perdre leurs priviléges aristocratiques, en s'unissant plus étroitement avec la Pologne démocratique que, pour ajourner au moins la solution de cette question, ils quittèrent nuitamment Lublin, *non salutato hospite*, comme disent les documents de l'époque, et retournèrent dans leur pays. Il paraît qu'ils avaient conservé jusqu'au dernier moment la prétention de former un État à part, et cette prétention se communiqua même aux Prussiens qui, à leur exemple, voulant être unis à la Pologne, seulement par le lien fédératif dans la personne du roi, demandèrent par leurs envoyés d'avoir des diètes séparées et prièrent le roi de venir les présider; mais on leur répondit que tout ce qui serait arrêté dans la diète générale aurait force de loi dans leur province. Quant aux seigneurs lithuaniens, ayant appris que les Polonais et leur roi, fermement décidés à terminer cette fois une affaire qui traînait depuis cent quatre-vingts ans, continuèrent, sans tenir compte de leur absence, à délibérer et à décider sur ce qui les touchait de si près, ils se déterminèrent à revenir à Lublin et déclarèrent, en se jetant aux pieds du roi et en versant des larmes, qu'ils étaient prêts à consentir à tout ce qu'il aurait arrêté à cet égard. Le roi ayant répondu qu'il n'avait jamais considéré l'union de la Lithuanie à la Pologne que comme une confédération libre et volontaire des deux nations, pour leur bien commun et sur le pied d'une parfaite égalité, on signa, le 1er juillet 1569, l'acte définitif d'union, par lequel le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie sont déclarés république une et indivisible qui, composée des deux peuples et des deux

avoir accompli cette œuvre grande et difficile, Sigismond-Auguste se préparait, pour y mettre le comble, à doter le pays d'institutions analogues à son état actuel, lorsque la mort vint le surprendre le 7 juillet 1572, à l'âge de cinquante-deux ans, dans la vingt-cinquième année de son règne. Avec lui s'éteignit la famille des Jagellons, qui avait occupé le trône de Pologne et de Lithuanie pendant près de deux cents ans.

La suite de l'histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie, qui depuis l'union de Lublin vient se confondre et ne fait qu'un seul corps avec celle de la Pologne, est racontée par le même auteur dans ses autres ouvrages.

États, s'est unie en un seul corps de nation. Cet acte fut confirmé par le roi, le 11 août, pendant la tenue de la même diète. La Podlassie, la Volhynie et la Kiiovie, comme appartenant à la Pologne avant que Jagellon eût obtenu la couronne, lui furent restituées par des actes séparés. On peut voir tous ces documents dans le *Diariusz Lubelskiego Seimu Unii roku* 1569, ou *Journal de la diète d'union*, publié en 1856, par M Dzialynski.

Nous avons vu que la Ruthénie s'est réunie à la Pologne en 1340, la Prusse en 1454, la Livonie en 1561 : c'est donc la quatrième union des peuples voisins avec la Pologne. Ce qui, dans d'autres pays de l'Europe, se fit par des conquêtes, par le droit d'héritage, par la suppression violente des fiefs et des apanages, accompagnée quelquefois de sanglantes exécutions, s'accomplit en Pologne par le libre consentement des peuples. Il s'établit maintenant en Europe un droit nouveau, par lequel les peuples décident eux-mêmes de leurs destinées, droit méconnu trop longtemps, mais qui n'était pas ignoré de la Pologne ; car, comme on l'a vu, il y a été exercé dans toute son étendue aux XIV[e], XV[e] et XVI[e] siècles.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

RÉCITS FABULEUX.

LES LETTONS.

PREMIÈRE PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA RUTHÉNIE.

Ruthénie conquérante.

SON AGRANDISSEMENT, SON UNITÉ ET SON INDÉPENDANCE SOUS LA DIRECTION DES VARÈGUES.

SECONDE PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

LA DYNASTIE ORGANISE FÉODALEMENT SES CONQUÊTES. — FUSION DE LA LITHUANIE AVEC LA RUTHÉNIE, SES ALLIANCES AVEC LA POLOGNE.

QUATRIÈME PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA RUTHÉNIE.

LA RUTHÉNIE ET LA LITHUANIE CHANGENT DE NATIONALITÉ. — UNE FOULE DE POLONAIS S'ÉTABLISSENT DANS CES PAYS. — INFLUENCE DE LEURS MŒURS, DE LEUR LANGUE ET DE LEURS IDÉES. — L'INTÉRÊT COMMUN ET LES LIBERTÉS DE LA NOBLESSE FORMENT UN LIEN D'UNION.

TROISIÈME PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

LES GRANDS DUCS SONT LIEUTENANTS DU ROI DE POLOGNE.

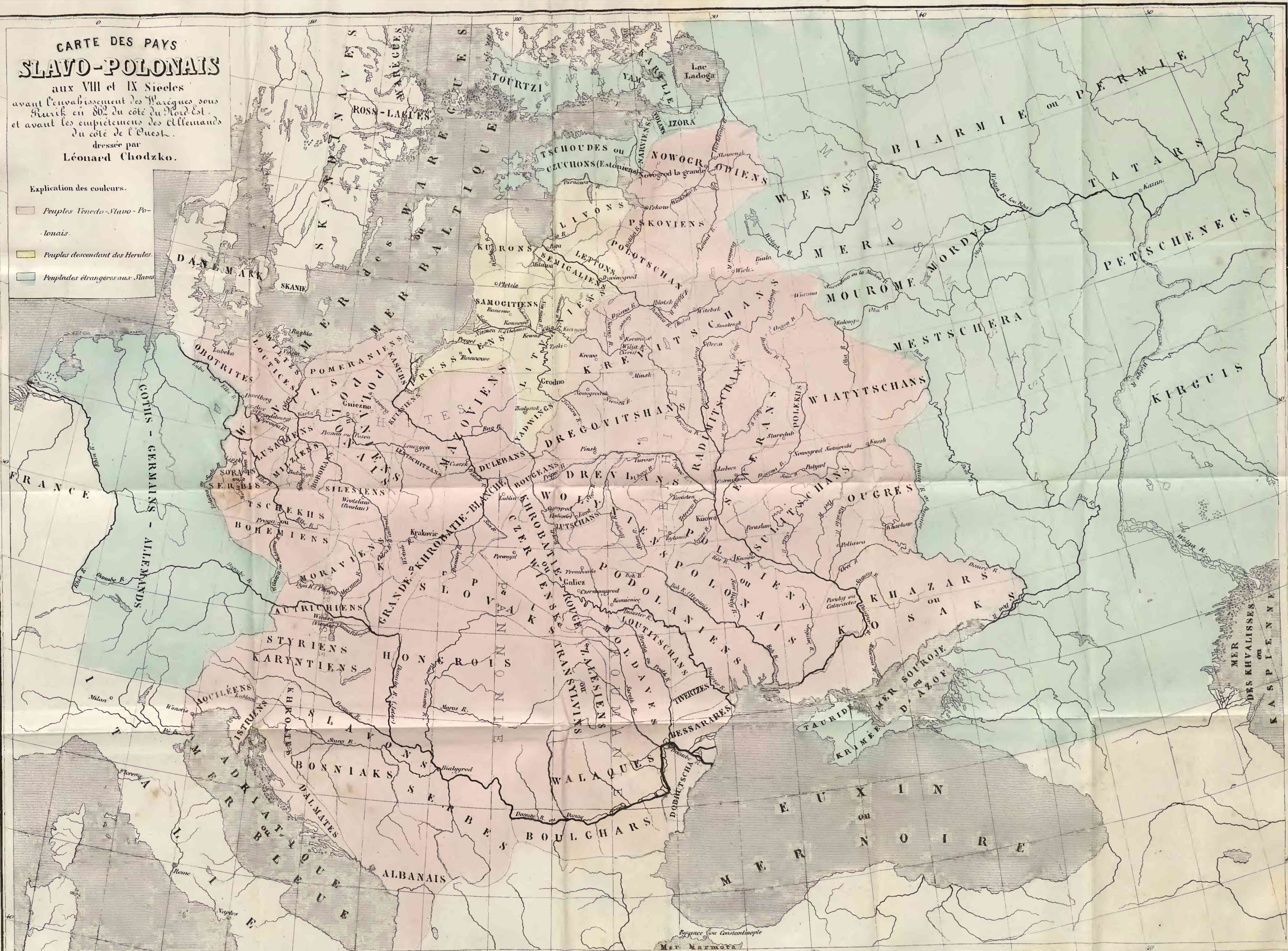
QUATRIÈME PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

L'ARISTOCRATIE LITHUANIENNE CHERCHE A ROMPRE L'UNION.

CINQUIÈME PÉRIODE DE L'HISTOIRE DE LA LITHUANIE.

LA NOBLESSE DEVIENT PLUS ACTIVE, ET MET LE DERNIER SCEAU A L'UNION ET A LA FRATERNITÉ DES DEUX PEUPLES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.


CARTE DES PAYS
SLAVO-POLONAIS
aux VIII et IX Siecles
avant l'envahissement des Warégues sous Rurik en 862 du côté du Nord-Est.
et avant les empiétemens des Allemands du côté de l'Ouest.
dressée par
Léonard Chodzko.
Explication des couleurs.
Peuples Venedo-Slavo-Polonais.
Peuples descendant des Herules.
Peuplades étrangères aux Slaves
DANEMARK
SKANIE
ROSS-LAGIES
TOURTZI
Lac Ladoga
IZORA
TSCHOUDES ou CZUCHONS (Estoniens)
NOWOCRODIENS
Novogrod la grande
LIVONS
PSKOVIENS
KURONS
LETONS
SEMIGALIENS
POLOTSCHAN
SAMOGITIENS
KREVITSCHANS
OBOTRITES
POMERANIENS
PRUSSIENS
Grodno
Minsk
Pinsk
Gniezno
DREGOVITSHANS
RADIMITSCHANS
WIATYTSCHANS
MESTSCHERA
MOUROME
MORDVA
MERA
WESS
BIARMIE ou PERMIE
TATARS
PETSCHENEGS
KIRGUIS
Kazan
LUSACIENS
SILESIENS
DULEBANS
BOUGEANS
DREVLIANS
FRANCE
GOTHS - GERMAINS - ALLEMANDS
TSCHEKHS
BOHEMIENS
MORAVIENS
Krakovie
SLOVAKS
Galicz
Kiow
PODOLANIENS
POLANIENS ou POLONAIS
OUGRES
KHAZARS ou OSAKS
AUTRICHIENS
STYRIENS
KARYNTIENS
HONGROIS
PANNONIE
TRANSYLVAINS
MOLDAVES
TIVERTZES
BESSARABES
AQUILÉENS
ISTRIENS
SLAVONS
BOSNIAKS
SERBES
DALMATES
ALBANAIS
WALAQUES
BOULGHARS
DOBRITSCHA
TAURIDE
KRIMÉE
MER SOUROJE ou D'AZOF
MER DES KHVALISSES ou KASPIENNE
EUXIN ou MER NOIRE
MER ADRIATIQUE ou MER BLEUE
ITALIE
Milan
Rome
Naples
Byzance ou Constantinople
Mer Marmora
Gravé par V. Cérot.
Echelle de 700 Kilomètres

TRAITÉ
DE POLANOW SUR LA POLANOWKA
PRES WIAZMA

Conclu le 17-27 mai et signé le 5-15 juin 1634

ENTRE

WLADISLAS IV

ROI DE POLOGNE, GRAND-DUC DE LITVANIE

ET

MICHEL III FEDOROVITSCH

GRAND-DUC ET TZAR DE MOSKOVIE.

Paix perpétuelle, union fraternelle et amitié réciproque entre les deux souverains et leurs successeurs, et entre les deux nations. —Oubli du passé.

Article premier. — Le Roi de Pologne se désiste de ses droits et renonce au trône de Moskovie, auquel il fut élevé par le choix des boyars de toute la nation moskovite, les dégage du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté; il ne se servira plus, ni lui ni ses successeurs, du titre de tzar de Moskovie.

Art. 2. — Le Roi de Pologne remettra au Tzar régnant le diplôme original d'élection passé à Moskou le 17-27 août 1610, entre le grand-général Zolkiewski et les boyars, ainsi que toutes les pièces y relatives.

Art. 3. — Le Tzar, avec l'assentiment de son conseil, des boyars et d'autres personnes de tout état, cède et restitue, avec entier abandon de ses droits et sans réserve aucune, en son nom et en celui de ses successeurs, au Roi et à la République de Pologne, les provinces qui lui ont déjà été cédées par la trêve de l'année 1617, c'est-à-dire la province de Czerniechow (Tschernigov), avec les districts, villes, châteaux, etc., tels que Czerniechow, Nowogrod-Siewierski, Batoryn, Konotop, Niezyn, Poltawa, etc. Il restitue pareillement au grand-duché de Litvanie la province de Smolensk, avec ses districts, villes, châteaux, etc., tels que Smolensk, Dorohobuz, Biala, Newel, Wieliz, Siebiez, Roslawl, Starodub, Gluchow, Poczep, Krasnobrod, Popowa-Gora, etc., avec artillerie, munitions de guerre, archives, etc. Les archimandrites, les abbés, les popes et les diacres, ainsi que les officiers administratifs moskovites, dans les villes cédées, auront la liberté de rentrer dans leurs foyers. Les images des temples, les livres et les cloches, ainsi que l'argent des caisses du gouvernement, les approvisionnements, seront remis aux commissaires moskovites.

Art. 4. — Le Tzar ne se servira plus des titres de prince de Smolensk, de Sévérie et de Czerniechow, qui appartiennent au Roi de Pologne. Le Roi reconnaît le grand-duc Michel-Fedorowitsch pour tzar-autocrate de toutes les Russies moskovites, sans que ce titre puisse lui donner un droit quelconque aux Ruthénies, qui appartiennent *ab antiquo* à la Pologne et à la Litvanie. Mais il lui reconnaît tous droits sur les possessions ruthéniennes, comme Nowogrod-la-Grande, Pskow, Opotschka, Bransk, Orel, Rylsk, Siewsk, etc., et les colons litvaniens établis sur le territoire moskovite.

Art. 5.— Le Tzar ne formera non plus aucune prétention sur la Kourlande, la Livonie et l'Estonie, comprises dans le présent traité, et qui sont dans la possession légitime de la Pologne; il n'exercera aucune hostilité contre ces provinces ni n'accordera le passage par ses États à d'autres qui voudraient les envahir; de même, le Roi de Pologne n'envahira point les provinces russiennes sus-mentionnées de Pskow, de Nowogrod-la-Grande, limitrophes de l'Estonie, ni n'accordera le passage à ceux qui s'aviseraient de vouloir les inquiéter.

Art. 6. — Une commission mixte procédera, dès le 21 septembre prochain, à la délimitation des provinces de Smolensk et de Czerniechow, d'après la tradition et les anciens documents.

Art. 7.— La liberté du commerce, sans augmentation de droits d'entrée, est garantie, mais les marchands russes n'iront point à Krakovie et à Wilno, ni les marchands polonais à Moskou.

Art. 8. —Les prisonniers de guerre respectifs seront tous mis en liberté dans l'espace de six mois de temps, et sans aucune rançon.

Art. 9. — Les deux puissances contractantes désigneront les ambassadeurs respectifs qui signeront et jureront, au nom de leurs souverains, les uns à Warsovie, les autres à Moskou, les articles du présent traité perpétuel, et on fera part aux puissances limitrophes, tant chrétiennes que musulmanes, de la bonne œuvre accomplie par ce traité d'amitié fraternelle. Les ambassadeurs de premier rang qu'on s'enverra réciproquement seront expédiés au plus tard dans les deux mois. La suite de ces ambassadeurs ne pourra être plus forte que de cent hommes et cent cinquante chevaux.



Art. 10. — Le Tzar remettra au Roi de Pologne une somme convenue (200,000 roubles argent) à titre d'indemnité des frais de guerre, et lui donnera force belles fourrures de zibeline, en souvenir de leur mutuelle amitié.

Les plénipotentiaires polonais étaient :
Jacques Zadzik, évêque de Culm (Chelmno), grand-chancelier de la couronne de Pologne;
Christophe prince Radziwill, palatin de Wilno, vice-grand-général des armées de Litvanie;
Martin Kazanowski, palatin de Podolie, vice-grand-général des armées de la couronne;
Alexandre Gosiewski, palatin de Smolensk;
Alexandre Piaseczynski, castellan de Kamieniec-Podolski;
Martin Tryzna, référendaire de Litvanie;
André Rey, staroste de Libusz, secrétaire du roi;
Alexandre prince de Kozielsk Oginski, porte-enseigne du palatinat de Troki;
Nicolas Gniewosz, porte-enseigne du palatinat de Lublin.

Les plénipotentiaires russes étaient :
Théodore Scheremeteff, lieutenant du tzar à Pskow;
Alexandre Lvoff, lieutenant du tzar à Souzdal;
Étienne Proiestieff, lieutenant du tzar à Schad;
Grégoire Syzmatschaeff, secrétaire;
Basile Prokopieff, secrétaire.

Ce traité fut ratifié par le tzar Michel III Fedorovitsch, à Moskou, le 16-26 mars 1635, et par le roi Wladislas IV, le 3 mai 1635, et, pour la seconde fois, le 28 septembre 1644; enfin, il fut ratifié de nouveau par le successeur de Michel III, par le tzar Alexis-Mikhaïlovitsch, à Moskou, le 6-16 janvier 1650, sous le règne de Jean-Kasimir, frère et successeur de Wladislas IV.

La ratification tzarienne était la suivante :

« Nous Alexis Mikhaïlovitsch, etc., déclarons confirmer avec V. M. Jean-Kasimir, etc., le traité perpétuel conclu entre notre père, de bienheureuse mémoire, Mikhailo-Fedorovitsch, etc., et Wladislas IV, frère de V. M., ainsi qu'entre leurs enfants, leurs successeurs et les souverains à venir après eux, afin de rester en amitié fraternelle, en amour et union indissoluble, de se souhaiter mutuellement du bien, d'en procurer l'avancement, de pratiquer entre eux la vérité, de ne se faire aucun mal ni stratagème, et d'entretenir parmi les peuples des deux empires amour et fraternité.

» Après que, en 1645, le 12 juillet, notre père eut passé à la félicité éternelle, et que nous fûmes devenu le grand gosoudar, nous envoyâmes, en 1646, au roi Wladislas IV, nos ambassadeurs Basile *Straschnieff*, notre lieutenant de Vologda et ses collègues, pour lui remettre un *gramota*, déclarant ferme et inviolable ledit traité. Wladislas IV les ayant reçus avec bienveillance, nous envoya de sa part un pareil *gramota*. Par l'échange de ces protestations d'amitié a été confirmée et corroborée notre ferme et mutuelle volonté que tout soit à jamais ainsi qu'il est écrit dans le traité perpétuel, entre notre père et le frère de Votre Majesté.

» Après la mort de Wladislas IV, la voix unanime du peuple libre appela V. M. à s'asseoir sur le trône de ses glorieux ancêtres, qu'avait occupé Sigismond III, votre père, et Wladislas IV, votre frère. V. M., devenue ainsi notre frère, nous envoya ses ambassadeurs Dobieslas *Cieklinski*, castellan de Czechow; Pierre *Wiazewicz*, chambellan de Mscislaw, et Pierre *Holynski*, maître d'hôtel d'Orsza, pour nous faire part de son avènement, nous saluer et nous transmettre son *gramota* en déclaration de la manutention du traité susdit. En retour de quoi nous fîmes partir vers V. M. nos ambassadeurs, Grégoire *Pouschkine*, notre lieutenant de Nijni-Novogorod; Étienne *Pouschkine*, notre lieutenant d'Astrakan, et le diak Gabriel *Levontieff*, et nous ordonnâmes de remettre à V. M. le présent *gramota*, confirmatif en notre nom, ainsi qu'en celui de nos enfants et successeurs, et de tous les souverains à venir après eux, déclarant par là, sur notre parole et en toute vérité, vouloir conserver, garantir et accomplir, dans toute sa teneur et dans tous ses articles, le traité du 15 juin 1634, ratifié le 16 mars 1635, ainsi que les conventions relatives aux frontières, savoir : la convention de démarcation, passée entre le prince Alexis *Lvoff*, notre lieutenant de Souzdal, ambassadeur de Michel-Fedorovitsch, etc., et d'André *Szoldrski*, évêque de Poznanie, ambassadeur de Wladislas IV, signé le 28 septembre 1644, ratifié de la part de la Pologne par Gabriel *Stempkowski*, castellan de Kiiovie; et la convention de délimitation ultérieure, négociée par nos ambassadeurs, en 1648, le prince Alexis *Troubetzkoï*, notre lieutenant de Kazan, et ses collègues, et les ambassadeurs de Wladislas IV, d'abord Adam *Kisiel*, castellan de Kiiovie, et plus tard Kasimir *Paç*, grand-notaire de Litvanie, conventions fixant les frontières de nos États, que nous déclarons maintenir à tout jamais dans leur intégrité et inviolabilité.

» Nous, Alexis Mikhaïlovitsch, etc., nous voulons que toutes ces transactions susdites, entre nos deux grands empires, soient immuables, conservées avec fermeté et à perpétuité.

» Fait dans notre ville impériale, à Moskou, an de la création du monde 7158, et an 1650 de la nativité de J.-C., le 6 janvier d'après le calendrier russe. ALEXIS.

Gravé par V. Clerc.